REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIII^e ANNEE. — SEPTIEME PERIODE

TOME XLIV. — 1er MARS 1928.

DI

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVIIIe ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1928

054
R3274
1928, v. 23

NOV 21 1928
244654
B. P.

LE CALVAIRE DE CIMIEZ

DERNIÈRE PARTIE (1)

BÉATRICE revint chez elle par le petit chemin qui longe le bois de cyprès et de chênes verts du monastère des Franciscains. Les fleurs de la villa embaumaient. Tout n'était que chaleur, lumière, parfum. Entre les oliviers et les palmiers, la mer apparaissait de ce bleu foncé presque violent de ton qui contraste avec la douceur bleue de la voûte éthérée. Elle fit le tour du jardin. Au sommet des marches, restes de la maison romaine, sur la terrasse, à côté de la statue de Diane installée par les soins de René d'Aumont en souvenir du temple romain qui s'élevait autrefois sur la colline de Cimiez, plus mince et plus flexible que la déesse, la jeune fille-enfant l'attendait et se précipita, dès qu'elle l'aperçut, dans sa direction.

— Maman, maman, enfin te voilà!

C'était Renée qui, maintenant, donnait des signes d'inquiétude.

— Qu'y a-t-il donc, ma grande?

— A la sortie de l'église, comme je quittais Madeleine de Portes et les autres, j'ai été abordée par une dame.

— Quelle dame?

— Une grande dame en blanc, qui ressemble aux photographies que tu m'as montrées...

— Que je t'ai montrées?

— Que j'ai vues sur tes genoux dans le cabinet de travail de

Copyright by Henry Bordeaux, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er et 15 février.

papa. Seulement beaucoup plus vieille, beaucoup moins belle, beaucoup plus maigre. Encore bien, pourtant. Distinguée. Impressionnante. Une jolie démarche. Ah! je voudrais savoir dire... Un air de cygne qui glisse sur l'eau.

Elle savait très bien dire, et Mme d'Aumont ne pouvait se tromper à ce portrait. Mais elle s'était promis de chasser toute angoisse immédiate. Quoi de plus naturel si Valentine avait reconnu et abordé sa fille, à la condition, toutefois, qu'elle n'eût rien compromis, ni rien révélé?

— Et que te voulait cette dame? interrogea Béatrice.

— Oh! elle m'a demandé où était le cimetière. « Ici même, lui ai-je répondu : voyez, à deux pas. » Comment ne l'avait-elle pas vu? Elle m'a remerciée avec un sourire aimable, elle est partie, moi aussi. Mais comme je me retournais pour la regarder, elle s'était retournée aussi. Alors nous avons souri de loin l'une et l'autre. Est-ce que tu la connais?

— Oui, peut-être.

— Serait-ce elle qui devait venir te rendre visite aujourd'hui et qui a empêché le voyage en Corse?

— Je le croirais.

L'enfant leva sur sa mère adoptive ses yeux interrogateurs, mais ne posa pas d'autres questions, comme si les autres questions risquaient de provoquer des réponses trop dangereuses ou trop pénibles. Comme les deux femmes se trouvaient au pied des marches, Béatrice gravit la première afin d'être plus haute que sa compagne et, lui prenant la tête, elle l'appuya à son épaule d'un geste infiniment tendre, puis, se penchant comme sur une petite fille qu'il faut garder et consoler, elle lui dit d'une voix ferme :

— Écoute, Renée : quoi qu'il arrive, compte sur mon amour. Et pour ton père et pour moi, je te demande d'être brave.

L'enfant ne répondit pas tout de suite. Elle cherchait à comprendre ce mystère menaçant. Béatrice la rassura :

— Il ne peut rien t'arriver que d'heureux. Aie confiance en moi. Tu sais bien que je t'aime et ne cherche que ton bonheur.

Renée la regarda, puis l'embrassa :

— Oui, maman. Avec toi, je n'ai peur de rien.

Mais comme elle s'enfuyait au jardin pour y cueillir des fleurs avant le déjeuner, Béatrice, après avoir contemplé sa fuite, monta lentement l'escalier en songeant : « *Elle* a demandé

à sa fille le chemin du cimetière. En ce moment, *elle* cherche la tombe de René, elle s'y agenouille, elle y prie. Non, elle ne prie pas. Elle n'a pas le même Dieu que nous. Elle est plus séparée de lui dans la mort qu'elle ne l'était dans la vie. Tandis que moi, je crois à la résurrection de la chair et à la vie éternelle où je retrouverai René, mon René... »

Valentine de Croisy n'avait abordé sa fille que pour mieux distinguer le jeune visage deviné dans l'ombre de l'église et y détailler les ressemblances qui l'avaient bouleversée. Car elle connaissait le cimetière de Cimiez pour y être venue un jour avec son amant après la visite de l'église franciscaine et des tableaux de Louis de Bréa, le maître de Nice. Elle retrouva sans hésiter le tombeau qui était le but de son pèlerinage et qui portait cette inscription sur une stèle à demi dévorée par un lierre : « René d'Aumont, Membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, 1869-1919. »

Mais elle était rebelle à l'émotion des cimetières catholiques que survolent, comme des oiseaux, les promesses de retour. Au contraire, ces tombes transformées en petits jardins par le culte pieux des survivants et par la saison des fleurs éveillaient en elle le grand rêve panthéiste où les morts sont mêlés à notre atmosphère et se confondent avec la nature. Elle ne sentait pas la présence de René plus rapprochée en ce lieu où reposait sa dépouille. Peu à peu, cependant, à force de penser à lui, toute une catégorie spéciale de souvenirs s'imposa à sa mémoire, et c'étaient leurs conversations au bord de la mer à Aiguebelle, le soir, ou dans les sentiers et les bois de Port-Cros, sur la religion, sur la survie, sur l'âme. Alors elle fut comme appelée par ce souffle de l'invisible auquel elle ne croyait pas et qu'elle écartait : « Oui, se disait-elle, tu me voulais catholique et je te répondais : — Mais je ne pourrais plus être à toi... — C'est vrai, convenais-tu, et j'ai mauvaise grâce à t'en parler. Mais on peut être coupable et catholique. — A quoi bon se tourmenter? Je préfère mon incroyance. — Il me semble, reprenais-tu, que nous serions plus près l'un de l'autre, que nous nous comprendrions mieux. — Ah! non, tu me souhaites tes remords et je n'en veux point. — Moi-même, avouais-tu, je

ne suis catholique que de désir. C'est une formation que je porte en moi, bien que j'aie cessé de croire. — Pourquoi, dans ce cas, me prêcher? — Je ne prêche pas, ou si mal. Je ne sais pas. C'est un désir. Parce que la mort, peut-être, me ramènera... » — Et je te fermais les lèvres par mes baisers pour t'empêcher de parler de la mort. Et je concluais : « Mon dieu, c'est mon amour. Je n'ai foi qu'en lui. Jamais aucune religion ne me le fera considérer comme une faute. — C'en est une, pourtant... », murmurais-tu. Nous n'étions pas d'accord. Mais peut-être avais-tu raison. De notre amour mon mari est mort, quand c'est moi qui aurais souhaité d'en mourir avec toi. Maintenant, je souhaiterais de devenir catholique pour me rapprocher de toi, si c'était possible. Mais dans ta religion ce serait notre amour qui nous séparerait. Et je ne veux pas que nous soyons séparés... »

Elle quitta le cimetière, plus agitée qu'elle n'y était entrée Et sur le chemin du Pavillon Victoria, songeant à l'entrevue de l'après-midi qui lui devait rendre sa fille, la survivance éclatante de leur amour, elle se dit tout à coup :

« Mais Béatrice n'a pas averti Renée. Si Béatrice l'eût avertie, elle m'eût sans doute reconnue. Tandis que, visiblement, je n'étais pour elle qu'une étrangère. Comme elle m'a souri gentiment quand elle s'est retournée ! Je ne serai pas longtemps pour elle une étrangère. Mieux vaut qu'elle ne sache rien encore et que Béatrice m'ait laissé le soin de la conquérir... »

Elle avait conquis le père, elle saurait bien reprendre sa fille.

LE DIEU DES RENCONTRES

Quand ce fut bientôt l'heure de la visite qu'elle attendait, Béatrice, décidée à rejeter désormais toute précaution inutile, prévint Renée, sa fille pour quelques instants encore :

— Écoute bien. Tu vas t'en aller au jardin. Tu pourras y emporter ta belle édition du *Livre de la Jungle* avec les illustrations de Rakam que tu as reçue pour tes vacances de Pâques. Je t'appellerai quand ce sera le moment.

L'enfant la regarda bien en face de ses yeux vaguement effrayés :

— Maman, c'est à cause de la visite ?

— Oui, c'est à cause de la visite.

— Promets-moi qu'on ne me fera pas de mal.

— Voyons, ma chérie, qui songerait à te faire du mal ? Et à te faire du mal quand je suis là ? Tout le monde t'aime.

— Mais moi, je n'aime que toi.

— Embrasse-moi et va jouer. Si tu le préfères, cueille des fleurs pour renouveler celles de nos vases au salon et dans nos chambres. Mais ne dégrade pas les parterres, chérie.

— Sois tranquille, maman.

L'enfant l'embrassa avec une tendresse presque excessive, à quoi Béatrice s'interdit de répondre trop avidement pour ne pas l'émouvoir.

Quand Renée, obéissante, mais un peu excitée et énervée tout de même, se fut éloignée sur la terrasse pour descendre les marches qui la conduisaient au jardin, Mme d'Aumont, tout en la suivant des yeux jusqu'au moment de la disparition comme si elle ne pouvait se rassasier de la voir, s'étonna de la fermeté nouvelle qu'elle avait montrée. Elle parlait et agissait comme si elle était elle-même commandée.

Trois heures sonnèrent au carillon de la galerie.

« C'est l'heure, pensa-t-elle. Le Père Placide se met en prière. Valentine est en route, si elle n'est déjà devant le portail. Elle vient à pied. La distance est trop courte pour qu'elle ait pris une voiture. Autrefois, elle arrivait toujours un peu en retard. J'aimerais que ce retard ne se prolongeât pas. Car Jésus est là, près de moi. Je Lui ai demandé de rester, comme les disciples d'Emmaüs L'y avaient invité. Je suis sûre qu'Il m'assistera. Ah ! que ce supplice ne dure pas trop longtemps !... »

Elle s'était assise au bord de la terrasse où le soleil jouait avec l'ombre. Mais la porte du salon demeurait grande ouverte, en sorte qu'elle serait prévenue dès l'arrivée de la visiteuse. La silhouette flexible de Renée en robe claire se détachait ici ou là sous la voûte d'une allée. Elle la suivait à sa trace de lumière comme un rayon qui se déplace. Mais, pour recevoir Valentine, elle rentrerait à l'intérieur. Elle n'appellerait l'enfant que lorsque les deux mères se seraient mises d'accord sur la manière la plus délicate de l'instruire, sur l'organisation la plus douce de son avenir. Elle ne se reprochait point de ne pas l'avoir prévenue : pourquoi se serait-elle chargée de la tourmenter à

l'avance? Pourquoi aurait-elle gâté les derniers jours de sa maternité? Comment se passerait l'entrevue, elle n'essayait plus de l'imaginer. Elle abandonnait tout plan, tout projet, toute préparation, elle qui d'habitude avait tant d'ordre dans l'esprit et n'aimait pas laisser le champ libre au hasard. Qui dirigerait l'entretien ? Elle-même y renonçait, et peut-être Valentine ne s'en chargerait-elle pas davantage. Elle éprouvait réellement une paix, un calme inconnus. La fièvre des derniers jours était tombée. Elle se sentait protégée. Pourvu, toutefois, que la visiteuse ne tardât pas trop !

Elle entendit sonner à la grille. La concierge qui avait reçu des instructions introduisait sans doute Mme de Croisy et lui indiquait l'allée qui aboutit à la porte d'entrée. De la grille à la villa la distance n'est pas grande. Le temps de réciter un *Pater* et un *Ave*, afin de rassembler ses dernières forces et de ne pas se livrer à son imagination, à sa peur, et elle se trouverait enfin en présence de l'ancienne rivale, de l'amie perfide à qui elle ne révélerait jamais son intime souffrance et qu'elle accueillerait comme une sœur, quand une nouvelle menace de malheur l'accompagnait.

Valentine n'était pas venue seule, mais en compagnie de la fidèle Greta qu'elle laisserait dans l'antichambre. Elle se fit annoncer :

—Comtesse de Croisy. Ma cousine d'Aumont m'attend, je crois.

— Oui, madame la comtesse, lui fut-il répondu par le valet de chambre. Madame a donné des ordres.

Du pavillon Victoria elle avait pris, derrière les Arènes, le chemin privé qui traverse les anciens Thermes romains et qui est bordé d'oliviers, à cause de la chaleur qui était déjà pesante au milieu du jour. Une montée encore, et c'est la villa Béatrice dont les jardins apparaissent à travers la grille de fer forgé. Elle savait que ces jardins qui reproduisaient des dessins de tapis persans étaient l'œuvre de René d'Aumont et elle admira l'entrelacement féerique sur les parterres de cinéraires multicolores, myosotis, pensées, cyclamens, pâquerettes, œillets, giroflées, genêts et roses qui rappelaient les décors orientaux des *Mille et une nuits*. Cependant elle ne disait pas un mot à sa compagne qui n'osait parler la première. La beauté de ces lieux enchantés ne l'avait distraite qu'un instant. Devant la grille, elle proposa de s'arrêter avant de sonner, afin de reprendre son

souffle. Puis, introduite par la concierge, elle s'avança lentement entre les rangées de citronniers, de palmiers, d'orangers. La mer s'apercevait au fond, toute bleue, entre les feuillages d'un grand chêne.

La petite Renée avait bien décrit sa démarche : elle glissait comme un cygne sur l'eau. Autrefois, elle avait été soulevée par un bonheur surhumain. Autrefois. Maintenant elle n'était plus la même. Toute de blanc vêtue, une écharpe flottante à demi déroulée, elle avait gardé un peu de sa grâce de déesse du nord, mais le pas était plus lassé et la silhouette plus anguleuse. Elle s'appuyait sur une grande canne, soit pour sa sécurité, soit par un besoin d'originalité dans les manières qui avait toujours été dans ses goûts. Certes, elle n'avait pas omis de faire son visage et de cacher sa pâleur sous un peu de fard. Mais elle n'avait pas eu besoin d'aviver l'éclat des yeux que la fièvre brûlait. Malgré son courage, — le courage des Flygare, l'héritage du compagnon de Charles XII, — elle appréhendait cette entrevue avec sa cousine au cours de laquelle elle devrait surveiller toutes ses phrases pour le cas où Béatrice eût jamais connu le soupçon, et surtout elle se préoccupait des premiers mots qu'elle adresserait à sa fille et desquels dépendrait sans doute le premier élan d'amitié ou d'hostilité. Comment lui expliquerait-elle sa longue absence sans nouvelles, sans lettres, cet oubli total, incompréhensible chez une mère, si la folie ne la justifie pas? Eh bien, elle invoquerait sa folie. Ne serait-ce pas inquiéter l'enfant? Ne pourrait-elle se contenter pour excuse d'un état de dépression nerveuse qui la rendait incapable de tout effort, qui l'avait contrainte à la solitude? Il serait toujours temps plus tard de confesser la vérité, s'il était nécessaire. Et surtout elle consulterait Béatrice qui si longtemps avait rempli l'office maternel et qui, seule, la pouvait renseigner sur le caractère, sur la sensibilité de Renée.

Les deux femmes devraient entreprendre une œuvre commune. Non, Valentine ne pourrait emmener sa fille le soir même. Il faudrait la venir voir tous les jours, de façon à l'accoutumer à sa mère, à sa nouvelle mère. Ces visites quotidiennes ne seraient-elles pas cruelles, pénibles, insupportables? Ne serait-il pas préférable, au contraire, de tailler dans le vif et d'aller droit aux solutions franches? Pour douter d'elle-même, avait-elle donc perdu ce don de séduire que René d'Aumont lui

reconnaissait en le lui reprochant même gentiment? Elle voyagerait avec l'enfant qui serait bientôt distraite par le changement de lieux et par le flot des impressions neuves. Le coup serait dur pour Béatrice. Il fallait aussi la ménager. Elle aussi, il fallait la séduire, l'amener à l'acceptation.

Valentine essayait en vain, néanmoins, de préparer la conversation et d'en imaginer la suite. Elle ne pourrait pas la conduire. Mieux valait se fier aux circonstances, mais en ne cessant pas de tendre vers le but de délivrance immédiate. Comme ces orateurs qui se contentent de penser au début de leurs discours, se fiant pour le reste à leur faculté d'improvisation et à leur connaissance de la cause à débattre, elle ne songea plus qu'à son entrée. Et, tout d'abord, embrasserait-elle Béatrice ou se bornerait-elle à un serrement de mains? Non, il fallait l'embrasser. Entre deux parentes séparées par tant d'années et par tant de malheurs, c'était le geste naturel, celui que sa cousine devait attendre si elle ne savait rien, et puisqu'elle ne savait rien comment s'y refuser? Ah! la moindre hésitation de la part de celle-ci, le moindre mouvement de recul, le moindre tressaillement de la chair révoltée devraient être, au contraire, interprétés comme le signe infaillible de la connaissance du passé. Et précisément, c'était le moyen d'acquérir une certitude. Elle ne refuserait pas de s'en servir. Mieux valait qu'elle fût fixée. Donc, dès l'entrée au salon, elle irait droit à Béatrice pour lui donner ce baiser.

Un autre point, encore plus sensible et douloureux, tourmentait l'ancienne malade. Oui, le docteur Charpent lui avait dit et répété sur tous les tons, avec l'accent d'autorité le plus affirmatif, avec des compliments, avec de l'amitié, avec le jargon le plus scientifique ou la conviction la plus familière tour à tour, qu'elle était guérie, absolument, guérie sans possibilités de rechute. Sans possibilités de rechute, comment pouvait-il en être sûr? Une première fois elle avait été déjà autorisée à quitter la maison de santé pour s'en aller avec son frère dans un château de Provence. Là, elle avait appris la mort de son cher amour. Pourquoi l'avait-on empêchée de mourir? Elle avait été ramenée à Neuilly, et elle y était retombée dans cette mélancolie anxieuse où elle perdait le fil de ses souvenirs. Évidemment, le cas n'était plus le même. Évidemment, cette fois, elle avait remonté lentement, palier par palier, la pente de l'abîme où elle était

brusquement descendue. Dès longtemps, et depuis des mois et des mois, plus d'une année, — tout est si incertain dans le domaine mental ! — elle avait repris la direction de sa volonté et de sa vie. Et même elle avait pu se pencher sur le gouffre sans vertige. Ce séjour à Valmont avait achevé de réparer ses forces et de la tranquilliser. Elle avait repris ses occupations, son existence active, disciplinée, régulière. Elle avait attendu la certitude avant d'apparaître à sa fille. Le voyage au cimetière de Moosch ne l'avait aucunement fatiguée malgré les tristes retours en arrière qu'il impliquait. Ce matin même, après la messe, la visite au cimetière de Cimiez ne l'avait pas émue outre mesure, lui avait laissé tout son équilibre. Elle avait pu déjeuner presque avec appétit à l'hôtel malgré la perspective de cet après-midi angoissant. Mais enfin, depuis sa guérison elle ne s'était pas encore trouvée obligée de faire face à un tel duel et de payer si durement de sa personne. Et voici qu'elle se prenait à redouter que sa raison n'y résistât pas. Mais non, elle était calme, elle resterait calme. Il ne fallait pas s'effrayer à l'avance. Tout se passerait le mieux du monde, et peut-être même amicalement, affectueusement. L'influence de René agirait sur les deux femmes. Rivales hier, complices forcées aujourd'hui, elles se réuniraient en lui.

Déjà, le valet de chambre, s'effaçant, lui ouvrait la porte du salon. Le sort en était jeté et le duel s'engageait. Béatrice, de la terrasse avait entendu le bruit de la porte ouverte. Elle se leva, eut le temps de penser à la prière des disciples d'Emmaüs, et bien qu'elle se sentît pâlir, et qu'aucun rouge ne pût dissimuler cette pâleur heureusement moins visible à cause de son manque habituel de teint, elle marcha bravement à la rencontre de la visiteuse.

— Valentine.

— Béatrice.

La grande femme blanche, glissant de sa belle démarche aérienne et tendant les mains, se pencha dès qu'elle eut rejoint sa cousine, et de ses jolies lèvres peintes lui effleura la joue. Cette joue ne frémit pas, ne se retira pas, ne trahit aucun mouvement de recul. Béatrice, au contraire, eut le courage de lui rendre son baiser, résolument, sans tricherie ni rapidité. Elle se pliait rigoureusement à l'engagement qu'elle avait pris devant l'autel au couvent des Franciscains.

— Pauvre amie! ajouta-t-elle avec une profonde pitié qui n'était pas jouée, comme si elle était récompensée de sa bonne volonté par l'afflux des sentiments naturels et des paroles simples. Comme vous revenez de loin! Pourtant, vous n'avez pas trop changé.

— Dites que je ne suis plus reconnaissable, sourit Valentine, rassurée par ce bon accueil.

— Personne n'échappe aux années. Mais vous avez retrouvé la santé et je m'en réjouis, même dans la tristesse que vous m'apportez.

— Comment vous exprimer?...

— Tout à l'heure nous parlerons de Renée. Parlez-moi de vous, Valentine.

Valentine de Croisy, sur ce prénom équivoque, eut un léger tressaillement. Son amour occupait toujours sa pensée en premier lieu, et il s'agissait de sa fille. Cependant, elle répondit :

— Oui, nous en parlerons tout à l'heure. Elle n'est déjà plus une enfant. Quand je songe que je ne l'ai pas vue grandir, et qu'elle m'a quittée depuis douze ans! Je l'ai reconnue ce matin à la messe.

Elle ne dit pas à quelle ressemblance elle l'avait reconnue. Béatrice d'Aumont aurait souhaité de détourner la conversation. N'était-il pas trop tôt pour discuter le sort de *leur* fille? Malgré elle, elle cherchait à ajourner, ne fût-ce que de quelques minutes, la décision qui ne pouvait que l'affliger et la laisser désormais sans enfant.

— Oui, dit-elle, je sais que vous lui avez parlé... Vous arrivez de Valmont en Suisse. Ce long voyage en chemin de fer ne vous a-t-il pas fatiguée?

— Je me suis arrêtée en route, expliqua sans préciser Valentine qui, dans un éclair, revit la plage dorée d'Aiguebelle et les sentiers fleuris de Port-Cros. Non, je vais bien maintenant.

Et, tombant dans le piège que lui tendait involontairement sa cousine, elle revint en arrière pour montrer à quel point sa guérison était complète, car n'avait-elle pas été avertie par son médecin que l'un des signes les plus probants était de pouvoir analyser soi-même son mal avec une parfaite lucidité?

— Vous souvenez-vous, Béatrice, de notre dernière ren-

contre dans mon appartement de la rue du Général-Foy? Oh! ne vous étonnez pas : je puis en parler librement. Les moindres circonstances m'en sont revenues à la mémoire, jusqu'au moment où j'ai pris ma fille dans son petit lit que je voyais taché de sang.

Mme d'Aumont, qui pensait éviter cette conversation, fut entraînée à y prendre sa part : le ton en était si naturel et si calme :

— C'est alors, Valentine, que j'ai eu peur. Vous l'avez reposée brusquement, comme si déjà vous étiez loin de nous. Elle poussait des cris déchirants, et vous vous bouchiez les oreilles. Je ne comprenais pas ce qui vous arrivait. Et puis, vous vous êtes enfuie.

— Là, je perds toute notion. On m'a retrouvée, paraît-il, au bord de la Seine. Plus tard, bien plus tard, j'ai appris que vous étiez venue plusieurs fois, au commencement, à la maison de santé.

— Vous ne me reconnaissiez pas. J'en revenais si chagrinée!

— Votre mari aussi, pendant ses permissions, est venu.

— Oui, répondit évasivement Béatrice à cette première allusion.

— Et je ne le reconnaissais pas davantage. Ou plutôt, c'était pire : je le reconnaissais, mais ce ne pouvait être lui, parce que je le croyais défiguré.

— A cause de sa blessure au début de la guerre?

— Je ne sais pas bien. Cela est si étrange de se perdre soi-même!.. Vous savez que j'ai guéri une première fois.

— Non, Valentine, je l'ignorais.

— J'ai guéri, et puis je suis retombée.

— Vous êtes retombée sans cause, ou à la suite de quelque accident?

— A la suite d'une commotion.

— Pendant la guerre?

— Non après la guerre, expliqua Valentine sans insister. Pendant la guerre, je n'avais pas été bien soignée par le vieux docteur Gaillardet. Assombri par la mort de son fils, devenu pessimiste et sceptique, il m'avait tout de suite déclarée incurable. Tandis que, dès son retour, le docteur Charpent a trouvé que je n'étais point affaiblie intellectuellement et il a cru à ma guérison. Mais tous ces détails, Béatrice, ne peuvent guère vous

intéresser maintenant, à moins que vous ayez gardé quelque doute.

Elle eut tant de grâce en parlant de ce doute qu'elle avait à cœur de dissiper !

Mme d'Aumont dit gravement :

— J'ai confiance en vous, et je vous écoute, Valentine. Vous avez traversé une nuit obscure, et vous avez retrouvé la lumière du jour.

— La lumière du jour, oui. Elle brillait sur des décombres. Je ne tenais plus à la revoir. Nous avons eu trop de malheurs, Béatrice.

La mort de M. de Croisy avait précédé sa folie. Faisait-elle donc allusion à la mort de René d'Aumont ? Béatrice ne voulut pas l'approfondir :

— Il vous restait votre enfant.

— Sans doute. Quand j'ai su que vous l'aviez recueillie chez vous, comme j'ai été rassurée ! Cependant je n'osais pas vous la reprendre. Tout à l'heure, vous parliez de ténèbres. On en sort en tâtonnant. Le jour ne se lève que peu à peu. C'est un faible rayon avant d'être une aurore. Longtemps les images, les idées, les souvenirs passent sans être nettement éclairés par la conscience. N'être pas sûre de son moi, de sa personne, de son corps, ah ! Béatrice, nul, sans en avoir connu le vertige, ne peut comprendre ce tourment. Même sortie de la maison de santé, je demeurais hésitante, presque brisée. Mon médecin me donnait courage : « Allez de l'avant. Ne craignez rien... » J'ai attendu plus d'un an pour acquérir la certitude de ma guérison.

— Vous êtes guérie depuis un an ?

— Oui, plus d'un an.

— Et vous avez attendu ?

— J'ai eu le courage d'attendre. Ne me le reprochez pas, Béatrice. C'est peut-être la preuve la plus réelle de cette guérison. Je ne voulais pas reparaître devant ma fille en état d'infériorité. Je ne voulais pas courir le moindre risque d'une crise nouvelle, d'une rechute qui n'eût pas manqué de la terrifier. C'est pour elle que j'ai su attendre.

— Pauvre Valentine !

— Pour elle, et aussi pour vous. Il me semblait que je devais respecter vos droits. La petite Renée ne m'avait pas connue. Elle avait acquis par vous la marche et la voix. Son esprit s'était

éveillé par vous. Elle avait trouvé en vous une seconde mère. Pour vous la reprendre, il fallait que je fusse assurée, sinon de vous égaler, du moins de ne pas l'affliger par trop de différence.

— Oh ! ne parlez pas ainsi. Il était bien naturel que Renée vînt chez moi. N'étais-je pas votre parente ?

Mme d'Aumont, touchée, eut tout à coup la sensation qu'elle se laissait prendre elle-même à la séduction de Valentine de Croisy. Il y avait dans la voix, dans l'attitude, sur les lèvres de cette femme une sorte d'attrait indéfinissable, qui agissait presque physiquement. Elle comprit mieux l'envoûtement subi par son mari, mais elle sentit le danger qu'elle pouvait courir en s'abandonnant. Puis elle écarta la peur. Quel danger pouvait-elle courir ? Le Christ ressuscité des disciples d'Emmaüs n'était-Il pas là, et le Père Placide n'était-il pas en prière ? Non, non, la protection divine la couvrait. Elle ne se défendrait pas, elle se dépouillerait, elle ne vaincrait qu'en se dépouillant, elle ne vaincrait que par son amour. Et, après être sortie de la tentation que la visiteuse n'avait pu deviner, elle reprit sans embarras :

— Oui, Valentine, je comprends maintenant que vous ayez attendu. Maintenant, votre guérison n'est plus en cause. Vous avez su mériter votre maternité. Vous aussi, vous saurez élever l'enfant. Voulez-vous que nous parlions d'elle ? Vous m'aviez donné un bébé, je vous rendrai presque une jeune fille. Je l'aime comme une maman, et pourtant rassurez-vous : je ne vous la disputerai pas.

Comment avait-elle pu, sans trouble, sans larmes, sans émotion apparente, prononcer de telles paroles ? Elle était la première étonnée d'en avoir eu le courage et la force. Elle y reconnut l'assistance qu'elle avait réclamée. Ce devait être bien ainsi, puisqu'elle agissait sous l'influence de cette présence secrète. Elle ne regretta pas de s'être du premier coup toute dépouillée, puisque Dieu la voulait ainsi.

Et ce fut le tour de Valentine, dans ce duel maternel, d'être atteinte par les armes insoupçonnées de l'adversaire. Elle n'avait pas imaginé une Béatrice aussi généreuse, aussi noble de cœur, aussi ferme de caractère. Elle reconnut subitement à quel point elle s'était trompée en la jugeant étroitement enfermée dans la vie quotidienne et s'expliqua ce qu'elle n'avait jamais admis qu'en murmurant et grondant au temps de sa passion : le lien

indissoluble qui attachait, malgré l'amour, René d'Aumont à sa femme.

— Je ne vous la prendrai pas toute, voulut-elle protester. Douze ans vous l'avez gardée et élevée. Ces douze ans sont inoubliables. Et même je tremble de vous succéder. Je ne vous succéderai pas. Vous resterez sa seconde mère. Elle continuera de vous appeler ainsi. Vous la verrez aussi souvent qu'il vous plaira. Je vous la confierai toutes les fois que vous le désirerez. Est-ce convenu entre nous?

— Laissez-moi réfléchir, Valentine. Il faut prendre garde à cette enfant. Elle est tendre et sensible, et déjà si clairvoyante!

— Vous ne l'avez pas avertie encore, Béatrice, n'est-ce pas? Je l'ai compris ce matin quand je l'ai abordée.

— J'ai essayé. Mais la tâche est si délicate!

Mme d'Aumont lui résuma la tentative inutile de Saint-Paul-du-Var. Elle parlait avec lenteur, pour gagner un peu de temps, pour réfléchir. Pouvait-on diviser l'enfant, ainsi que le proposait Mme de Croisy? Ne valait-il pas mieux accepter la dure séparation une fois pour toutes? Les enfants oublient vite. Pas celle-ci peut-être, si profonde et ombrageuse! Et puis, cette intimité prolongée exigerait la présence continuelle de Valentine : supporterait-elle, était-il possible qu'elle supportât le contact fréquent avec celle qui lui avait pris son mari? Mais était-il prudent de laisser enlever Renée brusquement? Elle ne le pensa pas et reprit :

— Il faudra l'habituer à vous, doucement, lentement.

— Me connaît-elle du moins, Béatrice? Sait-elle que j'existe? Lui avez-vous parlé de moi? Que lui avez-vous dit sur sa mère?

Béatrice eut un geste découragé, se découvrant en faute, et même en faute grave :

— Hélas! rien.

— Vous ne lui avez donc jamais parlé de moi?

Mme d'Aumont, qui ne s'était jamais adressé de reproche à cet égard, chercha des excuses :

— J'ai eu tort, mais peut-être me comprendrez-vous. Je n'ai pas, comme vous le pourriez croire, pensé à l'accaparer. Mais je vous croyais très malade.

— Incurable?

— Oui, Valentine, incurable. Je n'osais pas prononcer un

tel mot, si cruel! Votre médecin me l'avait répété tant de fois!

— Le docteur Gaillardet? Il l'affirmait, le pauvre homme, à mon frère, à tout le monde.

— A chacune de mes visites à Neuilly, il me prenait à part pour m'en assurer. Et même, sans craindre de m'affliger, il me mettait en garde contre le danger d'hérédité, me conviait à mille précautions pour l'enfant. Il fallait lui épargner tout choc nerveux. Renée était alors toute petite. Je vivais auprès d'elle avec cette crainte qu'on m'avait mise en tête. J'avais peur de l'agiter. Elle m'appelait maman. Comment eussiez-vous exigé qu'elle m'appelât?

— Ne l'étiez-vous pas en effet, Béatrice?

— Je m'appliquais à l'être, de tout mon cœur. Dans le risque ou le danger, on va au plus court, on ne complique pas, on accepte les solutions les plus simples. Je n'avais pas prévu...

Mme d'Aumont se défendait comme si elle se fût rendue coupable d'un acte indélicat. Sa conscience scrupuleuse s'était trouvée en défaut, et voici qu'elle s'en accusait trop tard, quand l'œuvre était accomplie. Ainsi était-elle responsable pour une large part des difficultés où les deux femmes se débattaient. Surtout elle ne pouvait pas révéler la cause seconde de son adoption : la découverte des lettres qui prouvaient la paternité de René d'Aumont et son désir secret de restituer à l'enfant le foyer paternel.

Sa cousine la rassura :

— Ne vous excusez pas ainsi, Béatrice. Dans la vie, nous ne sommes pas toujours les maîtres d'agir à notre guise. Ce que vous avez fait, toute autre l'eût fait à votre place. Et moi-même... J'étais éloignée, vraisemblablement pour toujours. Mon mal n'était pas de ceux qu'on avoue en toute tranquillité d'esprit. Il convenait de le cacher, surtout à une enfant nerveuse. L'important, en pareil cas, c'est le salut de l'enfant. Ainsi l'avez-vous compris.

— Ne soyez pas trop indulgente. Je suis allée plus loin encore.

— Plus loin?

— Oui, Valentine, plus loin. Je pensais qu'un jour, — et même j'avais consulté à ce sujet un homme de loi, — il me serait possible de donner par l'adoption légale mon nom à Renée.

— Votre nom ?

— Je veux dire : le nom de mon mari. C'est un nom célèbre. Mais le vôtre est aussi beau et je n'avais pas le droit. Pardonnez-moi.

Elle s'était précipitée dans les aveux presque malgré elle, par contrainte de sincérité, et aussi parce qu'elle se reprochait d'être sortie de la voie droite et reconnaissait tous les torts qu'elle avait accumulés dans son égoïsme de maternité. Mme de Croisy ne voyait pas cet élan de pénitence, cette ardeur d'absolution. Elle n'avait retenu qu'une délicieuse musique et la traduisit ainsi :

— Alors elle se serait appelée un jour Renée d'Aumont, comme lui ?

— Oui, c'était cruel. Je vous aurais sacrifiée.

— J'étais sacrifiée. Je ne comptais plus. Je suis une revenante.

Sur ce dernier mot elles se turent toutes les deux. *Une revenante* : c'était bien cela. Valentine revenait d'un monde inconnu, comme si l'on pouvait revenir de la mort. Elle dérangeait toutes les combinaisons de la vie qui s'était reformée derrière elle, comme les eaux reprennent leur surface polie après que le sillage d'un bateau s'est perdu. Ainsi eut-elle la sensation qu'elle était de trop, que son retour était inutile, et même inopportun et intempestif, et qu'elle ne pouvait plus servir à rien. Ce fut court, mais atroce. Tandis que Béatrice, se souvenant de la fête de Pâques, songeait au mystère de la Résurrection. Elle corrigea l'expression employée parce qu'elle suivait le cours de sa pensée :

— Une ressuscitée, Valentine... C'est votre fête aujourd'hui.

— Ma fête ? répondit Mme de Croisy étonnée.

— Oui, la fête de Pâques. Votre fille vous la souhaitera.

Ainsi atténua-t-elle l'affreuse impression d'inutilité éprouvée par Valentine. Celle-ci, un peu rassurée sur elle-même, revint au sujet qui la tourmentait :

— Puisqu'elle ne sait rien encore, puisqu'elle ne soupçonne rien, comment lui apprendrons-nous ? Il vaudrait mieux que ce fût par vous, Béatrice. Elle vous écoutera, elle vous croira. Je sais bien que je vous demande là un suprême service, ou plutôt une immolation : vous dépouiller vous-même de votre maternité.

Mme d'Aumont murmura :

— C'est fait, Valentine.

Et, la voix plus raffermie, elle ajouta dans un besoin de confession, sans craindre de se diminuer en se montrant dans toute sa faiblesse de femme :

— Pourtant ne me croyez pas meilleure que je ne suis. J'ai dû beaucoup lutter. Je me suis débattue ces huit derniers jours. Ah ! j'ai résisté jusqu'au dernier moment. Je voulais fuir en Corse avec Renée. Vous n'eussiez trouvé personne à la villa et vous fussiez repartie. Nous eussions fui jusqu'en Amérique au besoin. La douceur d'être mère, la douleur de ne l'être plus, n'était-ce pas de quoi m'égarer? Heureusement, j'ai trouvé un secours.

— Un secours? demanda Valentine, étonnée de toute cette humanité passionnée qui se révélait dans sa rivale et qui la rapprochait d'elle.

C'était donc là cette femme courageuse et fragile ensemble, si droite et si tendre à la fois, à qui elle avait pris René d'Aumont et que René d'Aumont avait toujours refusé de quitter. Comme il était heureux que Béatrice ne se fût doutée de rien ! Comme elle eût souffert, si elle avait connu la trahison, dans son pauvre cœur de chair que sa maternité spirituelle martyrisait déjà !

— Oh ! celui-ci, tout simplement, désigna Béatrice en levant la main dans la direction d'un Christ d'ivoire suspendu au mur, plus grand, mais d'un art moins raffiné que celui que son mari avait placé dans son cabinet de travail.

Il n'était pas suspendu au mur. Ce n'était là que son image. Lui, Il était présent dans la pièce où se tenaient les deux mères, invisible mais présent. Les disciples d'Emmaüs L'avaient vu le jour même de sa Résurrection.

Valentine incrédule ne la pouvait suivre dans sa foi. Mais elle eut le sens et le respect de cette foi vivante qui soulevait les chétives volontés humaines.

— Alors, reprit-elle, vous vous chargerez d'informer... notre fille.

— Tout de suite, si vous le désirez. Maintenant, devant vous.

— Je ne suis encore pour elle qu'une étrangère. Ne va-t-elle pas me détester ? N'allons pas si vite. Réfléchissons

Mme d'Aumont, enfiévrée par l'esprit de dévouement, consentit avec peine à attendre.

— Ne serait-il pas préférable, dit Mme de Croisy, que je vous la laisse quelque temps encore? Je resterais à Cimiez, au pavillon Victoria. C'est si près! Vous me l'enverriez chaque jour. Ou je viendrais ici. Elle s'habituerait à ma présence.

— Venez plutôt habiter chez moi. Vous vivrez près d'elle. Ne serait-ce pas mieux encore?

Béatrice, en formulant sa prière, avait été comme emportée par son zèle. Elle aussi était donc déraisonnable. Comment osait-elle inviter la maîtresse de son mari à cohabiter avec elle? N'était-ce pas une profanation de la mort? Elle fut épouvantée de son audace et espéra que sa rivale n'accepterait pas son offre. L'appétit du sacrifice l'entraînait au delà de la mesure. Elle aussi pouvait être trop passionnée.

Valentine, au contraire, voyait dans cette offre même la preuve la plus éclatante de l'ignorance où était la femme de René. Elle fut tentée de l'accepter, puis l'écarta comme une sorte d'escroquerie dissimulée. Elles en étaient là de leurs recherches sans solution, quand la femme de chambre apporta le plateau du thé.

— Voulez-vous que j'appelle Renée pour le servir?

— Non, non, pas encore. J'ai un peu peur, vous comprenez.

— Venez la voir de loin, sur la terrasse.

La jeune fille-enfant, après avoir feuilleté le beau livre d'images sous le chêne qui obscurcit un peu la vue de la mer, coupait des fleurs qu'elle choisissait avec soin, ici ou là, de façon à ne pas compromettre le dessin des parterres. Sa claire silhouette se baissait, se relevait, allait, venait avec une souple aisance, tantôt dans l'ombre, tantôt dans le soleil.

— Comme elle est gracieuse! admira Valentine.

— N'est-ce pas? Elle vous ressemble. Elle est un peu trop mince, mais elle se fortifie chaque jour. Je vous dirai son hygiène et son régime. Ce n'est pas compliqué, mais il faut y veiller.

— J'y veillerai, soyez-en sûre. Vous me dirigerez.

Ces dames quittèrent ensemble la terrasse pour rentrer au salon. Béatrice fit les honneurs du goûter. Était-il croyable qu'elle se montrât aussi cordiale avec son ennemie? Par inter-

valles, avec une rapidité d'éclair, comme des tentations qu'elle chassait, lui revenaient des fragments de lettre, des phrases brûlantes de la correspondance. Elle les sentait comme des décharges électriques dans tout le corps, mais elle ne laissait rien transparaître de son trouble. Elle y voulait répondre par une ardeur plus grande à se dévouer, et c'est pourquoi elle ouvrait sa maison toute grande à l'intruse.

Cependant Valentine qui ne s'était pas rassise avait découvert dans un angle une photographie agrandie de René d'Aumont, une photographie d'amateur sans doute prise au cours d'un voyage, du voyage de Syrie. Ce n'était pas une de celles qu'elle connaissait. C'était un René plus jeune, en blanche tenue coloniale, qui tenait à la main une statuette, — cette statuette du *dieu des pays étrangers* dont il l'avait quelquefois entretenue. Les ruines d'un tombeau antique au bord de la mer composaient le fond du tableau. Béatrice, qui suivait son regard, tout en lui offrant du citron ou du lait, expliqua :

— Oui, ce sont les fouilles de Biblos. Mon mari aimait ce portrait.

— Je le retrouve, répondit Valentine, maîtresse d'elle-même au prix d'un immense effort, bien qu'il fût plus âgé quand je l'ai rencontré.

Elle préférait à ce trop radieux jeune homme le René d'Aumont au visage plus complexe et tourmenté, plus patiné par les jours, les travaux intellectuels, la passion, leur passion, le René qu'elle avait adoré. Celui-là n'était pas le sien. Elle l'abandonnait au passé. Puis, une pensée qui bien des fois à Valmont l'avait occupée et même réconfortée, envahit son esprit qui sur place reconstituait, coordonnait plus facilement les images :

« Il a connu, grâce à ma folie, les joies de la paternité Grâce à ma folie, Béatrice a pris notre enfant chez elle. Il l'a vue autant qu'il le désirait, et jusqu'à la fin. Que ma folie soit bénie ! »

Mais elle ne s'en tenait pas là. Elle poussa plus avant son investigation, et cette fois jusqu'aux abîmes :

« Notre enfant se souvient-elle de lui ? Elle n'avait guère plus de cinq ans à sa mort. A cinq ans on a déjà des souvenirs. Le lui a-t-on quelquefois rappelé ? Mais si Béatrice n'a jamais parlé de moi à ma fille, elle n'a jamais dû lui parler d'Hubert,

mon mari. Si Béatrice a pris ma place, elle a dû lui parler de René... »

Cette idée nouvelle l'obsédait, tandis qu'elle reposait le portrait et que sa cousine agonisait en le voyant dans ses mains. Elle l'obséda au point de provoquer les paroles fatales :

— Votre mari, Béatrice, qu'est-il donc aux yeux de la petite Renée, si elle se croit votre fille?

Mme d'Aumont ne se déroba pas. L'entretien prenait un tour dangereux. Dans le duel les lames nues se croisaient, après les parades, pour la vie ou la mort. Les yeux droits, elle répondit lentement, comme si elle mesurait l'importance de sa réponse :

— Elle le regarde comme son père. Puisqu'elle me croit sa mère.

— Ah! répéta Valentine comme à part soi, elle le regarde comme son père.

Plus tard, Béatrice devait se rappeler l'extraordinaire regard fixé sur elle, enfoncé en elle et, plus encore, l'expression fugitive, mais si resplendissante, d'extase amoureuse qui avait passé sur le beau visage fatigué.

Et ce fut encore cette question :

— Vous lui parlez de lui?

A quoi elle ne se déroba pas davantage :

— Sans doute.

Cette fois les yeux, les grands yeux sombres eurent une telle lueur de joie et aussi de gratitude que la femme de René d'Aumont ne put s'y méprendre. Valentine eut l'intuition de son excès d'audace. Il fallait, pour que son interrogatoire se justifiât, qu'elle reprochât à sa cousine d'avoir laissé dans l'ombre et dans l'oubli Hubert, le père légal, tué en héros. Elle comprenait que cette protestation était nécessaire, mais il lui était impossible de la faire entendre. Elle ressentait trop de plaisir intérieur en constatant que l'enfant de son amour, si elle était privée de sa vraie mère, avait été du moins, par les circonstances et par le pieux stratagème de Béatrice, rendue à son véritable père. Tout ce qu'elle put se décider à dire, ce fut cette constatation :

— Je vois que vous avez tout à fait adopté la petite Renée.

Et comme Béatrice ne répondait pas, surprise et presque bouleversée par ces questions où elle aurait pu sans nul doute

découvrir le secret, si elle ne l'eût déjà connu par la correspondance, elle ajouta :

— Comme vous l'aimez!

Ce fut un cri :

— Si je l'aime!

S'agissait-il de la fille ou du père?

— Comme votre enfant, compléta Valentine.

— Oui, comme mon enfant.

— Je vais, en vous la prenant, même avec la promesse de vous la rendre, de vous la rendre souvent, je vais vous arracher le cœur. Vous me détesterez.

— Non, non, je n'ai pas le droit de vous détester.

— Vous m'aimerez un peu ? J'en aurais tant besoin!

— Je dois vous aimer, Valentine.

— Ma fille vous préférera toujours.

— Oh! non, répondit Mme d'Aumont avec amertume, car toute sa douleur trop refoulée remontait à la surface sans qu'elle y prît garde. Quand elle vous aura vue, je sais bien qu'elle vous préférera, elle aussi.

Elle aussi! Comment avait-elle pu dire *elle aussi*, après s'être tant observée et contenue depuis le baiser de l'arrivée? Comment pouvait-elle perdre, avec deux mots échappés, le fruit de tant de résolution et de sacrifice, et compromettre en un instant l'œuvre qu'elle avait accepté d'achever? Elle demeura elle-même interdite, les yeux posés avec épouvante sur Valentine. Qu'allait penser et dire celle-ci? Accuserait-elle le coup inattendu ou feindrait-elle de n'avoir pas compris? Les voiles seraient-ils déchirés et les deux rivales malheureuses se trouveraient-elles face à face? Mais pourquoi se taisait-elle? Pourquoi ce visage convulsé, ces battements de paupières, ce mouvement des mains crispées? Elle ne répondait pas, et cependant elle remuait les lèvres. Elle tremblait de tous ses membres. Enfin elle articula avec peine :

— J'ai peur... j'ai peur... j'ai peur...

Béatrice effrayée, redoutant une crise, se précipita vers elle mais fut repoussée avec force :

— Ne me touchez pas. Qui êtes-vous? Il y a du sang. Il y a du sang.

Et comme un long spectre blanc, Valentine voulut se lever, agita les bras. Mais Béatrice, la devançant, réussit à la mainte-

nir assise avec des mots tendres et pitoyables et lui prit les mains comme elle avait vu faire autrefois son mari, — l'amant de la misérable, de la malade, de la pauvre femme :

— Calmez-vous, je vous en supplie, calmez-vous. Rassurez-vous. Je veux que vous veniez ici, que vous habitiez avec moi. Je vous soignerai. Nous vous soignerons toutes deux, votre fille et moi.

La folle n'opposa plus de résistance, laissa entendre des gémissements comme une bête forcée, mais des larmes coulaient sur ses joues. Béatrice qui s'était agenouillée devant elle, la regardant de bas en haut et continuant de lui caresser les mains, fut prise tout à coup, devant ce mélange de démence et de désespoir, d'un doute singulier et invincible et, se rapprochant encore, elle dit de tout près, à voix presque basse, mais si distincte que chaque mot était détaché :

— Valentine, Valentine, entendez-moi. Vous êtes guérie pour toujours, sans rechute possible. C'est votre médecin qui l'affirme. Alors, en ce moment, vous simulez la folie. Je le devine, j'en suis sûre. Vous avez compris tout à l'heure à ma maladresse que je savais, et par générosité ou repentir, vous avez trouvé tout à coup le moyen de me donner votre enfant et de vous retirer sans l'avoir vue. Oui, je sais, Valentine : j'ai pardonné, depuis longtemps. A vous aussi je pardonne le mal que vous m'avez fait. Je ne veux pas vous prendre votre enfant. Vous voyez : je lui ai parlé de son père, de son vrai père. Valentine, je vous en supplie, revenez à vous. Ou plutôt n'essayez plus de me tromper C'est atroce. Dieu ne vous demande pas un tel sacrifice. Vous verrez : je saurai m'effacer, vous laisser la petite. Dites-moi que c'est bien ainsi, puisque je vous ai pardonné, Valentine, mon amie, ma sœur...

Aucun signe de connaissance ne passait sur le visage de la malade, mais les larmes continuaient de couler. Puis brusquement elle se redressa et de nouveau secoua les mains que Béatrice dut abandonner :

— Du sang, du sang! Voyez, ce sang qui coule.

Ce n'étaient que des larmes. Béatrice, effrayée, n'osant plus douter, enfin convaincue, appela dans l'antichambre Greta :

— Greta, venez vite. Madame est malade. Que faire?

— Mais elle n'est plus malade, protesta Greta.

Les gestes d'horreur devant le sang répandu recommencèrent.

— Oh! madame, s'écria la Suédoise. Qu'est-il donc arrivé? Elle était guérie.

Puis la folle parut se calmer. Elle se laissa conduire comme si elle n'avait plus la direction d'elle-même. Greta l'emmena doucement, lentement, avec des précautions et aussi avec l'autorité de la garde dressée à ce service. Tout en l'emmenant, elle expliquait à voix basse à Mme d'Aumont :

— C'est une crise. Mais c'est une petite crise. On n'y croyait plus. Ah! ces maladies de la tête, c'est terrible. Je vais la conduire à Neuilly. Le docteur Charpent la guérira de nouveau.

— Pauvre Valentine! murmura Béatrice.

— Mais que s'est-il donc passé entre vous?

— Je crois que c'est l'émotion de revoir son enfant.

— Elle ne l'a pas vue encore. La petite est dans le jardin

— La peur alors.

— Oui, la peur. Elle n'aurait pas dû venir. Elle aurait dû attendre. Elle s'en faisait du souci, je le voyais bien.

Ainsi parlaient-elles sans bruit, comme si Valentine de Croisy ne pouvait les entendre. Celle-ci n'opposait aucune résistance.

— Voulez-vous, demanda Béatrice comme elles approchaient de la grille d'entrée, que je vous accompagne jusqu'à l'hôtel et que je vous envoie mon médecin?

— C'est inutile, madame. J'ai l'habitude. Voyez comme elle est sage. Nous partirons demain pour Neuilly.

Dans l'allée du jardin que suivait le groupe douloureux, — Valentine entre les deux femmes, — la petite Renée apparut, les bras chargés de fleurs. Elle s'arrêta dans sa course, comme une Diane en plein élan, comme une biche surprise par le chasseur. Et le groupe, retenu par la folle, fut à son tour cloué sur place. Valentine parut un instant se figer devant l'enfant. Puis elle reprit sa marche incohérente, mais les larmes coulaient plus abondamment sur ses joues.

A la grille, Béatrice l'embrassa :

— Adieu, Valentine.

Elle ne reçut pas de réponse. Elle la regarda s'éloigner, pensive, inquiète, incertaine, ressaisie par le doute singulier qui lui avait inspiré ses objurgations aux genoux de la folle et fut tirée de ses réflexions par Renée qui, troublée elle-même par ce spectacle, l'interrogea :

— Qui est-ce, maman, la dame en blanc? Qu'avait-elle pour que vous la souteniez à deux? Comme elle m'a regardée!

— Elle t'a regardée?

— J'ai cru qu'elle me dévorait. Et puis elle s'est mise à pleurer. Pourquoi?

— Je ne sais pas.

— Qui est-ce donc, maman? Tu ne m'as pas encore répondu

Et Béatrice crut surprendre dans cette insistance un trouble grandissant. Elle chercha un instant sa réponse, puis déclara :

— Une femme infiniment malheureuse et infiniment généreuse. Plus tard, je t'apprendrai à l'aimer.

— Plus tard?

— Oui, quand tu seras grande.

L'enfant réfléchit, puis montra la moisson dont ses bras étaient chargés :

— J'aurais dû lui donner ces fleurs.

Par une inspiration subite, Béatrice l'envoya :

— Va la rejoindre et donne-les lui.

Renée, rapide, franchit la grille et courut. Elle rejoignit dans le bois d'oliviers les deux femmes qui ne pouvaient se douter de cette poursuite, qui n'entendirent point son pas trop léger et ne se retournèrent pas. Alors elle s'arrêta, intimidée et surprise, parce que la malade marchait délibérément et sans s'appuyer au bras de la dame de compagnie. Elle fut si déconcertée par ce changement qu'elle n'osa pas aborder la dame blanche, ni se montrer à elle, et qu'elle revint avec ses fleurs. Quand elle rejoignit au jardin Mme d'Aumont, celle-ci étonnée lui demanda :

— Pourquoi les rapportes-tu?

— Je n'ai pas osé. Elle n'est déjà presque plus malade.

— Alors, va les disposer dans les vases.

Béatrice, tourmentée et perplexe, fut un peu plus tard appelée au téléphone par le pavillon Victoria. La fidèle Greta lui donnait des nouvelles : « Madame était moins agitée. Visiblement elle se calmait. La crise n'aurait probablement pas de suites graves. Dans tous les cas, ces dames partaient le soir même par le rapide où l'on avait pu leur retenir un sleeping pour Paris et Neuilly... »

Rassurée, Béatrice ne le fut qu'à demi. Comme elle avait besoin de solitude, elle gagna à l'extrémité du jardin, — de ce

beau jardin achevé comme une œuvre d'art qu'elle ne voyait même pas tant elle était absorbée, — un banc que l'ombre du chêne protégeait contre le soleil couchant et qui offrait, entre les branches, la vue de la mer. Mais c'était en vain que la mer se teintait d'or au soir tombant. Béatrice ne pouvait distraire ses pensées du doute qui obsédait son esprit :

« Valentine est-elle réellement redevenue folle au seul rappel du passé, quand elle a compris que je savais tout, ou bien a-t-elle simulé la folie? Si elle a simulé la folie, si elle s'est évadée du monde pour me laisser son enfant, leur enfant, en compensation de sa faute et de mon pardon, et pour que je sois libre de l'élever dans le culte de son véritable père et de lui donner un jour le nom de celui-ci, elle a d'un coup, dans son amour, dépassé toutes mes immolations. Ah! René, mon René, qui donc, de nous deux, t'aura le plus donné en ce jour de la Résurrection? Qui de nous deux t'aura le plus aimé?... »

Le calvaire qu'elle avait gravi l'avait reçue avec les ailes du cygne, lui avait été adouci par un sacrifice inattendu, et qui ne venait pas d'elle. Et, penchant la tête, elle pleura, elle aussi, non sur elle, mais sur Valentine...

HENRY BORDEAUX.

LES ENTRETIENS
DE L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

I

PREMIÈRES CONFIDENCES : LE VERDICT DE L'HISTOIRE

C'est par la princesse Mathilde que j'ai eu l'honneur de connaître l'impératrice Eugénie. Un soir, vers la fin de mai 1901, la Princesse me dit, avec cette franchise alerte et savoureuse dont elle était coutumière :

— L'Impératrice va bientôt venir à Paris. Elle a lu vos livres ; je lui ai quelquefois parlé de vous ; elle est curieuse de vous connaître. Répondez-moi sans détour : malgré vos fonctions officielles, êtes-vous disposé à la rencontrer ?

— Oui, madame. Par convenance, je demanderai l'autorisation de mon ministre, M. Delcassé. Mais je sais comme il a l'esprit large et libre : je ne doute pas de son acquiescement.

— Alors, c'est convenu ? Je peux annoncer votre visite à l'Impératrice ?

— J'en remercie d'avance Votre Altesse Impériale.

D'un air malicieux, elle reprend :

— Je vous préviens que la visite sera longue..., une heure..., deux heures..., trois heures... Déjà, sous l'Empire, ses audiences n'en finissaient pas. Aussitôt qu'elle prenait la

Copyright by Maurice Paléologue, 1928.

parole, elle perdait la notion du temps. Infatigable, elle entraînait son auditeur sur les terrains les plus variés, soutenant ses opinions avec une chaleur, une ténacité, parfois même une éloquence extraordinaires. J'ai vu souvent des personnages sérieux, graves, pas courtisans du tout, obligés de capituler devant elle. Cela faisait un singulier contraste avec les audiences de l'Empereur, qui laissait à peine tomber quelques mots, quand il ne s'enfermait pas dans un mutisme impénétrable et nuageux. Pour moi, j'ai toujours été rebelle à l'influence de mon auguste cousine. Entre nous deux, il n'y a guère d'affinités électives. Jadis, nous n'étions d'accord sur rien..., et nous avons continué, ce qui d'ailleurs ne nous a jamais empêchées de vivre en bons termes. Vous savez que mon frère, le prince Napoléon, la détestait. Il la chargeait de tous les défauts; il ne lui reconnaissait aucun mérite; en quoi il avait tort, car c'est une nature très fière, très courageuse et que le malheur a beaucoup ennoblie.

— Accepte-t-elle qu'on lui parle de son règne?

— Moi, je me garde bien de lui en parler : nous n'irions pas loin sans nous disputer. Mais je suis sûre qu'elle en causera volontiers avec vous. Du reste, vous pourrez vous fier absolument à tout ce qu'elle vous dira : elle a une mémoire prodigieuse et elle est la sincérité même.

Quelques jours plus tard, la princesse Mathilde m'écrivait : « L'impératrice Eugénie vient d'arriver à Paris ; elle est descendue, comme toujours, à l'Hôtel Continental. Elle sera heureuse de vous recevoir, samedi prochain, à onze heures. »

GRANDEURS ET MIRAGES DU SECOND EMPIRE

Samedi, 8 juin 1901.

A l'heure dite, le vieux et dévoué secrétaire de l'Impératrice, Franceschini Piétri, m'introduit auprès d'elle.

En dépit de ses soixante-quinze ans, elle garde encore les traces de son ancienne beauté. Le visage est demeuré fin, avec des arêtes précises, comme le modelé d'une médaille. Sous les cheveux blancs, le front s'accuse en hauteur, un front visiblement prédestiné au diadème. Les yeux vifs, rapprochés, brillent d'un éclat sombre et dur, où se trahit l'artifice du

crayon noir qui souligne le bord des paupières fanées. Le buste, droit, rigide, n'effleure même pas le dossier du fauteuil. Les mains, restées nettes, sont d'une pâleur ambrée, comme si elles avaient macéré dans un baume. Ainsi, de toute la personne, se dégage une étrange impression de majesté, de hiératisme et de ruine.

Tandis que notre conversation s'amorce en paroles banales, je remarque, sur le guéridon placé près d'elle, une pile de livres, marqués de nombreux signets. *L'Europe et la Révolution française*, d'Albert Sorel, *l'Allemagne et la Réforme*, de Janssen, *les Prophètes d'Israël*, de Darmesteter; plus loin, j'aperçois une autre pile de livres anglais dont je ne distingue pas les titres. Enfin, au milieu de la table, deux grandes photographies, entre lesquelles s'épanouit un bouquet de roses, — le portrait de Napoléon III et celui du Prince impérial.

Nous abordons bientôt les questions de la politique étrangère. Après m'avoir parlé, en termes émus, de la reine Victoria, « cette noble et solide amie » qu'elle a perdue récemment, l'Impératrice m'interroge sur les relations franco-britanniques. elle admire sans réserve l'habile redressement que Delcassé a su opérer, au lendemain de Fachoda; elle est aussi frappée qu'heureuse de la confiance qu'il inspire à Londres par son courage, sa fermeté, son esprit objectif, sa claire intelligence des grands problèmes européens; elle m'atteste également l'autorité croissante de notre ambassadeur, Paul Cambon. Là-dessus, elle ne s'en tient pas aux appréciations, plus ou moins vagues, plus ou moins compétentes, qui traînent dans les journaux : elle invoque des témoignages précis, par exemple telle conversation qu'elle eut avec la reine Victoria, le roi Édouard, le duc de Connaught, ou tel propos qui émane authentiquement de lord Salisbury, lord Lansdowne, Balfour, lord Curzon, Asquith, Chamberlain, lord Selborne, etc... Je suis d'autant plus à l'aise pour compléter ses informations, que Delcassé, toujours obsédé par son œuvre, me disait hier : « Puisque l'impératrice Eugénie a des contacts si fréquents avec les familles souveraines d'Angleterre, d'Espagne et de Russie, elle pourrait, à l'occasion, nous prêter un concours très utile en répandant mes idées autour d'elle. Ne craignez

(1) La reine Victoria est morte, à Osborne, le 22 janvier 1901.

donc pas de lui exposer mon programme. Je vous autorise même à lui dire que, dans ma pensée, la liquidation générale des vieux litiges anglo-français n'est qu'un prologue, — le prologue nécessaire d'un accord plus vaste, plus intime, auquel je rêve d'associer un jour l'alliance franco-russe ; car je n'imagine pas d'autre système qui puisse contrebalancer la formidable coalition des puissances germaniques... Parlez-lui aussi de mes dernières négociations avec Madrid au sujet du Maroc, pour le cas où elle se rencontrerait bientôt avec la reine Christine... »

Sur l'état de nos rapports avec la Russie, l'Impératrice n'est pas moins exactement informée, en raison de l'amitié qui l'unit à la tsarine douairière, Marie-Féodorowna, sœur cadette de la reine Alexandra. C'est ainsi qu'elle connaît tous les dessous de l'intrigue enchevêtrée que Guillaume II a poursuivie, l'an dernier, sous le noble prétexte de rétablir la paix au Transvaal, mais en réalité dans l'unique dessein de brouiller les cartes, d'exciter les défiances de la Russie contre l'Angleterre, de la France contre la Russie, de l'Angleterre contre la Russie et la France. De même, elle sait dans quelles conditions le tsar Nicolas s'est laissé rouler, il y a quelques mois, par le Kaiser pour la nomination du feld-maréchal Waldersee au commandement suprême des forces internationales en Chine (1), conditions tellement piteuses que Guillaume II a pu s'offrir la joie d'adresser à son maréchal cet adieu solennel : « Je vous salue, à l'instant où vous allez quitter la terre allemande... Il est extrêmement significatif que l'origine de votre nomination ait été un désir et une proposition de l'Empereur de toutes les Russies, du monarque puissant qui fait sentir son pouvoir jusqu'au bout de la terre asiatique. Cela prouve une fois de plus combien les deux empires sont étroitement liés par les traditions militaires. »

Ces diverses questions épuisées, l'Impératrice se lève, non sans peine, de son fauteuil. Croyant qu'elle met fin à l'audience, j'esquisse déjà mon salut d'adieu ; mais elle proteste vivement :

(1) Au printemps de 1900, une révolution xénophobe, la révolution des Boxers, ayant soulevé tout le nord de la Chine, les légations étrangères, accréditées à Pékin, eurent à soutenir un très long siège. Pour les délivrer, il fallut envoyer au Pétchili un corps expéditionnaire, composé de troupes françaises, russes, anglaises, allemandes et japonaises.

— Oh! non... ne partez pas encore! Mes vieilles jambes sont si endolories et si raides, que j'ai besoin de les détendre en faisant quelques pas. Voulez-vous marcher un peu, à côté de moi, comme si nous nous promenions ensemble?

Nous traversons ainsi, lentement, les deux salons qui forment son appartement et dont les fenêtres, grandes ouvertes, prennent jour sur les Tuileries. La matinée est radieuse. Dans l'air subtil et vibrant, la verdure fraîche des marronniers enveloppe d'une ombre légère la blancheur des statues. Nous nous arrêtons plusieurs fois pour contempler ce décor illustre, — un des points du monde où l'on sent le mieux l'inconstance de la fortune, la fragilité des empires, l'écoulement perpétuel des choses... Une exclamation m'échappe :

— Comment Votre Majesté peut-Elle supporter ce spectacle ?

— Vous aussi, vous me demandez cela !... Oui, je sais : on me croit insensible, parce que je me loge dans cet hôtel, où j'ai constamment les Tuileries sous les yeux. Mais, voyez-vous, rien ne me fait plus rien... J'ai trop souffert... Qu'est-ce qu'un spectacle ou un autre, en comparaison des souvenirs que je porte au fond de moi?... D'ailleurs, par moments, il me semble que je suis morte depuis très longtemps. Comme je ne vis plus qu'avec des ombres, je me fais à moi-même l'image d'une ombre... Parfois cependant, j'ai des réveils subits, d'une intensité, d'une violence extraordinaires. Alors, des scènes entières de mon passé me reviennent à l'esprit; je revois les personnes, les visages, les attitudes, les gestes, les moindres circonstances, les moindres détails; je crois y être encore : c'est tragique.

Là-dessus, elle se rassied, la tête haute, le buste raide. Me désignant du doigt le portrait de Napoléon III, qui est placé à côté d'elle :

— J'espère bien, me dit-elle, que nos relations n'en resteront pas à votre visite d'aujourd'hui et que vous m'offrirez souvent le plaisir de causer avec vous; mais je tiens à vous dire, dès notre première rencontre, quelle noblesse, quelle abnégation, quelle magnanimité il y avait chez l'Empereur. Quand nous étions heureux, je l'ai toujours vu simple et bon, charitable et miséricordieux. Il souffrait, avec une admirable indulgence, la contradiction et la calomnie... Quand les malheurs nous ont accablés, il a porté le stoïcisme et la mansuétude jusqu'au

sublime. Si vous l'aviez vu, dans ses dernières années, à Chislehurst ! Jamais un mot de plainte, de blâme ou de récrimination !... Souvent, je le suppliais de se défendre, de repousser les attaques impudentes, les malédictions ignominieuses dont il était l'objet, d'arrêter enfin ce torrent d'injures qui se déversait continuellement sur nous. Il me répondait avec placidité : « Non, je ne me défendrai pas... Certaines catastrophes sont si douloureuses pour une nation, qu'elle a le droit d'en rejeter, même injustement, toute la faute sur son chef... Un monarque, un empereur surtout, se dégraderait en cherchant à se disculper, car il plaiderait sa cause contre son peuple... Il n'y a pas d'excuses, pas de circonstances atténuantes, pour un souverain. Sa plus haute prérogative est d'assumer sur lui seul toutes les responsabilités encourues par ceux qui l'ont servi... ou trahi... » Ces nobles paroles, monsieur, je ne les oublierai jamais ; elles me soutiennent et m'illuminent depuis trente ans. Aussi, malgré bien des instances, je n'ai jamais voulu écrire les souvenirs de mon règne... Parfois seulement, comme aujourd'hui, je m'accorde la douceur de m'épancher devant des personnes sympathiques.

Sans me laisser le temps de la remercier pour cette dernière phrase, elle repart brusquement, avec un accent passionné :

— Je ne demande plus à Dieu qu'une grâce : vivre encore assez, moi déjà si vieille, pour voir la France revenir à plus de justice envers nous... Croyez-vous, monsieur, croyez-vous que je verrai jamais la réhabilitation de l'Empire?... Franchement, que pense-t-on de nous aujourd'hui ?

— Il me semble, madame, que la période des iniquités criantes, la période des anathèmes, est passée pour Napoléon III et qu'on le juge dans un esprit assez large... Voyez l'*Histoire du second Empire*, que publie M. de La Gorce ; le tome V, qui vient de paraître, nous mène jusqu'au lendemain de Sadowa et de Quérétaro. Si, dans cet ouvrage, la politique de l'Empereur est souvent critiquée, même condamnée, l'idéalisme élevé de ses inspirations et la générosité chevaleresque de son caractère y sont partout reconnus... Le fait de ma présence ici, auprès de Votre Majesté, n'est pas moins significatif. Que je puisse, moi, fonctionnaire de la République, rendre visite à l'impératrice Eugénie, avec l'autorisation de mon ministre, n'est-ce pas la preuve de l'apaisement qui s'est opéré, dans tous les esprits,

à l'égard du régime napoléonien ?... Voilà pour le présent. Quel sera le verdict de l'avenir ?

— Oh ! oui, c'est cela que je brûle de savoir. Comment l'avenir nous jugera-t-il ?

— Cette question, je me la suis posée naguère... Il y a deux mois, j'étais à Rome : je méditais devant la colonne Trajane, en vue d'un livre que je prépare sur la Ville éternelle, et je me demandais quel était, dans les temps modernes, le souverain dont la figure évoquait le mieux celle de Trajan. Le nom de Napoléon III m'est venu soudain à l'esprit. Oserai-je vous avouer, madame, que je l'ai presque aussitôt rejeté ? Car enfin, l'un a terminé son règne dans la gloire et l'autre dans le désastre ! Mais, à y réfléchir, ma première idée m'a paru défendable. Chez les deux empereurs, on trouve, au même degré, la modestie et la générosité personnelles, l'amour du bien public, un vif sentiment de la justice et de l'harmonie sociales, un noble désir de concilier les nécessités du pouvoir et les avantages de la liberté. Pareillement, leur imagination césarienne les rendait trop accessibles à la griserie des apothéoses militaires. Malgré ses éclatantes victoires en Germanie, l'expédition aventureuse où Trajan se laissa entraîner vers les confins de la Perse, jusque dans l'Adiabène et la Colchide, alors que ses légions avaient tant à faire sur le Rhin et le Danube, n'était pas plus raisonnable que l'expédition du Mexique...

L'Impératrice exhale un profond soupir :

— Cela me console de vous entendre !

Là-dessus, voici que sa pendule de voyage sonne midi.

— Oh ! s'écrie-t-elle, déjà midi !... Pouvez-vous rester quelques minutes encore ?

Puis, d'un geste rapide, elle retourne la pendule vers moi :

— Et maintenant, ajoute-t-elle, je ne verrai plus l'heure ; vous partirez quand il vous plaira... Puisque vous essayez si loyalement de comprendre la personne et le rôle de mon mari, posez-moi les questions que vous voudrez ; je serai heureuse d'y répondre.

— Eh ! madame, c'est sur l'histoire entière du Second Empire que j'aimerais vous interroger. Mais, comme c'est moi qui vois maintenant la pendule, je suis obligé de mesurer le temps que Votre Majesté veut bien m'accorder.

— Alors, pour aujourd'hui, ne me posez qu'une question. Le reste viendra plus tard.

Je lui demande :

— Parmi tant de belles heures qui ont jalonné votre règne, quelles furent les plus radieuses, les plus exaltantes, je veux dire surtout celles qui découvraient devant vous les plus séduisants mirages ?

Sans la moindre hésitation, elle répond :

— Oh ! d'abord, le baptême du Prince impérial, le 14 juin 1856. Pendant le trajet des Tuileries à Notre-Dame, j'étais seule avec l'Empereur dans le carrosse pompeux de notre mariage. Le Prince impérial, ses gouvernantes et sa nourrice occupaient la voiture précédente. C'était vers six heures du soir. Des maréchaux cavalcadaient à nos portières. On nous acclamait frénétiquement. Le soleil, qui commençait à décliner, empourprait la rue de Rivoli ; nous défilions dans une lumière éblouissante. Près de moi, l'Empereur restait silencieux, ne s'occupant qu'à saluer. Je ne lui disais rien non plus, parce qu'une allégresse ineffable me soulevait l'âme ; je me répétais intérieurement : « C'est par cet enfant, c'est par *mon fils*, que la dynastie napoléonienne s'enracinera définitivement sur la terre de France, comme s'y est implantée, il y a huit siècles, la dynastie capétienne ; c'est lui qui mettra le sceau définitif à l'œuvre de son père !... » Et pourtant une voix secrète me chuchotait que les mêmes pompes officielles, les mêmes ovations populaires, les mêmes salves d'artillerie, les mêmes volées de cloches avaient célébré les baptêmes du dauphin Louis XVII, du Roi de Rome, du Duc de Bordeaux, du Comte de Paris. Et qu'étaient-ils devenus, ces pauvres enfants ? La prison, la mort, l'exil !... Mais une autre voix plus forte me rassurait aussitôt, me dilatait le cœur, me remplissait de confiance et d'orgueil... A la fin de la cérémonie, lorsque l'Empereur a élevé notre fils dans ses bras pour le montrer au peuple, mon émotion est devenue soudain si poignante que mes jambes se sont dérobées sous moi, et que j'ai dû m'asseoir précipitamment...

« Après ce magnifique souvenir, le plus brillant que je conserve, c'est encore sous les voûtes de Notre-Dame qu'il s'encadre, le 3 juillet 1859, au *Te Deum* pour notre victoire de Solférino. Vous vous rappelez que, pendant la guerre, l'Empereur m'avait confié la régence. Je me suis donc rendue à Notre-Dame,

en qualité de régente, avec le Prince impérial à ma gauche. Rien ne saurait vous décrire l'enthousiasme de la foule. Par instants, les acclamations faisaient un tel vacarme, que nous passions devant les musiques militaires sans les entendre... Au retour, on se mit à nous cribler de fleurs ; elles résonnaient sur la cuirasse des Cent-Gardes comme une mitraille ; notre voiture en était pleine ; mon fils tressautait de joie, battait des mains, envoyait gentiment des baisers à la foule. Ce jour-là aussi, j'ai eu la certitude éclatante que Dieu réservait à mon enfant la mission glorieuse de couronner l'œuvre de son père.

Elle s'arrête un instant, les paupières closes, les joues très pâles, comme si toutes ces visions ranimées la remuaient jusqu'au tréfonds de l'âme. Puis, avec une sorte de gêne souriante, elle reprend :

— La troisième fois où les mirages de l'avenir m'ont ébloui les yeux, j'ose à peine vous la confier, car elle vous paraîtra bien frivole... N'importe ! Je compte sur votre indulgence : à cette époque-là, je n'avais pas encore fait l'apprentissage du malheur. Voici donc ma troisième illusion prestigieuse... Vous savez que, pendant l'été de 1860, l'Empereur a visité la Savoie et le comté de Nice, qu'il venait d'annexer ; je l'accompagnais. Ce ne fut pas un voyage, mais une marche triomphale. L'Empereur était comme transfiguré de bonheur ; il semblait vivre dans un rêve, dans un enchantement. Du coup, il avait oublié tous les reproches que la paix de Villafranca lui avait si injustement attirés. Je n'étais pas moins heureuse et transportée que lui. Or, le 29 août, les habitants d'Annecy avaient organisé, pour le soir de notre arrivée, une promenade sur le lac. Toute une flottille de barques légères, enguirlandées de lanternes multicolores, suivait notre gondole, drapée de pourpre et tirée par vingt rameurs. A l'arrière, on avait dressé une espèce de tillac, où l'Empereur et moi, nous trônions majestueusement. Le ciel fourmillait d'étoiles. Des orchestres se mêlaient au cortège. Par moments, des feux de Bengale, des girandoles, des gerbes de fusées illuminaient tout le paysage. C'était magique... Comme nous venions de présider un dîner de gala, j'étais en robe décolletée, avec mon diadème et mes plus belles parures. Bien que la nuit fût chaude, j'avais jeté sur mes épaules un grand burnous écarlate, frangé d'or. Un instant, pour mieux jouir du spectacle, je me levai sur notre tillac.

Aussitôt, de toutes les barques, on se mit à crier : « Vive l'Impératrice ! » Je rayonnais. L'Empereur me dit : « Tu as l'air d'une dogaresse. » En effet, je me croyais sur le *Bucentaure*. Pour un peu, j'aurais jeté mon anneau dans le lac, ainsi que faisait le doge quand il présidait aux fiançailles de Venise et de l'Adriatique. Moi, je me figurais assister aux noces éternelles de la France et de l'Empire.

Sans arrêt ni transition, elle poursuit :

— Mon quatrième souvenir d'éblouissement, — et c'est le dernier, — vous étonnera un peu ; en tout cas, vous le jugerez bien tardif ; c'est le 18 novembre 1869, à l'inauguration du canal de Suez... 1869 ! Une triste année pour l'Empire ! Au dehors, la Prusse menaçante, l'Italie ingrate, les autres puissances boudeuses, rancunières... Au dedans, l'inquiétude, la désaffection ; une presse ignoble d'insolence et de mauvaise foi, des grèves continuelles, des manifestations tumultueuses, le régime sapé de toutes parts. Ceux-là même, qui avaient le plus d'intérêt au maintien de la dynastie, se délectaient chaque semaine à lire *la Lanterne* de Rochefort ; un vent de folie soufflait sur la France. Par surcroît, l'Empereur, malade, sombre, découragé, ne voyait plus autour de lui que des présages funestes. Un jour, il me tendit une gazette de Rome, une gazette publiée sous la censure du Vatican, et j'y lus quoi ? L'annonce de nos funérailles prochaines !... L'inauguration solennelle du canal était fixée au 18 novembre, à huit heures du matin, dans les eaux d'Ismaïlia. C'était le ciel d'Égypte, une féerie de lumière, une splendeur idéale. Cinquante navires pavoisés m'attendaient, au seuil du lac Timsah. Mon yacht, *l'Aigle*, prit aussitôt la tête du cortège ; les yachts du Khédive, de l'empereur François-Joseph, du prince royal de Prusse, du prince Henri des Pays-Bas, me suivaient à moins d'une encablure. Le spectacle était d'une si prodigieuse magnificence et proclamait si hautement la grandeur du génie français, que je ne me contenais plus : j'exultais. L'affreux cauchemar, que j'avais emporté de Paris, s'était dissipé soudain, comme par l'effet d'une baguette magique. Alors, pour la dernière fois, j'ai cru qu'un grand avenir attendait mon fils, et j'ai prié Dieu qu'il m'assistât dans la lourde tâche qui m'incomberait bientôt, si la santé de l'Empereur ne s'améliorait pas... Un an plus tard, nous étions détrônés !

Après un silence grave, elle reprend :

— Maintenant, monsieur, je ne vous retiens plus... Merci d'avoir mis tant de complaisance à m'écouter... Je garde l'espoir que nous nous reverrons.

La pendule marque une heure moins dix.

L'ÉTERNELLE QUESTION ROMAINE

Samedi, 18 juillet 1903.

La santé de la princesse Mathilde vient de causer à son entourage de telles inquiétudes que le prince Louis, la princesse Clotilde et l'impératrice Eugénie sont aussitôt accourus à Saint-Gratien.

Aujourd'hui, l'état de la Princesse étant amélioré, l'Impératrice me fait prier de venir la voir, « si possible cet après-midi même, car elle voudrait m'entretenir confidentiellement d'une affaire grave ».

Vers quatre heures, je me présente à l'Hôtel Continental.

L'Impératrice, qui arrive de Saint-Gratien, me rassure d'abord au sujet de sa cousine. Puis elle me presse de questions sur la santé de Léon XIII.

— Depuis une semaine, dis-je, le Pape déçoit tous les pronostics de ses médecins. On le croit au plus mal; subitement, il recouvre des forces. Il y a trois jours, il semblait convalescent; aujourd'hui, on n'a plus aucun espoir de le sauver. Où en sera-t-il demain?

Elle prend alors son grand air de souveraine :

— Maintenant, voici pourquoi je vous ai prié de venir : j'ai un secret à vous confier, un secret, que je vous permets de rapporter à M. le président de la République et à votre ministre, mais à eux seuls. Pouvez-vous me garantir qu'ils ne le communiqueront, eux, à personne?

— Il m'est impossible de formuler à cet égard aucune assurance, puisque j'ignore totalement de quoi Votre Majesté veut me parler; je n'hésite pas cependant à lui garantir la discrétion de M. le président Loubet et de M. Delcassé, à moins qu'un devoir supérieur ne leur interdise le silence.

— Bien. Cela me suffit. C'est du pape Léon XIII que j'ai à vous entretenir... Depuis longtemps, j'avais un immense désir

de connaître cette noble, cette idéale figure de pontife romain, une des plus belles qu'il y ait dans les annales de l'Église. Quelle générosité d'âme, quelle profondeur et quelle finesse d'intelligence! Léon XIII a toutes les vertus de Pie IX... et tout ce qui manquait à Pie IX. Que de fois je me suis dit : « Ah! si l'Empereur avait eu affaire à Léon XIII et non à Pie IX!... » Je ne voulais pas le laisser mourir, sans m'être agenouillée devant lui. Donc, vers la fin du mois dernier, j'ai fait venir mon yacht au Cap Martin et, sous le prétexte d'une croisière, je suis partie pour Civita-Vecchia. De là, j'ai été à Rome, incognito; j'ai choisi un des plus modestes hôtels, et même, pour que mon voyage fût tout à fait ignoré, j'ai expédié mon yacht à Naples, après avoir fait publier dans les journaux que je n'étais pas descendue à terre. Le lendemain, j'ai demandé une audience au Pape et je me suis cloîtrée dans mon hôtel jusqu'à ce que j'eusse reçu la réponse du Vatican.

« Elle m'est venue, cette réponse, sous la forme d'un cardinal français (1) qui m'a dit : « Le Saint-Père est désolé, mais il ne peut recevoir Votre Majesté. — Et pourquoi?... Serait-il plus souffrant? — Non, il va plutôt mieux. Ce qui l'empêche de recevoir Votre Majesté, c'est que, en 1876, Elle a franchi les portes du Quirinal pour faire visite au prince Humbert et à la princesse Marguerite. Or, toute majesté catholique qui a franchi les portes du Quirinal, est exclue à jamais du Vatican. » Je lui ai fait répéter ces derniers mots, puis ma colère a débordé : « On m'interdit l'entrée du Vatican, à moi!... à moi!... Après tout ce que l'Empereur et moi, nous avons fait pour le Saint-Siège!... Léon XIII ne sait-il donc pas que Pie IX était le parrain de mon fils?... Allez lui dire de ma part que je proteste contre sa décision, que je le supplie de la rétracter, car ce serait pour moi le plus douloureux affront. » Mais le cardinal s'est montré inflexible : « Non, madame, la décision du Saint-Père est irrévocable; il m'a bien recommandé de vous la notifier comme telle... » Je n'étais plus en colère; j'étais stupéfaite, abasourdie... Redevenue maîtresse de moi, j'ai tenté d'agir sur le cardinal par le raisonnement : « Cette visite que j'ai faite au Quirinal, avec mon fils, *il y a vingt-sept ans... vingt-sept ans!...* ne peut vraiment pas m'être

(1) J'ai lieu de croire que c'est le cardinal Mathieu.

objectée. Nous avions d'abord été nous prosterner devant Pie IX, qui nous avait reçus avec les honneurs souverains. Le roi Victor-Emmanuel n'était pas à Rome; c'est à Florence, au palais Pitti, que nous l'avons vu. Il n'y avait, au Quirinal, que le prince Humbert et la princesse Marguerite; nous ne pouvions pas décemment les ignorer!... » Le cardinal a repris : « Non, madame; Votre Majesté n'aurait pas dû franchir les portes du Quirinal. — Avouez, monseigneur, que, si j'ai commis une faute, elle était bien vénielle... Après tous mes malheurs, n'ai-je pas quelques titres à l'indulgence du Pape?... — Le Saint-Père a des motifs graves et actuels pour se montrer inflexible envers Votre Majesté; il m'a autorisé à vous les révéler. Nous savons que Victor-Emmanuel III ira bientôt à Paris et que le président de la République lui rendra sa visite à Rome. Le Saint-Père considérera, comme une offense intolérable, la présence de M. Loubet au Quirinal, et il refusera de le recevoir. C'est pourquoi il ne veut pas laisser créer l'apparence même d'un précédent qui, dans cette circonstance ou dans toute autre analogue, pourrait lui être opposé. — Ce sera donc la rupture certaine entre la France et le Saint-Siège?... — Oui, madame, ce sera la rupture. »

« Il s'est alors passé en moi quelque chose d'extraordinaire; me figurant que j'étais encore sur le trône, j'ai continué la discussion, comme si j'avais charge de plaider la cause française : « Pourquoi cette attitude intransigeante du Saint-Siège? Car enfin M. Loubet n'est pas un monarque de droit divin : il n'est pas l'héritier d'une longue tradition religieuse : il est le chef élu et temporaire d'un État démocratique ; il ne se trouve donc pas, vis-à-vis de la Cour romaine, dans la même situation morale que l'empereur d'Autriche, qui est *Majesté apostolique*, ou le roi d'Espagne, qui est *Majesté catholique*, ou le roi de de Portugal, qui est *Majesté Très Fidèle*... Or, puisque le roi d'Italie va bientôt venir à Paris, M. Loubet sera nécessairement obligé de lui rendre sa visite à Rome. Et comment, sous quel prétexte, pourrait-il s'en dispenser?... Mais je suppose qu'avant de quitter Rome, il témoignera sa déférence au chef suprême de l'Église, en demandant à lui présenter ses hommages. Si les portes du Vatican restent fermées devant lui, c'est le Pape seul qui en portera la responsabilité... Enfin, comment ferez-vous comprendre au monde que le Souverain Pontife interdise

l'entrée de son palais au chef de la nation française, alors qu'il n'éprouve aucune répugnance à y recevoir des monarques hérétiques, tels que le roi d'Angleterre et l'empereur d'Allemagne? Non, même dans les milieux catholiques, on ne s'expliquerait pas une attitude aussi paradoxale... » Une fois déchaînée, j'allais, j'allais!... Et le pauvre cardinal m'écoutait, avec une mine déconfite, me répétant à voix basse : « Le Saint-Père a pesé tous ces arguments; il n'en est que plus ferme dans sa décision, qui est irrévocable... irrévocable. » Et ce fut son dernier mot.

Après un soupir, elle reprend :

— Il m'a semblé que M. le président de la République et votre ministre ont intérêt à connaître cet incident, qui m'a été si pénible. Mais vous comprenez pourquoi je leur demande un secret absolu. Songez à la honte que j'éprouverais si les journaux publiaient que le Pape m'a refusé l'entrée du Vatican... à moi!

Après avoir chaleureusement remercié l'Impératrice de sa confiance, je lui dis :

— La décision qui vous a été notifiée m'attriste plus qu'elle ne me surprend. Toutes nos informations nous démontrent que le Saint-Siège n'admettra pas la visite du président de la République au roi d'Italie. Léon XIII n'est pas moins irréductible, à ce sujet, que n'eût été Pie IX. L'autre jour, notre ambassadeur, le très fin Nisard, a reçu du cardinal Rampolla une note péremptoire, où il lui déclarait « qu'une visite du président de la République au Quirinal serait considérée par le Saint-Père comme une offense, non seulement aux droits du Saint-Siège, mais encore à Son Auguste personne elle-même. » A tous nos arguments, à toutes nos recherches de combinaisons transactionnelles, on oppose la même thèse : « Le fait pour le chef d'une nation catholique, telle qu'est le Président de la République française, le fait de rendre visite au spoliateur du Pape, dans le palais qui était jadis la demeure des souverains pontifes, implique une offense grave au chef suprême de la religion, une criminelle atteinte au droit qu'a celui-ci de revendiquer, aujourd'hui et toujours, sa pleine indépendance pour le bien des peuples catholiques et la dignité de l'Église romaine. »

— A cela que répond M. Delcassé?

— Il n'est pas trop ému par ces protestations théoriques de la cour vaticane; il y voit surtout des affirmations doctrinales, les vieux axiomes du pouvoir temporel. Il me disait récem-

ment : « L'histoire nous apprend que, si la cour de Rome n'a jamais cédé sur les principes, elle ne s'est non plus jamais refusée aux transactions pratiques. Enfin, le pape Léon XIII, le plus sage et le plus francophile des papes, ne voudra pas terminer son règne par une rupture avec la France... Voilà trente-trois ans que la Maison de Savoie est installée à Rome et que l'Europe entière a reconnu le fait accompli. Le Saint-Siège lui-même a reconnu implicitement ce fait, puisqu'il admet que les puissances catholiques entretiennent simultanément un ambassadeur auprès du Quirinal et un ambassadeur auprès du Vatican. Vous verrez que tout finira par s'arranger... » Comme M. Delcassé a l'esprit très souple et une remarquable ingéniosité de manœuvre, il entrevoit toute une série d'expédients qui réussiront peut-être... si le pape Léon XIII est encore là, au moment décisif.

— Vous admirez beaucoup M. Delcassé?

— Oui... A certains égards, il me rappelle Mazarin.

— Allez vite lui rapporter ma confidence. J'espère vous revoir avant mon départ pour Farnborough; je pense rester à Paris trois ou quatre jours.

Rentré au Quai d'Orsay, je raconte à Delcassé mon entretien avec l'Impératrice. Pendant que je parle, son visage se rembrunit; ses traits se crispent dans une grimace revêche qui est, chez lui, le signe d'une contrariété vive :

— C'est mauvais, cela! très mauvais!... Qu'est-ce qu'ils ont, au Vatican? Ils sont fous?... La querelle entre le Saint-Siège et la Maison de Savoie ne nous regarde pas. L'Italie est désormais une grande puissance, qui tient brillamment sa place dans le monde et dont il dépend de nous qu'elle soit une alliée précieuse ou une ennemie redoutable, dans le cas d'un vaste conflit européen. Vous vous rappelez ce que le roi Victor-Emmanuel disait dernièrement à Barrère : « La visite de M. Loubet à Rome sera un événement considérable; elle exercera une influence énorme sur les relations futures de nos deux pays... » Pour complaire aux prétentions surannées du Saint-Siège, allons-nous perdre à jamais la possibilité d'une alliance italienne?

— Cette possibilité, nous l'avons déjà perdue, en 1870 : ce sont les prétentions de la théocratie romaine qui nous ont privés de l'alliance italienne, à la veille de Sedan.

— La leçon de 1870, on devrait la graver sur les murs de ce cabinet, afin que les ministres des Affaires étrangères la récitent chaque jour, comme un bréviaire!

Puis il me charge d'aller immédiatement communiquer au président de la République la confidence de l'Impératrice. Comme je me lève pour sortir, il me dit encore :

— C'est très bien, ce qu'elle a fait là, votre auguste amie... très bien! Ne croyez-vous pas que je devrais aller la remercier moi-même?

— Elle en serait assurément très touchée. Mais cela me paraît impossible. L'Impératrice est installée à l'Hôtel Continental; ses moindres démarches sont guettées par les journalistes. Or, vous ne pourriez aller la voir clandestinement; vous seriez donc aussitôt reconnu. Le lendemain, ce serait la fable des journaux.

— Et que voulez-vous qu'ils disent, les journaux?

— Je vois d'ici l'article de *la Libre Parole* : « Le complot judéo-bonapartiste, que nous avons depuis si longtemps dénoncé à nos lecteurs, est à la veille d'aboutir. Un des plus hauts personnages de la République a eu, ces derniers temps, de longs conciliabules avec l'impératrice Eugénie, etc... » Comme vous ne pourrez pas divulguer le motif véritable de votre visite, elle paraîtra suspecte; vos collègues eux-mêmes vous la reprocheront. J'ajoute que l'Impératrice perdrait, à ce scandale, la dernière douceur qui lui reste, la douceur de vivre, chaque année, quelques semaines à Paris... Voici donc ce que je vous propose. J'irais voir l'Impératrice, de votre part, et je lui dirais : « M. Delcassé a été si touché de votre confidence, qu'il voulait venir vous remercier lui-même; il ne s'en abstient que par le souci de ne pas troubler la solitude et la réserve, dont il sait que vous vous êtes fait une loi. »

Il réfléchit un instant, se mord deux ou trois fois les lèvres, comme il fait quand il va prendre une décision grave, puis :

— Vous ne m'avez pas du tout persuadé. J'ai à cœur de remercier l'Impératrice moi-même... D'ailleurs, nous en reparlerons demain matin : la nuit porte conseil... Allez vite à l'Élysée.

Une demi-heure plus tard, je suis reçu par le président de la République.

M. Loubet ne se montre pas moins affecté que Delcassé par le récit de l'Impératrice.

— Savez-vous, me dit-il en terminant, savez-vous ce qui me paraît le plus grave dans cet épisode? C'est que le pape Léon XIII est mourant et que, si la cour vaticane prend dès aujourd'hui une position aussi intransigeante, c'est évidemment afin de s'en prévaloir auprès du futur pape... J'ai toujours pensé que mon voyage à Rome nous réservait de terribles difficultés... La rupture de la France et du Saint-Siège me fait horreur... Et pourtant je dois aller à Rome; c'est la condition *sine quâ non* de l'alliance italienne.

Je lui cite l'admirable mot du cardinal de Retz : « Le propre de l'homme d'État est de savoir choisir entre de grands inconvénients. »

Avant de me congédier, il me dit :

— Je vous prie de vous rendre demain chez l'Impératrice pour lui offrir mes hommages et mes remerciements.

Dimanche, 19 juillet 1903.

A neuf heures et demie, reçu par Delcassé. Quand je lui ai rendu compte de ma démarche à l'Élysée, il me demande :

— Avez-vous réfléchi à ma question d'hier?

— Oui, monsieur le ministre, et la nuit m'a confirmé dans l'opinion que je vous ai soumise. Une visite de vous à l'impératrice Eugénie vous exposerait à des polémiques fâcheuses, qui pourraient bien aboutir à une interpellation parlementaire. Je ne saurais donc vous dissuader assez fortement de cette visite.

— Eh bien! moi aussi, la nuit m'a confirmé dans mon opinion. Je veux remercier moi-même l'Impératrice. Allez la prier de m'accorder une audience.

A dix heures et quart, le fidèle Piétri m'introduit auprès de l'Impératrice : elle est debout, son chapeau sur la tête, son livre de prières à la main ; elle se dispose à partir pour la messe. Je lui dis :

— M. le président de la République, à qui j'ai rapporté notre conversation, m'a chargé d'offrir à Votre Majesté ses hommages et ses remerciements.

— J'accepte les uns et les autres avec reconnaissance.

— Quant à M. le ministre des Affaires étrangères, il désire vous témoigner lui-même comme il est touché de votre confidence; il prie donc Votre Majesté de lui fixer une audience.

Elle me regarde un instant avec stupeur, la tête vacillante. Puis, très digne, très haute, elle me répond :

— La demande de M. le ministre des Affaires étrangères m'émeut profondément; elle ne m'étonne pas de lui : elle est digne de son patriotisme et de son courage; elle l'honore et le grandit à mes yeux... Mais son intention me suffit. Veuillez lui dire que je considère sa visite comme reçue... Il y a des énigmes qu'il vaut mieux ne pas proposer à l'opinion publique.

Puis, me prenant par la main, elle me conduit vers la fenêtre ouverte du salon, devant les Tuileries. Ses yeux errent quelques secondes sur le merveilleux jardin, que le soleil éclatant baigne dans une pourpre d'or. Après un long silence, que je devine plein de grands souvenirs, elle reprend, d'une voix brisée :

— Si j'ai pu rendre hier un service au gouvernement français, j'en suis très heureuse... Depuis le temps où j'habitais *là*, je n'ai plus jamais eu l'occasion de rien faire pour la France... Je ne peux vous garder plus longtemps aujourd'hui; je vais entendre la messe à Saint-Roch; mais j'espère que vous reviendrez ces jours-ci.

Nous prenons date pour mercredi prochain, 22 juillet, cinq heures du soir.

Mercredi, 22 juillet 1903

Le pape Léon XIII est mort avant-hier. C'est de lui que l'Impératrice me parle tout d'abord. Malgré le pénible souvenir qui lui reste de son dernier voyage à Rome, elle m'exprime, une fois de plus, son admiration pour la grande âme, « la sublime et sainte lumière », qui vient de s'éteindre; puis elle me demande :

— Quelle figure pensez-vous qu'il laissera dans l'histoire?

— Une des figures les plus hautes et les plus originales de la papauté. D'une part, il a été un grand théologien; il a remis en honneur la scolastique de saint Thomas. D'autre part, il a compris, avec une étonnante hardiesse de pensée, le mouve-

ment général des choses humaines, l'irrésistible transformation qui s'opère dans les sociétés modernes. Même au temps de Grégoire VII, d'Innocent III, de Sixte-Quint, le trône pontifical, « le trône des trônes », comme on disait jadis, n'a pas rayonné d'un plus bel éclat...

De Léon XIII notre conversation remonte naturellement à Pie IX, et à cette déplorable question romaine qui a pesé d'un poids si lourd sur le règne de Napoléon III.

L'Impératrice me fait d'abord, et d'un ton assez vif, cette déclaration de principes :

— Quoi qu'on ait pu dire, je n'ai jamais été une cléricale... Dieu m'a fait la grâce de me donner la foi, une foi pleine, abondante, invariable, et que le doute n'a jamais effleurée. Je suis croyante jusque dans les racines de mon être. Toute ma personne morale est tellement imprégnée de catholicisme, que je ne me conçois pas non-catholique..., pas plus que je ne pourrais me concevoir habitante d'une autre planète. Je me suis donc toujours acquittée ponctuellement de mes devoirs religieux. Mais, si je suis très sensible aux rites et aux pompes de l'Église, je ne me considère pas comme une dévote : je suis pieuse, et c'est différent. A plus forte raison, je ne suis pas une cléricale, si toutefois vous acceptez ma définition du cléricalisme : l'ingérence abusive du clergé dans la politique... D'ailleurs, y avait-il des prêtres dans mon entourage ? Aucun ! Je ne les fréquentais que pour mon édification spirituelle ou ma consolation intime et dans le secret de mon oratoire. C'était bien mon droit, je pense ?... Jamais on n'a vu, de mon temps, aux Tuileries, ce perpétuel va-et-vient de soutanes qu'on y voyait, par exemple. sous le règne de Charles X. Je vous le répète : de mon temps, il n'y avait pas de cléricalisme aux Tuileries.

— Votre Majesté repousse-t-elle aussi le grief d'ultramontanisme ?

Elle se cabre :

— Je n'étais pas ultramontaine !... Mais, là encore, il faut définir.

Elle m'expose alors ses idées sur la doctrine du pontificat romain ; je les résume ainsi : 1° l'évêque de Rome, étant l'organe de Dieu sur la terre, a besoin d'une autorité visible, et d'une puissance territoriale pour le plein accomplissement de sa

mission divine; 2° sans le pouvoir temporel, le concept catholique de l'Église ne peut arriver à son expression intégrale; 3° sous le règne de Pie IX et de Napoléon III, l'honneur de la France était engagé au maintien des États pontificaux.

Après cet exposé, d'une forte et sobre dialectique, elle conclut :

— Quant aux rapports du clergé français avec la juridiction romaine, j'étais plutôt gallicane ou, du moins, le gallicanisme ne me choquait pas; les opinions de Mgr Darboy, l'archevêque de Paris, dont Pie IX n'a jamais voulu faire un cardinal, me souriaient assez.

— Si je vous comprends bien, vous incliniez au gallicanisme dans la mesure où Mme de Sévigné s'avouait janséniste?

Elle éclate de rire :

— J'ai donc, au moins, cela de commun avec Mme de Sévigné!... Quelle chance! J'ai toujours eu, pour la délicieuse marquise, un goût si vif!

— Puis-je maintenant vous demander, madame, ce qu'il y a de vrai dans l'accusation formulée par le prince Napoléon : « C'est l'occupation de Rome qui a causé les désastres de 1870; le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine » ?

— Voici exactement ce qui s'est passé, en 1870, au sujet de l'alliance italienne; je me le suis rappelé naguère, avec un serrement de cœur, en arrivant sur mon yacht à Civita-Vecchia. Vous savez que, depuis deux années environ, depuis que le conflit de la France et de la Prusse paraissait inévitable, l'Empereur avait tenté de conclure une alliance avec l'Autriche et l'Italie; mais les bases de cette « Triple alliance » étaient restées à l'état de simple ébauche, parce qu'on n'avait pu s'entendre sur la question du pouvoir temporel : l'Italie voulait que nous lui reconnussions le droit d'occuper les États pontificaux; mon mari aurait cru se déshonorer en ratifiant ainsi la spoliation du Pape. Mais les pourparlers avaient été menés dans un esprit si confiant, Metternich et Nigra nous avaient prodigué de si belles paroles que ni l'Empereur ni moi nous ne doutions que l'accord des trois puissances se réaliserait, de lui-même, instantanément, si la guerre éclatait à l'improviste... En juillet 1870, aussitôt la crise ouverte, le duc de Gramont renoua les négociations avec les

cabinets de Florence et de Vienne. Mais, cette fois encore, on ne put s'entendre parce que Victor-Emmanuel ou plutôt Visconti-Venosta s'obstinait à réclamer, comme une condition *sine quâ non*, le droit d'occuper Rome. Je vous le répète : c'était nous demander de souscrire à une spoliation sacrilège, dont les plus belles victoires n'auraient pas suffi à nous absoudre. Il n'y a pas d'alliance qui vaille une infamie! C'est pourquoi j'ai tant approuvé Gramont d'avoir répondu au gouvernement italien : « La France va défendre son honneur sur le Rhin; ce n'est pas pour le profaner sur le Tibre! »

Je risque une objection :

— Cependant, Sa Majesté apostolique, l'empereur François-Joseph, roi de Jérusalem, etc., nous conseillait, nous pressait de souscrire à la spoliation sacrilège.

— Ce n'est pas l'honneur de l'Autriche qui nous était confié : c'est l'honneur de la France!... Mais je poursuis. Dans les derniers jours de juillet, le Conseil des ministres, que je présidais comme régente, eut à se prononcer définitivement sur la question romaine. L'Empereur était à Metz, consterné par les révélations navrantes qui lui venaient d'heure en heure : insuffisance des effectifs, retards dans la mobilisation, désordres dans les transports, encombrements sur les voies ferrées, déficits dans les magasins et les arsenaux, conflits entre les services administratifs et les états-majors, querelles entre les généraux, etc., etc... Tous ses plans stratégiques en étaient bouleversés; il devait renoncer à l'offensive foudroyante sur laquelle il comptait pour rallier à notre cause les États du sud; il allait donc voir l'Allemagne entière, un million d'hommes, se dresser devant lui. Par surcroît, les fatigues du voyage et du commandement avaient exacerbé ses douleurs physiques; plusieurs fois, on l'avait vu regagner précipitamment sa chambre et se jeter pantelant sur son lit!... Dans ces conditions, j'estimais que nous devions aller jusqu'à l'extrême limite des concessions possibles pour obtenir l'alliance de l'Autriche et de l'Italie. Quand j'ouvris la séance du Conseil en abordant la question romaine, tous les ministres me fixèrent avec anxiété. Je leur dis : « La guerre s'annonce très rude, très périlleuse. Demain, notre indépendance nationale peut être menacée. La coopération militaire de l'Autriche et de l'Italie nous garantirait absolument la victoire. Mais l'Autriche ne marchera pas, si l'Italie refuse de

marcher. Quel est donc le maximum des concessions honorables que nous puissions faire à l'Italie? Selon moi, ce maximum, c'est que nous retirions nos troupes de Civita-Vecchia, si, en échange, le cabinet de Florence nous promet solennellement qu'il respectera le territoire de l'Église, comme il s'y est d'ailleurs engagé par la Convention du 15 septembre 1864... Je ne vous parle même pas d'abandonner Rome aux Italiens; ce serait une félonie, une apostasie... » D'emblée, tous les ministres se rallièrent à ma proposition. Je croyais sincèrement que, sur cette base nouvelle, les pourparlers ne manqueraient pas d'aboutir. Metternich et Nigra n'en doutaient pas non plus... Mais, le 6 août, c'est le double désastre de Frœschwiller et de Forbach. Aussitôt, l'Italie et l'Autriche se dérobent, se rétractent. Vers le 20 août, le prince Napoléon part pour Florence. Victor-Emmanuel ose lui répondre : « Pour entrer en guerre, il me faudrait plus d'un mois. Or, avant un mois, le sort de la France sera réglé... » Voilà comme on nous payait de Magenta et de Solférino.

L'Impératrice, haletante, suffoquée, s'arrête une minute. Je reprends :

— Hélas! madame, on est en mauvaise posture pour négocier une alliance lorsqu'on vient d'essuyer une défaite... que dis-je? *deux* défaites!

A son tour, elle reprend avec autorité :

— Ainsi donc, vous le voyez : si nous n'avons pas obtenu l'alliance de l'Italie, au mois d'août 1870, c'est uniquement parce que la fortune venait de se déclarer deux fois contre nous.

En exhumant de sa mémoire implacable ces souvenirs corrosifs, la pauvre femme devient si émue, son visage ridé se crispe si douloureusement que, par pitié, je feins d'acquiescer à ses dires. Mais, *in petto*, je les rectifie quelque peu; car les choses ne se passèrent pas tout à fait de la sorte, au moins dans la période finale des négociations. Voici la version authentique. Le 1er août, c'est-à-dire cinq jours avant Frœschwiller et Forbach, le comte Vimercati, l'ancien agent de Cavour, l'intime confident de Victor-Emmanuel, se présenta au Grand Quartier général de Metz pour soumettre à l'Empereur le texte définitif d'un traité d'alliance avec l'Autriche et l'Italie. A ce texte, il ne manquait plus que la signature de Napoléon III : il la refusa parce qu'une clause du traité stipulait, en faveur du gouverne-

ment italien, le droit de résoudre la question romaine au mieux de ses intérêts.

Faut-il donc admettre, contre le Second Empire, l'accusation brutale du prince Napoléon : « Le maintien du pouvoir temporel nous a coûté l'Alsace et la Lorraine » ?

Une question de chronologie me semble dominer le problème. Quand le 1er août 1870, Napoléon III refusa de signer le pacte d'alliance, apporté par Vimercati, l'heure était passée où l'Autriche et l'Italie pouvaient nous secourir efficacement. Pour mobiliser leurs troupes et les amener à pied d'œuvre, cinquante jours au minimum leur étaient nécessaires. Or, selon le mot de Victor-Emmanuel, avant l'expiration de ces cinquante jours, « le sort de la France allait être réglé ». Le 18 août, c'est la défaite de Saint-Privat et l'armée du Rhin bloquée dans Metz; le 2 septembre, c'est le désastre de Sedan et Napoléon III prisonnier ; le 4 septembre, c'est la révolution à Paris et l'Empire effondré. Devant une catastrophe aussi complète, l'Autriche et l'Italie auraient-elles fait honneur à leur signature? Indubitablement, sous un prétexte quelconque, elles se fussent dégagées de leurs promesses : il est rare qu'en politique le respect de la parole jurée soit poussé jusqu'à l'abnégation. Si donc Napoléon III, par une concession *in extremis*, eût abandonné Rome aux Italiens, la France n'en eût retiré aucun profit.

Mais, reportée à une date antérieure, l'accusation du prince Napoléon est indéniablement juste. C'est pendant les pourparlers secrets de 1869 que Napoléon III commit la faute de subordonner au maintien du pouvoir temporel la conclusion d'une alliance qu'il jugeait lui-même nécessaire à la sûreté de la France. Malade, somnolent, plus nébuleux que jamais, il s'enferme alors dans un mutisme impénétrable; il élude toute explication ; il oscille et tergiverse ; il se décidera plus tard... au dernier instant. Il ne sait pas que, si l'on peut à la rigueur improviser une alliance *diplomatique*, parce qu'elle se réduit souvent à formuler quelques principes, on n'improvise pas une alliance *militaire*, parce qu'elle comporte de longs préparatifs matériels, un minutieux programme technique, une intime collaboration des états-majors... Cependant, les jours passent; la crise approche. Soudain, l'affaire Hohenzollern éclate. Napoléon III confie à l'un de ses ministres : « Je ne ferai la guerre que les mains pleines d'alliances. » Or, le 16 juillet, quand il

déclare la guerre à la Prusse, il n'a dans les mains aucune alliance. Et c'est à cause de la question romaine qu'il a les mains vides.

LES FAUTES DE L'EMPEREUR

Dimanche, 15 février 1903.

Je remercie l'Impératrice des condoléances qu'elle m'a fait exprimer, l'automne dernier, pour la mort de ma mère. A ce propos, elle me dit :

— J'ai tant souffert dans ma vie que j'ai perdu la faculté de souffrir pour moi-même ; je ne souffre plus que par et pour les autres... Je croyais avoir aussi perdu la faculté des larmes. Pourtant j'ai pleuré, l'autre jour. Oui, j'ai pleuré en apprenant l'incendie de ma chère villa de Biarritz (1). Avez-vous remarqué ? Toutes les demeures où j'ai vécu mon existence de souveraine, où j'ai connu l'orgueil et les séductions du pouvoir, ont péri dans les flammes : les Tuileries, Saint-Cloud, Biarritz !

Après un soupir, elle continue :

— Avez-vous pensé quelquefois à notre entretien d'il y a deux ans ?

— Oui, surtout depuis que mon deuil, en me retranchant du monde, m'a procuré le loisir des longues lectures. Je me suis ainsi confirmé dans l'opinion que j'exprimais, il y a deux ans, à Votre Majesté. La période injurieuse et pamphlétaire est finie pour le règne de Napoléon III ; les malédictions tonitruantes de Victor Hugo font sourire. Avec le recul de l'histoire et sous le poids de son tragique destin, la figure de l'Empereur commence à prendre cette sorte de noblesse douloureuse que la fatalité confère à ses victimes augustes et qui désarme, à la longue, les critiques acerbes pour ne plus laisser parler que la pitié. Il y a, dans je ne sais plus quel drame eschylien, un très beau mythe, où l'on voit les Euménides elles-mêmes cesser d'être inexorables, se calmer, s'adoucir enfin jusqu'à s'apitoyer sur les pauvres humains qu'elles ont pour-

(1) La villa Eugénie, transformée en hôtel, — l'Hôtel du Palais, — et détruite par le feu, le 2 février 1903. C'est là notamment qu'au mois d'octobre 1865, Bismarck eut avec Napoléon III les mystérieuses conférences qui, l'année suivante, eurent leur conclusion logique à Sadowa.

suivis avec le plus d'acharnement... Quoi qu'il en soit, on est aujourd'hui presque unanime à reconnaître que les fautes de Napoléon III dérivèrent toujours d'un principe généreux.

Elle m'interrompt avec une brusque vivacité :

— Qu'appelez-vous les fautes de l'Empereur ?

— J'appelle ainsi les initiatives malencontreuses dont il se serait certainement abstenu, s'il en avait mesuré les conséquences.

La tête haute elle me répond, d'une voix stridente qui martèle chaque syllabe :

— Écoutez-moi bien, monsieur. Nous n'avons commis qu'une faute, une seule : nous n'aurions pas dû arborer, comme drapeau, le principe des nationalités. C'est cela et cela seul qui nous a perdus. Tout le mal est venu de là !

— Et le mal n'a pas cessé d'en venir !

Soudain radoucie et se penchant un peu vers moi, les mains croisées sur les genoux, elle me demande :

— Que pensez-vous du Deux-Décembre? Soyez franc ! Parlez-moi sans détour.

— Je suis loyalement attaché à la République, puisque je la sers aujourd'hui et que j'aurai peut-être demain l'honneur de la représenter à l'étranger. Mais je ne condamne pas le Deux-Décembre, du moins au point de vue politique. Voici, madame, ce que je veux dire... L'histoire nous enseigne qu'il y a, parfois, dans la vie d'un peuple, des circonstances très graves, des heures de péril mortel, où les principes doivent fléchir devant les nécessités nationales. Machiavel l'a dit en termes lapidaires : « Un esprit sage ne condamnera jamais un homme pour les actes extraordinaires auxquels il a dû recourir afin de sauver son pays. Quand il s'agit du salut de la patrie, on ne doit avoir égard ni à la justice ni à l'injustice, ni à la miséricorde ni à la cruauté, ni à la gloire ni à la honte : on doit s'inspirer uniquement de ce que les circonstances exigent. » C'est pourquoi tous les partis, monarchistes, républicains, bonapartistes, ont des coups d'État sur la conscience. Mais ce que je réprouve, ce qui me paraît voué fatalement à l'échec final, c'est de transformer en système de gouvernement une mesure extrême de salut public. La dictature est comme les remèdes héroïques : elle devient funeste si l'application se prolonge.

— Oh ! *funeste !* Pour avoir fini déplorablement, le Second Empire n'a pas moins procuré à la France de longues années glorieuses et prospères !... Mais continuez, monsieur, et surtout, dites-moi toute votre pensée ; je n'apprécie rien autant que la sincérité.

— Puisque Votre Majesté me le permet, j'irai donc jusqu'au bout de ma pensée. Je condamne la dictature, en tant que régime durable, pour deux motifs principaux. Le premier, c'est qu'elle oblige le dictateur à faire continuellement une politique de magnificence et de prestige, une politique de théâtre. Comme toutes les responsabilités du pouvoir se concentrent sur lui, c'est à lui seul que le pays impute les déboires et les malchances, les embarras et les accidents, qui sont la condition habituelle des peuples. Ainsi, l'homme illustre, qui s'institue le sauveur permanent de sa patrie, est obligé d'être toujours habile, toujours perspicace, toujours prudent, toujours valide, toujours heureux ; il se condamne lui-même à l'infaillibité, car on ne lui pardonne rien !... Mon second motif, c'est que la dictature est une œuvre absolument individuelle et, par conséquent, viagère. Plus le dictateur s'est élevé haut dans l'admiration de ses compatriotes et plus est inquiétant le vide qu'il laisse après lui ; c'est le désert, quand ce n'est pas le précipice... En résumé, si je ne condamne pas le Deux-Décembre, je désapprouve le régime gouvernemental qui l'a suivi.

Elle incline deux ou trois fois la tête et sourit faiblement :

— Je suis peut-être moins éloignée de votre opinion que vous ne croyez. Mon mari et moi, nous avons souvent discuté ce problème angoissant. Je lui ai dit un jour : « Ce qu'il y a de tragique dans un coup d'État, c'est qu'il équivaut à un pacte avec le bonheur !... » Un autre jour, le voyant absorbé dans une rêverie sombre dont je devinais le motif, je n'ai pu retenir ce mot : « Tu portes le Deux-Décembre comme une tunique de Nessus !... » Il m'a répondu : « J'y pense constamment. »

— Alors, comme il a dû souffrir, dans les dernières années de son règne !

— Il a souffert d'autant plus qu'il ne s'épanchait avec personne et ne récriminait contre personne.

Après un silence recueilli, d'où elle sort brusquement avec une flamme dans les yeux, elle me lance d'un ton résolu :

— Si le Deux-Décembre vous paraît excusable, puisqu'il était nécessaire, vous devez excuser aussi la guerre de 1870, car elle n'était pas seulement nécessaire, elle était fatale.

— Hélas! madame, en conscience, je ne peux souscrire à cette opinion. Permettez-moi de ne pas m'expliquer davantage.

— Non, parlez! Je m'épanche assez librement avec vous pour que vous ne me marchandiez pas votre franchise.

— Eh bien! madame, je crois que nos désastres de 1870 pèseront toujours très lourdement sur le second Empire, car c'est notre politique de 1859 et de 1866 qui les a rendus inévitables. Oui, l'explosion était fatale; mais c'est nous qui l'avons préparée. Solférino, Sadowa et Sedan sont les anneaux logiques d'une même chaîne; l'unité allemande n'est que le corollaire de l'unité italienne. Je doute que, sur ce point, le verdict de l'Histoire soit jamais revisé.

— Vous n'accordez même pas les circonstances atténuantes?

— Comment les refuserais-je?... Dans une catastrophe nationale, si lourdes qu'apparaissent les responsabilités personnelles, il faut toujours compter avec l'influence énigmatique des forces occultes et le rôle décevant du hasard. J'ai souvent réfléchi à cette pensée de Joseph de Maistre : « Combien ceux ceux qu'on regarde comme les auteurs immédiats des guerres furent entraînés par les circonstances! Jamais l'homme ne perçoit plus vivement que dans ces crises la débilité de son esprit et l'inéluctable puissance des lois mystérieuses qui mènent le monde. »

Elle fait un geste d'accablement, puis :

— Concédez-moi pourtant que, sous notre règne, la France a connu des heures étincelantes, une joie et une fierté de vivre qu'elle ne connaît plus... Je ne crois pas être injuste envers la République. Malgré tout ce qui me déplaît, tout ce qui me choque en elle, je lui reconnais de sérieux mérites. Elle compte, parmi ses hommes d'État, d'excellents patriotes, qui eussent fait honneur à tous les régimes. Tenez : M. Jules Ferry ; je ne l'aimais pas, je ne pouvais pas l'aimer à cause de son anticléricalisme agressif; mais je le respecte et je l'admire profondément ; car c'est à son indomptable énergie que la France doit Tunis et le Tonkin. Vous voyez que je m'efforce de juger impartialement la République... Il y a néanmoins une chose que je ne lui pardonne pas, c'est son défaut de gran-

deur, c'est la figure médiocre qu'elle fait vis-à-vis de l'étranger. On ne sait plus parler au nom de la France ; on a toujours l'air de craindre ou de s'excuser. Quelle différence avec les allures brillantes et le fier langage de notre diplomatie ! Vous n'imaginez pas de quel ton superbe s'exprimait l'Empereur. Aussi, partout, à Londres, à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Rome, à Vienne, la moindre de ses paroles avait un retentissement extraordinaire. Aucun autre souverain ne parlait de ce ton !

J'acquiesce... modérément. L'Impératrice, qui s'en aperçoit, me jette aussitôt :

— Qu'y a-t-il au fond de votre pensée ? Je n'aime pas les restrictions mentales.

Je m'applique alors à lui démontrer, avec les euphémismes nécessaires, qu'une des plus dangereuses erreurs de l'Empire fut toujours de trop élever la voix, en prenant des attitudes théâtrales. Ainsi, par le belliqueux discours d'Auxerre, prononcé quelques semaines avant Sadowa, Napoléon III, en fulminant l'anathème contre les traités de 1815, a propagé dans toute la France l'illusion qu'il allait profiter de la crise austro-allemande pour conquérir les provinces rhénanes ; d'où le sentiment d'amertume et d'humiliation qui s'est emparé des meilleurs esprits, lorsqu'on a vu que nulle annexion territoriale ne contrebalançait pour nous l'accroissement démesuré de la Prusse. Ainsi encore, l'arrogante apostrophe de Rouher, après Mentana : « Jamais nous ne laisserons l'Italie s'emparer de Rome... Non, *jamais* !... » Et c'est ce veto péremptoire qui nous a privés de l'alliance italienne, trois ans plus tard, au lendemain de Frœschwiller et de Forbach, à la veille de Sedan. Ainsi enfin, l'altière déclaration du duc de Gramont au Corps législatif, le 6 juillet 1870 : « Nous ne tolérerons pas qu'une puissance étrangère place un de ses princes sur le trône de Charles-Quint. S'il en était autrement, nous saurions accomplir notre devoir sans hésitation ni faiblesse... » Par cette rodomontade claironnante, le gouvernement impérial s'est coupé, dès la première heure, toute retraite, s'est enlevé à lui-même toute possibilité de négociation ; et la guerre a suivi de près. Je conclus :

— En politique, l'arrogance est toujours un mauvais calcul. Je vais plus loin : la fierté n'est permise que dans la mesure

où l'on est capable de la soutenir par les armes. Pour l'homme d'État, il n'y a pas de maxime plus importante que l'aphorisme latin : *Quid valeant humeri, quid ferre recusent?...* « Que peuvent supporter nos épaules? A partir de quel moment risquent-elles de fléchir? » Bismarck lui-même, sous l'humiliation d'Olmütz, n'a pas regimbé. Quoiqu'il fût alors un simple député, il insista de toutes ses forces pour que la Prusse dévorât en silence le camouflet autrichien, parce qu'elle n'était pas en état de faire la guerre. Mais, à cet ajournement de sa vengeance, la Prusse a-t-elle rien perdu?... Un autre exemple, tout récent : Fachoda. Je prétends que M. Delcassé nous a rendu un grand service, en ne poussant pas jusqu'aux dernières extrémités notre controverse avec l'Angleterre, puisque l'effectif de nos escadres ne nous permettait pas de soutenir avantageusement la lutte. Ce qu'il a souffert d'avoir à s'incliner devant les prétentions britanniques, peu de personnes le savent. Mais, quand je constate aujourd'hui ce que sont devenues les relations franco-anglaises, quand je réfléchis à toutes les espérances que nous avons le droit de fonder sur « l'entente cordiale » des deux pays, j'estime que M. Delcassé a eu pleinement raison, il y a quatre ans, de proportionner ses gestes à nos moyens d'action.

L'Impératrice m'interrompt avec un sourire malicieux, en me posant la main sur le bras :

— Prenez garde, vous allez me convertir à la République!

Puis, tournant les yeux vers sa pendule qui vient de sonner cinq heures, elle me congédie amicalement :

— Vous reviendrez, n'est-ce pas?

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

QUELQUES MAITRES DU DESTIN

M. BENITO MUSSOLINI

I

AVANT LA DICTATURE

Dans la matinée du 30 octobre 1922, une foule dense avait envahi, sans toutefois la remplir, l'admirable et irrégulière place de Monte-Cavallo, dont un des côtés est formé par la façade du Palais Quirinal. Foule de curieux, de badauds, non de manifestants. Parmi les attroupements qui se massaient autour de la célèbre fontaine aux colosses et aux chevaux de marbre, les conversations allaient leur train, animées, sans excitation. Ceux des Romains qui étaient venus là, sous un clair soleil d'automne, perdre ou employer une heure, n'avaient d'autre but que de voir quelque chose et quelqu'un. De temps à autre apparaissait, dans l'ovale de la porte cochère qui donne accès à la cour du Palais Royal, un magnifique suisse à bicorne, livrée rouge, baudrier d'argent, culotte de panne bleue et bas blancs : lui aussi semblait attendre l'arrivée d'un personnage annoncé. Au bout d'un instant, une fenêtre s'ouvrit au premier étage du palais de la Consulta, qui borde un autre côté de la place, et dans l'encadrement de la croisée se montra le fin visage de M. Schanzer, ministre des Affaires étrangères dans le cabinet démissionnaire qui, selon la formule consacrée, expédiait les affaires courantes. Le ministre s'accouda bourgeoisement à sa

fenêtre et, tout comme les flâneurs d'en bas, se mit à regarder devant soi. Les regards de tous se dirigeaient vers la via Venti-Settembre, qui s'ouvre à l'une des extrémités de la place Monte-Cavallo, et que longe une des faces latérales du Quirinal. Par là débouchèrent en effet, aux environs de onze heures, deux ou trois démocratiques taxis, auprès desquels couraient, en criant et gesticulant, quelques jeunes gens sans chapeaux. Les taxis s'arrêtèrent au bas de la rampe assez raide qui, entre deux rangées de bornes massives, monte à la grande porte de la *regia*. On en vit descendre des hommes, tête nue, vêtus de la chemise noire prise à la taille dans un pantalon quelconque. Ils s'engagèrent sous la voûte, passèrent devant le beau suisse, qui n'avait encore jamais vu des gens se présenter dans cette demeure royale sous une pareille tenue, et l'un d'eux, se séparant de ses compagnons, se hâta d'un pas rapide, à travers la cour d'honneur, vers la seconde voûte d'où part l'escalier. Sur la place, quelques rares acclamations, mais vif mouvement d'attention, vrai remous de curiosité. Tout compte fait, ce n'avait pas été un spectacle : mais ça avait été, à coup sûr, un événement. M. Mussolini venait d'entrer chez le Roi pour recevoir de ses mains le gouvernement de l'Italie.

Où étiez-vous, ample redingote de M. Giolitti, si célèbre dans toute la péninsule qu'on vous y désignait du nom, à vous réservé, de *palamidone* ? Où étiez-vous, corrects tuyaux de poêle de MM. les présidents des Chambres, et de MM. les anciens présidents du Conseil? Qu'était-il advenu des consultations rituelles de graves personnages, habillés comme tout le monde, mais juste un peu endimanchés, sans lesquelles il n'y avait encore jamais eu de dénouement à une crise ministérielle? Augures attitrés de l'exécutif, dans quel lointain passé se trouvait tout à coup relégué votre traditionnel et discret défilé devant la loge de ce beau suisse, probablement scandalisé de ce qu'il venait de voir ! Mais où sont les neiges d'antan ?...

Les bonnes gens qui étaient venues sur la place du Quirinal ce matin-là avaient été guidées par un instinct sûr, — et d'ailleurs facile, étant donné ce qui s'était passé les jours précédents, — en prévoyant que le seul fait d'avoir vu M. Mussolini franchir le seuil du Palais Royal les aurait fait assister à un événement marquant dans l'histoire de leur pays. Marquant, l'événement l'était en effet, quelle qu'en pût être la suite : car il ne

s'agissait pas de dénouer une crise ministérielle quelconque. L'homme qui pénétrait dans le cabinet du Roi, sans autre qualité théorique que le mandat de constituer un ministère, était en réalité maître de l'heure, c'est-à-dire investi déjà d'un pouvoir de fait. Il tenait ce pouvoir d'une force armée à ses ordres, par lui appelée sous les armes et lancée à la conquête de Rome. Il avait eu recours à l'insurrection pour renverser le gouvernement légal et y substituer le sien. L'auteur d'une pareille entreprise tranchait violemment sur la tonalité de tous ses prédécesseurs à la présidence du Conseil. Tout, dans son avènement à cette haute charge, rompait avec les traditions d'une monarchie constitutionnelle, comme avec les principes du régime parlementaire, et sa personnalité ne contrastait guère moins avec les institutions de son pays que les moyens par lesquels il s'était imposé.

LE FILS DU FORGERON

M. Mussolini est plus près du peuple que ne l'étaient les chefs des partis politiques dont il a triomphé. C'est une des raisons de ses succès sur eux.

Par ses origines, il est du peuple. Il est d'humble extraction, n'est pas né à la ville, n'est pas issu d'une famille bourgeoise, ou embourgeoisée si peu que ce fût. Il ne provient pas des classes dites dirigeantes, pas même de cette classe moyenne, si médiocrement partagée en Italie, qui tient au peuple par la pauvreté, à la bourgeoisie par le faux-col et les manchettes. Il sort directement des rangs de la plèbe, dont ne sortaient pas, pour la plupart, les hommes politiques qui ont représenté en face de lui les principes libéraux, parlementaires, démocratiques ou socialistes, ni même tous les pêcheurs en eau trouble qui ont mené l'agitation communiste.

Benito Mussolini est né le 29 juillet 1883, au hameau de Dovia, dépendant du village de Predappio, près de Forli, en Romagne (1). Son père, Alexandre Mussolini, exerçait le métier de forgeron, auquel il joignait celui d'aubergiste. Sa mère était maîtresse d'école du hameau, dont elle réunissait les enfants

(1) Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à la très intéressante biographie de M. Mussolini publiée par Mme M.-G. Sarfatti, et traduite en français par Mme Croci et M. Eugène Marsan, avec une préface de M. Mussolini lui-même. (Albin Michel, éditeur.)

aux siens pour suivre la classe, qui se tenait dans une chambre au-dessus de la forge paternelle. C'est d'elle que son fils, à partir de quatre ou cinq ans, apprit l'alphabet, puis à lire et à écrire. Le père, lui, n'avait pas d'instruction, sinon le peu qu'il avait pu en acquérir par lui-même, ayant été mis en apprentissage à dix ans, et jamais envoyé à l'école. C'était un socialiste, internationaliste, révolutionnaire et anticlérical, un militant. Conseiller municipal et maire de Predappio, il était tenu à l'œil par les autorités administratives, qui l'envoyèrent au moins deux fois en prison, dont la dernière alors que son fils aîné, Benito, avait déjà atteint l'âge d'homme. Il faisait, parmi les villageois, de la propagande pour les idées du parti, dont les adhérents et parfois les émissaires tenaient leurs réunions dans la salle de son auberge. C'est lui (et non son fils) qui fut compromis dans l'effraction d'urnes électorales, au cours d'élections provinciales tournant contre ses vœux : et pourtant, il avait alors dépassé depuis longtemps l'âge des emportements juvéniles. Le prénom même qu'il avait donné à son premier né, ce prénom de Benito, peu commun en Italie et plus ibérique que romain, était un souvenir de Benito Juarez, le chef de l'insurrection mexicaine contre l'empereur Maximilien.

La mère de M. Mussolini est morte en 1905, pendant qu'il faisait son service militaire, et son père en 1910, alors qu'il dirigeait à Forli un petit journal extrémiste intitulé : *la Lutte des classes*. Il a souvent porté témoignage de son affection pour ses parents et de son respect pour leur mémoire. Il n'a jamais eu le mauvais goût de rougir d'eux et, tant qu'ils vécurent, son cœur leur resta d'autant plus fidèle, que sa personne, très vagabonde, l'était moins au toit familial. Lui-même a dépeint Alexandre Mussolini comme un homme rude, mais bon, généreux de nature et dévoué à l'idéal social de sa classe, Rose Mussolini comme une personne simple, d'une sensibilité fort aiguisée, bien que contenue par la réserve des femmes de son humble rang, mère tendre, attentive et serviable aux siens.

Telle est donc la famille dans laquelle M. Mussolini a vu le jour. Comme « milieu », l'artisanat rural. Comme opinions politiques, ce qu'il y avait alors de plus subversif, le socialisme militant, au moins du côté du père, qui seul compte en l'occurrence, les femmes, généralement croyantes et dévotes en Italie, n'ayant pas voix au chapitre en matière politique,

dans les ménages populaires italiens. Comme province, la Romagne, dont les enfants ont la tête chaude, l'humeur violente et le caractère emporté, le sang prompt à bouillir dans les veines, terroir d'une population ombrageuse et indocile, pour qui le juste milieu a peu d'attraits.

Enfant, Benito Mussolini apprit le métier de forgeron sous la direction de son père, dont la main leste stimulait l'amour-propre du jeune apprenti. Il reçut ainsi plus d'une taloche, dont, loin de garder rancune, il paraît avoir conservé de la gratitude au maître énergique qui les lui administra. Son apprentissage d'ouvrier ne l'empêchait pas d'ailleurs de continuer ses études d'écolier. A neuf ans, il quitta l'école maternelle de Dovia, d'autant plus maternelle pour lui que c'était sa mère qui la tenait, pour celle du village de Predappio, où enseignait un instituteur. Ce changement ne l'arrachait encore, ni au foyer familial, ni à la campagne natale. Il jouissait de l'un et de l'autre. Dans l'intervalle des heures de classe ou d'apprentissage, et pendant les jours fériés, il jouait avec les garnements du voisinage, échangeant avec eux des coups et rentrant souvent à la maison avec des bosses au front et des égratignures au visage ou aux mains. Son père avait été le premier à lui prescrire de rendre coup pour coup et, cette consigne une fois reçue, il l'appliqua à la lettre : on peut dire qu'il n'a jamais cessé de l'appliquer depuis. Parfois le soir, à la veillée, on l'admettait à entendre la lecture des *Misérables* de Victor Hugo, faite à l'auberge, par les amis de son père, « dans une méchante traduction italienne, sur deux colonnes, crasseuse et déchirée ». Ce fut son initiation à la littérature romanesque, que sa jeune imagination transformait en réalité vivante et passionnante.

Comme il montrait des dispositions, sinon du goût pour l'étude, sa mère décida son père à le faire entrer chez les Salésiens de Faenza. Le forgeron, qui avait une forte prévention contre les prêtres, n'y consentit pas sans répugnance, mais finit pourtant par céder : le petit fut conduit par lui au collège en charrette à âne, par un jour d'octobre. Bien que l'ordinaire y fût plus large que chez ses parents, la perte de sa liberté lui était une souffrance. Il était bon élève : intelligent, il travaillait bien. Mais l'internat lui fut antipathique, au point que collège et prison lui parurent deux termes synonymes.

C'est là aussi qu'il eut, sinon la révélation, au moins la sen-

sation directe des inégalités sociales. Jusqu'alors, il n'avait vécu qu'avec des enfants de sa condition. A Faenza, il en rencontra d'une condition supérieure. Les Salésiens répartissaient, au réfectoire, leurs élèves entre trois tables, dites des nobles, moyenne et commune. Le jeune Mussolini, plébéien et pauvre, sinon indigent, avait sa place à la dernière. On peut supposer que, tantôt les maîtres tantôt les élèves eux-mêmes, trouvaient, dans la vie quotidienne d'un pensionnat, bien d'autres occasions de marquer les distinctions de rang et de fortune. Le fils du pauvre forgeron de Predappio en souffrit dans son amour-propre. Il en conçut quelque aigreur envers un ordre social contre lequel protestait sa raison, developpée par les études mêmes qu'il poursuivait, et ces petits froissements de sa vanité puérile durent éclairer à ses yeux le sens des déclamations qu'il avait entendu faire à son père, dans son enfance.

Brillant sujet, en dépit de tout, on le poussa. Il s'instruisit, connut le latin, prit intérêt à la littérature classique, par où lui devint sensible la grandeur passée de Rome. Aux pères Salésiens, à qui il n'a pas donné que des satisfactions, il est cependant redevable de la base scolaire sur laquelle il a pu construire ensuite le reste de son instruction. Leur enseignement eut plus d'effet sur lui que leur éducation : celle-ci ne fit pas de lui un catholique exemplaire. Il ne l'est pas devenu depuis. Il n'a guère considéré le catholicisme que sous l'angle de la politique intérieure et extérieure, de la conservation sociale, de l'universalité, de l'italianisme, ce qui le lui a fait apparaître tantôt comme un obstacle, tantôt comme un auxiliaire.

Du collège Benito Mussolini fut transféré, vers l'âge de quinze ans, à l'École normale d'instituteurs de Forlimpopoli. Le directeur en était le frère du grand poète Carducci. Le garçon aima ce vieux maître, qui le lui rendait, s'intéressait à lui, raisonnait avec lui, le traitait avec bonté, et qu'auréolait une parenté glorieuse. Et c'était un souvenir qui demeure, que d'avoir vu le génial poète lui-même, « chevelure hérissée, yeux vifs et lumineux », d'avoir entendu sa voix « paternelle et bourrue », un jour qu'il était venu rendre visite à son frère. Aussi l'élève Mussolini travailla-t-il, à l'école de Forlimpopoli, mieux encore et surtout avec plus de joie qu'à Faenza. Ses dons intellectuels, oratoires notamment, étaient déjà remarqués de ses professeurs. A dix-sept ans, il fut chargé de commémorer

Verdi au théâtre de Forli et s'en tira avec succès. L'année suivante, il quittait l'école, muni de son diplôme d'instituteur.

INSTITUTEUR MALGRÉ LUI

Instituteur, diplômé d'École normale, M. Mussolini s'était élevé au-dessus de la condition de ses parents. Son éducation l'avait, en quelque sorte, déclassé, terme qui peut s'appliquer aussi bien à l'ascension qu'à la descente. Il s'était haussé jusqu'au seuil de cette classe moyenne, qui produit tant d'aigris ou de révoltés, parce que les ressources matérielles n'y suivent pas les notions acquises.

A sa sortie de l'école de Forlimpopoli, il sollicita le poste de secrétaire de la mairie de Predappio. Sa première intention fut donc de retourner vivre, au moins quelque temps, avec les siens, parmi les gens de la campagne. On en doit conclure qu'il ne répugnait pas à se replonger dans le « milieu » d'où il sortait. Le poste sollicité lui fut refusé. Le candidat sentait le fagot, fleurait la révolution : telle fut la raison du refus qu'il essuya. Valable ou non, cette raison ne reposait pas, en tout cas, sur un soupçon injustifié : M. Mussolini était alors, en 1901, socialiste aussi avancé et convaincu que son père, et avec plus de moyens.

Il se rabattit sur l'enseignement primaire, auquel il n'avait pas été impatient de se consacrer, puisqu'il y eût préféré d'abord un secrétariat de mairie. Le hasard le désigna pour le poste d'instituteur public à Gualtieri, en Émilie, non loin de Reggio Emilia. Ses appointements mensuels étaient de 56 lires, dont 40 furent absorbées par le prix de sa pension. Il lui en restait donc 16 pour faire, comme l'on dit, le jeune homme pendant les trente jours du mois, ce qui n'est pas gras, même à Gualtieri d'Émilie. Sa classe comptait une quarantaine de mioches, à qui il enseignait l'alphabet et les rudiments de la grammaire et du calcul. La médiocrité de ses ressources, le lieu de sa résidence, ses fonctions mêmes le maintenaient en contact avec sa plèbe natale, au-dessus de laquelle son instruction l'avait élevé. Les seules distractions que sa pauvreté lui permît étaient celles que pouvait offrir la vie rurale, en plein air et au cabaret. Lui-même s'en octroyait de plus austères, en s'adonnant à la lecture, et de plus artistiques, en jouant du

violon, qu'il apprenait tout seul. A travers les fortunes diverses de son existence agitée, et jusque dans ses grandeurs, il est resté fidèle à son archet. Président du Conseil et dictateur, il lui arrivera d'examiner avec intérêt les Guarnerius et les Stradivarius d'un ambassadeur de France à Rome, qui pratiquait le même instrument, pour tous deux violon d'Ingres. Des admirations qui dirigeaient ses lectures à Gualtieri, M. Mussolini s'est davantage écarté, avec le temps. Car il lisait alors les œuvres des grands théoriciens du socialisme, ou des traités où elles sont analysées. Aux chefs de l'école collectiviste allemande, il préférait toutefois ceux du communisme latin, à Karl Marx, Babeuf, Proudhon et Buanarotti. Les systèmes qui s'appuyaient sur des données économiques, le séduisaient moins que les conceptions inspirées du caractère et des passions de l'homme.

Le fruit de ses lectures, M. Mussolini ne le gardait pas jalousement pour lui. Comme beaucoup de ses semblables, avant que lui-même y mît bon ordre, l'instituteur Mussolini faisait ce qu'il a depuis interdit aux autres : de l'action socialiste. L'Émilie était alors une des terres de prédilection du socialisme italien ; il y fut bientôt entré en relations avec les adhérents du parti. Tout en eux n'était d'ailleurs pas de son goût et, notamment, la confortable exploitation d'une doctrine sociale dont l'esprit finissait par leur devenir étranger. Ardent, violent, absolu, il était choqué par le socialisme à l'eau de rose, dans lequel versaient les malins qui en avaient perçu les profits pour eux-mêmes, sous un régime bourgeois, habile à les brider.

LES ÉCOLES DE L'ÉMIGRANT

A la fin de l'année scolaire, il prit le parti d'émigrer. Les raisons de son émigration, si elle en eut d'autres que son humeur aventureuse, sont mal établies. C'est le moment où son père vient d'être « coffré » pour l'affaire d'effraction des urnes électorales : raison pour le fils de rester, plutôt que de partir Sentait-il qu'il n'était pas en odeur de sainteté auprès du ministère dont il dépendait ? Dégoûté d'une vie médiocre, ne voyant s'ouvrir devant lui, dans sa profession, qu'un avenir de médiocrité, voulut-il, comme il l'a rapporté, tenter fortune à l'étranger ? Suivit-il quelque exemple ou quelque conseil ? On ne sait au juste. Toujours est il qu'il décida de passer en Suisse.

N'ayant pas d'économies, il fit appel à la bourse bien peu garnie de sa mère, qui lui envoya par mandat télégraphique la somme de 45 lires et, muni de ce modeste viatique, il partit de Gualtieri, un matin de juillet, pour Parme, Milan et Chiasso. C'est à Chiasso, en lisant le *Secolo*, qu'il apprit l'arrestation de son père. Cette nouvelle ne lui fit pas rebrousser chemin : il était lancé et son élan, une fois pris, ne se brise pas si vite ; au surplus, dans la gare où il attendait son train pour Lucerne, il respirait l'air du « premier pays républicain ».

Son séjour à Gualtieri ne l'avait pas, nous l'avons vu, éloigné du menu peuple. Mais combien son émigration l'y replongeait-elle plus profondément! Et dans un peuple combien plus malheureux, plus incertain de son gîte et de son pain ! Dès le départ de Chiasso, c'est la promiscuité avec de pauvres diables, dans le wagon, plein d'Italiens, qui l'emmène à Lucerne. Un compagnon de voyage lui a fait miroiter l'espoir d'un emploi à Yverdon : il l'y suit, sans désemparer. Quand il débarque à Yverdon, après trente-six heures de train, il a en poche 2 lires et 10 centimes. Mais l'emploi espéré, chez un compatriote, fait défaut à l'émigrant et l'offre de ses services ne lui vaut que le cadeau d'une pièce de cent sous, en échange de laquelle il abandonne, ne voulant pas accepter l'aumône, son couteau. Le lendemain, il n'est bon qu'à dormir vingt-trois heures sur vingt-quatre et le jour suivant, avec un peintre sans travail, il va s'engager comme manœuvre dans la petite ville d'Orbe. Là il trouve à s'embaucher, à 32 centimes l'heure, la journée de travail étant de onze heures.

Son travail consiste à « monter une auge remplie de pierres au second étage d'une maison en construction ». Sa journée finie, il dîne de pommes de terre cuites sous la cendre et dort tout habillé sur une paillasse. A ce régime, il se sent devenir « triste de la colère des impuissants ». Encore son patron, injuste pour son effort, le trouve-t-il « trop bien mis pour travailler », ce qui l'indigne. Au bout d'une semaine de ce métier, il donne congé et réclame son salaire, vingt francs et quelques sous, remis avec ce compliment : « C'est volé ». L'émigrant réfréna sa colère : « J'avais faim, a-t-il écrit depuis, et j'étais sans souliers » ; impérieuses raisons d'une patience qui n'était pas dans sa nature. A la recherche d'un nouveau travail, il quitte Orbe pour Lausanne La première semaine qu'il passe

à Lausanne, il vit tant bien que mal avec l'argent gagné à Orbe. Mais ces vingt francs épuisés, il connaît le dénuement et la faim. Un certain lundi, « le seul objet métallique que j'eusse en poche était, dit-il, une médaille en nickel de Karl Marx ». Même dans une république démocratique, cela n'a pas cours. Il couche « sur le piédestal de la statue de Guillaume Tell, qui se dresse dans le parc de Montbénon »; une autre nuit, il « se glisse sous une vieille barque », au bord du lac, à Ouchy; une autre, il dort, « sous le grand pont dont l'arc réunit les deux collines ». Voilà ses gîtes de fortune, à la belle étoile. Il se nourrit d'un morceau de pain, acheté avec dix sous dont un paysan de Romagne, rencontré dans la rue, lui a fait l'aumône, d'une miche qu'il a demandée à une famille en train de dîner en plein air, dans la banlieue, et qu'elle lui a donnée sans bonne grâce, par peur de sa mauvaise mine. Et cette vie de vagabond, de miséreux, dont l'estomac crie famine, il la mène dans une ville envahie de touristes élégants et riches. Un de ses compatriotes, professeur, habitant une villa, se défait de lui prestement en le renvoyant à quelque bureau de placement.

Le futur dictateur finit pourtant par trouver à Lausanne des travaux manuels, qui lui procurèrent quelque chose à se mettre sous la dent et la possibilité de passer ses nuits sous un toit. Il fut aide-maçon, puis ouvrier qualifié du bâtiment. Il fut aussi homme de peine chez un marchand de vins d'Italie, dans la rue du Pré, où sa tâche consistait à travailler dans la cave et à livrer la marchandise au dehors. « Tête nue, pieds nus, habillé seulement d'un tricot et d'une culotte », il allait le matin par les rues, poussant devant lui sa petite charrette garnie de *fiaschi*, dont il touchait le prix avec « les cinquante centimes rituels du pourboire ».

Une maladie de sa mère le rappela alors à Predappio. Mais il ne resta pas en Italie et, aussitôt rassuré par la guérison de la paysanne, il repartit pour Lausanne. Décidément, il en tenait pour l'émigration et la vie d'émigrant, quelles qu'en fussent les privations et les vicissitudes. L'hospitalité de la Suisse lui en réservait encore beaucoup.

Soit de son fait, soit du fait des circonstances, ses emplois variaient souvent, laissant entre eux des intervalles de chômage, pendant lesquels il retombait dans le dénuement. En 1902, il fut arrêté pour vagabondage, un matin qu'il se réveillait

sous le grand pont de Lausanne, après une nuit passée dans une caisse vide. La police le garda un jour et une nuit au violon. Ce fut la première d'une série d'arrestations, dont le total devait s'élever à onze, dans divers pays, sans en excepter le sien. Par la suite, il connut aussi les désagréments d'une autre mesure de police : l'expulsion. Il fut expulsé des cantons de Vaud et de Genève, ce qui le força à chercher un refuge en France, à Annemasse. Il y prit un malin plaisir à faire des niches à la police helvétique, en violant les arrêtés d'expulsion qui le frappaient, passant la frontière pour revoir des amis et laissant, avant de s'en retourner, un petit mot à l'adresse du commissaire berné. Contravention à arrêté d'expulsion dut s'ajouter sur sa fiche signalétique à vagabondage et à d'autres indications dont nous parlerons bientôt. Zurich eut sa visite, pendant laquelle il fut soumis à l'humiliante formalité de l'anthropométrie, puis Lucerne le revit : là, les agents lui mirent la main au collet, l'emprisonnèrent avec un vieil Allemand pouilleux, qui « chassait ses puces », un Italien, gratifié d'un coup de couteau au flanc, et un Tessinois soupçonné par lui d'être ce qu'on appelle un « mouchard » ou un « mouton ». Finalement, on le reconduisit à la frontière italienne.

Les sévérités de la police suisse n'avaient pas eu seulement pour cause le vagabondage, ou une rixe ici ou là. M. Mussolini ne cache pas s'être alors livré, sur le territoire de la République helvétique, à « une propagande révolutionnaire acharnée ». A Lausanne, à Genève, à Zurich, il était entré en relations avec des réfugiés politiques d'un peu partout, Russes principalement. C'est à Zurich, par exemple, qu'il fit la connaissance d'Angélique Balabanoff, qui joua ensuite un rôle actif dans l'agitation socialiste italienne et fut collaboratrice de l'*Avanti*, quand lui-même en devint directeur. Il commença avec la Balabanoff une traduction de Liebknecht et de Lassalle, collabora à la rédaction d'un hebdomadaire, l'*Avenir des travailleurs*, paraissant à Lausanne ou à Lugano, s'initia aux écrits de Nietzsche et de Georges Sorel, assista à des réunions publiques, eut une joute oratoire avec Vandervelde.

Toute cette activité socialiste révèle un autre aspect de sa vie d'émigrant que son labeur de maçon et d'homme de peine. Comment ces deux aspects se concilient-ils entre eux? C'est ce que l'état actuel des données biographiques recueillies à son

sujet ne permet pas d'établir clairement. Cependant il est constant que son existence d'expatrié a présenté ces deux faces, et la seconde est autant à retenir que la première, pour se faire du tout une idée juste et en comprendre l'influence sur la formation de son caractère et de son esprit.

Après l'éducation proprement dite, ce furent là pour lui d'autres écoles, dont sa personnalité, ses idées, ses sentiments ne purent pas ne pas garder une trace profonde. A peine est-il besoin d'indiquer combien l'énergie, quand elle ne s'y brise pas, se trempe dans de pareilles aventures; quel entraînement aux risques de l'action révolutionnaire constituent ces contacts avec les ennemis de l'ordre social, ces difficultés avec les autorités chargées d'appliquer les lois; quelle expérience des conditions de la vie populaire représente cette lutte pour l'existence; quelles réflexions cette immersion dans la masse deshéritée et ces incursions dans la bohême internationale des pionniers du chambardement peuvent inspirer à un primaire, de vive intelligence et continuant à s'instruire en autodidacte; quelles émotions peut ressentir, de ce qui lui arrive et de ce qu'il voit arriver aux autres, un cœur latin, quelque peu avide de s'en offrir de nouvelles. M. Mussolini n'a jamais dit que ce fût en émigration qu'il a pris conscience de son patriotisme : mais nous le pensons.

LE BERSAGLIERE MUSSOLINI

Quand le train le déposa, expulsé de Suisse, à la frontière italienne, M. Mussolini pouvait se targuer d'avoir souffert pour la cause socialiste. Cela lui valait un certain prestige, dont il se rendit aussitôt compte, à l'accueil chaleureux qu'il reçut des frères et amis, dès Bellinzona. Le service militaire vint, en 1905, enlever ce Silvio Pellico en herbe à l'exploitation politique de ses expulsions et de *sue prigioni*. Il fut versé au 11e régiment de *bersaglieri*, en garnison à Vérone. A son arrivée au corps, sa réputation était celle d'un sujet dangereux, sur qui la questure, — nom donné en Italie aux organismes central et provinciaux de police, — avait dû transmettre au colonel une fiche inquiétante. Sa conduite démentit les prévisions déduites de ses antécédents. Il se montra bon soldat. Le *bersagliere* Mussolini, tout socialiste qu'il fût et continuât d'être, était dès lors patriote. Dans une lettre écrite à son lieutenant, pour le

remercier d'une permission qui lui avait procuré la consolation de fermer les yeux à sa mère, il parlait de « la religion de la patrie », des « héros qui ont fondé l'unité » de l'Italie, de la nécessité d'être « prêts à opposer nos poitrines aux barbares du Nord, s'ils essayaient encore de réduire l'Italie à une expression géographique ». Ces sentiments faisaient de lui un spécimen assez exceptionnel de socialiste italien, le parti étant alors, non seulement très en garde contre la seule hypothèse d'une guerre étrangère, mais en admiration béate devant les Germains. Le seul vrai dogme du parti était l'unité de l'internationale; celui de la patrie n'était admis qu'avec réserve et à titre provisoire, comme une étape vers la réalisation de cet idéal.

Le stage régimentaire de M. Mussolini est aussi à compter parmi ses écoles; et il est à ajouter à ses contacts directs avec l'élément populaire, le seul, ou peu s'en faut, que l'on rencontrât alors dans le rang, sous l'uniforme de fantassin italien, les fils de famille accomplissant leur temps de service dans des conditions plus ou moins privilégiées, généralement comme cavaliers. Dans un régiment d'élite, — les *bersaglieri* sont la fleur de l'infanterie italienne, — le conscrit socialiste sentit vivre la nation armée, comprit la signification de la discipline, la valeur de ce principe hiérarchique, qui devint plus tard un de ses articles de foi, enfin vit des officiers, un entre autres, dans leur rôle militaire et social.

Mis en congé, à la requête de son père âgé, avant la fin de son temps (une administration patriarcale ne leur tenait pas rigueur de leurs opinions), M. Mussolini fait alors une nouvelle apparition à Predappio. Le jour, il aide le père à servir les clients à l'auberge ou bien travaille à la forge. Le soir, il lit Nietzsche, Schopenhauer, Machiavel. Il se prend, pour l'auteur du *Prince*, d'une admiration qui n'ira chez lui que croissant; dix-sept ans après, il écrira une *Introduction à Machiavel*, que, président du Conseil et nommé par l'Université de Bologne docteur *honoris causa*, il présentera à celle-ci en guise de thèse. En attendant, il est encore loin de tels honneurs, politiques et universitaires. Bientôt las de la monotonie de son hameau, il rentre dans l'enseignement primaire et est envoyé à Tolmezzo, dans le Frioul. De nouveau, le voilà apprenant à une quarantaine d'enfants de la campagne à épeler leurs lettres; et de nouveau le voilà mêlé à une population rurale, dans une autre

région d'Italie, montagneuse et voisine de la frontière. Comme à Gualtieri, il fraye avec les habitants, qui le surnomment « le tyran », à cause de ses façons autoritaires, de ses allures brusques et de son regard impérieux, et qui ne s'offusquent pas trop qu'il pláise à leurs femmes et à leurs filles. Comme partout, il tire parti des ressources locales pour parachever son instruction, faisant du grec et du latin avec un *monsignore* de la contrée. Et comme partout aussi, il politicaille, pérorant dans des réunions, admiré pour son éloquence. Il attaque les institutions et le régime, sans égard pour la bonté que le gouvernement a eue de le replacer en activité, malgré ses incartades antérieures. Menacé d'arrestation, il doit, une fois, mettre quelque distance entre la maréchaussée et lui. Ainsi passe 1907 et une partie de 1908. La situation lui étant, sans doute, devenue peu tenable dans l'enseignement public, l'enseignement libre le recueille pour quelques mois : il devient professeur de français à l'institution Calvi, à Oneglia, près de Vintimille.

L'AGITATEUR SOCIALISTE

Son personnage d'agitateur se dessine surtout à partir de ce moment. Il collabore dès lors à un journal républicain de Romagne, *il Pensiero*. Pendant les vacances, dans son pays, il prend la tête d'une grève d'ouvriers agricoles, protestant contre l'introduction, par les propriétaires, des batteuses mécaniques. Arrêté, il fait dix jours de prison « pour altercations et menaces ». Ce procès a contribué à le « poser » parmi les gens du parti. La place de secrétaire de la Bourse du travail lui est alors offerte par les socialistes à Trente : et le voilà de nouveau en route pour l'étranger, mais cette fois pour une province *irredenta*, pour une ville italienne encore sous le joug autrichien. Là, deux catégories de socialistes : les uns que le gouvernement de Vienne ménage, à cause de leur internationalisme bon teint et donc de leur hostilité contre le sentiment national italien; les autres, alliant le socialisme au patriotisme italien, à la protestation contre la domination étrangère. Cesare Battisti, qui devait périr en martyr en 1916, condamné à mort et pendu, dirigeait les seconds. M. Mussolini commence par se fourvoyer parmi les premiers, comme rédacteur à *l'Avvenire*, mais se rend bientôt compte de son erreur et passe au *Popolo*, le journal de Battisti.

Il en devient rédacteur en chef à 120 couronnes par mois et y publie des articles politiques et des feuilletons. Cette besogne, son service à la Bourse du travail, des leçons de français qu'il donne, lui laissent encore le temps d'écrire des ouvrages de critique littéraire, d'esthétique et de philosophie, pas tous achevés. Mais son patriotisme s'exalte à vivre au milieu d'Italiens arbitrairement soustraits à leur vraie nationalité et soumis à la loi des Habsbourg. Ses articles, son action attirent sur lui les foudres de la police et de la justice autrichiennes. Il est poursuivi, condamné. « Les voyages de ce petit voyou finissent toujours par la prison », observent alors les journaux de langue allemande. Toutefois la cellule, vieille connaissance pour lui, ne le corrige pas : « La frontière italienne, imprime-t-il dans sa feuille, n'est pas à Ala. » Cette fois, c'en est trop : on l'expulse et, « menottes aux poignets », il est reconduit à cette frontière, qui, pour ne pas être géographique, n'en était pas moins politique.

L'attitude que M. Mussolini prendra quand éclatera la guerre européenne, s'annonce dans celle qui lui a valu cette expulsion. C'est dès ce moment qu'il a fait sienne et élevé la revendication du patriotisme italien sur les provinces *irredente*. Et son premier acte, à peine rentré en Italie, est de l'exprimer et de la motiver. Il publie à *la Voce* de Florence une étude intitulée : *le Trentin vu par un socialiste*. C'est une vigoureuse justification, — par la survivance et les progrès de l'italianité, du parler latin, du sentiment national dans le peuple du Trentin, — des droits de cette région et de cette population à rentrer dans l'unité italienne. C'est aussi une réfutation des théories internationalistes. Enfin, c'est cette conclusion, brutalement contradictoire aux illusions pacifistes, qu'il n'y avait à la question d'autre solution qu'une solution de force. « L'Autriche ne cédera pas le Trentin. Elle y a dépensé des millions par dizaines... pour bâtir des forteresses, des casernes et des routes stratégiques. Toutes les cimes des montagnes sont fortifiées. La seule hypothèse possible est celle d'une guerre entre l'Italie et l'Autriche, terminée par la victoire de l'Italie, et l'obligation pour l'Autriche de céder une part de ses territoires italiens. »

Une part de ses territoires italiens ? Seulement une part ? Cela sonnerait un peu aux oreilles comme le fameux *parecchio* de M. Giolitti en 1915, si l'on ne réfléchissait que ces lignes sont extraites d'une étude où M. Mussolini ne traitait que du Trentin.

S'il eût traité en même temps de Trieste, nul doute qu'il n'y eût étendu sa conclusion. Et puis, nous n'en sommes qu'à 1909...

Rien de tout cela n'est d'accord avec ce que pensaient et disaient alors, sur les mêmes points, les chefs et augures officiels du socialisme italien. Rien de tout cela n'est orthodoxe. Nous touchons là à un autre trait de la physionomie de M. Mussolini. Il n'est pas systématique et il supporte impatiemment les liens des orthodoxies. Il éprouve même une intime satisfaction à aller contre les idées reçues et, quand il s'y attaque, il n'y va pas de main morte.

Cette profession de foi hérétique est suivie de la période où l'action socialiste de M. Mussolini s'exerce à l'intérieur avec le plus d'activité et d'énergie. Qu'il y ait là, oui ou non, contradiction, en tout cas c'est ainsi. La manière nationale dont il pense à propos d'une province *irredenta* ne le détourne pas de son parti. Réciproquement, son parti ne lui tient pas rigueur de son opinion à cet égard. En 1910, il est secrétaire de la fédération provinciale socialiste de Forli, en Romagne, et directeur d'un journal hebdomadaire, *la Lutte de classes*. A mesure qu'il pénètre dans l'état-major du socialisme, qu'il assiste de plus près à l'élaboration du travail des dirigeants, le désenchantement, l'écœurement le gagnent. « Aujourd'hui, écrit-il alors, les socialistes qui dirigent le mouvement politique et économique sont, ou des bureaucrates, ou des professionnels, quelquefois nantis d'un traitement de cardinal. Leurs conférences sont une spéculation. Ces révolutionnaires ne croient pas à la révolution. Au diable l'idéal! Personne n'y croit plus. » Personnalités et méthodes des chefs lui sont également antipathiques. Pour des raisons diverses ne trouvent grâce à ses yeux ni Turati, ni Trèves, ni Modigliani, trop « arrivés », trop roublards, trop calculateurs, trop terre à terre aussi à son gré, ni Labriola, trop écervelé, ni Bissolati, trop candide et dépourvu de sens politique. Son parti lui paraît entaché de domestication, de matérialisme, d'hypocrisie, de parasitisme, d'incohérence et de naïveté. Il en cherche la régénération « morale » et en voit le moyen, en somme, dans la violence, mise au service d'un programme auquel l'idéal ait une part, à côté du matériel. Le socialisme, à son avis, doit recouvrer sa rudesse originelle, parce qu'il est « une guerre ».

De ce fait, M. Mussolini se place, encore que le fétichisme

de ce genre de classements l'horripile, à l'aile gauche du parti socialiste. C'est un extrémiste. Quand éclate, en 1911, la guerre de Libye, contre laquelle se sont prononcés et ont pris position les chefs parlementaires du parti, il estime qu'une opposition limitée au Parlement ne signifie rien et qu'elle doit recevoir son corollaire sous la forme d'une opposition dans le pays. Toute considération tirée de l'intérêt qu'il peut y avoir à ménager un gouvernement, celui de M. Giolitti, dont le socialisme n'a pas eu à se plaindre, est sans valeur à son jugement. Dès l'instant que l'attitude du parti consiste à désapprouver l'expédition en Libye, il convient de s'y opposer « révolutionnairement, sans exclusion des coups ». Ainsi fait-il dans sa Romagne. Avec ou sans illusion sur le résultat? Cela importe peu : la seule chose qui importe est qu'il ait agi comme il l'avait dit.

Le voilà donc insurgé pour empêcher une expédition militaire dans un pays où, une quinzaine d'années après, il ira en voyage officiel, comme président du Conseil. Le voilà dressé contre une politique coloniale, méditerranéenne, dont il prônera plus tard l'inéluctable nécessité pour son pays. Entre son attitude de 1911, ses actes et son langage de 1922 à 1928, il y a un abîme de flagrante contradiction. C'est qu'il y a aussi un abîme entre sa situation d'alors et celle d'aujourd'hui. Le pouvoir, les responsabilités modifient bien des idées, font voir les questions d'un point de vue bien différent. L'évolution du temps, les faits accomplis, changent aussi l'aspect des questions elles-mêmes. Chacun sait cela.

Cette contradiction n'est pas la seule à noter en l'occurrence. M. Mussolini se pique, en 1911, d'être conséquent avec les décisions du parti socialiste, les principes posés par les chefs, les vœux, au moins verbaux, de la masse adhérente. Et cela aussi ne laisse pas d'être contradictoire à son mépris des systèmes, de la logique, à un certain opportunisme, dont il donnera des preuves dans la suite. C'est qu'au fond, le mobile essentiel de son action en tous temps nous apparaît dans la conquête du pouvoir pour lui, au moyen du peuple, ou de la partie la plus résolue du peuple, dont il interprète les aspirations. La seule unité que l'on puisse trouver dans sa carrière mouvementée et remplie de contrastes y est apportée par ce mobile et par certains traits fondamentaux de son caractère, énergie, résolution, intrépidité devant les risques.

Le 24 septembre 1911, M. Mussolini est arrêté par les carabiniers et poursuivi devant le tribunal de Forli, sous l'inculpation de délits qui ne comportent pas moins de huit chefs d'accusation. Le mot de violence contre des choses et des gens (parmi lesquels sont les réservistes appelés sous les drapeaux) y alterne avec ceux de coups et blessures aux agents de l'autorité, résistance à la force publique, dégâts et dommages divers. Le procès, qui occupe trois audiences, est retentissant. L'accusé s'y défend d'avoir, comme on le lui imputait, renversé sur la voie ferrée un poteau télégraphique, au risque de faire dérailler un express : il est, déclare-t-il, favorable au sabotage, mais seulement au sabotage économique, non au vandalisme. Le sabotage doit, à son avis, avoir « un but moral ». Il nie toute complicité de sa part dans tout autre acte de même caractère. Mais c'est le seul chef d'accusation auquel il oppose une dénégation pure et simple. Sur tous les autres, il s'explique, revendiquant pour sa conduite, non l'excuse, mais le mérite du patriotisme : « J'ai manifesté, sur des données économiques et géographiques, une opinion hostile à l'épuisante entreprise libyenne, parce que je la jugeais nuisible aux intérêts bien compris de mon pays, auxquels sont indissolublement liés les intérêts de la classe ouvrière. » A la conceplion nationaliste de la grandeur italienne, — une Italie plus vaste, — il oppose la sienne : « une Italie plus cultivée, plus riche et plus libre ». En terminant, il le prend de haut avec le tribunal : « Si vous m'acquittez, vous me ferez plaisir; si vous me condamnez, vous me ferez honneur. » Le tribunal lui infligea cinq mois de prison.

Presque tout, dans cette défense de M. Mussolini, jure avec ses opinions d'aujourd'hui. Il faut cependant en retenir deux points, qu'on retrouvera à la base de son action fasciste : la distinction entre l'État, dont il malmène l'autorité, et la patrie, dont il prétend servir la cause contre l'État ; ce terme d' « Italie officielle », dont il désigne l'Italie du gouvernement, par opposition à celle dont il se fait le champion. A la tête du fascisme, il n'en usera pas autrement : toute la différence consistera en ce qu'il concevra autrement l'intérêt de la patrie et que l'Italie au nom de laquelle il parlera ne sera plus celle du socialisme.

Son procès de Forli accroît sa notoriété. A la fin de 1912, il est appelé à la direction de *l'Avanti*, le principal organe du socialisme italien, édité à Milan. De cet instrument de combat,

il se sert pour le combat, sans ménagements, sans précautions. Certains de ses articles, à propos de jacqueries dans l'Italie méridionale, l'amènent en cour d'assises : il se montre, dans le prétoire de Milan, plus arrogant encore que dans celui de Forli. « Votre acquittement ou votre condamnation, dit-il aux jurés, me laissent pareillement froid. La prison est au fond un régime tolérable. » Et il promet de récidiver.

Il tient parole. La prudence, la temporisation n'entrent pas dans sa méthode. L'âge, — il n'a que trente ans, — ne peut pas l'avoir assagi. Le mariage, la paternité, — il est entré en ménage, a fondé une famille, est père d'un enfant, — n'ont eu aucune influence sur ses dispositions, restées aussi combatives. Le succès, une situation de premier plan dans la plus grande ville d'Italie, ne lui ont pas appris la circonspection. Dans les conseils du socialisme, il représente toujours un élément d'avant-garde. Les compromissions avec ce qui sent le conservatisme le trouvent intraitable : au congrès d'Ancône, il fait voter l'incompatibilité de socialiste avec la qualité de franc-maçon, le caractère occulte de la maçonnerie ne lui plaisant pas. Mais tout ce qui est organisation ou mouvement populaire obtient son concours. A la fin de 1913, éclate dans les Marches et en Romagne, à Ancône, Rimini, Forli, Ravenne, un soulèvement républicain, peut-être moins spontané qu'on ne l'a dit : rude et brutal soulèvement, marqué par nombre d'excès, resté célèbre sous le nom de « semaine rouge », et appuyé dans nombre de grandes villes, Milan, Turin, Bologne, Florence, Rome, par une tentative de grève générale. M. Mussolini, dans *l'Avanti*, soutient les émeutiers, appelle les socialistes milanais dans la rue et y descend lui-même des premiers, à leur tête. Son mot d'ordre est de repousser la force par la force, jusqu'au jour où il décrète une « suspension d'armes », euphémisme de style militaire, qui couvre la défaite, l'écrasement de l'insurrection. Nouvelle inculpation, nouvelles poursuites.

LE PATRIOTE

Peut-être l'échec de cette émeute mit-elle du froid entre M. Mussolini et les autres chefs du parti. Mais c'est seulement la guerre européenne qui détermina la rupture entre eux et lui. La guerre le trouva à la direction de *l'Avanti*. Dès l'annonce du

conflit, il fait prendre à son journal position contre la participation de l'Italie à la lutte dans le camp des Empires centraux Neutralité absolue ; « ni complices, ni compères de l'Autriche et de l'Allemagne » : telle est l'exigence qu'il élève, indiquant l'insurrection pour devoir aux prolétaires italiens, si le gouvernement suit une autre voie. Il n'y avait encore rien là qui ne fût pas d'accord avec l'attitude du parti. Mais peu à peu, non sans hésitations, non sans transitions, M. Mussolini évolue, au cours de l'été et de l'automne de 1914. Dès août, il approuve le manifeste des socialistes belges, en termes dont la sévérité envers l'Allemagne ne laisse rien à désirer ; il déclare que, si, la fortune des armes ayant donné la victoire aux Impériaux, l'Autriche veut se venger de l'Italie, les socialistes se montreront patriotes. En septembre, dans une réunion du parti, où est abordée la question de la neutralité, il laisse si bien percer sa tendance à l'intervention qu'un orateur interventiste, venu pour le contredire, n'a qu'à se déclarer de son avis. Les motifs de son évolution ? Purement italiens. Pourtant, le sort de la France, envahie, menacée de destruction, a une place dans son argumentation, comme dans les sentiments de nombre d'Italiens à ce moment : « Oui, s'écrie-t-il, nous aussi répétons avec le poète : *Noi che t'amammo, o Francia!* Nous qui t'avons aimée, ô France ! » En octobre, il réfute le dogme d'antibellicisme systématique, absolu, risque un *distinguo* entre les guerres selon les cas et les conditions, laisse entendre que la guerre pourrait bien être dans l'intérêt de la cause socialiste.

C'en est désormais trop pour qu'un lien subsiste entre son parti et lui. Le divorce s'accomplit. Il donne sa démission de directeur de *l'Avanti* et reprend sa liberté. Étant donné les circonstances, cela ne pouvait pas ne pas arriver. Le patriotisme tout simple est un des grands ressorts de sa sensibilité. Une guerre européenne où l'Autriche se trouvait engagée contre trois puissances de premier rang, Russie, France et Angleterre, ne pouvait pas ne pas lui faire apparaître l'intervention de l'Italie comme un devoir envers elle-même, envers ses destinées nationales, envers les Italiens *irredenti*. Tous les traits de son caractère s'harmonisaient avec la solution belliqueuse du problème politique posé à l'Italie. Tout ce qui faisait l'originalité de sa nature et de son intelligence devait lui faire considérer l'attitude passive, dictée au pays par le socialisme, comme plus

qu'une erreur, une faute. Enfin pour lui-même, il ne pouvait concevoir de place que dans le parti de la guerre et, si possible, à sa tête.

Démissionnaire de *l'Avanti*, sorti du socialisme « officiel » (correspondant aux unifiés de chez nous), invectivé par ceux dont il se sépare, M. Mussolini fonde alors à Milan un journal, le *Popolo d'Italia*. Immédiatement, dès janvier 1915, il commence une campagne de presse en faveur de l'intervention de l'Italie dans la guerre. Il mène cette campagne tambour battant : c'en est fait des réticences, que lui imposait la couleur de sa précédente feuille. Pourtant son nouveau journal se qualifie aussi de socialiste. Point à retenir, son premier article, intitulé *Audace*, s'adresse à la jeunesse : « à la jeunesse des usines et des écoles, et à ceux qui ont gardé la jeunesse de l'esprit, à ceux que le destin a chargés de faire l'histoire ». Simultanément, il entreprend une action sur le peuple, employant contre la politique de son ancien parti les mêmes méthodes qu'au service de celui-ci, fondant des « faisceaux d'action révolutionnaire », organisant l'agitation dans la rue, secondant celle que créent les harangues enflammées de M. d'Annunzio, s'efforçant de soulever l'opinion contre l'apathie du Parlement et contre les efforts de M. Giolitti pour le maintien de la neutralité. Il fait le diable à quatre, déchaine des tumultes, retourne en prison, se bat en duel, etc., etc. Une grande part lui revient dans le concours de circonstances intérieures qui permit au cabinet Salandra-Sonnino de mener à bonne fin la politique d'intervention.

Dans ce rôle de coryphée et de promoteur de la guerre, M. Mussolini a eu recours aux mêmes procédés que naguère pour l'agitation socialiste, souvent au même vocabulaire. « Aujourd'hui la guerre, écrivait-il, demain la révolution. Nous visons deux objets : la guerre nationale et la révolution... La cause de la liberté et de la révolution fera un pas. Du creuset de la guerre sortira une nouvelle aristocratie révolutionnaire. » Ce concept d'aristocratie, appliqué à la politique, n'est pas nouveau chez lui. Déjà, en 1913, comme journaliste socialiste, dans une petite revue fondée par lui, *Utopia*, il a opposé minorité à masse, assignant pour besoin à la masse, moins de *savoir*, que de *croire*. En lui ne fera que s'ancrer cette conviction, qu'une société politique est autre chose qu'une cohue et comporte nécessairement quelques éléments dirigeants pour

beaucoup de dirigés. Elle l'éloigne du principe démocratique habituel.

AU CREUSET DE LA GUERRE

La déclaration de guerre à l'Autriche (24 mai 1915) fut saluée par M. Mussolini d'une profession de foi patriotique, dégagée de tout alliage étranger. « Un seul cri jaillit de nos cœurs : vive l'Italie ! Nous n'avons jamais senti comme en ce moment que la patrie existe, qu'elle est une donnée ineffaçable de la conscience humaine.

La mobilisation générale décrétée, M. Mussolini part pour le front, comme *bersagliere*. Il y reste dix-neuf mois, tantôt sur l'Isonzo, tantôt en Carniole, tantôt sur le Carso, et se conduit en combattant valeureux. Le 23 février 1917, il est grièvement blessé, dans la tranchée, par l'éclatement d'un crapouillot. De son passage dans le rang, retenons surtout un nouveau contact direct avec l'homme du peuple, transformé en fantassin, et l'expérience personnelle qu'il acquiert de la mentalité du combattant. De sa tranchée, l'arrière lui est apparu mal gouverné. A tort ou à raison, il n'a pas eu une haute idée des gouvernements qui ont exercé le pouvoir pendant la guerre. « Nos gouvernants, écrit-il en août 1916, n'ont pas une âme apostolique, mais bureaucratique. Ils ont gaspillé le trésor spirituel qu'offrait la nation en mai 1915... Mais une nation qui a de telles réserves de forces morales, trouvera en elle-même son salut. Elle écartera avec mépris ces politiciens qui gardent, après trois années de guerre mondiale, tous leurs systèmes caducs et faillis. »

Réformé après sa blessure, M. Mussolini rentre à Milan et reprend la direction de son journal. Le *Popolo d'Italia*, en son absence, a suivi ses indications, fait campagne pour la déclaration de guerre à l'Allemagne. Il l'utilise à prôner la continuation de la guerre jusqu'à la victoire, à lutter contre la démoralisation, le défaitisme. Il est ce que l'on appelle un *guerrafondai*, un « jusqu'auboutiste ». Quand survient la déroute de Caporetto, qui donne raison à ses cris d'alarme contre la propagande démoralisatrice, il exhorte le pays à « tenir ». « L'invasion, écrit-il, apporte la honte. Nous ne voulons pas souffrir la honte. Il faut vaincre. » Il persévère dans ce rôle jusqu'à la fin des hostilités. Le 14 juillet 1918, où la fête nationale française fut célébrée dans toute l'Italie avec un

enthousiasme inimaginable, c'est lui qui fut chargé de prendre la parole à Gênes. Après avoir entendu le puissant discours de M. Mussolini, le consul général de France écrivit à son ambassade que l'orateur était décidément un homme qui irait loin.

Au lendemain de l'armistice, deux politiques extérieures sont possibles, en ce qui concerne les conditions de paix convenant à l'Italie : ou bien se contenter de l'unité géographique complète, entière, et, ce résultat obtenu, faire de bonne grâce aux Yougoslaves les concessions que l'événement a ensuite démontrées inévitables; ou bien réclamer l'exécution intégrale de la convention de Londres du 26 avril 1915, en y ajoutant l'annexion de Fiume, c'est-à-dire revendiquer en Adriatique la possession de toute l'Istrie, du Quarnero, de la Dalmatie, de la plus grande partie de l'archipel dalmate, de Vallona en Albanie, sans préjudice d'une vaste zone en Asie Mineure et d'agrandissements en Afrique. C'est pour cette seconde politique qu'opte M. Mussolini.

Le voilà certes loin de l'état d'esprit où il était en 1911, quand il opposait à l'idéal nationaliste d'une Italie « plus vaste » le sien propre d'une Italie « plus riche, plus cultivée et plus libre ». Les circonstances dont il a été témoin et acteur de 1914 à 1918 ont fait parcourir ce long chemin à ses idées. Que le terme de son évolution soit fort distant de son point de départ, ce n'est pas contestable. Mais que la position prise par lui en novembre 1918 soit conforme aux traits essentiels de son caractère et de son esprit, ce ne l'est pas non plus. Et que le choix lui en ait été dicté par des raisons dont il était fatal qu'il tînt compte, ce ne l'est pas davantage. Pendant l'évolution qui l'a tant éloigné du parti, de la cause et des opinions de sa jeunesse, un élément est resté constant : c'est l'homme même et l'homme, en M. Mussolini, n'est pas naturellement porté aux demi-mesures, aux transactions, aux abandons volontaires, pas enclin non plus à s'abstenir d'exploiter à fond une occasion qui se présente. A ce facteur de son attitude, lui-même, se joignent des considérations ethniques, stratégiques, politiques.

Ethniques : M. Mussolini est très sensible à l'argument ethnique invoqué en faveur d'un peuplement italien, au point de l'être moins au même argument invoqué en faveur d'un peuplement étranger. Stratégiques : à la garantie morale de sécurité que constituerait un compromis avec les Yougoslaves,

il préfère la garantie matérielle de la maîtrise absolue de l'Adriatique par l'occupation de la rive orientale. Politiques : L'opinion publique italienne n'ayant jamais été unanime à approuver la guerre, les anciens interventistes, dont il est, seront d'autant mieux gardés contre les critiques des anciens neutralistes, que la guerre aura rapporté davantage; en outre, une forte tension du sentiment national sera nécessaire pour réagir contre l'action des germes de désagrégation sociale et politique que la guerre laisse après elle.

Quoi qu'il en soit, M. Mussolini prend fait et cause pour les revendications nationales, sans en rien rabattre. Après les neutralistes, après les défaitistes, les « renonciataires » deviennent sa cible. Il n'épargne pas même ceux d'entre eux qui ont, comme Bissolati, combattu dans le même camp que lui pour l'intervention et pour la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire. Il fait grief à MM. Orlando et Sonnino de ne pas réussir à faire entièrement triompher au Congrès de Versailles le programme de leurs conditions de paix. Il tient rigueur du même échec partiel à leurs successeurs, MM. Nitti et Tittoni. Il prend à parti les alliés. Quand survient, sur le rivage oriental de l'Adriatique, à Fiume ou ailleurs, quelque incident qui échauffe les esprits en Italie, loin de s'employer à les apaiser, il les surexcite.

Lorsque M. d'Annunzio et ses légionnaires font leur coup de main sur Fiume, s'y établissent et s'y maintiennent, il approuve leur entreprise, la loue, la soutient, y fait écho. Sa tribune est toujours le *Popolo d'Italia*. Les paroles qui en tombent quotidiennement, pendant les années 1919, 1920 et 1921, concourent à créer et à propager, dans l'opinion publique italienne, un sentiment d'amère déception, de rancœur envers les alliés, de dégoût du gouvernement, en même temps qu'à exalter l'orgueil de la victoire. Justifiée ou non, exagérée ou non, la conscience d'une faillite partielle des espoirs que l'Italie fondait sur sa victoire fut un des principes de la réaction nationale à laquelle M. Mussolini travaillait. Et sans doute s'en est-il avisé dès lors.

Plutôt que réaction, c'est contre-réaction qu'il faut appeler celle dont il prenait la tête. Car, tandis qu'elle commençait à se dessiner, faisait rage en Italie une intense réaction contre la guerre, l'interventisme, les combattants, l'armée, la victoire

et le patriotisme. Commencée sous le ministère Orlando-Sonnino, celle-ci redoublait sous celui de M. Nitti, dont le tort est d'y avoir trop cédé, sans s'apercevoir qu'elle le compromettait. Compromettante était, quels qu'en pussent être les motifs d'opportunisme, une mesure comme l'amnistie en masse des déserteurs, qui ne pouvait pas ne pas avoir un effet mortifiant et prendre une signification symbolique. Que l'on réfléchisse aussi à ce que purent être les réflexions des Romains, quand, après avoir vu entreprendre des travaux d'aménagement le long de la Voie sacrée, à travers le Forum, entre l'arc de Constantin et le Capitole, pour un défilé de troupes victorieuses, ils virent démonter les tréteaux et emporter les planches, sans qu'aucun défilé leur eût procuré la satisfaction d'acclamer les soldats de Vittorio Veneto !

L'OFFENSIVE BOLCHÉVIQUE EN ITALIE

M. Mussolini profitait habilement des fautes de ses adversaires, et même d'actes qui ne peuvent leur être imputés à faute. Il profitait des sarcasmes et des insultes que M. d'Annunzio lançait à jet continu contre le chef du gouvernement; de l'exemple donné et du précédent établi par le poète-dictateur en se servant d'une force armée irrégulière, en exerçant un pouvoir illégal, en dressant le patriotisme contre l'État, en bafouant l'autorité de ce dernier; de l'émotion suscitée plus tard par la courageuse résolution que prit et exécuta le cabinet Giolitti en expulsant de Fiume les légionnaires et leur chef. Ce chef, M. d'Annunzio, ne pouvant devenir un concurrent pour M. Mussolini, — parce qu'un mouvement populaire en Italie même ne pouvait être conduit que par un homme du peuple, rompu à toutes les pratiques de l'action politique et de l'agitation dans la rue, — tout était profit net pour le directeur du *Popolo d'Italia*, dans l'aventure fiumaine.

Mais ce ne fut pas seulement sur le terrain de la politique extérieure, ni sur le terrain proprement national, que M. Mussolini mena une lutte acharnée : ce fut aussi sur celui de la politique intérieure et de l'ordre social. Dans ce qui se passait alors en Italie, et qui faillit aller très loin, résidait aussi le principe de cette contre-réaction, dont il était appelé à bénéficier, après en avoir été l'instigateur et le principal instrument.

Depuis la fin de la guerre, s'étaient en effet développés un mouvement socialiste et surtout une agitation communiste, qui allèrent croissant jusqu'aux derniers mois de 1920. Ce n'étaient que manifestations tumultueuses, cortèges se déroulant aux sons de *l'Internationale*, sous les plis des drapeaux rouges interruptions du travail pour une journée ou un après-midi, grèves proprement dites, mais sans le moindre prétexte économique, conflits chroniques entre patrons et ouvriers, que ne désarmait aucune concession, attentats contre la propriété privée, urbaine ou agricole, actes de sabotage, suspension des services publics, tels que postes et télégraphes, chemins de fer, lignes de navigation, tramways, éclairage électrique. Non seulement l'industrie, l'agriculture, le commerce, toute la vie économique du pays en étaient gravement affectées, mais l'existence quotidienne des simples particuliers avait fini par en être rendue incommode.

Sous le rapport politique, cette vague de désordre avait porté au Parlement, à la suite des élections de novembre 1919, plus de 150 socialistes, qui, bien que n'étant pas communistes, faisaient preuve envers ces derniers d'une complaisance intéressée. De nouvelles élections, auxquelles il fut procédé sous un ministère Giolitti, en mai 1921, laissèrent subsister à la Chambre des députés un groupe de 135 socialistes, et y firent entrer 22 communistes, qui y menèrent un vacarme infernal. Le gouvernement, tant sous la présidence de M. Nitti que sous celle de M. Giolitti, de M. Bonomi et de M. Facta, s'évertuait à faire face à une situation aussi critique, par le moyen de coalitions ministérielles, qui groupaient en ménages mal assortis tous les autres éléments, passablement disparates, dont se composait l'assemblée élue. La besogne gouvernementale se ressentait du défaut d'homogénéité des équipes de ministres et de leur majorité parlementaire. On entendait parler de crise du parlementarisme, de crise du régime. Des inquiétudes naissaient pour le sort que réservait à la monarchie la prolongation, voire l'aggravation de cet état de choses. Or, les communistes étaient ouvertement agressifs contre la couronne; les socialistes ne lui étaient pas tendres, et cependant la participation de ceux-ci au pouvoir était une éventualité si peu invraisemblable, qu'elle se fût réalisée s'ils ne se fussent pas divisés précisément sur la question de collaboration avec des ministres bourgeois.

La royauté traversait des jours difficiles. A chaque ouverture d'une législature nouvelle, dont la dissolution avant terme du Parlement précipitait le rythme, le Roi et la famille royale se rendaient à la traditionnelle séance solennelle d'inauguration, où est lu le discours du trône. Les Romains se pressaient sur les trottoirs et aux fenêtres, le long du trajet entre le Quirinal et Monte-Citorio, pour voir passer le coquet et pimpant cortège des berlines de gala, conduites par des cochers poudrés, traînées par des chevaux très pomponnés, accompagnées de laquais en grande livrée, précédées de piqueurs, escortées de ces cuirassiers-gardes du corps dont l'uniforme rappelle celui des cent-gardes de Napoléon III. Et quand, après s'être réjoui les yeux du spectacle offert par cette élégante cavalcade, d'un style très Charles X, ils ouvraient leur journal du soir, c'était pour y lire que les communistes et les socialistes avaient troublé l'apparat de la séance royale par quelque manifestation inconvenante, dont seule l'impassibilité du souverain avait empêché qu'elle ne devînt un affront.

Tout ceci aboutit, d'une part, à une manière d'offensive bolchévique, de l'autre, à une carence de gouvernement. Il est fort heureux pour l'Italie que ces deux points culminants de la crise sociale et de la crise politique n'aient pas été atteints simultanément : car alors, c'eût été plus grave. Mais heureusement le premier le fut en septembre 1920, sous un ministère Giolitti, dont le chef avait plus d'un tour dans son sac; et le second ne le fut qu'en octobre 1922, sous un cabinet Facta.

Ce qu'on peut appeler une manière d'offensive bolchévique, c'est la fameuse occupation des usines par les ouvriers. Sur la superficie presque entière de l'Italie, les ouvriers envahirent les usines de toute espèce, voire de simples ateliers, s'y établirent, en interdirent l'accès aux patrons, chassèrent les ingénieurs ou les obligèrent à prêter leurs services, et se mirent en devoir de procéder eux-mêmes à l'exploitation, le plus souvent d'ailleurs pour la forme. Cela dura environ trois semaines. Même dans des villes peu industrielles comme Rome, les faubourgs qu'on traverse pour aller en excursion à Tivoli ou ou à Frascati offraient alors un spectacle aussi peu banal que peu réjouissant. Tous les locaux servant à une industrie quelconque étaient pavoisés de drapeaux rouges; aux grilles entr'ouvertes des cours d'usines, d'ateliers ou de chantiers se tenaient

en faction des petits postes d'ouvriers armés, de ceux qu'on appelait gardes-rouges. On doit à la vérité d'ajouter qu'ils n'avaient pas l'air bien terribles. Mais dans les grands centres industriels comme Milan, Turin, Gênes, la prise de possession de tout ce qu'il y avait de fabriques et de manufactures mettait sous les yeux du passant un tableau autrement impressionnant. Des quartiers entiers, qui sont eux-mêmes de véritables villes, arboraient les emblèmes du soviétisme et présentaient tous les signes extérieurs du triomphe simultané de la révolution et du *farniente*. Beaucoup de mairies avaient remplacé le pavillon national par celui de Moscou. Un nombre relativement élevé de propriétés rurales avaient été envahies par les paysans et ouvriers agricoles.

Le soin de mettre fin à cette bacchanale incomba à M. Giolitti, qui la fit cesser au bout de trois semaines et obtint, en somme, des usurpateurs fort embarrassés de leurs conquêtes qu'ils les évacuassent sans s'y faire contraindre. M. Giolitti gouvernait avec peine, mais gouvernait encore. C'est sans doute ce qui le fit renverser. Ses successeurs, faute de pouvoir faire mieux, gouvernèrent de moins en moins et ainsi le pays s'achemina vers la carence du gouvernement, à travers deux cabinets Bonomi et deux cabinets Facta. Car la solution des crises ministérielles devint, avec le temps, si difficile qu'une fois un président du Conseil tombé, aucune autre ressource ne parut s'offrir que de le réinstaller au pouvoir; c'est ainsi qu'à tour de rôle M. Bonomi et M. Facta recueillirent leur propre succession.

LES FAISCEAUX DE COMBAT

Le rappel de ces événements ne nous a éloignés qu'en apparence de M. Mussolini. Il y fut, en effet, promptement mêlé, par la parole et par l'action. Dès que la crise sociale et la crise politique, qui allaient de pair et influaient l'une sur l'autre, eurent accusé une certaine intensité, il se mit de la partie. Pour susciter, organiser et diriger la réaction qu'il se donna pour tâche de faire triompher, le journalisme ne lui parut pas pouvoir être sa seule arme. L'action matérielle, l'action directe lui sembla nécessaire. Il fallait opposer force à force, violence à violence; il fallait mener le combat, non seulement autour d'urnes électorales, avec des bulletins de vote, mais dans la

rue, dans la campagne, autour des usines, autour des machines, à coups de poing, de gourdins, d'armes blanches et d'armes à feu. Telle fut la conception que M. Mussolini se fit alors de la lutte dont il attendait, d'abord la défaite de la révolution en marche, ensuite le succès de celle qu'il méditait : la sienne à lui. Cette conception est identique à celle qu'il se faisait de l'action socialiste, quand il était socialiste. Ce sont, en somme, leurs propres armes qu'il retourne contre ses anciens compagnons, devenus ses adversaires, et, à s'en servir mieux qu'ils ne le font, il est aidé par l'expérience, par l'entraînement même qu'il a acquis dans leurs rangs.

La création des premiers « *faisceaux de combat* » remonte à la fin de mars 1919. Cette date marque celle de la naissance du *fascisme*. Sa fondation est en relation directe avec les tapageuses démonstrations et les bruyants excès du communisme et du socialisme, immédiatement avant et au même moment; elle en procède, elle y riposte. Son organisation première doit beaucoup à une institution militaire qui avait fleuri pendant la guerre : l'*arditisme*. Les *arditi* (les hardis, les audacieux) étaient des soldats composant, dans l'intérieur du régiment, une ou plusieurs compagnies de choc et d'assaut, utilisées pour les coups de main et les besognes risquées. Les faisceaux de combat formés pour la lutte civile s'inspirent de ce précédent. Ils sont, pour une part non négligeable, recrutés parmi d'anciens *arditi*. Aussi bien est-ce aux combattants que M. Mussolini fait appel, avant tous autres, pour constituer sa force armée, à laquelle il assigne pour but de défendre l'armature même de la nation et pour tactique l'offensive. Le *Popolo d'Italia* change alors son titre de « quotidien socialiste » pour celui de « journal des combattants et des producteurs ». Ce changement est significatif : les deux mots de combattants et de producteurs indiquent bien ce que M. Mussolini se propose de défendre et sur qui il compte pour lui fournir ses troupes et ses ressources.

Il eut des unes et des autres, des hommes et de l'argent. Les bras disponibles et disposés à jouer des muscles ne furent rares nulle part, après la démobilisation d'immenses armées. L'argent vint aussi, accordé par sympathie, par intérêt ou par crainte. Peu à peu, un réseau de plus en plus vaste et serré de sections fascistes s'étendit sur toute l'Italie. Dans toute ville de quelque importance, furent formées des

légions, subdivisées en centuries, cohortes et manipules, selon le vocabulaire romain. La bataille n'attendit pas l'entier développement de cette organisation. Elle commença au contraire dès que les effectifs le permirent, condition qui fut très vite réalisée : certain assaut donné, en plein Milan, aux bureaux de rédaction et à l'imprimerie de l'*Avanti*, le journal socialiste dont M. Mussolini avait été directeur, est du printemps de 1919.

Bientôt les manifestations des communistes et des socialistes, leurs grèves politiques, les mesures révolutionnaires ou antipatriotiques prises par des municipalités acquises aux partis extrémistes de gauche, suscitèrent de la part des fascistes des réactions, des ripostes, des représailles. On vit se multiplier ce que ceux-ci appelaient des expéditions punitives. A la suite de quelque initiative communiste ou socialiste, considérée par le camp adverse comme un méfait, des fascistes en chemise noire, le gourdin au poing et le revolver en poche, montaient en camion automobile, se rendaient à l'endroit où le fait incriminé s'était produit et s'en vengeaient d'une manière ou d'une autre. Le pays se trouva ainsi en proie à une sorte de guerilla civile, qui se prolongea depuis la fin de 1919 jusqu'à celle de 1922. Longtemps les succès furent partagés et même, au début, en proportion fort inégale. Les extrémistes de gauche conservèrent, en somme, l'avantage jusqu'au commencement de 1922, réussissant des coups aussi audacieux que l'occupation des usines et l'invasion des terres, renouvelant les grèves générales ou partielles, empêchant l'embarquement à Ancône des renforts destinés à Vallona, que les Italiens, attaqués par les Albanais, étaient obligés d'évacuer, perpétrant des attentats anarchistes, comme celui du théâtre Diana à Milan, réglant sournoisement leur compte aux fascistes isolés qui tombaient entre leurs mains. Mais les succès mêmes des bolchévistes, en augmentant l'insécurité des intérêts qu'ils menaçaient et en révoltant contre eux le sentiment national, servaient finalement la cause du fascisme, dont les effectifs et les moyens ne cessèrent de grossir. Dès la fin de 1921, la supériorité des forces était acquise aux fascistes, qui, mieux organisés, mieux conduits, restèrent maîtres du champ de bataille. En 1922, le résultat de tous les combats qu'ils engagèrent, soit de leur propre initiative, soit sur celle de leurs adversaires, affirma leur victoire.

La réputation et l'autorité de M. Mussolini grandirent au fur et à mesure des péripéties d'une lutte à main armée, dont chacun savait qu'il était l'âme. La plus efficace des réclames lui était faite par les exploits de ses partisans. Son journal, où il écrivait assidûment, lui était une tribune de plus en plus retentissante. Son nom revenait dans les colonnes de nombre d'autres journaux qui le soutenaient ou le combattaient. Il faisait figure de chef d'une force irrégulière, avec laquelle avaient à compter, non seulement ses adversaires, mais le gouvernement lui-même. Les traits de son visage commençaient à se populariser; ceux de son caractère s'imposaient à l'attention, qu'elle fût d'ailleurs admirative, inquiète ou haineuse. De fait, qu'on approuvât ou condamnât ses méthodes, qu'on souhaitât son succès ou son échec, on ne pouvait nier sa maîtrise dans son rôle. Ce rôle, il le jouait d'autant mieux qu'il y avait été préparé par toute une vie de lutte et d'aventures.

Homme du peuple, jeune, aimant à risquer gros, sinon le tout pour le tout, habitué au maniement des foules, rompu aux procédés et aux émotions des soulèvements populaires, ancien combattant, il était dans son élément au milieu de cette jeunesse embrigadée, dont son ascendant et son sens du commandement lui valaient l'obéissance. Les responsabilités ne l'effrayaient pas plus que les risques. Le poste de police, où il refit une courte apparition et qu'il put croire pour lui l'antichambre de la prison, ne l'intimida point. Cependant, aucune précipitation inconsidérée à engager une action d'ensemble, à jouer la dernière manche de sa partie. Pour cela, il attendait l'heure propice, sachant au besoin calmer les impatiences de ses partisans. « Une révolution, écrivait-il, n'est pas une boîte à surprise qu'on ouvre à plaisir. On la fait avec l'armée, non contre l'armée; par les armes, et non pas sans armes; par des mouvements de troupes bien combinés, non par des tumultes d'électeurs échauffés. Une révolution réussit quand elle est sympathique, quand elle est assurée d'un consentement général. Sinon, les révolutions échouent. » Ces lignes, M. Mussolini les écrivait alors que M. Giolitti était au pouvoir : elles montrent qu'il gardait la faculté de juger qui il avait devant lui. C'était aussi le moment où M. d'Annunzio venait d'être expulsé de Fiume par une démonstration militaire, donc où l'autorité de l'État récupérait quelque prestige : M. Mussolini

conservait le don d'apprécier si les circonstances lui étaient favorables ou contraires, pour jouer son va-tout.

AU PARLEMENT

Depuis mai 1921, il était député. Aux élections de novembre 1919, il n'avait recueilli à Milan que quelques milliers de voix. Moins de deux ans après, il avait été élu dans deux circonscriptions, Milan-Pavie et Bologne-Ferrare, à une énorme majorité. Trente-cinq de ses acolytes fascistes entraient au Parlement en même temps que lui. A ce résultat peuvent se mesurer les progrès de sa propre popularité et ceux du fascisme dans le pays. C'est un fait significatif qu'il en ait demandé la consécration au mandat parlementaire. Dès ce moment, sa sévérité envers le Parlement s'exerçait sans ménagement, ni relâche. Mais sans doute comprit-il que, parallèlement à l'action par le journalisme et à l'action dans la rue et dans la campagne, devait se développer une action parlementaire ; que les institutions et les régimes sont plus aisément battus en brèche, quand on les attaque à la fois de l'intérieur et de l'extérieur; enfin que sa propre présence dans la place était une condition nécessaire à son ascension au pouvoir. Toujours est-il que le Parlement fut pour M. Mussolini une nouvelle tribune (presque aussi métaphorique que celle du *Popolo d'Italia*, car il n'y a pas de tribune à la Chambre ni au Sénat d'Italie), et une dernière école, où il apprit à connaître de plus près la salle des séances et les couloirs, les tares des partis politiques, les faiblesses d'un système représentatif en état de crise chronique et toujours plus aiguë, le défaut de la cuirasse du régime.

A Montecitorio, les députés fascistes siégeaient à droite. Leurs votes se confondaient en général avec ceux des nationalistes, des libéraux de droite, des conservateurs. Leurs interventions dans les débats, quand elles rencontraient une approbation, la trouvaient dans la droite de l'Assemblée. Pourtant, M. Mussolini se disait républicain, l'était et tâchait d'orienter le fascisme vers les opinions républicaines et vers la République. Dans son journal, dans les réunions de son parti, il se refusait à considérer la monarchie comme un dogme intangible et les destinées de l'Italie comme liées à la dynastie régnante. Quand l'occasion s'en présentait, il traitait pour le moins avec détachement la question monarchique et la question dynastique.

A la séance royale d'ouverture de la législature inaugurée en janvier 1926, il s'abstint de paraître et imposa l'abstention aux membres du groupe fasciste. La révolution qu'il prône et prépare n'exclut donc pas une menace contre la couronne et la maison de Savoie; en tout cas, elle ne comporte aucune garantie pour l'une ni pour l'autre. Cette attitude reste celle de M. Mussolini jusqu'à une date très rapprochée de sa marche sur Rome. Elle n'est pas à négliger pour comprendre qui il est et à quoi il tend : il est un révolutionnaire, qui tend à une révolution, encore que sa révolution ne soit pas conforme au type classique et orthodoxe, mais en soit la négation même. Toutefois, ce républicanisme auquel il a longtemps tenu, M. Mussolini s'en débarrasse par une rapide évolution, en sentant approcher l'heure de l'action décisive. Au congrès fasciste de Naples, qui ne précède que de quelques jours la mobilisation générale de ses légions, il fait une profession de foi monarchiste. Cette circonstance est celle où il a le plus fait preuve d'un opportunisme, qui lui fut facilité par sa répugnance pour toute rigidité systématique. Il a senti que l'armée, la majorité de l'opinion publique et celle même de ses partisans étaient attachées à la monarchie, ainsi qu'à la dynastie; et comme le principe d'autorité et le critère national, patriotique, les deux grands ressorts de la réaction qu'il avait entreprise, n'avaient rien d'incompatible avec l'institution monarchique ni avec la maison de Savoie, il s'est rallié à l'une et à l'autre.

DE L'INSURRECTION A LA DICTATURE

Un groupe de trente-cinq fascistes, chef compris, ne faisait pas de M. Mussolini un facteur décisif du jeu de bascule parlementaire. Aussi n'était-ce pas sur cette carte-là qu'il comptait pour gagner sa partie, ni à la procédure du vote qu'il entendait recourir pour s'ouvrir le chemin du pouvoir. Sa force, il la sentait dans ses légions, dans son armée irrégulière; sa procédure, si l'on peut employer ce mot pour désigner un procédé aussi peu procédurier, il la voyait dans un coup de force, qui l'imposât. A partir de juin 1922, il fait l'épreuve de la force fasciste dans des entreprises d'envergure continuellement élargie : mobilisation de contingents à Bologne; occupation des municipalités de grandes villes, comme Milan, d'éta-

blissements publics, comme le consortium du port de Gênes; expulsion du Haut-Commissaire royal du Trentin et des autorités administratives de cette province; nouvel assaut aux bureaux de l'*Avanti*; étranglement d'une grève générale. Toutes ces expériences lui réussissent.

Il apparaît, dès lors, comme un pouvoir de fait, qui, tantôt se substitue au gouvernement pour accomplir la besogne que le gouvernement ne fait pas, tantôt agit sans tenir le moindre compte de la loi ni de l'ordre établi. Le 24 octobre 1922, s'ouvre le Congrès fasciste de Naples : M. Mussolini y lance son défi au gouvernement légal, et annonce en termes limpides l'intention de marcher sur Rome. La présence autour de lui d'environ 40 000 fascistes, organisés et armés, défilant dans les rues de Naples, enlève à son défi et à l'annonce de son intention le caractère d'une rodomontade. Le second cabinet Facta, replâtré le 1er août précédent, s'effondre sous la poussée, sans même qu'il y ait eu scrutin à la Chambre, d'ailleurs en congé. Alors, comme une combinaison Giolitti, qui aurait pu troubler la fête, s'élabore avec la lenteur exigée par les consultations rituelles, et aggravée par les villégiatures d'été (M. Giolitti est encore en Piémont, le roi en Toscane), M. Mussolini lance l'ordre de mobilisation générale et celui de la marche sur Rome, qui s'exécute conformément à un plan stratégique probablement étudié d'avance et en tout cas bien conçu. A partir de ce moment (26 octobre 1922), toutes les tentatives faites pour enrayer le mouvement, — appel à M. Salandra pour former le nouveau cabinet, offre de portefeuilles à M. Mussolini, pour lui et quelques-uns de ses amis, négociations de M. Giolitti, — échouent, à peine ébauchées, devant la résolution du *Duce* de ne pas lâcher prise.

Simples intérimaires, depuis que leur démission a été remise au Roi et acceptée par lui, le président du Conseil et ses collègues se mettent cependant en devoir de résister à la force par la force. Tandis que les plus grandes villes d'Italie sont aux mains des fascistes, que M. Mussolini, resté à Milan, coordonne les mouvements de ses troupes comme d'un quartier-général, que ses légions se sont avancées jusqu'à Civita-Vecchia, et ont pris position dans des localités voisines de Rome, qui peuvent se croire revenues au temps des expéditions garibaldiennes, la capitale est hâtivement mise en état de sommaire défense.

De petits postes veillent devant les portes monumentales, élevées par les Papes de la Renaissance ou les Empereurs romains; des sentinelles font les cent pas devant les chevaux de frise destinés à barrer, en cas de besoin, l'entrée des ponts; des camions automobiles et des voitures d'ambulance s'alignent sur un des côtés du palais de Venise; le va-et-vient d'estafettes, montées sur des teuf-teufs, anime la piazza della Pilotta, où se trouve le commandement de la place : la circulation dans les rues des autos, motocyclettes et bicyclettes est interdite sans un permis spécial ; la voie ferrée est coupée sur la ligne de Civita-Vecchia; sur les murs de la ville s'étale une proclamation, sobre mais ferme, du gouvernement, annonçant qu'il défendra les prérogatives de l'État. Tout cela d'ailleurs n'arrive pas à donner à Rome un air bien rébarbatif : et tout cela ne dura que l'espace d'un matin. Dès le soir du 28 octobre, tout signe extérieur de dispositions défensives a disparu. Il n'est plus question de proclamer l'état de siège, dont l'imminente proclamation avait été officiellement annoncée le matin. On murmure que le Roi a refusé de signer le décret ; d'aucuns assurent que M. Facta lui-même l'en a dissuadé. Le général Cittadini, aide de camp du Roi, téléphone alors à M. Mussolini, à Milan, que Sa Majesté lui confie la mission de former le nouveau cabinet, mission que lui confirme bientôt un télégramme du même général. Le coup de force des fascistes a pleinement réussi.

Il ne s'agit pas ici de savoir si une pareille infraction aux lois était nécessaire pour permettre ensuite d'en restaurer l'autorité. Cette question est discutable et a été discutée. Mais elle sort du cadre de notre étude. Ce qui nous intéresse est ceci : étant donné ce qu'il était, M. Mussolini ne pouvait pas voir à la situation d'autre remède que celui qu'il a appliqué, c'est-à-dire l'insurrection comme moyen et la dictature comme fin ; le coup qu'il a réussi ne pouvait l'être que par lui et aurait échoué s'il eût été tenté, dans les mêmes circonstances, par tout autre Italien que lui.

VERAX.

(*A suivre.*)

MONSIEUR VINCENT

AUMÔNIER DES GALÈRES

V [1]

IN EXTREMIS — IN EXCELSIS

L'ENGRENAGE

Les Filles de la Charité, alors qu'elles n'étaient encore que les « sœurs grises », comme le peuple les appela d'abord, n'avaient pour établissement, au village de la Chapelle, que la maison de Mlle Le Gras. Mais celle-ci, les trouvant trop éloignées de Paris, vint avec elles s'installer en face de Saint-Lazare. Elle n'avaient ainsi que quelques pas à faire pour communiquer avec leur directeur et en recevoir son enseignement.

Chaque fois qu'il le pouvait en semaine, et sans faute tous les dimanches, il les réunissait. Ç'avait été, pour commencer, des esquisses de sermons très courts, très clairs, en peu de mots, un petit catéchisme de leurs devoirs, de leur vocation particulière et privilégiée de servantes des pauvres... et puis, au fur et à mesure que son affaire prenait corps et qu'il en voyait monter les avantages, les propos, plus poussés et développés, devinrent des conférences... Mais on regrette de n'avoir pas un mot moins professoral pour les qualifier, car c'était plutôt des causeries pleines de cordialité, d'affec-

Copyright by Henri Lavedan, 1928.

(1) Voyez la *Revue*, 1er et 15 janvier, 1er et 15 février.

tueux bon sens, de cette tendresse paternelle et pénétrante qu'il mettait, dès qu'il ouvrait la bouche, à s'exprimer pour tous. Sa communication recélait une force divine. Ignorant et ennemi du moindre artifice oratoire, il atteignait, sans la chercher, une éloquence d'évangile. Ces causeries, il veillait à ce qu'elles ne fussent pas seulement de sa part un monologue, il s'ingéniait à y mêler ses filles qu'il connaissait toutes, et chacune d'elles, avec sa nature et ses moyens. Il les interrogeait, les interpellait soudain. « Voyons, vous, Brigitte de Saint Jacques?... » et toujours gentiment, avec cette amabilité fine et pure qui donne confiance, et même hardiesse de bon aloi aux plus fermées, aux plus timides, et invariablement, il était frappé, plus que cela, récompensé par la franchise et la liberté candide avec lesquelles, sans embarras, toutes lui répondaient allant même au-devant des questions, heureuses de se rapprocher ainsi de lui, d'être davantage ses Filles.

Et telles en effet les voyons-nous, — depuis leur naissance qu'elles lui doivent, — marquées de son esprit et de son caractère, telles depuis demain trois siècles, elles se sont perpétuées, toutes semblables au temps héroïque où elles *causaient* avec M. Vincent. Leur charme irrésistible n'a pas fléchi, ni varié. Elles ont toujours cette loyauté, cette ouverture de visage, cette netteté de jugement, qui sont leur signe, ce je ne sais quoi de direct et de vif qui entre toutes les distingue. La sœur de Saint Vincent de Paul n'est pas triste. En avez-vous jamais vu pleurer, — du moins devant vous? Non. Tout en elle est gai, d'une gaieté sereine, enfantine et limpide, mais résolue et un peu peuple. Allure, geste, et ton, la danse et le tintement de ses clefs, le bruit de noix de son rosaire, la neige et les ailes de sa cornette, le clic-clac de sa galoche, son rire de récréation, son esprit naturel d'entrain, de décision, son accommodement instantané aux pires ennuis et aux plus grands maux, proclament comme en plein soleil et imposent la joie que Vincent leur ordonnait : d'où cette allégresse historique et cet air d'appétit qu'elles ont pour courir à la peine, ainsi qu'à un goûter.

Douze ans se passent pendant lesquels l'œuvre, allant en douceur son chemin, affirme son utilité. De règle et même de constitution, il n'y en a pas, du moins sur le papier. Les choses vont, *tout bonnement*, à la grâce de Dieu, et à la surveillance

aussi de M. Vincent, qui, pourtant, songe à fixer les statuts de l'Ordre auquel, selon sa prudence coutumière, il n'a pas voulu donner forme de loi avant que l'institution n'eût bien fourni ses preuves. La pratique d'abord, ensuite l'écriture. Il suit l'exemple de l'Église, qui toujours ne se décide à promulguer qu'après longue expérience. A présent celle-ci est faite, et au delà. Les Filles de la Charité ne suffisent plus à répondre à l'appel des confréries qui, de tous côtés, les réclament. En 1641, elles se vouent et se passionnent à deux œuvres nouvelles où seule leur intelligence était capable, avec leur amour, d'opérer des merveilles, celle des *petites écoles* pour les petits enfants, et des *asiles*. La charité a sa logique, sa force inhérente et ininterrompue d'expansion. Vous voyez comme tout cela se suit et procède, dirait-on, d'un ordre ancien pour s'accomplir en maturité, temps et lieu.

C'est ce qui faisait la solidité de Vincent, donnait toujours raison au calme de sa foi, l'enfonçait dans sa patience, et aussi ne manquait pas bien souvent de le tourmenter, car l'enchaînement se glisse, et puis s'impose où qu'on aille et que l'on s'imagine se diriger à sa guise, à son pas, maître de son allure. Toujours il faut marcher et plus vite qu'on ne voudrait. Avancer est une loi humaine, et plus qu'humaine, et les meilleurs, les sages, les réfléchis qui ont pris, à l'écart des grandes avenues du monde, la route étroite et lente afin d'échapper à l'agitation, à la course aux folies, n'échappent pas à l'autre emportement qui leur est réservé. Ils ont leur course au devoir. Toutes les tentations ne sont pas du démon. Il y a aussi l'esprit malin du Bien qui, à chaque instant, vient assaillir ceux qu'il connaît, ses favoris dont il sait les scrupules, la pieuse timidité. Jusqu'à la vieillesse, au moment où pleins de jours et d'œuvres, saturés de privations, repus de sacrifices, ils seraient peut-être (car nous n'oserions les calomnier) enclins à dire que cela suffit à les combler, que d'ailleurs, ils n'ont plus, hélas! les moyens de grands desseins nouveaux qu'ils accompliraient mal, et qu'en tout leurs forces les trahiraient... c'est alors qu'apparaissant à leur côté, l'ange du dévouement les réveille et les gronde. — Mais non! tu n'as pas fini! Es-tu lâche? As-tu peur? As-tu perdu la vue? Regarde donc ce qu'il te reste à faire. Tu crois avoir pensé à tout. Tu en as oublié! Écoute ce qui t'appelle. Rejoins ce qui t'attend.

Penses-tu t'en détourner? N'allègue pas ton âge, ta faiblesse. On n'est jamais trop vieux pour s'intéresser aux vieillards, ni trop cassé pour se baisser vers les enfants. Prolonge-toi par les premiers, rajeunis-toi par les seconds. Apporte aux douleurs ton sourire et ton apaisement, et toi-même, arrose-toi, rafraîchis-toi des pleurs que tu peux arrêter. »

Certes, Vincent n'avait pas besoin qu'on l'admonestât; néanmoins, tous ces cris d'espoir, de détresse allaient le frapper, résonnaient en lui. Tout le possible d'aujourd'hui qu'était l'impossible d'hier, se dressait et le convoquait. « Mais, c'est vrai, se reprochait-il, ma conscience et ses voix ont raison! Il n'y a rien de fait, pas la moitié, le quart de ce qu'il faudrait! Tout manque! On a manœuvré pour les pauvres des villes et de la campagne, on a les confréries d'hommes, de femmes, les Filles et les Dames de la Charité, oui, cela est bon, même excellent. Mais, après? Tirerons-nous l'échelle? Vais-je m'en aller, ou m'asseoir? Les enfants sont pourvus d'écoles, d'asiles... J'entends. Mais, avant qu'y pouvoir entrer, faut-il au moins qu'ils entrent dans la vie, surtout ceux qui n'auront jamais de berceau, que l'on étouffe à peine sont-ils au jour, les innocents que l'on condamne à mort en les jetant par la fenêtre, en les balayant au fumier, en pâture aux rats, ou que tout nus, comme un paquet, on lance au *tour*, ou bien, horreur plus grande encore, auxquels des bourreaux qui sont souvent leur père, aplatissent la tête et déforment les membres, afin de s'en faire, une fois qu'ils sont ainsi des monstres de la nature, un stupéfiant et affreux gagne-pain... car cela, un soir, je l'ai vu, de mes yeux! J'ai arraché à temps l'enfant des pinces du misérable! et je l'ai porté presque inanimé rue Saint-Landry, à cette maison de la Couche, où on les reçoit. Mais qu'est-ce que c'est que cette maison? Rien qui vaille, m'a-t-on dit. Il faudra me renseigner. Allons! voilà encore une chose qui presse et menace!... Des enfants! Est-ce qu'il n'y a pas là, miséricorde! — et quoique j'aie juré désormais de me retenir, — une œuvre nouvelle et d'urgence? Tant pis!... Non, tant mieux! Nous la ferons!

« Eh bien? et mes bons amis les forçats, qui me sont si chers, auxquels je dois tant, qui m'ont tant appris, vais-je les renoncer? Pour les avoir, çà et là, et bien moins que je n'eusse voulu, visités sur la *coursie*, et confortés vaille que vaille,

suis-je quitte envers eux, envers leur corps meurtri, leur pauvre dos en sang et leur pauvre âme plus fouettée encore? Mais non! Mais non! Il me souvient qu'à Marseille autrefois, à l'aspect de leur détresse, qui m'avait navré, je m'étais dit qu'un hôpital *à eux*, pour eux seuls, leur serait bien utile, et puis... cela a coulé comme l'eau sous le Pont-Neuf, et ils m'attendent! Ah! ça, où ai-je la tête... et le cœur? Vite l'hôpital! La première pierre! Avec ce temps que l'on prend pour bâtir, en verrai-je jamais le toit? Peu importe! Aux fondations! Le toit, si je n'y suis plus, je le verrai d'en haut!

« Mon Dieu! mon Dieu! Voilà que par surcroît mille autres visions m'assiègent, que des lumières soudain m'illuminent! Par exemple, toutes ces souffrances des paysans qui sont inimaginables, et qu'on ne saurait, tant il y en a, et de si hideuses, exposer par la parole, il faudrait en faire des relations, où on les peindrait crûment, sans reculer!... Et, j'y songe, si on les imprimait? Et qu'on les vendît? qu'on les fît crier à la porte des églises, sur les places, dans les marchés? Oh! Est-ce que cela n'irait pas tout droit au cœur des gens pour leur arracher l'aumône des poches? Évidemment. C'est une idée qu'on ne peut repousser. Et puis... et puis... vraiment tout m'arrive à la fois... me déborde... Mais qu'y faire? Les pauvres de la campagne encore! Il m'est revenu que, même par nos secours, si grande qu'en soit la dépense, ils sont mal nourris. C'est qu'on ne sait pas s'y prendre. Alors, gaspillage, et nul n'en profite. Le remède? Ah! je l'aperçois seulement aujourd'hui, à cette minute. Il faudrait surtout des potages, et pour les potages, j'ai envie de prier mes Dames de me rédiger une bonne instruction sur la façon de les composer en beurre, pain, graisse, légumes, avec le prix de tout, et je voudrais que cela ne revînt pas à plus de cent sols par cent personnes, même en cette année où le blé est cher!

« Et que de reste encore! que de reste en retard! Des semences, qu'il serait précieux de pouvoir distribuer aux laboureurs pour remettre en état leurs champs ravagés par les guerres! Et la honte des sépultures qui ne se font pas et qui traînent jusqu'à empoisonner l'air et amener la peste! J'ai là-dessus dans un coin de cerveau un plan de compagnies spéciales dont le nom même est trouvé, *les aéreux* (d'*aérer*), qui seraient chargés d'enterrer les morts, et de m'ôter vite

les immondices. Triste travail sans doute, et pour lequel s'offriraient peu de clients. Mais, à leur défaut, n'ai-je pas toujours mes missionnaires, et, au besoin, mes Filles, qui seraient tous trop heureux de me donner un coup de main? Et pourtant, avec tous les voyages qu'ils ont à faire dans les provinces dévastées, à Toul, Metz, Verdun, Nancy, Bar-le-Duc, Saint-Mihiel, Pont-à-Mousson, où je les envoie porter des secours, ils sont surmenés. Quel que soit leur courage, peuvent-ils être partout à la fois? Ils y mourront! Sans compter que la Picardie aurait grand besoin aussi de leur visite! Alors? Alors? Et je voudrais également... je voudrais... Seigneur! Ah! Seigneur! ne m'en montrez plus! vous me désolez! ou plutôt, si! pardon! montrez-m'en, montrez-m'en toujours!... »

Pendant plus d'un quart de siècle ces pensées, mises en branle comme par un sonneur, carillonnent en lui. Il en était assourdi et béat. « Oh! mes cloches! mes cloches! » s'écriait-il au concert de ces suggestions, de ces projets impératifs qui le heurtaient avec un mordant de tocsin. Et tout cela, pourtant, dont il avait au même degré le désir et la crainte, il l'exécuta, il le put, oui... Toutes ces entreprises, et combien d'autres que j'oublie ou ne puis énumérer, vinrent à leur heure, et où il le fallait, déposer le remède, aveugler la voie d'eau, apporter le salut. Comment? Par quels moyens secrets, mystérieux? Ne le lui demandez pas. Il vous répondrait par son refrain : « *Tout bonnement, tout simplement.* Il n'y a pas là de magie. » Mais si, au lieu de le croire, on observe, en dehors de l'importance des œuvres fournies et de leur quantité, les conditions spéciales dans lesquelles Vincent dut les mener et les faire aboutir, on reste émerveillé en se disant qu'en effet il n'y a pas magie, mais bel et bien miracle. Essayons de nous représenter les choses dans leur réalité.

SAINT-LAZARE

Le cadre d'abord. Ce lieu n'avait en rien, à l'époque, la terrible et incurable renommée qu'il a gagnée depuis. Il n'inspirait ni épouvante ni dégoût. Il fallut plus tard la Terreur pour lui donner la consécration du crime et du martyre, et que ses vieux murs devinssent, dans la paix corrompue qui succède aux déluges, une prison grise de filles, coupables ou malades, pour

lui infliger cette déchéance, ce caractère de sinistre et poignante mélancolie qui en fait de nos jours un purgatoire, où cependant préside et sourit la *Bonté*.

Mais quand Vincent, avec la phalange de ses prêtres, eut franchement pris possession de la vieille léproserie ne renfermant plus un seul lépreux, elle devint presque aussitôt un des endroits les plus fréquentés et les plus fameux de Paris et de France. Pour tous les professionnels de la religion et aussi pour les laïques observant ses lois, elle fut le lieu de rendez-vous quotidien, et pourrait-on dire *à la mode*, à la sainte mode, où la règle et le bon ton de la piété commandaient de se retrouver, quelque chose comme l'était, pour la promenade et les belles manières, la place Royale. D'autres arcades. On y affluait. Dans le quartier, il était facile de reconnaître à leur air le nombre et la qualité des gens qui s'y dirigeaient ou qui en venaient; et, la porte franchie (les portes, car une seule n'eût pas été suffisante, et elle en comptait plusieurs), on entrait dans le mouvement et l'activité d'une immense ruche. On y était pris, entraîné! Activité silencieuse, ou du moins sans tapage, mouvement qui, sans doute, avait ses libertés, ses confusions et ses incohérences éclatant à plus d'un signe, mais, d'une façon générale, assez ordonné, bien conduit. La plupart de ceux que l'on croisait, — prompts ou lents, — savaient le chemin. Galeries, corridors, grands et petits couloirs, tous les détails de ce dédale à plusieurs étages qu'enchevêtrait, des caves aux greniers, la formidable construction de Saint-Lazare étaient leur facile paroisse. Ils y circulaient, les yeux fermés, ou tout comme, dans les parties mal éclairées, à moitié sombres, tandis que dans d'autres, où le pas se faisait plus vif, le soleil, versé à flots par les hautes croisées, coulait sur les carrelages qu'il avait l'air, ainsi qu'à grande eau, de laver à grande lumière.

Tout affectait de vastes proportions. Rien de mesquin, ni d'étouffé. Où que l'on débouchât, c'était sur des perspectives profondes de quarante, cinquante mètres et plus, bordées d'un bout à l'autre de portes si rapprochées et si nombreuses que l'on était las à l'idée de les compter autant que de les ouvrir. Qu'il y en avait donc! et de fenêtres!... Des centaines! Peut-être mille? Davantage? Elles y sont toujours. Et les escaliers! même chose, même conception de robuste et de monumental

à braver le temps; des escaliers composés et bâtis pour être montés et descendus autant de fois qu'on veut, durant des éternités, des escaliers larges, carrés, à marches inusables, à paliers qui feraient des chambres, à balustres de chêne aussi nobles et gras que ceux de pierre aux balcons du Louvre et aux orgueilleux hôtels du Marais, avec des « mains-courantes » grosses comme le bras où la prise des paumes achevée en caresse avait à la longue produit le poli de l'agate. Par ces galeries et ces escaliers faites aller et venir en tous sens, d'abord la multitude des différentes gens attachés à la maison, ceux de l'oratoire et du réfectoire, de l'office et de l'infirmerie, le barbier et le sacristain, l'apothicaire et le tailleur, les frères lais, les servantes et les porteurs d'eau, de bois, de linge, de vaisselle, affectés chacun à son parcours, toujours le même, au petit voyage régulier de sa tâche. Puis, au-dessus de cette fourmilière et s'en distinguant, bien qu'y étant mêlés, voyez les prêtres de la Mission, de toutes les Missions dont Saint-Lazare est à présent le berceau toujours en rumeur, le foyer, le dépôt, la retraite, le point de tous les départs et celui de tous les retours.

Cependant, les confréries non seulement d'hommes, mais de femmes, dont Vincent a réalisé et multiplié les effectifs, et dont les directeurs à tout instant débarqués là, et y séjournant entre deux étapes, viennent faire au maître leur rapport ou lui demander l'ordre qui va les relancer à de nouveaux buts... vous pensez bien qu'elles ne peuvent plus constituer à présent la seule population de l'édifice universel où rappliquent, de tous les points de la carte catholique, tant de désirs, d'intérêts, de besoins? Vincent n'appartient plus exclusivement, comme au début de son apostolat, aux œuvres *siennes* sorties de ses entrailles. Avec le temps, d'ailleurs, et l'engrenage des nécessités, ces œuvres-là, accrues d'année en année, et augmentées de leurs *filiales*, sont devenues si nombreuses que c'est avec la plus grande peine qu'il arrive encore à les dominer... et voilà qu'il lui faut désormais considérer et accueillir d'autres œuvres étrangères, nées en dehors de lui, mais qui lui sont soumises, qu'en tremblant on lui apporte parfois nées viables, mais parfois aussi bien faibles et bien malades, n'attendant plus que de lui la vie qu'il n'a pas le cœur de leur refuser! Vous vous expliquez dès lors la présence envahissante et

continuelle de ce monde n'étant pas manifestement « de la maison » et dont vous seriez en droit de dire : « Qui sont-ils? Que viennent-ils faire? »

Maintenant vous le savez. Il y avait là de tout : habits et coiffes de tous les modèles, moines prêcheurs ou mendiants, laboureurs maigres, rasés, et colosses barbus, capucins de tous les climats, du Nord et du Midi, pénitents blancs, bleus, noirs, à chaperon, à calotte, à cagoule, frocs de tous les bruns, serges et laines de toutes les coupes, de toutes les couleurs, Sœurs de tous les Ordres, voltigeant autour de leur abbesse, ou déléguées par l'hospice et le cloître : hommes, femmes d'église, accourus de bien loin, ne se connaissant pas la veille, et malgré cela apparentés aussitôt dans la différence originelle et voisine des ceintures, des scapulaires, des cordons, des croix, des cœurs, des *Agnus Dei*, des os et des têtes de mort les singularisant. Une petite Babel où l'on entendait parler toutes les langues, traduites en latin quand il le fallait; des pèlerins basanés, tout poudreux d'Espagne et d'Italie, à bourdon, à coquilles, à peau d'orange et de *terra-cotta*, qui avaient fait des cent lieues pour contempler seulement cinq minutes et toucher le saint, et puis s'en retourner. Par les corridors ils erraient, dévorés d'espérance, ou bien s'échouaient dans un coin d'ombre, harassés et ravis, comme au quai d'un havre. Aurait-on osé les chasser? Tous pourtant ne dégageaient pas la sécurité. Des besaciers aux yeux de loup, à la poitrine et au front tatoués de signes cabalistiques, crispaient leurs doigts, comme sur un poignard, au crucifix qu'ils tenaient mal, par en haut. Mais pas davantage on ne les inquiétait. C'était tout de même, quoi qu'ils fussent, des pauvres, des misérables, les chemineaux de la détresse. Et, qui savait? peut-être quelque bandit en voie de repentance? ou un ancien galérien? Ne pouvait-il pas quelquefois, libéré ou évadé, en venir un qui, se souvenant de son aumônier, en aurait eu la nostalgie? Ah! Seigneur! celui-là surtout, comme il eût été certain d'être reçu à bras ouverts!

Si vous alliez en bas, vers les cuisines, vous vous heurtiez aux fournisseurs de viande et de légumes, aux vinaigriers, aux filles de l'office; et dehors, aux portes donnant sur la rue s'allongeaient des queues de meurt-de-faim, attendant qu'on vînt remplir leurs petits pots de rogatons, de soupe chaude. Au-dessus alors, et partout, un autre monde, où se confon-

daient tous les mondes, foule variant à chaque saison, selon la circonstance et l'heure.

LES GRANDS MARDIS, ET LES RETRAITES

Quand Vincent, à l'instigation de son ami M. Olier, le futur fondateur de Saint-Sulpice, réunit une fois la semaine à Saint-Lazare, les *ordinands* pour les garder, les mijoter dans la ferveur, ces conférences du mardi furent aussitôt suivies par un si grand nombre de prêtres que Saint-Lazare en regorgeait. Tous voulaient en être, et comme cela était impossible, il fallait choisir dans la foule des aspirants. Parmi ces élus, ce jeune homme blond, coloré, au teint de bourguignon, qui là-bas, sous la draperie d'un rideau, écoute Vincent avec avidité, il s'appelle Bossuet. Quel maître! et quel élève! Les leçons ont un tel retentissement que le cardinal de Richelieu, toujours un peu jaloux du bruit qu'il ne fait pas, en prend de l'ombrage, il désire voir « cette célébrité », il se fait éclairer par elle et reste si ravi qu'il déclare un instant après à la duchesse d'Aiguillon : « J'avais déjà une grande idée de M. Vincent, mais je le regarde comme un tout autre homme depuis notre entretien. » Fallait-il la séductrice modestie de l'aumônier en ses simples hardes pour conquérir la fastueuse et jalouse Éminence? Mais qui n'eût-il pas vaincu par la douceur, la clarté de sa foi? Sous les dehors de la faiblesse et du désarmement, il portait en lui le triomphe.

Aux conférences du mardi qui venaient de recevoir l'approbation, — nous allions dire l'absolution, — du grand inquisiteur, il ajoute, tranquillisé, des retraites destinées uniquement, dans sa pensée première, à *ses* prêtres qu'il couve, car c'est leur bien, leur intérêt qui suscitent toujours son initiative. Si, après, d'autres, désireux de recueillir à leur tour une part de bienfait, en profitent, tant mieux! Vincent n'y voit pas de mal. Il s'en réjouit et y aide. Quand une source est découverte, on peut toujours, après qu'on l'a captée pour soi, permettre aux autres d'y boire. La plupart des œuvres de notre *Sourcier* ont commencé ainsi. Leur extension sociale n'a été qu'une suite et un complément logiques et nécessaires, même quand on ne les avait pas soupçonnés et qui n'eussent en tout cas jamais atteint l'importance qui nous étonne, si l'œuvre n'avait pas été

conçue dans un esprit spécial et rigoureux semblant d'abord la limiter.

Les *retraites* furent à peine innovées qu'elles prirent, presque malgré Vincent, une ampleur extraordinaire. Ce fut bien autre chose que ce que l'on avait vu jusqu'ici! Une traînée de poudre et une explosion. Une mode et une folie. Mode et folie quasi sacrées, n'ayant rien de profane, où n'entrait aucun élément impur, mais d'une poussée si brusque et si forte que tous ceux qui y participaient, acteurs et auditeurs, en étaient comme étourdis, sauf celui qui l'avait créée, que rien ne dérangeait, chez qui toute agitation générale accroissait la sérénité.

C'est alors qu'apparut à Saint-Lazare une foule effarante, foule composée de gens que l'on n'aurait jamais cru y voir et qui n'avaient cependant nullement l'air surpris de s'y rencontrer, encore moins de s'y coudoyer dans une promiscuité qu'ils n'eussent pas ailleurs tolérée un instant. « Sur les bancs du même réfectoire, se pressèrent du jour au lendemain, côte à côte et sans embarras, jeunes et vieux, clercs et laïques, docteurs de Sorbonne et illettrés, nobles, manants, ouvriers, magistrats, mondains et solitaires, pages et chevaliers, les valets au rang de leurs maîtres », toutes les classes de la société représentées et mêlées en un rapprochement qui dans la vie courante ne se faisait nulle part, même à l'église, cette maison commune. Tous ces fidèles, pendant la durée de leur réclusion volontaire, étant tenus de manger et de coucher au lieu de la retraite, on imagine le bouillonnement et la fièvre qui en résultaient du haut en bas de l'immense maison, ainsi surpeuplée.

Sans doute il devait y avoir, — et encore n'en sommes-nous pas sûrs, — pour certains, sinon pour beaucoup, des dispenses de se soumettre au moins à l'obligation du coucher; mais, loin de chercher à éviter surtout celle-là, on semblait y tenir. Elle plaisait. Plus que celle des repas, elle faisait partie du programme de pénitence auquel on était si ardent et si joyeux de se plier. D'où manque de place, avec des chambres toujours remplies, et même occupées souvent par plusieurs. On avait dû établir des dortoirs sans arriver encore à loger tous ceux qui se présentaient. En dehors du profit moral, difficile à contester, en tirait-on du moins un bénéfice matériel assez sérieux pour dédommager de la dépense et des difficultés? Non. Si l'on excepte les fortunés qui, là comme en tout, avaient la

main ouverte et payaient pour Dieu « triples guides », les autres ne donnaient que peu, ou rien, de sorte qu'au point de vue pratique, on pouvait trouver que Vincent ne faisait pas une excellente affaire. Mais cela pèse-t-il, dès qu'il s'agit du bien à effectuer et des âmes à enrichir ? Notre aumônier n'en avait point souci. Parfois, devant la charge qui menaçait de devenir trop lourde, on lui conseillait de renoncer. Autant l'engager à ne plus croire. Son apparente imprévoyance était chez lui l'effet d'une certitude éprouvée.

Comme la plupart des grandes entreprises religieuses qui, parties de rien et conduites avec les ressources les plus modiques et les plus irrégulières, ont cependant fait à petits pas la conquête du monde, les œuvres de ce créateur magistral, pourtant si sage, si réfléchi, vivaient presque au jour le jour, et, non seulement vivaient, mais duraient, prospéraient, s'étendaient, sans que l'on fût assuré d'être sorti des embarras qui les entravaient à tout moment, au risque de les compromettre ! On eût dit que la précarité de leurs ressources était la condition de leur succès. Un autre que Vincent, même solide, y eût perdu la tête. Lui, non. Au contraire, il n'était jamais si paisible et si avisé qu'aux instants où ça allait mal, où tous désespéraient. Et quel étrange réparateur, alors, d'une situation ! L'étonnante et splendide façon qu'il vous avait, devant le danger, de le conjurer ! Vous pensez que peut-être il allait chercher « à faire machine en arrière », à se réduire, à rogner, lésiner, pris tout à coup d'une fièvre d'économie d'ailleurs bien inutile ? Allons donc ! Il redoublait de générosité dans le secours, de hardiesse dans la dépense. « Dieu rendra ! Dieu paiera ! » Ses missionnaires s'inquiètent. « Mon Père, on reçoit beaucoup trop de *retraitants* gratis. — *Pro Deo* ! Justement, mon Frère. C'est qu'ils veulent tous se sauver. » Le procureur lui arrive, éperdu. « Monsieur, je n'ai plus un sou pour demain ! — Plus un sou ? Oh ! monsieur, la bonne nouvelle ! Dieu soit béni ! C'est lui maintenant le procureur. Il procurera. Et bien mieux que vous et moi ! Retournez à votre bureau ! » Un jour, cependant, ébranlé par les remontrances de ses confrères qui se plaignent de la facilité avec laquelle on admet, pour lui obéir, tous ceux qui se présentent : « Eh bien ! aujourd'hui, tenez, c'est moi qui ferai le portier ! Oui, je me charge de recevoir moi-même ces retraitants et d'en faire le

choix ! » Or, jamais tant de monde ne fut reçu, et bien reçu, que ce jour-là. « Que voulez-vous ! Je n'ai pu prendre sur moi de renvoyer personne ! — Eh bien ! en attendant, monsieur, déclare un bon frère aux abois, plus une chambre disponible ! — Mais, si, mon Frère, la mienne. Donnez-la ! »

Et le lendemain, comme toujours, l'argent tombait du ciel, en quantité souvent inespérée ! Plus qu'il ne fallait. On en avait de trop. « Vous voyez bien ? » Vincent riait. Pour un peu, il eût dit : « Assez ! mon Dieu ! Soyez raisonnable ! Cela suffit ! »

L'affluence aux retraites était telle qu'en moyenne plus de huit cents personnes s'y entassaient chaque fois, sans que ce mouvement se ralentît. La suivante paraissait toujours avoir plus d'éclat et de fruit que celle qui l'avait précédée. Elles gardaient successivement leurs fidèles, accrus de nouveaux, et tout en conservant leur utile mélange, elles gagnaient encore en qualité. « Il n'y avait pas, dans Paris, un ecclésiastique de mérite qui n'en voulût être ! » Ni un homme de distinction. Bossuet, qui, d'abord simple *ordinand*, n'avait fait qu'écouter, montait bientôt là dans sa première chaire, y essayait sa voix devant les gens du monde et déjà du plus grand. Fléchier ne trouvait pas en son temps de plus flatteur hommage à rendre au clergé de France que d'en attribuer à celui sous les yeux duquel il s'était formé, « la splendeur et la gloire ».

Mais quand, après les derniers mots du sermon de clôture, la retraite avait pris fin, que tous ses membres, les uns dans la hâte de vite emporter le trésor acquis, les autres dans le regret de ne pas pouvoir le doubler, étaient rentrés chez eux, Vincent trouvait-il au moins dans la maison désencombrée un peu de repos ? Non. Elle ne tombait pas pour cela en sommeil et n'était jamais entièrement calme. En dehors des jours d'exceptionnelle affluence, le mouvement normal de la vie avait assez de quoi la remplir, l'animer et occuper Vincent au delà des forces humaines.

Les femmes, qui avaient dû, pendant ces périodes réservées aux hommes, être tenues à l'écart et s'étaient vues ainsi privées de leur Père aimé, venaient en foule à leur tour, impatientes de rattraper auprès de lui le temps qu'elles croyaient perdu. Et ce n'était pas que de la petite pratique, du fretin, mais de la noblesse et la plus exigeante, grandes dames déchaînées toutes,

pour une confession, une communion, des difficultés de famille, mille tourbillons de conscience et de scrupules, voire d'intérêts... pour les raisons les plus sérieuses, comme pour les plus futiles. Ne fallait-il pas les satisfaire et sans partialité, non seulement les haut situées, auxquelles il eût été mauvais de laisser croire, si on n'avait bien accueilli qu'elles, que le prestige de leur rang en était la cause, mais aussi et avec la même attention, les autres, « les mal nées » qui, souvent, vivaient le mieux ? A toutes Vincent témoignait une si égale complaisance que les plus indiscrètes se fatiguaient plus à lui parler que lui à les entendre.

Il se plaisait à voir dans les meilleures, les remplaçantes des disparues, ces dames de Gondi, de Maignelais, et d'autres encore qui avaient été ses amies spirituelles d'élection, dont il avait longuement assisté les belles âmes ; et pour des raisons d'un ordre différent, il éprouvait une semblable joie à pratiquer de plus simples personnes, à soutenir une drapière. Il ne pouvait risquer un pas hors de sa chambre. On le guettait, on le traquait. — « Où est-il ? L'avez-vous vu ? » Il devait parfois se cacher. Enfin, on l'apercevait ! Un seul cri : « Le voilà ! » Des portes qui claquent, des gens qui courent, se bousculent, qui s'agenouillent, pleurent. On se presse, on s'écarte. Et puis l'assaut. C'est à qui l'approchera le plus, lui prendra les mains pour les toucher, les serrer, les baiser. Il les retire, attendri et confus. « Allons ! allons ! Voulez-vous bien ?... » Alors on le délivre... un peu, pour le contempler. Quoi ? Pas plus grand que ça ? Pas plus imposant ? C'est cela, monsieur Vincent ? ce petit homme court, et déjà tassé, au poil dru, aux pieds de roulier, qui d'une bouche édentée sourit dans son menton blanc et ses pommettes de vieille nourrice ? — Oui, c'est lui ! Mais qu'il est beau ! comme un pauvre et un paysan qui seraient à la fois un Vénérable du ruisseau et un Saint du sillon...

Affable, il se dépensait, voulant être à tous à la même minute, et tout conspirait à l'en empêcher. C'était un ordre qu'on venait lui prendre, un conseil lui demander, une permission lui arracher, une adresse, un nom, une certaine clef dont on avait besoin, une nouvelle qui ne pouvait se dire qu'à l'oreille, toutes les visites inattendues, étranges souvent, pressantes toujours, de saintes personnes qui, travaillant « comme

des fées », lui avaient brodé une bourse, une chasuble, ou qui gémissaient là, dans la pièce voisine, en train de déplier des rochets de dentelle. Ah! tous ces cadeaux! Il avait beau ne pas les aimer, les défendre, il n'y échappait pas. Du matin au soir, il en recevait, de Paris, de province et de l'étranger, objets de prix ou sans valeur, des images de piété, des scapulaires, des médailles, des cierges, un tas de petites choses touchantes que de pauvres gens lui apportaient en accomplissement d'un vœu ou en souvenir de leur pays... jusqu'à des dons en nature emplissant des corbeilles.

Vincent prenait tout et ne gardait rien. Quand c'était des fleurs : « Qu'on les arrose, et qu'on les mette à la chapelle. » Des fruits : « Voilà mon dessert des malades! » Du pain. « Qu'on le donne vite aux pauvres pendant qu'il est frais! » Des œufs, du lait : « Aux Enfants-Trouvés! » Il y avait une chambre pleine de ces offrandes renouvelées sans cesse. Et que d'autres dérangements pour tous les porteurs de poudres, de sachets, d'élixirs, d'herbes et d'eaux, qui guérissaient toutes les maladies », de rebouteux « qui sûrement retireraient à M. Vincent ses douleurs, sa boiterie »! Et puis, tout à coup, un homme en sueur, botté, crotté jusqu'aux yeux. — « Que veut celui-là? — Monsieur, dit le portier, c'est un courrier de Lorraine. — De Lorraine! Ah! venez! venez! mon ami!... » Il lui fait signe. Mais le portier le tire par la manche. — « Quoi encore? — Monsieur, c'est aussi ce duc, vous savez bien? qui est déjà venu deux fois, et qui se morfond à côté. — Je n'y suis pas... Oh! mais! est-ce lui qui cogne ainsi, à la porte, à coups de pied? — Oh! non, monsieur! là, c'est un pauvre fou, que j'ai enfermé, qui dit qu'il est le Pape et qui se fâche de ne pas vous voir. — Un fou! C'est Dieu qui l'envoie! Tout de suite, après le courrier de Lorraine, je le verrai. Avant le duc. »

Vous imaginez ainsi Saint-Lazare, en continuelle gestation et production de vie pullulante, fourmilière humaine dont Vincent était la tête et le cœur, le *Roi*. Aux innombrables travaux et soucis que lui imposait un pareil ministère, ajoutez les voyages qui l'emportaient d'un élan partout où il sentait sa présence utile, en cette Lorraine qui lui était si chère, aux Trois-Évêchés, en Franche-Comté, en Bourgogne, en Cham-

pagne, en Picardie, dans n'importe laquelle de ces malheureuses contrées, pillées, repillées, rongées comme des os, ravagées à un point dont on ne pouvait se faire une idée que sur place, au milieu de leurs boues, de leur écroulement. Or, Vincent y était allé. Les horreurs de la guerre, il les connaissait, aussi bien que Callot. Comme lui, s'il avait eu son talent, sa main, il aurait su les rendre, et cependant, quoique incapable de la peinture que nous en a poussée leur rigoureux copiste, il les possédait peut-être encore mieux que lui, car, en plus de la misère *extérieure* attrapée vive par l'homme d'art, heureux de l'étaler, il avait touché, lui le prêtre, et approfondi *l'intérieure*. Au delà des plaies et tortures du corps, des incendies de toits, des calamités de murailles, il avait vu et sondé les blessures des cœurs, des âmes martyrisées... et il en gardait des « planches » mordues par un burin plus cruel que celui du graveur. Ces autres estampes, dont il était seul à subir la vision, saignaient et se convulsaient dans sa pensée, s'y imprimaient en des cahiers plus douloureux que « la suite » des pendaisons et des estrapades. A peine en avait-il quitté le foyer toujours fumant qu'elles continuaient à le navrer : mais en même temps qu'il priait Dieu de ressusciter les bonnes terres de France, il le suppliait aussi, dans sa mansuétude sublime, pour le rachat de ceux qui les avaient tuées.

Après les innocents, il songeait aux coupables. Il n'oubliait personne. Ces hordes de bandits, Croates, Bohémiens, Hongrois, Suédois, Italiens, la fleur des armées mercenaires, et ces *condottieri* casqués et couronnés, grands seigneurs du désastre, les Piccolomini, les Wallenstein, les Mansfeld et autres qui les traînaient sous les vautours et griffons de leurs étendards, tous, — les chefs et les soldats, — excitaient également la compassion de Vincent et provoquaient sa générosité. Il souhaitait leur repentir, afin que Dieu leur donnât son pardon. Il voulait la grâce de tous, même celle des bourreaux, la seule digne, à ses yeux, de récompenser les victimes.

SA VIEILLESSE

Cependant, malgré le nombre des jours dont l'infatigable vivant augmentait le plus qu'il pouvait la longueur, en prenant sur ses nuits, les années si remplies d'ouvrage avaient

passé vite, trop vite au gré de Vincent qui s'en étonnait et s'en alarmait... car la vieillesse était venue. Il n'avait rien changé pour elle à son humeur et à ses habitudes. Plutôt que de se restreindre, il tâchait à se prodiguer. Son règlement était le même.

Au bout d'une de ces grandes galeries, momentanément désertes et impressionnantes de silence, à l'heure où va poindre l'aube, poussez cette petite porte basse, jamais fermée à clef, qui s'ouvre presque sans qu'on y touche, et entrez. Est-ce une cellule ou un cachot? Ses deux méchantes chaises, la table de bois, la paillasse sans draps, à même le sol carrelé, sentent la prison; et les quelques images de piété collées sur le plâtre, autour d'un crucifix pendu à un clou, pourraient bien prouver la cellule. En tout cas quelqu'un l'habite : un homme. Étendu là, dans ce coin, et qui dort contre le mur. Un pauvre dos rond. Il a l'air assommé de fatigue... Et même... un homme âgé, et de basse condition, à remarquer son crâne de paysan, les rides de sa nuque, la grosse toile de sa chemise. Un domestique.

Mais, il ne dort pas? Il parle, tout bas, tout seul... A qui parle-t-il? Que dit-il? On ne saisit pas bien. Il chuchote, avec lassitude. Même, des soupirs lui échappent. Serait-il malade? A-t-il du chagrin? Peut-être les deux? Enfin, c'est un homme qui souffre. Et tout à coup il se retourne, il voit le jour qui vient à lui... C'est Vincent! Tout s'explique. Il souffrait en effet, mais sans se plaindre. Il priait. Tout à coup il prête l'oreille... et quatre heures tombent d'une horloge... quatre heures qu'une autre horloge, et une autre encore récitent... On dirait les litanies du jour qui se réveille. L'homme, assis, recueille les sons où il entend des voix. Mais comment n'a-t-il pas déjà bondi hors du lit? Pourquoi cette paresse? Qu'attend-il pour se lever? Il attend qu'il le puisse. Il s'arrache enfin du grabat tellement douloureux que, s'il lui était permis de s'écouter, il y resterait, par plaisir, pour y souffrir encore... Et le voilà debout, pliant sur ses maigres jambes d'anachorète, qui craquent. En quel état sont-elles! pitié de Dieu! Tordues, déformées, marbrées de vieillesse, ulcérées de plaies par les fers qu'il a portés, d'abord autrefois, esclave en Barbarie, et ceux qu'il s'est fait river aux chevilles plus tard à Marseille en prenant la place de ce forçat qu'il voulait libérer. Elles ont

tant de peine à le soutenir qu'il chancelle. Il doit s'appuyer au mur. La sueur l'inonde et mouille ses pieds nus, gonflés, cordés de grosses veines, tuméfiés par plus de cinquante ans de marche. Il se consolide pourtant, petit à petit. La machine se dérouille et recommence à jouer; il remet ses noirs bas de laine, les lourds souliers de fatigue encore poudreux de la veille, il réendosse, après l'avoir pieusement décroché ainsi qu'une étole, l'habit usé, reprisé, qui fait toute sa garde-robe; et recoiffé, un matin de plus, de la calote légendaire emboîtant son vieux front, il repart, pour « sa journée ». Si lourde qu'elle va être, faites, Seigneur, qu'elle lui soit légère!

A peine hors de sa cellule, au champ des galeries il retrouve ses jambes. Les escaliers le rajeunissent, il en descend, et parfois deux par deux, les marches, comme un galopin, et il va droit à la chapelle où il arrive toujours le premier, avant la flamme des cierges, pour l'oraison dominicale. Une heure, immobile, à genoux. Ainsi le veut l'oraison. Elle est pour lui, d'ailleurs, le premier pain, le déjeuner, l'incessant repas où son âme, avec appétit, s'alimente et reprend des forces. Après, il se confesse. — Tous les jours? Lui? — Tous les jours, tant il a le souci d'être immaculé.

Et il dit sa messe. Acte capital, flamboyant. Dès qu'il touche l'autel, il quitte la terre : il n'est plus de ce monde, il ne voit plus rien ni personne que Dieu. Il ne se voit même plus lui, Vincent. Mais les autres, venus pour s'assurer le privilège de cette messe unique et merveilleuse, sont remués par l'émotion surhumaine qui l'envahit et le transfigure; ils se sentent, comme lui, éclairés, pénétrés des rayons qu'il attire; ils reçoivent le reflet des faveurs qu'il obtient; ils profitent de lui dans le ravissement. Cette félicité de la messe est pour Vincent si grande qu'il tient souvent à la prolonger. Il lui en faut une seconde; mais celle-ci, au lieu de la dire, il la sert, en humilité, enfant de chœur aux cheveux blancs. La main qui levait le calice agite la sonnette. Est-ce tout? Non. La chapelle est prenante; elle *charme* Vincent, elle est sa crèche. Il y reste deux, trois, quatre heures à prier, à s'élancer jusqu'à ces plateaux de détachement, à ces pics immatériels et fondants sous les pieds où l'on commence à ressentir dans un essai d'envol la fraîcheur inconnue... Qu'est-ce alors que le temps? Il ne compte pas. Il

ne pèse pas. Moissonneur prompt comme un archange avec la faux de ses ailes,... il plane et glisse aussi comme un duvet, dans le bleu de l'éther.

Mais la vie active tire l'homme en béatitude et l'oblige à lui céder. Vincent remonte à sa chambre. Avec la pesanteur voulue et toujours dans l'esprit d'un agenouillement, il se bloque à sa table, à son établi de bois taché d'encre, entaillé comme une planche à pain et poli par ses manches, la table inspiratrice où il a tant bâti. Là il travaille, écrit, compulse des dossiers, revise des rapports, dresse des « états », appuie une supplique, implore une grâce, accorde des secours... épluche des comptes. Encore des heures qui s'empilent. Les registres de grand format, les rames de papier à filigrane royal ou marquées dans la pâte du chiffre du Christ comme les hosties, se couvrent de sa diligente et robuste écriture. Insensible à la chaleur, au froid, toujours vêtu de même l'hiver et l'été, il ne prend aucune précaution, les pieds sur les carreaux sans tapis, la tête dans les courants d'air qui le soir soufflent sa chandelle. Et puis on frappe; et, comme tout à l'heure on l'a arraché de son prie-Dieu, on l'ôte à présent de sa table. Il doit inspecter la maison, y accomplir du haut en bas sa tournée générale. Il redevient la proie des escaliers, l'arpenteur des corridors. Qu'il en a fait des pas, durant sa vie, dans ce labyrinthe! Cela représente des lieues et des lieues... Autant que de Paris à Rome... où là aussi, chaque jour, le mène ce même chemin.

D'étage en étage il est happé. Des petits garçons, pourpres de plaisir, un compliment roulé à la main ; des fillettes, toutes frémissantes du cantique à entonner; des mères lui apportant sur leurs bras des enfants qui gigotent pour qu'il les bénisse; des malades, qui, effondrés sur une marche, attendent de lui la guérison ou bien qui, endormis, la rêvent ; des paralytiques barrés sur des civières et dont les grands yeux épuisés sont, dans tout leur corps, le seul point qui remue et chavire. Et puis des chiens de la maison, chiens errants entrés là, un jour, au refuge, à l'heure du fricot et admis, comme *retraitants*, aux cuisines : ou, sur l'appui d'une fenêtre, entre deux pots de fleurs, un chat, qui, au passage de Vincent, l'arrête et vient, avec un petit mi-a-ou de gouttière, lui prendre une caresse. On entendait aussi parfois, dans le lointain des cours, hennir un cheval, braire un âne, rire une fontaine et brailler un coq.

Des vols de pigeons blancs festonnaient les toits. Les vieux murs, — les seuls lépreux qui restaient, — étaient partout crépis de nids d'hirondelles et bourrés de moineaux... Devoirs et distractions si candides ! qui retardaient le saint, mais avec tant de douceur qu'il ne les brusquait pas ! Que chacun reçût la part d'amitié à laquelle il avait droit ! L'homme et l'animal. Toutes les créatures, les humbles en premier. Les autres, quoique en second, auraient leur tour, et sans y perdre.

Les autres, ce n'étaient pas ceux des galeries, les stationnaires du palier et les quémandeurs du seuil dont on traversait la masse avec le regret d'être obligé d'aller trop vite... mais tous ceux « des grandes entrées », auxquels on ne pouvait décemment parler que portes closes, après qu'on les avait salués, congratulés et fait asseoir, archevêques, évêques, chanoines, noblesse de crosse et d'épée, dames de haute dévotion à prie-Dieu dans le chœur, supérieurs de communautés, prêtres, tous les dignitaires du Bien, brodés ou sans ornements, ayant chacun, de l'Éminence au clerc, de la princesse à la bourgeoise, du duc au chevalier, son importance et assez souvent sa vertu.

Mais n'a-t-il donc de besogne qu'ici, dans la maison ? Et les ouvrages du dehors ? Ne crient-ils pas ? Va-t-il les négliger ?

— Comment ! la moitié de l'après-midi déjà plus qu'écoulée ! Paresseux que je suis ! *Misérable !*

Il se sauve.

— Monsieur Vincent ! Monsieur !

On le cherche. « Il était là, il n'y a pas cinq minutes. Il n'y est plus ! » Éclipsé par le petit escalier, la petite porte qu'il prend quand il s'échappe et qu'il ne veut pas qu'on l'accroche.

A lui maintenant la rue bruyante, joviale, aux mille détours, avec ses pavés, ses gros chevaux, ses chariots, ses fouets, ses haquets, les poings de ses commères, les portails de ses églises... où il ferait si bon d'entrer, — ce sera pour une autre fois, — les armoiries de ses hôtels où se cache tant d'inutile argent... celui-là... — celui-là... — ce sera pour demain, — les voûtes de ses sordides logis, tous les quartiers de luxe et de pauvreté crasse où, après les visites qu'il a reçues, il en a plus encore à faire ! Visites de tous les genres, et si différentes ; qui demanderaient, s'ils n'existaient pas, vingt paires de jambes, vingt cerveaux, vingt cœurs, vingt capa-

cités, mais auxquelles, comme un Protée de bienfaisance, il suffit avec allégresse : visites qui le font brusquement, sans transition, ainsi que d'un coup de balai, passer d'un salon à une échoppe, d'un monastère à une hôtellerie, qui le jettent d'un fauteuil doré à un tabouret de boutique, d'une stalle de chapitre à un banc de jardin, d'une assemblée de notables à une chambrée de forçats, d'une présidence à une audience, d'un bon lieu à un mauvais... et toujours aussi attentif, affectueux et sage, aussi maître de soi que des autres.

Au cours de cette galopade à travers tous les besoins et tous les vices, toutes les passions d'une humanité en détresse à quelque rang qu'elle appartienne, Vincent ne doit pas seulement regarder, faire pour l'instant au mieux et puis s'en aller, se frottant les paumes : « Voilà ! C'est fini. » Non. Pour lui, rien n'est jamais fait ni fini de ce qu'il vient de faire; il est l'homme obstiné de la suite et de l'achèvement, l'ouvrier du lendemain autant, sinon plus que du jour. Il lui faut donc, au delà de ce qu'il accomplit dans la minute, envisager l'heure et prévoir la semaine, observer, noter, retenir. Ce travail ! Quel mécanisme cérébral! Quelle incessante mise en mouvement de toutes les facultés ! Ne pas déplacer son esprit, le laisser de son côté liquider une question pendant qu'on nettoie une plaie, appliquer parallèlement à des soins divers, opposés, sa pensée et ses mains, faire ainsi coup double, et tout le temps... c'était devenu pour lui comme un exercice professionnel. Il y excellait.

Il rentre enfin, tard, très tard, mais aussi vite qu'il est sorti. La faim, songez-vous, le talonne! car nous n'avons pas vu que, depuis le matin, il ait pris quoi que ce soit. Vous vous trompez. Il ne mange pas, ou si peu que cela ne signifie rien. Non, s'il rentre et d'un train pareil, c'est que le jour baisse et qu'on s'inquiéterait de sa trop longue absence. Il faudra même le saisir au guichet avant qu'il regagne sa cellule pour le contraindre à prendre un aliment. Presque toujours, l'heure du souper de la communauté est passée, et il n'y a plus que des restes. On s'en désole autour de lui. « Tant mieux ! Je les préfère. » Après les dernières bouchées, qui sont les mêmes que les premières, il remonte à sa chambre où parfois ses proches le reconduisent. « Là, couchez-vous, monsieur! Promettez-le ! Au nom du Ciel! — Mais oui. »

Cependant, la porte fermée, il ne se couche pas. Comme si, au lieu de fléchir à la fin d'une journée tuante, il en commençait tout frais levé une nouvelle, il s'installe et il repart. Il écrit, il écrit,... tandis que les horloges inscrivent dans le bronze, pour qu'elles lui soient cent mille fois comptées, toutes les heures de repos qui lui revenaient et dont il n'aura pas voulu. Se couche-t-il pourtant? Et dort-il? Ma foi, il n'en sait rien lui-même. Cela se fait contre son gré, presque à son insu. A un moment qui toujours lui échappe, qu'il ne pourrait pas dire, il perd pied, connaissance, et tombe sur son grabat. Pour qu'il soit sûr d'avoir un peu dormi, il faut qu'en se le reprochant il s'éveille et se retrouve honteux, comme coupable, en flagrant délit de paillasse. « Allons ! *Benedicamus!* Un beau jour! » Il se relève, et, Lazare immortel, à chaque aurore il ressuscite.

Si courtes pourtant et si chargées de travail que fussent ces affreuses nuits, Vincent les passait dans une chambre où, quoique vieillard, et jusqu'au bout de ses forces, le fait d'être assis, couché, et à l'abri, lui procurait malgré tout un repos relatif. Mais, à partir du jour où il entreprit de se consacrer au salut des enfants abandonnés, il ne connut même plus ce répit.

La maison de la Couche, la seule existant alors où l'on pût porter les petits *parias*, plus rebutés que s'ils avaient eu la lèpre, était administrée par une femme, veuve, aidée de deux servantes bourrues, cupides. Les condamnés de quelques jours, qui tombaient dans leurs mains, n'y restaient pas longtemps, soit que, mortellement atteints, ils périssent aussitôt, faute de la nourriture et des soins nécessaires, ou qu'on les vendît aux bateleurs qui les martyrisaient,... à d'infâmes mégères dont l'industrie était de les faire disparaître ou de les livrer pour servir à de monstrueuses pratiques démoniaques, sans parler de leur introduction clandestine dans les familles, de tous les trafics et fraudes dont ils étaient l'objet, afin de troubler l'ordre des successions et de détourner des héritages.

Ayant résolu de sauver, corps et âme, ces innocents dont le double massacre, physique et moral, s'opérait impunément, et *sans qu'ils fussent baptisés*, Vincent avait d'abord voulu se charger d'eux tous. Quelle tristesse! Ils étaient trop nombreux! On n'en pouvait prendre que douze!... Les choisir? Comment l'oser? On les tira au sort, et ce fut avec ces premiers élus

— douze, comme les apôtres! — confiés à Mlle Le Gras, leur mère adoptive et à ses Filles de la Charité, que commença en 1638, l'œuvre des Enfants-Trouvés, des Enfants-Cherchés!... devrait-on plutôt dire, pour laquelle Vincent eut toujours une prédilection. Plus que sexagénaire, c'est à partir de cette grande époque de sa paternité qu'il perdit son restant de sommeil.

Ainsi qu'il l'avait constaté, on abandonnait rarement les enfants dans le jour. Les parents coupables craignaient d'être vus; et même s'ils étaient certains de ne pas l'être, la plupart s'abstenaient, honteux à la lumière, car la clarté reproche, tandis que, la nuit, les méfaits sont à l'aise et chez eux dans les ténèbres leurs complices. L'ombre a toujours été la meilleure amie du crime qu'elle engage et favorise en l'étouffant.

Vincent courait donc Paris la nuit. Plus elle était épaisse et longue, plus il s'y promettait une bonne chasse. Elle « rendait », surtout l'hiver, quand le froid semblait interdire à qui que ce fût de mettre même le nez hors de sa maison chaude. S'il ne s'était point agi du genre particulier de promenade qui l'intéressait, il fût sorti sans se couvrir plus que d'habitude, mais dans la circonstance il prenait un manteau, non pour lui, mais pour les enfants qu'il était indispensable de réchauffer sans perdre une seconde, et qu'il n'aurait pas pu, d'ailleurs, n'ayant que ses bras, recueillir en nombre suffisant. Le manteau lui permettait d'en rapporter trois, quatre, souvent plus, et c'est pour cela qu'il l'avait voulu grand. C'était son unique luxe. En gros drap solide avec des plis en tuyaux d'orgue qui au départ tombaient jusqu'à terre, ce manteau, une fois gorgé de pluie et plein d'enfants, pesait lourd, tel un sac de farine, mais le meunier Vincent le trouvait léger. Il n'en sentait pas plus le poids à ses épaules que le pêcheur celui de ses filets quand il quitte sa barque. Avec ses plis, son envergure et ses petits poissons miraculeux, ce manteau était bien effectivement un filet d'amour et de bonté, jamais jeté en vain, qui « ramenait » toujours, l'épervier des enfants trouvés.

C'était généralement seul, ou accompagné d'un de ses prêtres, que Vincent faisait ses coups.

Représentez-vous le Paris nocturne et redoutable enfoncé jusqu'aux toits dans l'obscurité, silencieux, traître, désert, où ne circulaient plus, rôdeurs embusqués pour le vol et l'assassinat, que les pires bandits. Le guet à cheval passait bien,

faisant flotter les drapeaux de feu de ses torches, mais de loin en loin et dans un tel brouhaha de sabots et de flammes qu'il avertissait surtout les criminels d'avoir à se cacher. Avec ses manières louches de raser les murs, de se courber, de se relever, même parfois d'essayer de courir, notre aumônier avait bien l'air, lui aussi, d'un criminel. *L'esconce*, la petite lanterne sourde qu'il portait, — comme un spadassin! — pendue à sa ceinture, ajoutait à la ressemblance. En voyant sa lueur, plus d'un brigand s'y trompait, le prenant pour un confrère ou quelque bourgeois attardé regagnant vite son logis... et dans les deux cas il fondait dessus. Mais dès qu'il avait reconnu le saint populaire, il s'excusait, prévenant les camarades qui déjà, au flair d'une proie, se ruaient. « Au large! c'est M. Vincent! — Ah! » s'écriaient-ils, refroidis : et ce « ah! » exprimait à la fois tant de respect et de déception que Vincent, confus lui-même, et attristé, ne savait leur dire en remerciement, mais aussi sur un ton de blâme, que : « Oh! mes amis! mes amis! »

Comme ils savaient bien tous quel gibier il rabattait, volontiers ils se faisaient ses aides, ses indicateurs. « Au carrefour, à trois cents pas, sous l'enseigne du *Pot fleuri*, vous en avez un. » — « Moi, monsieur, je peux vous dire que pas plus tard qu'hier, mais dame, c'est loin, cul-de-sac des *Mauvaises-Paroles*, il y en avait deux, qui criaient comme des poulets! » Vincent gémissait, s'indignait : « Comment! Que dites-vous là? malheureux! Et vous ne les avez pas pris? Vous les avez laissés? Vous savez pourtant bien où j'habite? O malheureux! Méchants hommes! » Ils se défendaient. « Ah! s'il fallait, monsieur!... Et puis, ils sont trop! Avec le travail qu'on a!... Enfin, à l'occasion... pour vous faire plaisir. »

Et quelquefois, vraiment, ces gens-là lui en apportaient, ou bien, à travers le dédale des ruelles qui pour eux seuls n'avaient pas de mystère, ils le conduisaient par la main jusqu'aux tas où ils avaient vu des enfants jetés. Tantôt ceux-ci étaient morts, déjà décomposés, et tantôt disparus... Respiraient-ils encore, Vincent les prenait et s'enfuyait, les tenant à pleins bras, comme s'il les volait. Captures souvent dangereuses. Les chiens affamés, grognant de tous leurs crocs, les chats cruels, griffes dehors, les rats enragés, tous les rongeurs de chair, fraîche ou pourrie, défendaient ces larves humaines

qu'ils étaient sur le point ou en train de dévorer... Il fallait les leur disputer, comme on pouvait, à l'aveuglette, l'hiver dans les tourbillons de neige, l'été sous l'ongle des chauves-souris, la piqûre des mouches! Et tant de peine pour si peu, pour un butin si maigre! A l'idée que dans tous les bas-fonds de l'immense Paris, à toutes ses extrémités, des troupeaux d'agneaux de Dieu jonchaient le sol, en train de bêler, d'expirer, tout seuls, et qu'on n'en pouvait sauver que quelques-uns, Vincent et son compagnon, — qui, bien entendu, ne faisaient leur voyage qu'à pied, — se désolaient!... Mais auraient-ils eu à leur service une voiture et des charrettes qu'ils ne fussent pas arrivés à nettoyer entièrement de ses petits blessés et de ses petits cadavres, ce champ de bataille des nouveaux-nés!... « Et puis, à chaque heure son effort! son coup de rame! Vogue! On passera demain la Seine, on fera un autre quartier... Nous fouillerons la rive gauche, autour de Saint-Germain... rue de la Petite Truanderie... et au bas de la Montagne. Il y en aura, à coup sûr. Ah! Seigneur! qu'il doit y en avoir! Pourvu qu'on arrive à temps! Faute de mieux, retirons-en de La Couche le plus possible! »

Ces choses, et combien d'autres! Vincent, à chaque pas, se les répétait, tandis qu'il portait, — comme le Saint-Sacrement, — son précieux fardeau. Butant sur des pierres, enfonçant dans des immondices ou dans l'eau croupie et la vase, il arrivait enfin, aux blancheurs livides de l'aube, à Saint-Lazare, où depuis des heures, à une fenêtre, on guettait son retour... Ah! cette apparition du vieil homme épuisé, d'une pâleur de cire, ou rouge à éclater, les veines hors des tempes! Ses joues ruisselaient de sueur et de larmes. Ses souliers et ses bas n'étaient plus, des talons aux jarrets, que des bottes de boue : et la boue engluait, cartonnait aussi son manteau, sans parvenir pourtant à le déshonorer... elle en faisait une chape aux franges de poussière, et criblée d'étoiles avec un dos gladiolé en rayons d'ostensoir. Et, quand il l'ouvrait, ce manteau, et qu'on y voyait inanimés, enchevêtrés, la tête pas plus grosse que le poing, grouiller les petits corps nus qu'il renfermait et ballottait dans ses plis comme un sac..., c'était l'émoi, la palpitation. Ces petits doigts, pourtant si faibles, si menus, s'accrochaient souvent avec une force incroyable au bienheureux vêtement qu'ils tenaient comme des agrafes : il fallait, avec des soins

infinis, les desserrer du drap qu'ils ne voulaient pas lâcher comme si les pauvrets, du fond de leur inconscience, eussent pourtant la terreur d'être reportés au fumier. Certains, enfouis en nourrissons contre la poitrine de Vincent, tétaient le crucifix passé dans sa ceinture.

Combien alors n'avaient que le souffle, et que leur porteur n'osait pas remuer! « Vite! de l'eau! » commandait-il. Et, pendant qu'il leur en versait trois gouttes sur le front, ils se fanaient pour toujours dans ses mains, comme les fleurs qu'on arrose trop tard. Mais quand, par bonheur, ils semblaient se ranimer..., quelle anxiété! quels désirs! A un grand feu on les réchauffait, on les baignait, on leur mettait des langes. Un cri s'échappait soudain de la mignonne bouche où le sourire effaçait la grimace. — « Il vivra! Il vit! » exultait Vincent en l'élevant dans ses bras. Il le montrait, — ainsi qu'au peuple entier un roi qui vient de naître, — il le cajolait, et de ses lèvres qui n'effleuraient jamais aucune face humaine, il le baisait. C'était l'Enfant Jésus.

SES DERNIERS JOURS

M. Vincent, même dans le temps de sa maturité robuste, avait commencé à paraître vieux. A cinquante ans, il en portait bien plus. A soixante, il était tout blanc. L'homme bonhommisait. A mesure que dans ses habits épais et devenus trop larges, le corps, dégoûté de sa chair, fondait et se desséchait, la tête ardente augmentait de volume. Le front, pourtant déjà parmi les plus grands que l'on pût voir, prenait une ampleur extraordinaire, impressionnante, à faire craquer la calotte qui l'enserrait; les oreilles développées, lasses, comme distendues par tant de confessions, allongeaient leur lobe sur le linge du col; sous les cordons bleus des veines, les tempes serrées s'évidaient; les joues, rentrées, faisaient saillir les os des pommettes en train de les percer; la bouche, dégarnie, une vieille bouche à soupes, mâchonnait maintenant les mots comme une panade; autour du menton pointait une barbe courte et piquante de vieux marin, et le nez, le bon nez, fameux, puissant et charnu, rappelait de plus en plus, à certains accès de bourgeonnement, celui du vieillard angélique aux turgescences de framboises, peint par Ghirlandajo, et vers lequel un bel enfant se tend

pour l'embrasser. D'ailleurs, ces marques de déchéance, elles disparaissaient, aussitôt abolies par le formidable front, de marbre lumineux, où toute l'ancienne vigueur du corps, de ses os, de leur moelle, semblait avoir remonté et s'être retranchée pour y rejoindre celle de l'esprit, comme s'étaient réfugiés au creuset des yeux, plus profonds et plus vifs que jamais, les feux du cœur et les diamants de l'âme.

A trois reprises, en 1616, en 1644 et en 1649, il avait été très malade au point d'inquiéter, et les trois fois, grâce à sa forte constitution et sans doute aussi à sa volonté de vivre, il s'était rétabli. Mais cette volonté, il semblait qu'en avançant en âge il la perdît, et plus en vertu d'un désir tournant en résolution que par suite de son affaiblissement. A mesure que la vie l'abandonnait, il ne s'abandonnait certes pas, mais il s'abstenait de lutter. Il y avait en lui une espèce de résignation particulière et définitive, un *fiat* qui était déjà celui de la sérénité. Au moment de cueillir, il se recueillait, pour *mériter* d'abord, jusqu'à la dernière seconde, et puis pour tâcher d'endurer les tortures de son pauvre corps devenu « un tissu de douleurs ». Depuis trente ans, il était en bataille continuelle avec ses jambes qu'il surmenait impitoyablement. Il avait dû, pour ses tournées à la campagne, se servir d'un cheval, et plus tard, pour ses visites en ville, user, la mort dans l'âme, du carrosse que lui avait imposé la duchesse d'Aiguillon. Il n'y montait qu'en se frappant la poitrine, comme pour s'en accuser, disant : « C'est mon ignominie. » Un jour vint où ses jambes, dont il avait été le bourreau, qu'il avait pour ainsi dire « rouées », et condamnées à tant de fatigues, ne lui permirent même plus de se faire hisser dans une voiture. Enflées et couvertes d'ulcères, elles ne formaient qu'une plaie affreuse, étendue, qui remontait à loin, qu'il avait toujours cachée, et qu'il défendait qu'on pansât. Il était d'ailleurs incurable.

On s'efforçait pourtant, malgré lui, de le soigner, et d'une façon qui n'était guère faite pour lui procurer même un soulagement. Afin d'arrêter le cours de la fièvre perpétuelle qu'il éprouvait, surtout pendant les plus grandes chaleurs de l'été, n'imaginait-on pas, à ces moments-là, de faire de sa chambre une espèce d'étuve? Comment il pouvait, si fragile, avec un cœur exténué, supporter une chaleur capable d'étouffer un homme jeune et valide, c'est ce qu'on se demande. Il fallait

qu'il eût le secret des saints. Quand il sortait de ce supplice auquel on l'astreignait, non seulement le jour, mais la nuit, sa paillasse, ses draps, sa couverture, tout était trempé. De ce lit d'hôpital, noyé de ses sueurs, on le retirait comme d'un bain fumant. Les sérosités qui s'arrêtaient dans les jointures de ses jambes pendant qu'il était couché, se remettaient alors à couler en ruisseaux, lui causant un redoublement de souffrances..., et cependant, plus maltraité, plus écorché que Job, il eut encore, pendant un temps considérable, l'énergie de se lever tous les jours à quatre heures du matin, *son heure*, pour faire l'oraison avec sa communauté, et le mardi présider ses conférences. Il recevait même les dames de son assemblée qui venaient à lui pour avoir la consolation de l'entendre encore.

On se disait à chaque visite que c'était peut-être la dernière fois. Mais, dans cette extrémité, il se survivait, demeurant lucide, avec une présence et une maîtrise d'esprit comme au temps où il possédait tous ses moyens. Il dictait ou achevait des lettres pour les Missions. Deux de ses dernières épîtres furent pour deux personnages qui, à titre différent, lui tenaient fort au cœur : l'une, à son protecteur et ami, le général des Galères, M. de Gondi, entré depuis des années dans les Ordres après la mort de sa femme; et l'autre à son ancien et scandaleux élève, devenu le cardinal de Retz. Le premier subissait humblement en exil, à Clermont, la disgrâce de Richelieu; le second, alors à Rome, avançait déjà dans la voie du rachat et de la pénitence. S'ils ne furent donc pas là, comme ils l'eussent voulu, pour recueillir l'adieu et les suprêmes conseils du grand directeur, ils eurent du moins, en les recevant par écrit, la douceur de voir qu'il ne les oubliait pas.

Il n'oubliait rien, ni personne. Il avait toutes les mémoires, sauf celle du mal qu'on avait pu lui faire. Il se renonçait de plus en plus, et Dieu qu'il suppliait de le reprendre : « depuis si longtemps Seigneur, que vous me souffrez sur la terre! » Dieu paraissait enfin l'écouter, lui céder, non seulement en lui ôtant de jour en jour le peu de limon qui lui restait, mais en lui retirant surtout, après tant d'autres, les derniers points d'appui qu'étaient ses amitiés les plus profondes, les plus tendres, les plus anciennes...

La mort de M. Portail, son vénérable disciple chéri, peu après celle de Mlle Le Gras, sa fille de dilection, l'avertirent

que son tour n'allait pas tarder. Ils partaient devant à dessein, pour lui ouvrir la porte et lui retenir, près du leur, son logement dans la maison du Père. Son corps, en cendres déjà par en bas, se préparait, semblait-il, au tombeau, à son immobilité, à sa corruption. Vincent ne pouvait plus marcher. Il voulait, cependant, du moment que ses bras n'étaient pas encore arrêtés, s'en servir pour bouger vers Dieu. Il réclama des béquilles et, les empoignant avec une vigueur d'infirme exalté, sans tolérer qu'on l'aidât..., lui, le berger des Landes, à présent octogénaire, il se traînait ainsi, victorieux, sur ces autres échasses. En remorquant ses jambes qui vacillaient sur les dalles, il gagnait la chapelle, pour y entendre la messe et y communier, debout, en équilibre... Et puis les béquilles bientôt ne suffirent plus; elles lui tombaient des mains. On voulut alors, en croyant lui plaire, transformer sa chambre en chapelle. Il s'y opposa, protestant contre un tel honneur dont il se jugeait indigne. Comme c'était cependant pour lui une trop grande privation, il consentit à être transporté sur une chaise aux offices, et quoique, si maigre, il pesât moins que la chaise, et que le trajet fût bien court, il demandait pardon aux frères porteurs de la peine qu'il leur causait.

Jusque-là, malgré ses souffrances, il n'en laissait rien paraître, mais elles devinrent si aiguës qu'elles lui arrachèrent des cris dont il se lamentait plus que du mal lui-même. L'impossibilité de faire le moindre mouvement sur sa paillasse sans être traversé de douleurs fulgurantes était pour lui le pire. Afin qu'il pût se retourner, on avait noué au-dessus de sa tête, à une solive du plafond, une corde à laquelle il se tenait pour se soulever ou changer de côté. Cette simple opération le démolissait. A le voir alors s'accrocher et se balancer désespérément au bout de sa corde, on eût dit un prisonnier pendu par les mains et subissant la question : « Ah! mon Sauveur! mon Sauveur! » soupirait-il, et d'un ton si doux qu'il semblait plutôt remercier Dieu de son martyre que d'en implorer la fin. En effet, crier n'est pas toujours se plaindre. Il ne se plaignait jamais et ne voulait pas qu'on le fît. Dès qu'on l'essayait, il rompait l'idée en s'humiliant, s'accusant de mollesse, et d'avoir pris trop de goût aux biens de la vie. « Moi, si misérable! Moi qui ai eu autrefois un cheval! un carrosse! et qui ai encore aujourd'hui (il jetait les yeux sur les murs nus de sa cellule et

sur sa cheminée)... une chambre à feu ! (il frappait son grabat comme pour le battre)... un lit bien encourtiné ! Moi de qui on a tant de soin ! Que rien ne me manque ! Oh ! quel scandale je donne, messieurs et frères, à la Compagnie ! Et tout cela pour ce corps de vieux pécheur, qui, un de ces jours, sera mis en terre, et réduit en cendres, et que vous foulerez aux pieds ! »

En disant ces mots si sévères, il n'était pas de ces malades qui les prononcent sans y croire. Il ne se faisait aucune illusion sur sa fin très prochaine. « Depuis près de quatre-vingts ans que Dieu le souffrait sur la terre », il avait le sentiment d'avoir abusé de sa complaisance, et que cette faveur inouïe ne pouvait plus durer. La preuve en éclatait dans sa préoccupation d'utiliser au mieux les derniers morceaux de son temps.

Le 27 août, un mois avant sa mort, il réunit « ses Filles » pour leur nommer une supérieure en remplacement de Mlle Le Gras. A tous ses familiers il demandait pardon pour les fautes qu'il croyait avoir commises envers eux, et les mécontentements qu'il leur avait causés. Puis c'était soudain des léthargies, où il tombait d'un bloc, si profondes qu'il était impossible de l'en tirer. On l'y laissait comme dans un prodige. Armé toujours de la petite croix de bois qui lui tenait compagnie, et sur laquelle ses yeux, quoique clos, demeuraient attachés, il paraissait n'être plus de ce monde où cependant il respirait encore. Des nuances, des reflets, des brises, semblait-il, venaient par instants sur sa face en caresser le calme. Il avait l'air de *penser* avec délices... et tous ceux qui entouraient son lit, ou qui, de plus loin, le contemplaient, tendant le cou par la porte grande ouverte, en étaient saisis. S'il pensait, car les agonisants réfléchissent, méditent plus qu'on ne l'imagine en ces pertes de connaissance extérieure où tout se ramasse au dedans, à quoi pouvait-il bien songer, sinon à sa vie merveilleuse ?

Il la regardait, et, comme Dieu, qui voit tout à la fois, il l'embrassait par grâce, d'un seul coup, dans son ensemble et ses détails, du commencement à la fin... Elle lui donnait sa première notion d'éternité. Tout ce qu'elle renfermait, y repassait, y défilait dans l'ordre prescrit de sa destinée, et non plus pour lui inspirer, comme naguère, des regrets, des scrupules, de candides remords, d'innocents désespoirs, mais pour le rassurer

et le réjouir, lui rapporter les fruits des arbres qu'il avait plantés, lui faire goûter par avance un peu du céleste miel de la Ruche aux bleues abeilles qu'il avait bâtie. Dépouillant le vieil homme toujours trop sévère pour lui-même, il pouvait enfin sans péché, dans le plus pur orgueil, se féliciter et s'admirer en Dieu qui lui commandait de se rendre justice.

Il se voyait naître... là-bas... dans les Landes, y grandir, y dormir... Le petit toit de ses parents, leurs mains sur ses joues... leurs rides... leur voix... ses moutons... L'Adour. Il entre aux Cordeliers. Des livres... le latin. Il est un jeune homme, un élève, puis un précepteur, puis un diacre, puis un prêtre ébloui... Ensuite, dans un ouragan de sang et de feu qui l'emporte au désert, c'est l'esclavage en Barbarie... ses figuiers épineux, le sable qui brûle, l'azur qui flambe, les Maîtres en turban, leurs femmes, la païenne frappée de la grâce, et jetée à genoux... le *Super flumina*... Et puis la liberté... Rome et Paris, ces deux mondes qui ne l'effrayent plus, dont se déroule à présent sous ses yeux le plan qui lui paraît aussi simple, aussi clair que ceux de Dax ou de Pouy. Il y circule comme en sa maison : à chaque instant, il y croise une figure aimée. Se suivant l'un après l'autre avec leur costume respectif et leurs mêmes manières, tous ceux qui ont été, à quelque degré que ce soit, les personnages de son histoire, ses « relations », de vingt ans ou d'un jour, d'ici ou d'ailleurs, repassent devant lui, laïques, religieux, gens de la rue, des palais, des villes, des champs, de tous les terrains où il a labouré, semé, laissé tant de moissons et glané seulement pour lui quelques épis. Au fur et à mesure que leur nombre augmente et que bientôt ils se succèdent mêlés, confondus, ceux d'en-bas précédant souvent ceux d'en-haut, il les reconnaît, d'abord timidement, comme s'il craignait, en y montrant trop de plaisir, de les effaroucher, de les mettre en fuite, car il ne sait plus bien s'il est éveillé ou non, s'il vit toujours ?... Et puis, bientôt si nette et si frappante est la vision, que, dans son délire, il rapplique en pensée leurs noms sur tous ces revenants, et qu'il retrouve les souvenirs offerts par leur cortège :

« Mme de Gondi ! Monsieur le Général ! Mme de Maignelais !... Mes anciens élèves ! Mes maîtres !... Et vous les bergers, les laboureurs ! avec les princes ! les ducs ! tous ceux des plus grandes lignées... suivant le peuple et « ses familles ».

Et voilà mes ministres, mes chanceliers ! mes capitaines ! mes maréchaux ! mes cardinaux ! Bérulle, Retz, Richelieu, Mazarin !... Mes prélats, — et en rouge comme mes forçats ! — Et mes artisans ! mes *Comites*, mes infirmiers, mes geôliers !... L'illustre assemblée ! Voilà mes reines ! mes trois reines ! la Marguerite dont j'ai été l'aumônier, Mme Marie de Médicis aux noces de qui j'ai prié, Mme Anne d'Autriche qui m'a voulu à son Conseil de conscience !... Bonnes majestés ! Majestés généreuses ! C'est trop d'honneur pour le plus vil, le dernier de vos sujets. Je suis honteux, je vous salue.

« Et puis, est-ce possible ? A présent, les rois ! Vous, Henri le troisième ? sous le triste règne de qui je suis né, que je rencontre ici pour la première fois ! Ah ! Et vous, *mon* Béarnais ! mon préféré, qui m'avez reçu, qui m'avez ri, qui m'avez dit gaiement de tant belles choses, et dont j'ai vu, navré, la barbe morte après que Ravaillac... Et vous, mon pâle roi Louis, dont j'ai si souvent tenu la petite main, quand votre père vous menait faire vos gentillesses à la reine Marguerite, et qui m'êtes trépassé sur l'épaule, il y a dix-sept ans !... et vous, Dauphin, qui serez Louis quatorze... ah ! tous ! que le Roi des rois sur terre et aux cieux vous bénisse !...

« Et puis c'est fini ! Après cela qui peut venir ? Personne. Ils sont tous venus. Mais non ! Quelle est cette foule encore ? Ah ! Seigneur ! vous n'oubliez rien ! Votre bonté est immense, ineffable. Elle m'inonde, elle m'écrase ! Après toutes ces faveurs, je vois bien que vous me réserviez la plus grande, la plus précieuse pour la fin de la procession. C'est toujours là d'ailleurs que vous vous placez, qu'on vous porte, et que vous vous montrez. Vous fermez la marche, en resplendissant. Pour me combler, vous gardiez à dessein, plus dignes de votre entourage, les délégations des œuvres que vous m'avez permis, malgré la Ligue et la Fronde, et les guerres et tous les fléaux, de consacrer à votre gloire ! Et les voici toutes : Nos confréries d'hommes, de femmes... mes bonnes filles de la Charité... mes bonnes dames... mes bons riches... mes bons pauvres, mes missionnaires en tous lieux, exténués et toujours dispos, mes prêtres, mes confesseurs, mes martyrs, et puis mes malades, mes fous, mes galériens, mes vieillards et mes enfants-trouvés ! Si j'ai pu faire tout cela, rien que cela, c'est que vous m'en avez donné, Seigneur, l'idée, la force et les moyens.

Ma mission est remplie. Je vais à vous. *Nunc dimittis...* »

Ceux qui cherchaient en vain à l'entendre respirer, ne se doutaient pas du *Magnificat* et des *Alleluias* qu'il se chantait sous son silence. Il finissait cependant par échapper à sa torpeur. Il ouvrait les yeux, avec un tel air de béatitude qu'il semblait descendre du ciel quand on croyait qu'il venait d'y monter. Apprenant de quel grand sommeil il sortait, il expliquait avec un fin sourire : « C'est le frère qui vient, en attendant la sœur. »

La sœur approchait. Elle était déjà dans la maison, où elle montait l'escalier, mais lentement, comme à regret, en s'arrêtant à chaque marche. Tout le monde savait qu'elle était là. Elle ne se cachait pas. On la suivait.

Le 27 septembre 1660, elle atteignait l'étage où Vincent demeurait encore. Quand elle eut gagné tout droit sa petite chambre, elle le trouva calme, assis dans son fauteuil. Il était prêt. Il avait reçu les onctions. Il la vit. Fut-ce l'espérance et la joie ?... Depuis si longtemps qu'il l'appelait, son visage, avant même qu'elle l'eût touché, passa du rouge vermeil au blanc de neige. On lui mit sur la bouche le crucifix. Un baiser... Le mot de la fin, *Confido*, et il mourut, tout bonnement, tout simplement. La petite méthode. L'horloge sonnait quatre heures, l'heure de son lever.

Après qu'il eut expiré, son visage, nous est-il dit, ne changea point, et son corps demeura aussi souple, et aussi maniable qu'auparavant. « Les chirurgiens qui l'ouvrirent philosophèrent beaucoup sur un os qui s'était formé dans sa rate et qui ne ressemblait pas mal à un jeton d'ivoire. Bien des gens, qui avaient étudié de près le serviteur de Dieu, attribuaient cette production bizarre à la violence qu'il s'était faite pour combattre une humeur sévère et mélancolique qu'il tenait de la nature et de son tempérament. »

Il demeura exposé deux jours, figure découverte, avec sa calotte et son petit surplis, tel qu'on l'avait toujours connu, et on s'étouffait pour le voir. Mais ses obsèques furent loin d'être célébrées aussi simplement qu'il l'aurait désiré. « La foule s'y porta en masse, au point que la vie de Paris en fut arrêtée pour un jour. » M. le prince de Conti, l'archevêque de Césarée, nonce du Pape, une quantité de prélats, de grands seigneurs,

de dames nobles, au premier rang desquelles la duchesse d'Aiguillon, y assistèrent en grande pompe, et derrière eux, les enveloppant, les débordant, les autres noblesses : les bonnes filles de la Charité, ces messieurs des Missions, et le peuple et les pauvres qui avaient été surtout la clientèle du saint.

Son cœur fut enfermé en un vase d'argent (il eût choisi du plomb) et son corps déposé devant l'autel dans l'église gothique, l'ancienne église de la Léproserie.

Hic jacet

disait l'épitaphe,

Venerabilis vir
Vincentius a Paulo, presbyter
Fundator, seu Institutor
Et Primus Superior Generalis
Congregationis Missionis
Nec non Puellarum Charitatis.
Obiit die 27 septembris anni 1660
Aetatis vero suae 85.

L'explosion des regrets fut unanime. Un deuil public. A Paris, à Reims, dans maintes villes eurent lieu des services solennels où l'on se rendit, souvent de bien loin, pour y entendre prononcer l'oraison funèbre de celui qui, de son vivant, souffrait si fort d'être loué. Maintenant qu'il n'était plus là, on ne s'en privait pas. Mgr l'évêque du Puy, notamment, Mgr Henri de Maupas du Tour, fit à Saint-Germain l'Auxerrois un éloge de M. Vincent si copieux, qu'au bout de deux heures il fut obligé de descendre de chaire sans l'avoir achevé, « car la matière, il en faisait l'aveu, était si ample qu'il en aurait assez pour prêcher tout un carême ». Ce qui ne l'empêcha pas, malgré ses longueurs, de résumer et caractériser excellemment l'œuvre de Vincent de Paul, quand il dit « qu'il avait presque changé la face de l'Église ». Et encore là le mot « presque » est-il... presque de trop !

Les grandes voix qui, de toutes parts, s'élevaient alors pour exprimer leur affliction ou pour porter un jugement sur cette belle figure, les signifient tout de suite l'une et l'autre en quelques mots définitifs, aussi justes que brefs. « L'Église et les pauvres, dit, la première, la Reine-mère, font une grande

perte. » Je n'ai jamais connu personne, déclare le prince de Conti, en qui il ait paru une si grande humilité, un si grand détachement, une si grande générosité de cœur. » M. Piccolomini, nonce en France, se sert des mêmes termes. La reine de Pologne, le marquis de Pianèze, les évêques de Pamiers, d'Alep, tous les évêques, tous les prêtres, tous ceux qui prétendent formuler le mieux leur tristesse et leur admiration se rencontrent dans cette même pensée et avec les mêmes mots essentiels qui viennent naturellement.

Jusque dans les éloges qu'il ne pouvait plus empêcher qu'on lui adressât, Vincent, ce parfait modèle, imposait, après sa mort, la concision et la simplicité. Le désespoir des pauvres gens, quand ils ne savaient que gémir : « Nous avons perdu notre ami ! » le sombre chagrin des forçats grondant sur leurs chaînes : « Nous n'avons plus de père ! » auraient été certainement, s'il les avait entendus, les plus doux à son cœur : et ceux qui, de tous, perdaient le plus, étaient ceux qui ne s'en doutaient pas et qui pourtant pleuraient comme s'ils le savaient... les petits enfants abandonnés. « Enfin, il y eut là, partout, conclurons-nous avec Bossuet, beaucoup de larmes répandues. »

CE QU'IL LAISSE

La dépouille de Vincent avait été, comme on l'a dit, descendue dans le chœur de l'église de Saint-Lazare. Que devient-elle au cours des temps ?

Jusqu'en 1712 elle repose en paix. A cette date, on ouvre le tombeau, « où le corps est trouvé en parfait état ». En 1724, quand Vincent de Paul obtient par décret de Benoît XIII sa béatification, le cercueil est remonté et dressé dans l'église en une cérémonie imposante présidée par l'archevêque de Paris. Tapisseries aux murs, le grand luminaire, les chants, la ville et la Cour dans les tribunes, la reine d'Espagne sous un dais.

Le corps est remis après dans la crypte.

En 1729, des infiltrations d'eau survenues à la suite d'une inondation souterraine ayant hâté la décomposition du cadavre endommagé déjà en 1712 au contact de l'air, nécessitent le retrait des restes de l'apôtre, et ceux-ci, renfermés alors dans une châsse d'argent, sont placés sur l'autel de la chapelle

où, en 1737, à l'époque de la canonisation, ils sont de nouveau l'objet d'honneurs insignes.

Pendant cinquante-deux ans on vient là les prier, les vénérer, leur demander des grâces.

Et puis, en 1789, le cyclone. La foule qui, ameutée le 10 juillet, a pillé les boutiques des armuriers et forcé l'Hôtel des Invalides, se déchaîne dans la nuit du 12 au 13 aux cris de : « A Saint-Lazare ! » comme elle criera le lendemain : « A la Bastille ! » Une troupe de bandits, — ils n'étaient pas plus de deux cents, mais pour le mal ils valaient une armée, — se rue à travers les bâtiments et s'y livre à la destruction la plus complète, la plus sauvage. Tout est brisé, fendu, déchiré, foulé aux pieds, mis en miettes, jeté par les fenêtres, ou volé, emporté.

La châsse, en argent massif, contenant les restes du saint, ne devait-elle pas, par-dessus tout, tenter à la fois la convoitise et la haine des ravageurs? Elle était là, sur l'autel, sans défense, exposée, — l'imprudente ! — à la plus belle place, dans tout l'éclat de son précieux métal, des ornements, des bijoux, des offrandes qui la chargeaient, bien faite en vérité pour provoquer la vue, les bras, l'escalade, les coups, pour attirer les marteaux et les haches, exciter le sacrilège, les profanations !... Et cependant, elle y échappe. Pourquoi ? Comment? Est-ce hasard, oubli? distraction ? négligence, ou épuisement dans le dégât? Ignorance des lieux?... Ou plutôt miracle? Enfin, le fait est là. *On n'y touche pas.* Dans tous les récits *du désastre de Saint-Lazare*, et dans celui, si précis et si détaillé, du Père Lamourette qui en fut le témoin, il n'est pas dit un mot de l'église et des restes de Vincent. Cependant, on va en juger, tout ce qui se rapportait à sa personne, à la vénération gardée à sa mémoire était bien de nature à enivrer ces furieux. Sa statue, commandée peu de temps auparavant, et que l'on destinait au Louvre, afin qu'elle y perpétuât ses traits et son souvenir, se trouvait placée dans un vestibule. Ils l'aperçoivent ! Ce n'est qu'un cri, un rugissement, de rage et de joie, ils sautent dessus, la culbutent, la crèvent, la fracassent ; ils lui arrachent les mains, lui coupent la tête, et l'ayant mise au bout d'une pique, cette tête auguste et si douce, ils la promènent dans les rues où souillée, mutilée, le nez brisé, barbouillée de rouge à dessein, elle produit aux passants horrifiés, qui ne comprennent pas, l'effet d'une tête humaine fraîche-

ment tranchée, tandis que, s'esclaffant, les porteurs finissent par l'aller jeter, quand elle n'est plus qu'un moignon de plâtre, dans le bassin du Palais-Royal.

En même temps, sa chambre est envahie. Elle est aussitôt reconnue, car sa misère la dénonce. Voici la natte de chaume. sur laquelle il a si peu dormi, son unique chaise de paille, boiteuse comme lui : accrochés à un clou, les vêtements rapiécés gardant la forme du vieux corps qu'il nommait sa carcasse, et son chapeau racorni, déteint par les sueurs, et son grand manteau de Père-Gigogne où tant d'enfants s'étaient blottis, et ses bas de serge aux talons en loques, le chapelet qu'avaient usé ses doigts, son bréviaire bourré d'images avec partout la marque de son pouce, et, dans ce coin, son bâton, et sur ce bout de table, enfin, le chandelier de fer rongé de rouille où reste un bout du suif qui éclaira son agonie et dont la mèche a été soufflée à l'instant où lui s'éteignait.. toutes ces pauvres choses, devenues des reliques et qui étaient là, conservées, soignées, qui parlaient, devant lesquelles montait la prière, elles sont, à leur tour, lacérées, souillées, jetées à la boue.

Heureusement, la châsse, — l'arche, — est sauvée du déluge Mais en 1792 la Révolution la confisque comme bien national et les ossements, placés dans une cassette, sont remis à un notaire dans l'étude duquel, sans doute oubliés, ils restent en dépôt jusqu'en 1804. De 1804 à 1830, la garde en est confiée aux Sœurs de Charité, d'abord rue du Vieux-Colombier, et, depuis 1815 rue du Bac. En 1830, une cérémonie solennelle les ramène, enchâssés de nouveau, dans la maison mère de la Mission, rue de Sèvres. Et puis, en 1909, la loi de séparation vient les toucher et les bannir.

Où les mettre en lieu sûr?

En Belgique. Là, du moins, dans ce pays neutre et tranquille, préservé de toutes secousses, rien ne viendra plus les déranger... Et c'est 1914 ! avec la violation, par l'Allemand, du sol et des lieux deux fois sacrés. Les Pères Lazaristes réussissent néanmoins, pendant la grande tourmente, à déménager la châsse et à lui faire franchir les lignes ennemies. Elle aborde en Angleterre, et c'est seulement en 1919 qu'elle revient reprendre à Paris, rue de Sèvres, dans la chapelle de la Mission, sa place légitime, sur l'autel.

Que de mouvements ! Après tant de fléaux, de révolutions, de guerres, tant de traversées dans le feu et l'eau, et le sang, sous les bombes, tant de charrois, de fuites et de retours dans les fourgons, les autos, sur les bateaux... les avions peut-être?... la fragile dépouille de Vincent a-t-elle aujourd'hui trouvé son paisible gîte, son lit définitif? Elle les aurait bien gagnés ! Que nous voudrions pouvoir dire, — ainsi que l'affirme souvent au fond des cathédrales, une vieille épitaphe : *Hic molliter ossa cubant in æternum.*

Cubant, oui. Mais *in æternum* ? Qu'est-ce que notre *æternum*, celui que nous concevons et nommons ainsi, l'*æternum* de nos moyens ? Rien. Moins que rien. Lui, et nous, sommes incompatibles.

Qu'importe d'ailleurs ce déchet du corps qui ne compte pas ? Ce qui ne passera jamais, même quand il ne restera plus une pincée de la poussière de Vincent, c'est son œuvre, vivante, immortelle autant que sa mémoire.

Fils de la terre et de *notre* terre, berger pendant soixante et dix ans, prêtre, éducateur, fondateur incomparable et missionnaire incessant, directeur attentif et sûr du pratique et du spirituel, orateur intime et qui remuait sans art oratoire, sublime dans le simple et le familier, écrivant et parlant la plus saine et la plus pure langue, il a été, dans tous les courants d'idées, de sentiments, d'ouvrages, un réalisateur achevé, magnifique,... et toujours calme et confiant, comme un maître docile aux ordres de la Providence. Il a agi sans s'agiter. Il a tout entrepris, il a tout réussi. Admirons, vénérons en lui une des plus grandes gloires françaises. Canonisons-le « notre saint *national* ». Il fait pendant à Jeanne d'Arc. Enfin, une de ces âmes de lys et d'or, merveille d'amour, que Dieu, — comme il ajoute un ange à son Paradis ou au firmament une étoile, — compose quelquefois en pensant à Son Fils, et qu'Il laisse tomber parmi les hommes pour leur prouver Son existence.

HENRI LAVEDAN.

UN HÉROS DE LA GUERRE SOUS-MARINE

ROLAND MORILLOT

AU SECOURS DES SERBES

Les derniers mois de 1915 apportèrent aux Alliés des jours noirs. En octobre, sous la pression des Autrichiens, des Allemands et des Bulgares, les Serbes battent en retraite, tous les Serbes, le peuple et l'armée, les hommes et les femmes, les vieux et les petits. La faim et la soif les escortent, l'ennemi les talonne. Sans munitions comme sans vivres, mangeant de l'herbe, puis de l'écorce, puis de la neige et de la boue, enfin ne mangeant plus rien, ils descendent vers la mer.

Vers la mer, dernier refuge de qui veut rester libre quand la patrie est écrasée... vers l'Adriatique.

Le long des pistes que jalonnent les cadavres, la nation serbe dévale vers les ports du Montenegro et de l'Albanie (1). Antivari, Dulcigno, San-Giovanni de Medua, Durazzo, Valona, pourront-ils accueillir les fugitifs, ouvrir leurs rades aux transports alliés qui apportent les vivres et la liberté?

Hélas! Antivari est trop près de Cattaro, port fortifié d'Autriche. Dulcigno est ouvert à tous les vents et à toutes les houles et le bora d'hiver commence de souffler en tempête. A Valona, rade magnifique et sûre, à Valona, base italienne, donc alliée, nul ne peut accéder par la terre. Seuls restent pos-

(1) Voir le croquis page 136.

sibles les mouillages de San-Giovanni de Medua et de Durazzo. San-Giovanni offre un abri suffisant. Durazzo, qui fut Epidamme et Dyrrachium, est assis sur l'eau en face de Brindisi qui fut Brindes. Les gens qui, partant autrefois de la Rome des Césars, gagnaient les provinces orientales de l'Empire, prenaient à Dyrrachium la fameuse Voie Egnatia qui menait en Grèce et en Macédoine, la grande artère de civilisation romaine qui devint une route d'invasion, quand l'Empire d'Occident eut succombé sous l'assaut des Barbares. Or la Voie Egnatia projette vers le Nord, vers la Serbie, des rameaux sauveurs qui drainent, en cette fin de 1915, le flot des vaincus.

Depuis le 23 mai, l'Italie est entrée dans la lutte. Sa flotte a remplacé, dans la dure corvée du blocus adriatique, l'armée navale française, dont les bâtiments de ligne et les croiseurs se reposent enfin, remettant au point coques et machines surmenées par neuf mois de croisière ininterrompue. Mais nos navires de flottille, contre-torpilleurs et torpilleurs continuent de sillonner jour après jour la Méditerranée, protégeant contre l'attaque sous-marine les transports de troupes de Salonique et les navires marchands. Le commandant en chef français n'a pu détacher à Brindisi que quelques unités légères et sept sous-marins.

Voici novembre. Le temps presse. Le flot des affamés approche et, lancés à leurs trousses, les Bulgares ont franchi le Vardar. Durant des jours précieux, les Alliés ont discuté. Ils ont fini par se mettre d'accord au sujet du sauvetage. La Grande-Bretagne fournira les provisions, qu'elle paiera de concert avec la France et la Russie. Rassemblés à Brindisi, les vivres et les munitions gagneront la côte d'en face sur des navires italiens aidés de bâtiments français et anglais. En même temps, des troupes d'Italie occuperont Durazzo et Valona.

Transports de troupes, transports de vivres, quelles proies magnifiques pour les flottilles ennemies ! Et quels objectifs pour les mines sous-marines ! Ah ! la guerre moderne a chaviré les vieilles formules. Maintenant les maîtres de la mer, de par cette maîtrise qui leur ouvre les routes marines, sont seuls à offrir des cibles aux sous-marins pendant le jour et aux torpilleurs pendant la nuit. Et, contre les adversaires plus faibles dont le pavillon est rayé de la surface des eaux, nul assaut n'est possible, puisque leurs grands navires demeurent enfermés

dans les ports, chaudières éteintes. Ils ont beau jeu avec leurs sous-marins et les raids nocturnes de leurs torpilleurs rapides, mais leurs succès faciles n'empêcheront pas leur étouffement final.

LES SOUS-MARINS A LA RESCOUSSE

Sans attendre, les Autrichiens se mettent à l'œuvre. Le 23 novembre, leur croiseur rapide *Helgoland* et leurs destroyers de Sebenico envoient par le fond un voilier et un vapeur italien, chargés de farine. Le lendemain, à San-Giovanni de Medua, notre vapeur *Harmonie* est canonné par un sous-marin et bombardé par des avions. Un semis de mines autrichiennes infecte les abords de la côte albanaise et cause, le 3 décembre, la perte du destroyer *Intrepido* et du transport de troupes *Umberto*, tous deux italiens. Deux jours plus tard, les contre-torpilleurs autrichiens de Cattaro, conduits par le croiseur *Novara*, canonnent San-Giovanni et coulent deux vapeurs italiens, un grec et quelques voiliers. Dans la nuit du 4 au 5 décembre, notre sous-marin *Fresnel*, en faction dans le golfe du Drin, s'échoue à l'embouchure de la Bojana. Les Autrichiens le détruisent à coups de canon et font prisonnier l'équipage, lequel, réfugié sur un îlot de sable et attaqué par les canots du *Huszar* et du *Waras diner*, s'est défendu tant qu'il a eu des munitions.

Devant ces attaques, vingt destroyers italiens descendent de Venise pour renforcer les flottilles de la basse Adriatique. Et, malgré la charge écrasante qui pèse sur nos escadrilles de contre-torpilleurs sur qui repose la sécurité de la Méditerranée entière, nous trouvons le moyen d'ajouter aux huit petits torpilleurs que la marine française a détachés à Brindisi, neuf contre-torpilleurs de 800 tonnes et trois de 400, et de renforcer l'escadrille sous-marine *Ampère*, *Cugnot*, *Gay-Lussac*, *Messidor*, *Monge* et *Papin* par l'envoi du *Foucault* et du *Franklin*, sous-marins de 400 tonnes comme les précédents, et de l'*Archimède*, grand submersible de 600 tonnes en surface et 800 en plongée.

Depuis les premiers jours de la guerre, nos sous-marins montent la garde dans la haute et la moyenne Adriatique, bloquent Cattaro et Sebenico, rendent intenables les chenaux de l'archipel dalmate, surveillent le golfe du Drin et les parages de Durazzo. Ils croisent aussi à mi-distance entre l'Italie et la

Dalmatie pour attaquer les navires qui navigueraient loin des côtes dans l'espoir d'échapper à leurs coups.

Métier de chien en toute saison. Pendant l'hiver le bora, descendant des monts de Croatie, souffle souvent durant quinze jours d'affilée, soulevant une mer courte, creuse et glacée. Si vous faites surface dans cette mer-là, et il faut bien émerger la nuit pour recharger vos batteries, vous risquez de voir vos gouvernails de plongée de l'avant arrachés par les lames, laissant ainsi le bateau sans défense, incapable de s'immerger à l'aube suivante, aussi désemparé qu'un crabe qui aurait perdu sa coquille. En été, les eaux de l'Adriatique sont d'une si merveilleuse transparence que les avions ennemis distinguent votre navire en plongée aussi bien qu'en surface, arrivent même à reconnaître votre nationalité aux détails de votre coque et à la position de vos torpilles, et dirigent sur vous l'assaut des torpilleurs. Ces avions et ces torpilleurs deviennent sans cesse plus nombreux et plus actifs.

Pour eux les Autrichiens ont installé des bases tout le long de la côte. Pis encore, ils emploient leurs petits sous-marins à guetter les nôtres. Quiconque a l'imprudence d'émerger avant la nuit close a bien des chances de recevoir une torpille dans les côtes. Naturellement l'affaire tourne parfois mal pour les patrouilleurs, car nos sous-marins ont toujours trois ou quatre torpilles réglées à faible immersion et destinées aux petits bâtiments ennemis qu'ils rencontrent. Au mois de septembre, devant l'île Lagosta, le *Papin* a, de la sorte, réglé son compte au torpilleur autrichien *51*. Et nombreux sont les navires de surface ou sous-marins qui, par des manœuvres rapides ou grâce à une chance inouïe, ont évité d'un cheveu un sort pareil. Bref, dans ces parages nul n'est à son aise et chacun veille dur pour sa peau.

Je n'insiste pas sur les difficultés de navigation décuplées pour les sous-marins, bateaux presque aveugles et à demi paralytiques : sur la visibilité réduite par la grisaille d'hiver; sur les brumes quasi solides qu'amène le sirocco d'été; sur les courants violents et variables qui sillonnent les canaux d'entre les îles et sont terribles aux abords du cap Planka, promontoire en saillie entre Spalato et Sebenico, lieu d'affût où le gibier est un peu moins rare qu'ailleurs; sur les perturbations magnétiques qui affolent l'aiguille du compas aux environs des

îles San-Andrea, Lissa, Pomo et Busi dont le sol est saturé de fer ; enfin sur les bancs de sable qui traîtreusement s'étendent au large de la côte d'Albanie et qui ont coûté la vie au *Fresnel*.

L'ADRIATIQUE CHAMP CLOS DE NOS SOUS-MARINS

Décembre 1915. La faction de nos sous-marins continue. Depuis le 20, la meilleure escadrille de destroyers autrichiens, celle de Sebenico, est descendue à Cattaro. Elle attend le moment favorable pour se ruer vers le Sud, couler tous les transports qu'elle pourra rencontrer et s'enfuir. Mais, sept jours durant, le bora et la brume l'ont tour à tour bloquée.

28 décembre au matin. Temps clair et calme. L'*Helgoland*, croiseur rapide de 3 500 tonnes, et les destroyers de 800 tonnes et 32 nœuds, *Tatra*, *Balaton*, *Czepel*, *Lika* et *Triglav*, poussent leurs feux. Deux sous-marins français, l'*Archimède* et le *Monge*, encadrent Cattaro de leur surveillance, le premier dans le Nord et le second dans le Sud.

LE COMMANDANT DU *MONGE*

Le *Monge* est commandé par le lieutenant de vaisseau Roland Morillot.

C'est un chef de trente ans, en pleine vigueur physique et mentale, un homme mince, élancé, agile, à la figure mate entièrement rasée, aux yeux bruns de piété et de profondeur douce. D'une voix nette et bien timbrée, il s'exprime en phrases brèves, ordonnées comme ses gestes harmonieux. Car Roland Morillot, officier complet, s'adonne aux sports raisonnés qui contraignent les muscles à rester forts et souples. Il est comme un ressort toujours bandé vers l'action disciplinée et féconde.

Son âme est la plus belle, la plus pure qui se puisse rencontrer. Dès le temps de paix, il pratiquait toutes les vertus admirables que d'autres n'ont trouvées en eux-mêmes qu'à l'appel du pays en danger.

En dépit de son tempérament réservé, Roland Morillot a conquis les cœurs de ses hommes. L'équipage du *Monge* est fanatique de cet officier froid, laconique, concentré, de ce chef qu'ils sentent supérieur à tous, mais qui, dans sa modestie farouche, attend silencieusement l'heure de déclencher tout ce qu'il a concentré de jeune énergie en lui-même et en son navire.

Depuis mai 1914, époque de sa prise de commandement, Roland Morillot a fait ses preuves à la mer et au combat. Se rendant de Toulon à Bizerte, un jour que les contre-torpilleurs avaient mis à la cape dans l'ouragan, on a vu le *Monge* continuer sa route, embarquant des lames par sa cheminée (1), tandis que son commandant, amarré sur le kiosque, demeurait seul exposé aux coups de mer qui arrachaient des tôles autour de lui. Au mois de février 1915, pris par un coup de bora terrible au retour d'une croisière de sept jours devant Cattaro, Morillot

(1) Le *Monge*, du type *Pluviôse*, possédait des machines à vapeur pour la navigation en surface.

a tenu pendant quarante-huit heures, attaché à sa passerelle et n'a quitté son poste, évanoui de fatigue, qu'au moment où le sous-marin a laissé tomber l'ancre. Ce jour-là, le commandant en chef de l'armée navale est venu lui-même dire au *Monge* son admiration et, pour la deuxième fois, l'a cité à l'ordre du jour

Roland Morillot ne se contente pas de croiser devant l'entrée des ports autrichiens. Pénétrant dans la baie de Cattaro, chapelet de trois bassins encerclés de montagnes, unis par des fiords étroits et semés de défenses visibles et cachées, il a un jour franchi les inexpugnables « Bouches », faisant route à travers un champ de mines dont les câbles râclaient sa coque, entendant passer des torpilles que lui lançait la batterie de la pointe d'Ostro. Un torpilleur ennemi ayant tenté de l'éperonner, le *Monge* n'a pas gagné pour si peu l'immersion de sécurité, mais a engagé, contre l'adversaire souple et rapide qu'il essayait de torpiller, un duel de trois heures lequel n'a pris fin qu'à la nuit.

Au cours de l'expédition qui a immédiatement précédé celle dont je vais dire les détails, le *Monge* a été accueilli devant Cattaro d'abord par une pluie de bombes d'avions, puis par une mine dont le câble s'est enroulé autour de l'arbre d'hélice tribord. A la nuit close, on a essayé sans succès de la dégager, pendant qu'un torpilleur ennemi passait à toucher le sous-marin, par bonheur sans le voir. L'alerte passée, Morillot a fait route tranquillement, remorquant toujours sa mine dont le câble a fini par filer, arrachant le cône de bronze qui coiffe l'arbre de couche à son extrémité. Et, ma foi, la tournée d'aujourd'hui n'aurait pas eu lieu, si Morillot avait fait réparer cette avarie. Il n'y a pas songé une minute. On n'immobilise pas son bâtiment dans l'instant que l'ennemi menace les transports de l'armée serbe... Le chef des flottilles françaises de Brindisi n'attendait que cette occasion de reconnaître enfin le courage tenace des gens du *Monge* :

— Pour cette croisière et pour les précédentes, a-t-il dit au commandant du sous-marin, je suis prêt à donner la croix de guerre à une partie de votre équipage. Veuillez m'adresser vos propositions.

— Commandant, a répondu Roland Morillot, si la mine avait explosé, personne n'en serait revenu. Je devrais donc proposer tous mes hommes. Mais, pour ce faire, je vous demande d'attendre que mon bateau ait fait quelque chose de sérieux.

QUELQUE CHOSE DE SÉRIEUX

28 décembre 1915. Le *Monge* est devant Cattaro. A l'aube, des fusées lointaines ont indiqué des entrées ou des sorties de bâtiments ennemis. Puis le jour est venu, jour de merveilleux soleil comme l'Adriatique en offre parfois entre deux tempêtes d'hiver. Le calme est tel que le sillage du périscope est visible à plus de trois milles et qu'il a fallu cette fois renoncer à donner dans les Bouches. Lente et lourde, la journée s'est passée à naviguer à l'immersion dix mètres sans rien apercevoir sur l'eau.

Six heures du soir. Le soleil est couché. Le *Monge* fait surface et commence de charger ses batteries avec une machine; l'autre machine, embrayée sur une hélice, entraîne paresseusement le bateau dans un va-et-vient de sentinelle. Les gens non de quart dorment dans leurs hamacs qui encombrent l'étroite coursive centrale et semblent d'énormes bananes pendues par les deux bouts. Vers dix heures, une petite brise de nord, qui soulève un léger clapotis, commence de souffler, apportant à ceux d'en bas une ventilation bienfaisante après treize heures de plongée en vase clos.

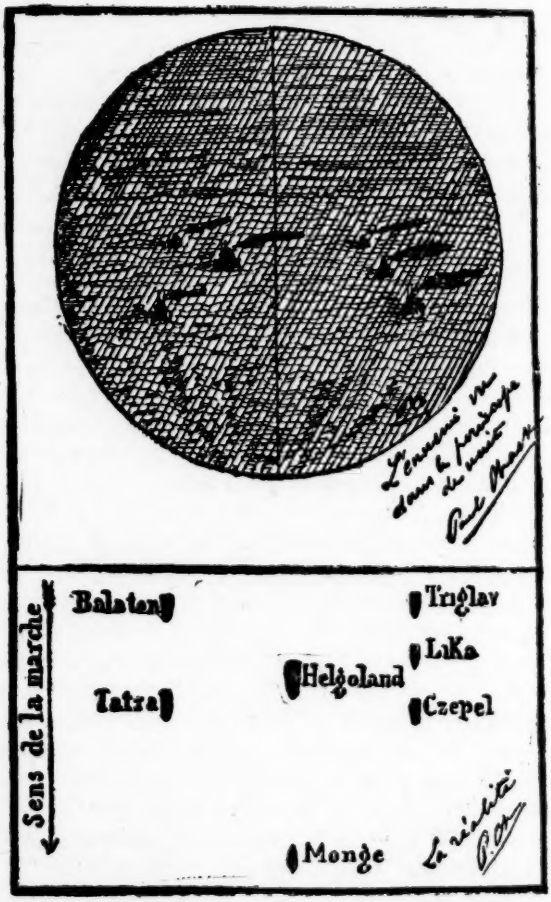
La nuit est claire. Dans le ciel, demi-sphère de velours bleu profond, l'étoile polaire scintille au-dessus du mont Radostak. A minuit, le mince croissant de la lune en son dernier quartier émerge dans l'est. Pas une ombre sur l'eau et pas un bruit. Sur la passerelle exiguë l'enseigne de vaisseau Appell, second du bord, est de quart avec deux veilleurs. De temps à autre, un marin huileux et suant surgit d'un panneau, lampe une bolée d'air frais et redescend. L'officier et les deux hommes concentrent dans leurs yeux toute leur énergie. Leurs jumelles fouillent la nuit calme. Un silence presque angoissant pèse sur la mer. Parfois une étoile proche de l'horizon prend l'aspect d'un fanal lointain, mais l'erreur est vite rectifiée. D'ailleurs, dans ces parages, nul bateau n'oserait démasquer ses feux. A 2 h. 15, le *Monge* est à 15 milles dans le sud de Cattaro.

— Des fumées par babord.

Un des veilleurs, le quartier-maître mécanicien Guibbal, vient de parler. L'enseigne regarde et ordonne :

— Aux postes de plongée. La barre toute à droite. Gouvernez au sud. Guibbal, va vite prévenir le commandant.

Les fumées viennent du nord, elles sortent de Cattaro, et malgré la nuit claire, on n'a pas dû les voir à beaucoup plus



LA FLOTTE AUTRICHIENNE VUE DANS LE PÉRISCOPE DU *MONGE*

de trois milles. En faisant route au sud, l'enseigne prend chasse devant elles, afin de retarder de quelques minutes le moment où elles auront rattrapé le sous-marin. Il a raison, car le *Monge*, submersible à vapeur, est lent à s'immerger. Il lui faut fermer

une masse de tuyaux d'évacuation, isoler la chaudière, rentrer et obturer la cheminée. L'équipage se hâte... Mais voici Morillot. Il regarde les nuages noirs qui grossissent vite. Il sourit, chose rare, et commande :

— Réglez les moteurs à 400 ampères. Remplissez partout. Immersion huit mètres. Soyez plutôt lourd.

Ce qui veut dire qu'une fois les ballasts extérieurs remplis, on doit introduire un peu trop d'eau dans les caisses d'assiette (1) afin que le sous-marin soit leste à gagner, d'un coup de ses barres de plongée, les grandes profondeurs : sécurité contre les menaces d'abordage.

Bientôt, sur l'avant l'eau tourbillonne en couvrant le pont qui s'immerge. Dix secondes durant le commandant, la tête hors du kiosque, contemple ardemment l'ennemi. Mais il est temps de clore la dernière ouverture que l'eau affleure. Morillot rabat et assujettit le panneau et, demeurant dans le kiosque, prescrit de tenir la plongée à cinq mètres seulement afin d'utiliser le périscope de nuit, de trois mètres plus court que celui de jour et qui aboutit dans le kiosque et non dans le poste central. Il pointe l'instrument vers l'arrière.

Mieux visibles à présent, les ennemis naviguent en deux groupes, deux lignes parallèles distantes de 5 à 600 mètres l'une de l'autre et rattrapant le *Monge*. Le Dieu des batailles a permis que, sans avoir à manœuvrer, le sous-marin se trouve juste entre les deux lignes. Trois Autrichiens vont passer par tribord et trois par babord. Position idéale pour lancer ses torpilles sur une des lignes... et même sur les deux, si on a le temps... Morillot sourit encore.

Les silhouettes grossissent. Dans le périscope, Morillot croit reconnaître des contre-torpilleurs à quatre cheminées du type *Tatra*. Il va attaquer ceux qui viennent par babord. Leur file est bien formée. L'autre ligne semble légèrement en pagaye, un des bateaux a un peu déboîté en dedans du groupe (2). N'im-

(1) Outre les grands ballasts toujours complètement remplis en plongée, les sous-marins possèdent trois caisses d'assiette avec tube de niveau gradué : une à l'avant, une au milieu et une à l'arrière. En remplissant ou en vidant plus ou moins ces caisses, on combat la tendance que peut avoir le navire à monter ou à descendre et on assure son équilibre longitudinal, autrement dit son assiette.

(2) Voir le croquis page 140. Vu à travers le périscope de nuit pointé sur l'arrière, le croiseur *Helgoland* avait en effet l'aspect d'un torpilleur ayant d boîté de la ligne située à la gauche de l'observateur. En réalité, l'*Helgoland* naviguait

porte... La chance sourit enfin. On va peut-être faire coup double...

Trois minutes à peine ont passé depuis que le *Monge* est en plongée. Écoutez la voix claire de Morillot :

— Desserrez les freins. Attention pour faire feu!

Puis il murmure :

— Sur les trois j'en aurai bien un...

Les freins débloqués, rien ne retient plus les torpilles. Sitôt qu'un déclic rabattra leur levier de prise d'air, elles chargeront à 35 nœuds sur leur proie. L'affaire est sûre. Comment voulez-vous que les veilleurs autrichiens distinguent dans l'obscurité le bout du périscope qui seul émerge?

En bas, tous sentent venir cet ordre de feu qu'ils attendent depuis dix-sept mois.

Lentement le périscope vire une dernière fois pour inspecter l'horizon entier. Puis Morillot ramène l'instrument sur l'arrière, dans la direction de l'ennemi. Oh!... grand Dieu!

A 50 mètres à peine, fonçant droit sur le sous-marin, une masse noire énorme encombre tout le champ du périscope!

— A 20 mètres!... Le plus vite possible!

Trop tard! Les hommes des barres de plongée n'ont pas encore donné un tour de leurs volants de bronze qu'un choc effrayant, coup de bélier d'une masse de 3500 tonnes lancée à 10 mètres par seconde, bouscule le *Monge*, le couche comme une rafale couche les hautes herbes.

En même temps éclate la clameur métallique des tôles déchirées. Le kiosque est crevé. L'eau s'y rue en cataracte et précipite dans le poste central Morillot, le quartier-maître Beaugrand et le second-maître Messager. Morillot boucle lui-même le panneau de sécurité qui isole le kiosque, puis il ferme les robinets des porte-voix. La trombe d'eau s'arrête. Le kiosque est plein...

Du furieux coup de roulis qui l'a renversé sur tribord le *Monge* se relève, mais c'est pour piquer vers le fond. Un tangage léger a suffi pour faire refluer vers l'avant les tonnes d'eau embarquées par le panneau de sécurité avant sa fermeture. L'inclinaison amorcée augmente. Dans la cale on entend le flux

à mi-distance entre les deux lignes qui l'escortaient et, le *Monge* ayant lui-même manœuvré pour se placer au milieu, l'abordage était inévitable. Sur le croquis le trait vertical, qui coupe en deux l'image vue au périscope, est le fil du réticule qui marque l'axe optique de l'instrument et donne la visée précise.

de nouvelles masses d'eau qui vont ajouter leur charge au poids qui a rompu l'équilibre longitudinal du navire. Écoutez les averses sinistres. Pénétrant par les joints d'un panneau faussé, l'une d'elles inonde les accumulateurs de tribord qui crachent des flammes de courts-circuits. Une autre arrose les moteurs électriques de propulsion par cent rivets guillotinés, par vingt tôles disjointes. Trente secondes après l'abordage, l'angle d'apiquage atteint quarante degrés... et s'accroît encore. Le *Monge* va-t-il couler bas, l'étrave première, vertical, comme un plongeur qui pique une tête?... Morillot reste calme :

— Chassez partout. Les deux moteurs en arrière 400 ampères. Les turbines en marche à la cale.

L'air comprimé sifle en expulsant l'eau des ballasts. Une voix parle à l'arrière :

— Commandant, les plombs du moteur tribord ont sauté. Babord seul est en marche. Les turbines ne partent pas...

— 600 ampères au moteur babord, répond Morillot, impassible.

Mais, deux minutes plus tard, le moteur babord s'éteint à son tour. Morillot interroge le chef de plongée :

— Quelle profondeur, Jaffry ?

— Soixante mètres à l'avant, répond le premier-maître électricien, patron du *Monge*, un ancien du bord, un fameux homme. Et le bateau descend toujours.

La coque du sous-marin est calculée pour résister à trente mètres... De tous côtés les tôles gémissent et craquent... Elles sont à leur limite d'élasticité. L'écrasement va suivre... Sous la pression extérieure formidable, les averses crépitent, plus denses.

Le commandant se recueille. Son bateau est hors de combat... Aveugle : l'abordage a brisé ses deux périscopes... Paralysé : l'électricité, sang et nerfs du navire, est défaillante... A bout de souffle : l'air comprimé n'en peut plus, usé d'avoir chassé l'eau des ballasts à grande profondeur... Désarmé : la collision a démoli les torpilles offertes sur le pont à tous les chocs... Là-haut les ennemis attendent, pièces pointées, pour le coup de grâce.

Le *Monge* descend toujours. Seuls les hommes sont intacts, à leurs postes, tendus vers le chef.

— Larguez les plombs.

Une secousse. Les plombs de sécurité sont tombés. Quatre tonnes d'allègement. Mais, délesté surtout vers l'avant, le bateau se cabre et d'un seul coup le torrent d'eau de la cale reflue à l'arrière. Déséquilibré, le *Monge* lève le nez d'un tel angle que les lourds bacs des accumulateurs électriques, arrachant leurs épontilles, tombent les uns sur les autres comme des dominos chavirés et brisent les connexions qui les reliaient. Le courant coupé partout, les lampes s'éteignent.

Déchirant les gorges, des vapeurs de chlore montent de la cale où l'eau de mer entre en conflit avec l'acide que les bacs ont déversé. Dans le noir résonnent la chute et le glissement des objets qui suivent la pente effrayante du navire. Perdant l'équilibre, secoués par les commotions en touchant les tôles chargées d'électricité, les hommes glissent sur le parquet d'acier huileux. Le *Monge* s'incline encore... Puis vient un moment où choses et gens confondus sont entassés à l'arrière en un seul chaos. Les bruits alors s'éteignent...

Allons! Enfants de la Patrie...

La Marseillaise... Par soixante-dix mètres de fond... Dans la nuit... Pour quelle galerie? Qui saura jamais que les gars du *Monge* ont chanté? La tombe d'acier est pleine de leur hymne...

... L'étendard sanglant est levé...

Écoutez. Le commandant parle :

— Pas encore, mes enfants, nous remontons.

Mes enfants... Ces mots-là, Roland Morillot les disait déjà, tendrement, il y a quelques mois, alors que le *Monge* était en quarantaine, attaqué par la méningite cérébro-spinale. Morillot soignait alors lui-même et sauvait ses enfants. Il songeait peut-être à la toute petite qui vient de naître en France et qu'il n'a jamais vue... Regardez-le, cette nuit, penché sur un manomètre de plongée qu'il éclaire avec une lampe de poche, pendant que l'enseigne Appell, aussi calme que son chef, installe l'éclairage de secours, infime veilleuse et lueur d'espoir... Tenez, le bateau se redresse, l'avant doit être en surface. Morillot, qui veut voir et juger, gagne le panneau de la chaufferie, le soulève et reçoit en pleine face, comme un appel de la vie, la caresse humide et fraîche de la mer.

LA TRÈS PURE VERTU MARINE (1)

Des ombres s'agitent sur l'eau. Cinq destroyers ennemis promènent leurs projecteurs sur la mer. Près d'eux, le croiseur *Helgoland* cherche à comprendre. Il a éperonné le sous-marin par hasard, sans l'avoir vu. Et nul ne sait si le navire abordé est ami ou ennemi, mort ou vif...

Un pinceau de lumière s'accroche au *Monge* tout de suite reconnu, tout de suite canonné. Morillot referme le panneau et, tenace, ordonne :

— Aux postes de plongée. Ouvrez les purges.

Une chance de s'échapper et neuf chances de mourir... Les hommes obéissent. Mais un nouveau choc ébranle le *Monge*. Un obus vient de crever la niche du périscope qui fait partie de la coque sous-marine, de la coque résistante, laquelle doit rester intacte sous peine de mort (2) et que déjà l'abordage a terriblement disjointe. Encore une trombe d'eau. Plus de plongée possible. Le bateau coulerait comme un caillou.

— Fermez les purges, ordonne Morillot. Ouvrez les panneaux et évacuez le bord.

Les panneaux?

Faussé par un projectile, celui de la chaufferie ne s'ouvre plus. Celui de la machine est sous l'eau. Celui du kiosque est noyé depuis l'abordage. Seul peut s'ouvrir, tout à fait à l'avant du sous-marin, le panneau des accumulateurs.

Déjà les hommes de l'avant montent sans hâte, un par un, aveuglés sitôt dehors par le coup de massue lumineux des projecteurs. Une bouffée d'air frais descend, comme pour inviter tout l'équipage à quitter bien vite la boîte d'acier.

En bas, l'enseigne Appell est allé sur l'arrière chercher les

(1) « Sa Majesté le Roi, pour honorer l'acte de *très pure vertu marine* de Roland Morillot, a daigné, *proprio motu*, conférer à sa mémoire la médaille d'or de la valeur militaire. » L'ordre du jour qui se termine ainsi est signé par Louis de Savoie, duc des Abruzzes, commandant en chef de la flotte italienne jusqu'au 5 février 1917, date à laquelle il fut forcé de quitter son commandement pour des raisons politiques. Un chef dont toute la marine italienne a pleuré le départ.

(2) La coque des submersibles est double. La coque intérieure, ou coque résistante, en tôle très épaisse, est faite pour supporter les pressions de la plongée. Elle est presque entièrement enveloppée d'une coque extérieure, formée par les ballasts qu'on remplit pour s'immerger et qui, gardant leurs prises d'eau ouvertes en plongée, ne subissent aucune pression et sont construits en tôles minces.

gens des moteurs. Les voici. Traversant le poste central, ils passent devant leur chef qui, longuement, les regarde.

— Venez avec nous, commandant.

— Sauvez-vous, mes enfants, il est temps, répond simplement Morillot.

Des cris sur le pont : « Vive la France ! » C'est la réponse des premiers sortis à la canonnade autrichienne qui cesse, dès que l'ennemi comprend que les Français sont désarmés. En bas, un des hommes se trompe et veut gagner l'arrière sans issue ; Morillot l'arrête par le bras :

— Non, mon petit, pas par là, par le panneau avant Dépêche-toi.

L'homme fait demi-tour. Accoudé maintenant sur la caisse d'assiette du poste central, Morillot regarde tour à tour le grand manomètre de profondeur et la file des gens qui se dirigent vers l'ouverture. Ils auront tous le temps de se sauver, car l'aiguille tourne lentement, très lentement dans le sens de la plongée. Tout va bien. Appell, qui doit sortir l'avant-dernier, est déjà dans l'échelle, persuadé que Roland Morillot le suit.

Roland Morillot est toujours accoudé à la même place...

Plus un bruit sur le pont... Silence lourd... Les gars du *Monge* sont partis, obéissant à l'ordre donné par leur chef. A son tour à présent. On dit : « évacuer le bord » lorsqu'il s'agit de l'équipage... On dit : « abandonner son bâtiment » quand on parle du chef. Ces derniers mots-là sonnent très mal pour certaines consciences infiniment hautes. Pourtant, le commandant du *Monge* peut suivre ses hommes, la tête haute. Son navire est hors de combat. Sous le poids de l'eau qui continue de s'infiltrer par les fissures, il s'enfonce doucement, très doucement.

Trop doucement au gré de Roland Morillot...

L'exaltation de la bataille est la mère de bien des actes héroïques. Mais il est des hommes qui n'ont nul besoin d'exaltation pour nous surpasser tous. Regardez celui-ci : il est calme comme toujours. Deux hommes en ont témoigné.

Écoutez en effet. Du bruit sur l'avant... Le quartier-maître Mahé et le matelot-cuisinier Cochet sont encore là. Attardés à l'extrême pointe, occupés à fermer la prise d'eau d'un ballast restée ouverte par erreur, ils arrivent à l'échelle de sortie et, sur le point de monter, ils tournent la tête, ils voient...

Ils voient Roland Morillot toujours debout près de la caisse d'assiette. Il n'est plus accoudé. Une de ses mains a saisi la vanne de remplissage de cette caisse, laquelle permet d'alourdir le *Monge* de deux tonnes en quelques secondes, si on ouvre en grand le robinet... ou en quelques minutes, si on le décolle simplement pour avoir le temps de se sauver. De l'autre main le commandant fait un geste, signe d'adieu peut-être...

Oui. Signe d'adieu.

Cochet et Mahé sont maintenant sur le pont. Ils cherchent quelque espar pour se soutenir sur l'eau.

Soudain, brutalement, le sous-marin s'abîme sous leurs pieds. La mer aussitôt s'engouffre dans le panneau resté béant.

Roland Morillot a ouvert en grand la vanne de remplissage.

Le *Monge* a disparu. Corps et âme.

L'agonie du *Monge* et le sauvetage de ses hommes par les canots du *Czepel* et du *Balaton* n'a pas duré une heure. Seuls manquent les quartiers-maîtres Goulard et Morel noyés. Les autres vont sans tarder déguster la vengeance.

La division autrichienne n'a pas renoncé à son coup de main. Arrivée au lever du jour devant Durazzo, elle aperçoit les mâtures de quelques bâtiments à l'ancre près de terre. Mais le mouillage est défendu par toute une ligne de pâtés rocheux à l'intérieur de laquelle le croiseur *Helgoland* juge dangereux de se risquer. Il reste au large avec le *Balaton*, pendant que le *Czepel*, le *Lika*, le *Tatra*, et le *Triglav* entrent dans le port et coulent un vapeur du ravitaillement et quelques voiliers. Le tir de deux pièces de campagne interrompt soudain leur travail. Décidément, la baie est malsaine et les quatre destroyers se dirigent vers le chenal de sortie où les projectiles font barrage sur l'eau. Le *Tatra* et le *Czepel* passent quand même et s'en tirent sans dommage, mais les deux autres, voulant éviter les coups, appuient sur la gauche et s'engagent dans un champ de mines récemment mouillé par les Italiens. Le *Lika* heurte une marmite et coule à pic. Une autre mine, explosant sous le *Triglav*, noie un de ses compartiments et met ses machines hors de service.

Le *Tatra* prend alors l'éclopé en remorque et, trouvant suffisante la frottée reçue, tous les Autrichiens cinglent vers Cattaro. Mais la T.S.F. de Durazzo a donné l'alarme et toute la

journée une escadrille de croiseurs légers et de contre-torpilleurs italiens, français et anglais appuient la chasse aux ennemis malheureusement plus rapides, mais bientôt forcés d'abandonner le *Triglav* qui retarde leur fuite. D'une torpille et de quelques obus notre torpilleur d'escadre *Casque* achève l'Autrichien.

Dans la soirée, nos bâtiments ont réussi à refouler l'ennemi vers la côte d'Italie, le mettant ainsi en fort mauvais posture. Mais la division autrichienne est malheureusement encore trop loin de notre escadrille pour que celle-ci puisse tenir le contact à la nuit close. Si bien que l'*Helgoland* et ses trois compagnons arrivent quand même à s'échapper et rentrent à Sebenico, leurs soutes à charbon vides...

La marine autrichienne vient de perdre deux de ses meilleurs destroyers.

Le *Lika* a payé pour le *Monge*, le *Triglav* pour Roland Morillot. Pour Roland Morillot : « pur et noble exemple de bonté, de travail, de courage et de vaillance, tous nous l'aimions, mais combien en mille il savait nous le rendre! De toujours nous en souvenir nous faisons le serment. »

La lettre qui finissait ainsi était signée : « l'Équipage du *Monge* » et envoyée, le 20 février 1916, du camp de prisonniers de Deutsch-Gabel, à la veuve de Roland Morillot. De tels mots écrits par de tels hommes sont le plus précieux des témoignages. Tous ceux qui ont approché ce juste auraient pu les signer. La pure clarté de son âme nous éblouissait tous. La gloire suprême de donner son nom à un navire de combat était due à sa mémoire. Le sous-marin allemand *UB-26*, capturé tout vivant par le torpilleur *Trombe* en rade du Havre, le 5 avril 1916, a été rebaptisé *Roland-Morillot*. Mais, succombant à l'usure qui dévore si vite les sous-marins, le *Roland-Morillot* a été rayé de la liste de la flotte, il y a trois ans. Depuis lors, bien des sous-marins nouveaux sont entrés en service. Aucun d'eux n'a reçu le nom qu'on aurait dû inscrire à la poupe du plus grand, du plus beau, du plus fort.

La marine française tout entière attend.

PAUL CHACK.

LA NOUVELLE ÉDUCATION SENTIMENTALE

CINQUIÈME PARTIE (1)

MA BELLE ANNÉE DE RHÉTORIQUE

Ce grand chagrin ne dura pas. Une semaine plus tard, je revenais au lycée, j'entrais en rhétorique : une vie nouvelle commençait pour moi, celle de la préparation intense et continue aux concours et aux examens. Cela devenait sérieux et je ne saurais trop le redire, presque tragique pour moi. Le baccalauréat que je devais passer à la fin de l'année prenait une importance capitale, puisque mon avenir, peut-être ma vie en dépendaient. J'entrevoyais même, d'après certains propos, certaines allusions des miens, que ce n'était pas seulement ma vie qui était en jeu, et que, bientôt, j'aurais charge d'âmes. Devant ces graves soucis, mes imaginations et mes agitations romanesques de l'année précédente, mes vaines sentimentalités passaient à l'arrière-plan. J'avais complètement oublié l'aventure de Chaumont.

Maintenant, c'était fini ! Le Jardin du Rêve m'était défendu. Toutes les portes closes. J'allais devenir presque exclusivement une machine à triturer des matières scolaires. Les rares plaisirs que je prendrais à côté, j'en aurais des remords presque comme d'une mauvaise action. Désormais, je ne pourrais plus être *moi*. J'allais contredire violemment ma vraie nature, tourner le dos à ma véritable voie. Je ne pourrais plus rêver,

Copyright by Louis Bertrand, 1928.

(1) Voyez la *Revue* des 15 décembre 1927, 1er et 15 janvier, 1er février.

écrire des vers, perdre du temps! Non! plus de loisirs! jamais plus je ne connaîtrais le loisir! Je ne pourrais même plus lire pour la seule beauté et pour ma seule délectation. Sans cesse il me faudrait penser à autre chose qu'à ma lecture, à quelque chose d'ennuyeux ou d'angoissant et aussi penser aux autres... Mais, du coup, je sentis que mes vieux instincts de domination allaient rebondir. Cela semble contradictoire que le même homme ait le goût du rêve et de la contemplation, et, tout ensemble, l'ambition de dominer, c'est-à-dire, en somme, le besoin d'agir. Et pourtant, cela se rencontre assez fréquemment. Ces instincts opposés et coexistants s'arrangent comme ils peuvent. D'ailleurs, dominer, c'est encore une façon d'être solitaire, et je m'aperçois, en y réfléchissant, que la plupart des grands contemplatifs ont eu des âmes agissantes.

Mais voilà des mots bien présomptueux pour un petit lycéen qui ne vise qu'à être le premier de sa classe. Je savais, en tout cas, que, désormais, je pouvais me permettre de telles ambitions. Ma classe de seconde ne s'était pas aussi brillamment achevée qu'on aurait pu l'espérer, parce que je m'étais livré à toute espèce de vagabondages. Mais je sentais que la rhétorique allait décidément me donner l'avantage; et, pendant les vacances, aiguillonné par les leçons et les exhortations de mes parents, je m'étais livré à un labeur frénétique pour compenser mes orgies de lectures et mes débauches de poésie. D'avance, j'avais dévoré tous les manuels du baccalauréat. J'étais la machine sous pression. Je ne demandais qu'à faire du cent à l'heure...

J'eus la chance de tomber sur un professeur de rhétorique, qui, de tout son zèle, favorisa et stimula encore cette belle ardeur. C'était le fils du vieux Riquet, mon ancien maître de quatrième. Lui aussi, irrévérencieusement, nous l'appelions Riquet comme son père. De son vrai nom, il s'appelait Pol Marchal. Maintenant qu'il est mort, je tiens à le nommer, parce que je lui garde une reconnaissance qui n'a fait que s'accroître avec les années. En outre, je le considère comme un type à peu près disparu, non pas seulement à cause de son honnêteté et de sa dignité professionnelles, — j'imagine que ces qualités-là sont toujours universitaires, — mais à cause de l'idée très haute qu'il se formait de ses fonctions.

Je revois sa bonne figure rose et toute ronde, un peu joufflue,

sa chevelure abondante et légèrement bouclée. En y regardant de près, je découvre qu'il ressemblait assez au roi des Belges, à Sa Majesté Albert Ier, en sa prime jeunesse. Ces Marchal devaient être originaires de Belgique, — des Ardennes belges. Certains propos de mon professeur, dont je me souviens maintenant, tendraient à me le faire croire. Il portait d'ailleurs dans son esprit, comme dans les traits de sa figure, la marque du génie belge : certaines qualités et certains défauts qui se retrouvent plus ou moins chez nous autres, Lorrains de Basse-Lorraine. Beaucoup de sérieux, une grande bonhomie, et, avec cela, un penchant à la gouaillerie qui ne va pas sans un peu de lourdeur. Les gens de Namur et de Liége sont nos cousins germains. Cet homme sérieux était un de nos glorieux anciens. Élève du lycée de Bar, il avait, en 1867, remporté le prix d'honneur de rhétorique, prix de discours latin, au Concours général. Ainsi, une année, il avait été le premier rhétoricien de France. Sa photographie ornait les murs du parloir, à côté d'une inscription en lettres d'or, qui commémorait ce triomphe : « Prix de l'Empereur ! » Quel éblouissement pour moi, quand je contemplais ce trophée ! Et nous savions que ce lauréat littéraire était aussi un scientifique des plus brillants. Il avait été reçu dans un bon rang à Polytechnique. Mais, mécontent de ne pas figurer dans les tout premiers, il s'était rejeté sur les lettres. Reçu finalement à Normale, il en était sorti avec le titre d'agrégé de grammaire. Sa mémoire passait pour prodigieuse.

Tant de supériorités, surtout ce cumul de titres scientifiques et littéraires, nous inspiraient beaucoup de considération pour sa personne. Nous savions en outre qu'il avait du bien. D'abord sa maison de l'Acropole, comme disait son père, ce vieux logis familial bâti sur les anciens remparts de la ville et d'où l'on avait une si belle vue sur Bar, ses collines et ses forêts. Avec cela, un jardin sur la route de Véel, le jardin où le vieux Riquet passait ses jeudis et ses dimanches et où je me l'imaginais échenillant ses rosiers et recueillant le miel de ses abeilles. Ce professeur était à l'aise : il avait un joli cabinet de travail, une bibliothèque, des livres aux reliures soignées. Et nous lui savions gré de rester avec nous, dans sa petite ville, dans la maison où il avait fait ses études, sans nulle ambition de carrière, alors que ses diplômes et ses succès d'autrefois

auraient pu le désigner pour un grand lycée de province ou même de Paris. C'était une chose entendue! Nul n'ignorait que Pol Marchal finirait ses jours à Bar-le-Duc, dans sa chaire de rhétorique.

Comment s'était-il résigné à ce sort médiocre? Je crois qu'au fond, c'était un timide et un modeste. Mais je crois aussi que, tout d'abord, à sa sortie de Normale, il avait cédé à des considérations qui n'étaient ni tout à fait timides ni tout à fait modestes. C'était le brillant sujet. Il revenait, couvert de gloire et de parchemins, dans sa ville natale. Il se disait sans doute qu'il serait le grand homme de Bar-le-Duc, où les siens, d'ailleurs, étaient considérés, établis, où enfin il avait pignon sur rue. Fils de professeur, il ferait, à son tour, souche d'universitaires. Il fonderait ou il continuerait une dynastie, analogue aux dynasties parlementaires du vieux temps. Il serait le « notable » tel que Renan a essayé de le définir dans sa *Réforme intellectuelle et morale*, le bourgeois moyen et cultivé, fonctionnaire ou non, muni d'expérience, de savoir et de prud'hommie, qui a voix consultative et prépondérante dans les conseils de la cité ou les assemblées du canton... Oui! je crois bien que cet honnête idéal avait attiré ce normalien, à sa sortie de l'École. Mais il lui fallut bien vite en découdre. Il avait compté sans la malignité provinciale, la défiance jalouse des gens de petite ville à l'égard de tout ce qui dépasse le niveau commun et les mesquines intrigues des bas politiqueurs de municipe. La franc-maçonnerie, dès qu'elle l'avait pu, s'était empressée d'installer partout ses créatures. Une atmosphère de suspicion environnait les Marchal, père et fils, qui passaient pour cléricaux. Au lycée, notre proviseur, l'inconsistant Bergerot, subissait l'influence et la surveillance du maire franc-maçon, de sorte que, même dans les réunions de professeurs, Pol Marchal n'avait aucune autorité : toute initiative et toute considération appartenaient à de plats domestiques des Loges.

Alors il se renferma dans ses fonctions, qu'il se mit à chérir d'un amour exclusif. Toute sa vie, il serait professeur de rhétorique : ce qui est, en somme, un assez beau destin pour un simple agrégé de grammaire. Il représenterait les lettres, l'intelligence, la haute culture parmi ses Béotiens de compatriotes. Le professorat serait pour lui plus qu'une magistrature :

un véritable sacerdoce. Normalien, il formerait à son tour d'autres normaliens, à l'exemple de nos curés lorrains de ce temps-là, qui, pour payer leur dette au séminaire qui les avait élevés, éduquaient à leurs frais de futurs séminaristes. Lui aussi, il transmettrait le flambeau...

C'est ainsi qu'il s'occupa de moi avec une sorte de dilection apostolique. Foin du baccalauréat ! Ce n'était qu'une misère. J'y arriverais presque sans y penser, en vertu de la force acquise. Ce qu'il fallait, c'était arriver à Normale, — à Normale supérieure! Et surtout remporter le prix d'honneur au concours général! Lui, il avait eu le prix de l'Empereur, le prix de discours latin, — moi j'aurais le prix du Président de la République, le prix de discours français : c'était moins beau sans doute, mais encore très bien! Et, vers ce double mât de cocagne, nous nous mîmes en marche l'un et l'autre avec intrépidité !

* * *

Je devins son élève favori, — je puis dire son unique élève. Car il faisait la classe uniquement pour moi, pour le lauréat du grand concours et pour le normalien que, par ses soins, je devais être. Il s'agissait de démontrer aux collègues qui le jalousaient, qui même menaçaient de lui ravir sa chaire, qu'un agrégé de grammaire peut faire un professeur de rhétorique à la hauteur de toutes les tâches. Pour moi, j'étais extrêmement flatté d'inspirer une telle confiance à mon professeur. Sachant ma nervosité, mon inaptitude à préparer un concours, j'avais peur de ne pouvoir la justifier. Mais je lui rendais en affection tout ce qu'il me donnait de sollicitude. Je l'aimais. Je l'aimais plus profondément que je n'avais aimé M. Brun, mon professeur de troisième et de seconde : il me paraissait plus solide et plus sérieux. Et toutefois, il ne me semblait pas un guide très sûr. Littérairement, je suspectais son goût. Même comme préparateur purement scolaire, sa direction m'inspirait des doutes. Sa manière était-elle la bonne, du moins au point de vue pédagogique? Quant à moi, je la trouvais excellente. Mais pour les concours, était-ce le bon chemin ?... Sous prétexte de me mettre en avance sur mes futurs concurrents, il me dictait, — il dictait à toute la classe, — ses cours de l'École normale : ce qui était prématuré, ce qui sup-

posait une culture que je n'avais pas encore. Surtout, c'était beaucoup trop fort pour la majorité de mes condisciples.

Dès cette époque, je fus donc initié au fameux cours de littérature française de M. de La Coulonche. Pour la littérature latine, c'était celui de Gaston Boissier. Pour le grec, c'était M. Weil. L'histoire des antiquités classiques, la philologie et l'archéologie allemandes m'étaient révélées. J'appris à révérer les noms et les théories des Niebuhr et des Mommsen, des Ottfried Müller et des Otto Ribbeck. Ces aperçus sur l'histoire et la psychologie des peuples anciens, sur l'art aussi et même sur la géographie de ces pays enchantés, m'excitaient l'imagination, m'amusaient l'esprit, mais sans le fixer : trop de choses échappaient alors à mes prises et restaient lettre morte pour moi. Je me souviens : de tout un cours sur Pascal, — le cours de M. de La Coulonche, — il ne me resta que cette phrase : « M. Pascal, le père, s'étant démis la cuisse, fut soigné par des médecins jansénistes... » Sans la cuisse de M. Pascal, le père, j'eusse tout oublié. Mais avec mes habitudes d'imaginatif, je me représentai tout de suite, dans les vieilles rues gothiques de Rouen, par un sévère matin de verglas, M. Pascal, le père, chaussé de fortes galoches et s'étalant de tout son long sur le caniveau gelé... De même pour le cours de Boissier Je n'en retins que l'inscription, en magnifiques capitales et en latin archaïque, du tombeau de Scipion Barbatus. Sur le tableau noir, notre professeur, étant descendu de sa chaire, nous dessina pompeusement ce tombeau, qui me parut, à la vérité, assez mesquin, mais dont l'inscription, — il nous avait avertis qu'elle était en lettres rouges, peintes au minium, — me parut éblouissante et admirable... Puérilités que je ne noterais pas, si elles ne décelaient déjà ma tendance à me laisser accrocher par le détail pittoresque des choses.

Cet enseignement, un peu livresque, ne me pénétrait que très superficiellement. Le bénéfice intellectuel en était à peu près nul pour moi. Les explications d'auteurs, qui auraient dû en faire la partie la plus substantielle, ne m'apprenaient guère davantage : l'âme m'en demeurait impénétrable. Je me demande même si notre maître, cet ancien prix d'honneur du concours général, savait bien le latin, ce qui s'appelle savoir le latin ? Avec de la mémoire, on peut écrire une harangue des plus brillantes. Connaître la langue avec précision, dans ses

particularités et dans ses nuances, est une autre affaire. Je me doutais bien aussi qu'il savait très mal le grec. Mais tout cela ne m'intéressait que médiocrement. (Aveuglement funeste chez un futur candidat à Normale supérieure!) Ce qui, pour moi, était vivant dans tout ce fatras de choses mortes, ce qui me passionnait à peu près exclusivement, c'était le discours français, qui jouissait encore d'un très grand prestige et auquel mon maître Marchal m'entraînait de toute son ardeur, en vue du concours général.

Pour exciter mon émulation, il me citait en exemple notre grand ancien, Raymond Poincaré, qui avait remporté le prix de discours français et élevé cet exercice à une hauteur voisine de la perfection. Mon professeur lui-même y excellait. Seulement, il le concevait à l'ancienne mode. Il nous donnait une « matière » divisée en trois ou quatre paragraphes, — trois était la bonne mesure, — avec un exorde et une péroraison. Et, sur ce canevas, il s'agissait de faire parler n'importe qui à propos de n'importe quoi, Cincinnatus ou saint Bernard, Socrate ou le bonhomme Franklin, le tout en phrases oratoires et en idées générales. Ce que l'on disait n'importait guère : l'essentiel était de parler, de *développer* comme on disait... Je développais avec fureur, je déversais dans ces élucubrations tout le butin verbal que j'avais amassé au cours de mes lectures. Les tirades romantiques dont j'étais ivre, y trouvaient un excellent emploi. Mon professeur se montrait ravi! Quelquefois, dans son admiration, ou son indulgence, pour ces réussites d'écolier, il décrétait que mon discours était digne d'être inscrit au cahier d'honneur... Ce cahier d'honneur, c'était un gros volume relié en maroquin et doré sur tranche, que l'on conservait, comme une arche sainte, dans le cabinet du proviseur. Un garçon vous l'apportait en étude, d'un air pénétré et respectueux. Coup de théâtre! véritable événement! Et là, sous les yeux envieux ou narquois des camarades, on recopiait sa prose, d'une main que l'émotion faisait trembler...

On a critiqué fort justement ces exercices de la vieille rhétorique et je souscris, en général, à ces critiques. Pourtant il est incontestable qu'ils développaient en nous deux facultés précieuses : celle de l'analyse et celle de la composition. Dans ces exercices d'écolier, héritage de l'antique culture gréco-latine, Nietzsche reconnaissait l'indice d'une civilisation aris-

tocratique. Cela nous apprenait à voir clair dans notre pensée et à la mettre en ordre. Et, par une transition insensible, cela nous apprenait à la critiquer et à la dominer. Le barbare ne domine pas plus sa pensée que ses sensations et il en est ébloui, sinon aveuglé... Et pourtant il est trop certain aussi que ces amplifications oratoires gonflées de venteux lieux-communs, auraient eu grand besoin d'une nourriture plus substantielle. Et, puisque nous faisions parler des personnages historiques, il semble que nous eussions dû mieux connaître l'histoire L'histoire est un trésor inexploité de psychologies inconnues : psychologie des peuples, psychologie des foules, psychologie des grands individus. On a prétendu, ces derniers temps, renouveler et élargir le domaine psychologique du romancier : on s'est borné, la plupart du temps, à y introduire la pathologie ou la nosographie. Or, l'histoire, sans sortir de l'humanité normale, offre des documents infiniment plus riches et plus variés que ceux de la médecine ou de la criminologie et qui, joints aux données de l'ethnographie, pourraient rafraîchir et revivifier réellement notre conception de l'âme humaine. En particulier, la psychologie des âmes héroïques, — jusqu'ici déshonorée et rapetissée par des monographies à prétentions médicales ou scientifiques, — pourrait nous ouvrir d'autres horizons que celle de l'idiot, de l'aboulique, du dégénéré, ou du barbare, chers aux imitateurs de Dostoïevsky...

Je me hâte de reconnaître qu'un tel enseignement eût été à peu près perdu pour des lycéens de seize ans. Pourtant j'aurais aimé qu'on nous y acheminât, qu'on m'indiquât au moins des lectures vraiment nourrissantes, proportionnées à mon âge et à mon degré de culture. Notre maître Marchal me laissait aller à ma guise. Peut-être que c'était plus sage. Il est si difficile de diriger les lectures d'un enfant ou d'un adolescent! J'avoue que, pour ma part, je n'étais pas commode à conseiller. Je prétendais chercher moi-même et trouver ma pâture. Encore aurait-il fallu avoir des livres sous la main. J'ai déjà dit la pénurie de nos bibliothèques de quartier. Je savais la nôtre par cœur. J'avais pressé jusqu'à l'écorce les *Lundis* de Sainte-Beuve. Que lire, dorénavant?... Les seules lectures nouvelles que j'aie pu faire pendant cette année de rhétorique, ç'a été *les Deux Masques* de Paul de Saint-Victor et, sauf erreur, une étude du vieil Émile Deschanel sur *les Oiseaux* d'Aristophane.

Le premier de ces ouvrages était une acquisition récente de notre bibliothèque sur la recommandation de mon professeur Marchal, — et l'autre volume m'avait été prêté par un petit pion à prétentions littéraires, — un petit pion qui, je m'en souviens, se piquait de ressembler à François Ier et qui me voulait du bien. La fantaisie d'Aristophane me fut un éblouissement, comme la révélation du théâtre antique par Paul de Saint-Victor. Le goût et l'érudition de cet admirateur fanatique de Victor Hugo étaient-ils toujours très sûrs? Je ne m'en inquiétai point. Mais j'ai gardé une reconnaissance à ce brillant écrivain d'avoir excité ma curiosité autour des tragiques grecs et même, dans une très large mesure, de m'en avoir facilité l'intelligence.

***

En dehors du discours français et des exercices oratoires de la classe, j'étais donc entièrement livré à moi-même. Je ne recevais d'autre éducation que celle que je me donnais ou que m'imposait mon milieu. Mon maître Marchal me disait bien : « Lisez vos auteurs ! Apprenez-les par cœur ! Meublez votre mémoire ! » Je n'avais qu'un goût modéré pour ce mobilier. Corneille et Racine me laissaient toujours froid. Et ce qui contribuait encore à me refroidir pour eux, c'étaient les dénigrements d'un certain Paul Albert, auteur d'une *Littérature française au XVIIe siècle*, qui n'était qu'une longue diatribe contre le grand siècle et le grand Roi : livre de sectaire, que j'ai pourtant lu avec délices, parce que ce sectarisme flattait tous mes mauvais instincts juvéniles.

Ce fut sans doute pour cette raison que je m'emballai sur les *Provinciales*. Je doute fort que les plaisanteries de Pascal sur les jésuites et même ses indignations contre leur casuistique m'eussent beaucoup amusé ou beaucoup ému, si la contagion anticléricale de l'époque ne m'eût gagné, comme la plupart de mes camarades. C'était le moment où l'on ne parlait que des lois scolaires, de l'article 7 et de l'expulsion de ces mêmes Révérends pères si malmenés par Pascal. Cet illustre janséniste et son pamphlet redevenaient d'actualité. On nous avait mis entre les mains une édition de son livre préfacée par Paul Bert. C'est par ce politicien que je fus introduit à la connaissance de Pascal. Pour les *Pensées*,

nous avions l'édition d'Ernest Havet, conçue dans un esprit non moins fougueusement anticatholique.

Comment un pauvre gamin de mon âge aurait-il pu résister à de telles influences, d'autant plus qu'elles s'accordaient à merveille avec tout ce qui bouillonnait et s'émancipait en moi de bas instincts? Ces prédications de haine, tout en me blessant parfois au plus profond de mon être, réjouissaient mes oreilles. Cyniquement, on nous endoctrinait. Les livres que j'ai cités le prouvent, sans parler des propos que se permettaient certains de nos maîtres, ni de l'exemple qu'ils nous donnaient. Plus ou moins ouvertement, on nous prêchait une doctrine d'État. Les mêmes personnes qui, sous le second Empire, avaient flétri le cousinisme, qualifié par elles de philosophie d'État, ne se gênaient pas pour nous imposer à leur tour une idéologie officielle. Non seulement le sentiment religieux était atteint, mais le sens national se faussait. On nous conduisait à nier et à détester à peu près tout le passé de la France. Quand je songe que je n'ai eu, pour apprendre l'histoire de mon pays, que les tomes indigestes d'un Henri Martin! En cette année de rhétorique, je lus les deux ou trois volumes qu'il a consacrés au XVIIe siècle et au règne de Louis XIV. Les persécutions contre les protestants y tiennent une place démesurée, et tout y est arrangé pour mettre le lecteur dans un état violent et le surexciter contre les persécuteurs... Ah! comme j'étais de cœur avec les victimes! Je jetais feu et flamme contre Louvois, Louis XIV, Mme de Maintenon, Bossuet lui-même, présentés comme les auteurs responsables de ces atrocités. La matérialité des faits n'est pas contestable. Mais trop de choses me manquaient pour pouvoir les critiquer. On m'avait mis préalablement en état d'hypnose. Sans défense ni réaction possible, j'étais livré à la suggestion.

Laissons de côté ces persécutions religieuses, — lesquelles sont à jamais déplorables, — et raisonnons d'une façon générale : c'est une chose stupéfiante que, dans l'Université et même dans l'enseignement libre (par affectation de largeur d'esprit ou simplement par ignorance), notre histoire nationale ait pu ainsi être sabotée et faussée au bénéfice de quelques minorités sectaires!

Évidemment, nous autres écoliers de ces sinistres années quatre-vingt, nous étions les complices bénévoles de ces men-

songes. Saint Augustin, dans ses *Confessions*, nous raconte qu'étant étudiant à Carthage, il s'était fourvoyé dans une bande de garnements qui s'intitulaient eux-mêmes les « Démolisseurs » Nous aussi nous nous joignions aux démolisseurs, nous culbutions avec joie tout ce qui semblait devoir nous gêner C'est seulement bien longtemps après que quelques-uns d'entre nous se sont aperçus que nos dirigeants et nos maîtres avaient abusé de notre candeur et de notre ignorance, pour détruire en nous le passé tout entier, tout ce que nos pères avaient aimé, honoré et vénéré. Sans doute nos pères ont pu se tromper et tout n'est pas bon dans leur héritage. Et, d'autre part, il est puéril de se les imaginer comme des citoyens et des Français exemplaires, pleins d'amour pour leurs princes et de respect pour la religion : l'esprit révolutionnaire, anticlérical et antireligieux est de tous les temps. Mais, dans le legs confus du passé, il y a une tradition, obstinément et continûment suivie, qui a fait la force et la grandeur de notre pays. Cette tradition vitale, nos maîtres et nos dirigeants, — c'est une justice à leur rendre, — n'ont rien épargné pour la tuer en nous.

***

Un mauvais vent soufflait du dehors. Nous en étions touchés autant que des contagions du dedans. En cette année 1882, l'assaut démagogique et anticlérical était arrivé à son paroxysme. Des campagnes de presse, des conférences et des manifestations publiques entretenaient et surexcitaient l'agitation. En étude, *la Lanterne de Boquillon* continuait à circuler. Mon ami Legay s'en délectait. A ces causes de démoralisation s'ajoutait l'influence des romans naturalistes. *Nana* venait d'obtenir un succès de librairie sans précédent.

Je me souviens que, cette année-là, nous assistâmes a une conférence donnée à l'Orangerie du Parc par un certain Marius Topin, dont le nom seul est tout un programme. Terrorisé par les Loges, le proviseur Bergerot nous mobilisa et, en rangs, militairement, nous conduisit lui-même à cette réunion démocratique. Nous trouvâmes là nos pions, qui, pour la plupart, étaient fanatisés, et bon nombre de nos professeurs. (Toutefois, je n'y aperçus point mon maître Marchal.) Il y avait aussi les fonctionnaires de la ville et tous les instituteurs de la

région, inspecteur d'académie en tête : tout ce monde en service commandé, les uns venus bénévolement et même avec enthousiasme, les autres non sans renâcler et se faire tirer l'oreille : j'entendis de vieux instituteurs qui n'étaient pas contents. Ces résistances isolées se perdirent dans l'approbation et l'admiration unanimes. Ce fut un triomphe. Pendant deux heures d'horloge, l'orateur « mangea du curé » et, pour finir, par un trait de suprême habileté et d'ingénieuse hypocrisie, il glorifia, il magnifia le curé de campagne d'après le *Jocelyn* de Lamartine. Il en cita même quelques vers dans sa péroraison

Cette citation poétique emporta mes derniers scrupules J'avoue que je battis des mains, — et frénétiquement, — avec tout l'auditoire et que je revins émerveillé de cet étonnant conférencier... A seize ans, comment résister à de tels entraînements? Il suffit qu'on entende vibrer certains mots : justice, amour, liberté... Pour ces mots sonores, instantanément, on est prêt à tout casser.

C'était d'autant plus lamentable que nulle parole autorisée ne contrebalançait, pour moi, ces funestes enseignements. Il me semble, d'ailleurs, qu'à cette époque, les catholiques réagissaient très faiblement contre l'attaque. Ils n'étaient ni préparés ni armés pour cela. Reconnaissons-le franchement : le prestige intellectuel était ailleurs. Par excès de confiance et aussi, par un imprudent dédain, sinon des choses de l'esprit, du moins des lettres et des sciences laïques, ils avaient laissé ce prestige leur échapper. Et nous autres jeunes gens, nous courions naturellement à ce qui brillait, à ce qui flattait notre jeunesse et qui ne pouvait être, pour nous, que la vérité. Nul secours à attendre du représentant officiel de la religion dans notre lycée : l'aumônier, le bon abbé Hubin, enseveli dans ses études d'exégèse, continuait à disserter sur les preuves intrinsèques de l'authenticité des Évangiles et à nous citer Sérapion d'Antioche ou Flavius Josèphe, en son traité *Contra Apionem*, — morne érudition sans chaleur ni accent persuasif.

Même dans nos familles, nous ne trouvions pas toujours une aide suffisante contre la propagande antireligieuse. La plupart de nos parents distinguaient entre la religion et le cléricalisme. Du moment qu'il ne s'agissait que de cléricalisme, on jugeait inutile de partir en guerre pour le défendre, et même on approuvait communément la politique gouver-

nementale contre les jésuites. Chez mes parents et chez tous les miens, pourtant si profondément religieux, je constatais cet état d'esprit : sauf mon père, qui avait pour amis tous les curés du canton, ses anciens condisciples au petit séminaire, on avait coutume, dans ma famille, de tenir les prêtres à l'écart. On considérait cela comme une règle de prudence élémentaire, surtout dans les campagnes, et, en général, on n'attendait rien de bon de messieurs les curés.

*
* *

Il est trop sûr que, dès ce moment, la conscience religieuse était perdue chez moi. J'étais complètement *détourné*. L'éducation que l'on me donnait, ou qu'on me laissait me donner, surexcitait toutes mes concupiscences, celles des yeux et celles des sens, mais surtout l'orgueil de l'esprit. J'étais dans une ivresse de primaire. Avec le peu d'histoire que je connaissais, — et quelle histoire! celle des manuels scolaires ou des historiens partiaux du XIXe siècle, — je me croyais le droit de juger le passé. Et, parce que j'avais lu en tête des *Provinciales* une préface de politicien sectaire, je m'imaginais savoir le fort et le faible de la religion.

Et puis enfin je triomphais. J'étais le premier de la classe. L'avenir, je n'en doutais plus. Mes devoirs figuraient au cahier d'honneur et je n'étais pas loin de me persuader qu'ils passeraient à la postérité. Le samedi matin, quand le proviseur et le censeur faisaient en classe une entrée solennelle pour la lecture des places, un grand battement de cœur me prenait. Je défaillais d'angoisse et en même temps, d'un espoir obscur et tenace. Enfin, M. Bergerot, ayant rassujetti son binocle, commençait à lire :

— Premier, Perbal!

Un coup au cœur plus violent que les autres! J'avais à peine la force de me lever, selon le cérémonial d'usage. Comme ceux de Phèdre, « mes genoux tremblants se dérobaient sous moi ». Et puis, tout de suite, le choc en retour. Une suffusion de joie qui, pendant une demi-minute, me submergeait. Il y avait une telle disproportion entre la violence de mon trouble et de mes sentiments et l'humble réalité, que je ne puis me l'expliquer, encore une fois, que par cet instinct divinatoire si fort chez les enfants. Au fond, ces instants d'inquiétude

affreuse et d'exaltation intense n'étaient que la préfiguration des minutes tragiques ou heureuses de ma vie. Je les vivais déjà dans toute leur bouleversante réalité : le futur, comme le passé, n'est qu'un voile illusoire. De loin, on sent venir la fête ou les funérailles. Je suis sûr que Napoléon, à la veille de son couronnement, ne fut pas plus ému que jadis, petit élève, sur les bancs de Brienne, lorsqu'il attendait de savoir sa place en mathématiques... Mais ma joie était de courte durée. Par discipline, habitude acquise de modestie chrétienne, je rentrais bien vite dans le rang. Et, d'ailleurs, on ne me laissait pas jouir longtemps de mon bonheur. Le proviseur et le censeur me manifestaient par leurs propos ou leurs allusions qu'ils faisaient peu de cas de mes succès. Ils m'en voulaient de ne pas réaliser leur idéal du bon élève. Mon indépendance de caractère, mes tendances à l'indiscipline, dissimulées sous un extérieur de parfaite soumission, ne pouvaient que les indisposer contre moi. Enfin, à leurs yeux, je n'étais pas ce qui s'appelle un élève intelligent. Ils disaient : « C'est un bûcheur » ! opinion qui était partagée par mes maîtres d'étude. Et j'avoue que les apparences semblaient leur donner raison. Il y avait toute une partie des programmes qui m'inspirait une sainte horreur : les mathématiques, les sciences en général, et aussi l'histoire telle qu'on nous l'enseignait alors. Convaincu qu'il fallait néanmoins absorber tout cela, sous peine de mort (car enfin l'échec à un examen mettait en péril jusqu'à ma vie matérielle) j'étais obligé de fournir un effort prodigieux pour vaincre mes répugnances. C'est ainsi que, pendant les plus belles années de ma vie, je me suis condamné désespérément à d'odieuses besognes qui risquaient de m'abrutir à tout jamais. J'étais l'esclave à la meule. Et quant à celles de mes études qui me plaisaient, je m'y donnais d'un tel cœur que plus rien d'autre n'existait pour moi. Un discours français était, dans mon idée, une très importante affaire, que je prenais très au sérieux et à quoi je me livrais tout entier. Faire parler Dante, ou Christophe Colomb, ou Michel-Ange Buonarotti, quel honneur pour moi, quelle entreprise glorieuse ! Je m'y entraînais par de longues et enthousiastes lectures, par des méditations qui me mettaient dans un état réellement lyrique. On ne se prépare pas avec plus de ferveur à l'approche d'un sacrement. Le pion, me voyant ainsi absorbé et comme perdu dans une exaltation

qu'il était incapable de deviner ou même de comprendre, disait comme tout le monde : « C'est un bûcheur ! »

A quelque temps de là, je passai par les mains du coiffeur de l'établissement, le célèbre père Goudon, de qui la longue silhouette osseuse est facilement reconnaissable en maints romans d'André Theuriet. Cet artiste capillaire se piquait d'être très fort en cranioscopie. Je ne sais quelle bosse il découvrit sur mon crâne en m'administrant une friction, mais le fait est qu'il me prophétisa les plus éclatants succès. J'en conclus que je serais reçu au baccalauréat et qui sait ?... peut-être même, plus tard, à Normale supérieure !... De sorte que ce dernier trimestre s'acheva, pour moi, dans une douce atmosphère d'optimisme et dans une vague rumeur de gloire, annonciatrice de la distribution des prix.

***

La prédiction du père Goudon se réalisa. Je fus reçu demi-bachelier, et couvert de couronnes en papier doré ! Parmi mes livres de prix, il y avait une charmante édition de Racine, en cinq volumes, de chez Lemerre, avec une très jolie préface d'Anatole France : c'est le plus aimable cadeau que m'ait jamais fait l'Université. Enfin, je fus embrassé autant qu'on peut l'être par ces messieurs de la Préfecture et, — grand honneur pour moi ! — par l'un des frères Develle, député de l'arrondissement, et qui même devait être déjà ministre, — au moins ministre des Postes et Télégraphes, pour commencer... Ainsi, je retournai dans ma famille assez content de moi.

Il n'y avait pas de quoi. Si j'eusse fait avec sévérité mon examen de conscience, — si j'eusse été capable de le faire alors, — je n'aurais certainement pas été très fier. Je venais de terminer, comme on disait en ce temps-là, mes « humanités ». Quel était donc le bilan de mes humanités ? Qu'est-ce que j'étais devenu après ces quatre années d'internat ?

Physiquement, je restais toujours fort gringalet. Le régime anémiant du lycée ne me réussissait pas. Au moral, je ne valais guère mieux. En moi, les grandes sources étaient taries, celles de l'émotion lyrique, comme celles de l'émotion religieuse. Toutes mes communications étaient coupées avec le plan surnaturel, et dans l'ordre purement littéraire et imaginatif, comme dans ma vie quotidienne, mon penchant au rêve

et à la contemplation s'affaiblissait de plus en plus. Je m'enfonçais dans le monde opaque des sens et de la sensation et, par l'abus de la rhétorique, j'en arrivais à me payer de phrases sonores et à m'éblouir de mots brillants. Je commençais à me défier de l'enthousiasme comme du lyrisme. J'entendais répéter autour de moi qu'il n'y avait de sérieux et de vraiment estimable que la critique. Au nouvel an de 1882, — anniversaire de la naissance de Victor Hugo, — mon maître Marchal nous lut en classe un à-propos, composé par « monsieur Renan », à la louange du patriarche de la poésie. Et la conclusion de cette lecture, ce fut qu'un grand critique est fort supérieur à un grand poète, et que la belle prose l'emporte par la profondeur de la pensée, et quelquefois par le rythme, sur les plus beaux vers. Aussi je n'en écrivais plus guère, peut-être parce que j'avais conscience de mon infériorité poétique, et que je sentais l'instrument rebelle sous mes doigts. Intellectuellement, j'avais joui d'une extrême liberté, et c'est ce que j'ai toujours aimé dans l'Université de mon temps : cette parfaite indépendance de l'esprit. Mais elle allait jusqu'à l'anarchie. Aucune direction, aucune action sur moi. Ces classiques, dont on me rebattait les oreilles, je ne les comprenais toujours pas. En réalité, je ne savais ni grec ni latin, ces deux langues mortes ne m'ayant jamais été enseignées méthodiquement. Ce que j'en savais était pur psittacisme, et j'allais assez prochainement en faire la douloureuse découverte.

Avec cela, nulle idée élevée : on parlait bien de « la catégorie de l'idéal », mais on ne savait trop ce que cela voulait dire. Nulle idée même de nos devoirs, sinon indirectement, par le hasard de nos lectures. L'enseignement moral n'existait pas, — rien de ce qui touche au savoir-vivre et à la civilité rudimentaire : il était comme entendu que nous n'avions pas d'âmes, et que nous vivrions toujours en vase clos, comme au lycée, sans contact avec le monde extérieur et les autres humains. Et ainsi la vertu, les beaux sentiments, m'apparaissaient comme des élégances, de pur dilettantisme littéraire. C'était quelque chose de facultatif, une simple parure à l'usage des personnes distinguées. La morale sans obligation ni sanction faisait alors ses débuts dans le monde universitaire. Nul stimulant à l'action. Le patriotisme lui-même, — dont on avait

tant abusé pendant toute la période précédente, — le patriotisme était en baisse.

En somme, j'avais déçu en partie les ambitions que mon professeur plaçait sur ma tête : je n'obtins pas même une mention au concours général. Il est vrai que le sujet proposé avait été, pour moi, une véritable surprise. C'était un discours académique. Nous avions à faire la réponse de l'abbé de Caumartin à l'évêque de Noyon, un Clermont-Tonnerre, tout glorieux de son importance et tout bouffi de sa noblesse. Le discours qui fut réellement prononcé, à cette réception, par le spirituel abbé, amusa, paraît-il, la ville et la cour. Plein de fines épigrammes et d'allusions piquantes, ce morceau est un modèle du genre : le vaniteux prélat y est, d'un bout à l'autre, persiflé en sourdine. Je n'avais pas été entraîné à cet exercice et je n'ai jamais eu beaucoup de goût pour cette sorte de tournoi littéraire, où le dernier qui parle a tous les avantages. Ce fut mon premier échec académique.

Mais le baccalauréat m'avait fourni une revanche des plus honorables. J'étais allé le passer à Nancy, notre chef-lieu universitaire. Et ç'avait été, pour moi, l'occasion de visiter plus en détail l'ancienne capitale du duché de Lorraine. Les beautés de cette charmante ville ne me frappèrent que médiocrement : là encore, l'entraînement me manquait. Je ne fus sensible qu'aux défauts de Nancy. Il est vrai qu'en ces lointaines années, il ne ressemblait guère à la grande ville industrielle, commerçante, artiste et savante d'aujourd'hui. C'était la capitale déchue, somnolente et hautaine, à l'aspect arriéré et vieillot, l'air d'un grand village qui se dépeuple. J'étais descendu dans un petit hôtel minable de la rue Stanislas, proche la Bibliothèque, en face du lycée et de la statue de Mathieu Dombasle. Cela s'appelait *l'Hôtel du Nord*. La petite maison basse existe encore, à l'angle d'une rue qui conduit au Cours Léopold. Ce pauvre logis, sur cette longue rue tirée au cordeau, où l'on ne voyait plus un chat après huit heures du soir, l'aspect à la fois étriqué et prétentieux du bâtiment où nous passâmes nos examens et qu'on appelait pompeusement le Palais des Facultés, — tout cela me chagrina dans mon patriotisme local. Du moment que Metz était devenu allemand, j'aurais voulu que Nancy fût à cent piques au-dessus. Et voilà que j'y constatais une fois de plus la mesquinerie et la stagnation françaises. Je trouvais que cela manquait

non seulement de magnificence, de richesse étalée, mais de vie, de mouvement, d'activité joyeuse et débordante. J'avais envie de crier aux nôtres : « En avant! En avant! Vous ne voyez donc pas que vous allez vous laissez distancer par le voisin? Êtes-vous donc résignés à végéter et à mourir?... »

Ces impressions pénibles s'évanouirent rapidement dans la joie du succès : je fus reçu brillamment à mon examen. Ma famille n'en demandait pas tant : il lui suffisait que je fusse bachelier. Mon père en conçut une telle satisfaction que, pour me récompenser, il m'emmena faire un tour en Alsace et en Rhénanie : le voyage des bords du Rhin, comme on disait, était encore une tradition dans nos familles.

On me pardonnera d'insister sur quelques menus incidents de cette excursion en territoire ennemi : ce voyage n'eut rien d'extraordinaire et n'ajouta pas grand chose à mes admirations, mais il me permit de prendre conscience de sentiments restés, jusque-là, fort troubles, enfin de me situer, moi Lorrain, en face de l'Allemagne et des Allemands.

* * *

Pourquoi mon père avait-il choisi de me mener en Allemagne? Il y avait d'abord la tradition que j'ai dite : le voyage des bords du Rhin, qui était un tour classique pour nous autres Lorrains et qui indique une certaine pente naturelle vers la Rhénanie. Mais il y avait autre chose aussi. On était encore tout près de 1870, de cette défaite qui avait si fortement frappé les gens de mon pays. On n'en était pas encore remis. Et certainement, dans les préoccupations de mon père, comme dans celles de beaucoup de Lorrains de ce temps-là, entrait la crainte plus ou moins avouée que nous eussions à subir prochainement une nouvelle invasion du vainqueur. Alors, n'est-ce pas, il fallait bien connaître l'ennemi et, qui sait, hélas! se préparer peut-être à quelque chose de pis. C'est avec cette crainte secrète qu'il m'avait fait donner des leçons d'allemand pendant toute mon année de rhétorique. Sans doute il voulait s'assurer qu'il n'avait pas perdu son argent.

Nous partîmes de Metz. Et je ne sais plus par quel hasard mon camarade Barotte, qui sans doute excursionnait dans les environs, se joignit à nous. Si je mentionne ce détail sans importance, c'est pour montrer avec quelle avidité curieuse et

exclusive je me livrai aux émotions de ce voyage. Pas un seul instant, Barotte, pour lequel j'avais cependant une amitié très vive, ne compta pour moi. Il fut à nos côtés comme s'il n'était pas. Plus rien n'existait que ce que je voyais ou ressentais. J'étais tout entier dans la sensation ou l'idée du moment. Et ainsi je vis très bien ce que je devais et pouvais voir, à ce moment de ma vie, à cette étape de mon développement. Les choses d'art, les grands spectacles de nature, — tout ce qui devait par la suite, m'enchanter et me passionner, — tout cela me laissa à peu près indifférent. Tout de suite, instinctivement, nulle lecture ne s'interposant entre ma vision et les choses, j'allai à l'essentiel, à ce qui intéressait directement ma vie, mon avenir de jeune Lorrain de la frontière, sans cesse sur le qui-vive. Ce que je rapporte ici, ce sont les impressions candides d'un adolescent qui, à bien des égards, est encore un petit garçon.

Et d'abord, à Metz, avant même de monter en wagon, dès la salle des Pas-perdus de la nouvelle gare, je fus très ébloui par le spectacle de la force et de la prospérité allemandes. Cette gare, qui existe encore, a été remplacée par le mastodonte de pierre qui a défié victorieusement nos avions pendant toute la dernière guerre. Elle paraît petite à côté de cette bâtisse colossale. Mais, par comparaison avec la mesquine petite gare française, dont elle avait pris la place, nous la trouvions fort imposante. Les architectes teutons avaient voulu faire énorme et somptueux pour étonner le vaincu. Je me rappelle que ce gros luxe de pacotille me choqua, tout en m'inspirant une sorte de crainte respectueuse. Mais ce qui me frappa le plus, outre les dimensions spacieuses de l'édifice, ce fut l'extrême animation qui remplissait les corridors et les salles d'attente, toute cette humanité attablée devant des pots de bière et des monceaux de charcuterie et qui donnait l'impression d'une marée envahissante et irrésistible. En wagon, le velours rouge des capitonnages tout neufs excita mon admiration. J'en conçus du mépris pour notre vieux matériel français aux tentures de drap râpé et grisâtre. Et je m'ébahissais devant tout un confort encore inconnu en France : l'éclairage au gaz des compartiments, la petite table pliante pour le repas ou la lecture, les cendriers de cuivre pour les gros cigares de Germanie. A chaque pas, mon admiration grandissait, mais il s'y mêlait une invincible tristesse. Comme à Nancy, j'étais consterné de voir que les

nôtres ne faisaient pas aussi bien que ces Allemands maudits.

Nous fîmes halte à Niederbronn, petite station thermale, à la limite de l'Alsace et de la Lorraine, au fond d'une vallée boisée, qui est une des plus pittoresques de cette région montagneuse et forestière. Niederbronn est une charmante villégiature d'été. Mais, dans mon impatience de voir Strasbourg, je donnai peu d'attention à tant de beautés aimables.

Strasbourg pour moi était une ville de légende. Depuis ma plus tendre enfance, j'en avais tellement entendu parler par ma mère, par mes tantes, par ma grand mère! Un de mes oncles, personnage romantique, mort prématurément, y avait été étudiant en médecine et y avait fait mille folies dont on parlait, en baissant la voix. Mon imagination enfantine s'était si souvent promenée dans ce Strasbourg de rêve! La Robertsau, le Contades, le Broglie, la rue de la Mésange, la rue de la Nuée bleue, tous ces beaux noms m'étaient comme un chapelet mélodieux que je ne me lassais pas d'égrener. La rue de la Nuée bleue surtout me laissait rêveur. Cette Nuée bleue, qu'est-ce que cela pouvait bien être? De fuyantes féeries se levaient dans ma pensée, rien qu'à prononcer ces deux mots enchanteurs... La cathédrale elle-même, je m'en faisais une idée très précise, pour l'avoir longuement contemplée à travers la lentille d'un calorama, jouet venu sans doute de Nuremberg et dont une parente, habitant alors l'Alsace, m'avait fait présent. Ce calorama, qui a été ma première invitation au voyage, mérite ici un mot de reconnaissance. C'était une chambre noire ayant la forme d'une église, — une église allemande au clocher bulbeux et à la façade en dentelle, du plus beau gothique flamboyant. Dans la rainure du fond, on glissait un cadre colorié doublé de papier jaune, on appliquait son œil à la lentille qui figurait la grande rose du portail et, dans les ténèbres de cette boîte magique on voyait surgir le Grand canal ou Saint-Marc de Venise, le Dôme de Milan, Saint-Pierre de Rome, la cathédrale de Strasbourg avec ses bas-côtés aux verrières de pierreries, qui chatoyaient comme un doux feu d'artifice de couleurs dans la noirceur opaque des murailles gothiques.

Toutes ces belles images, tous ces souvenirs puérils s'éclipsèrent instantanément au choc de la réalité. Dès la descente du train, je fus pris par de tout autres spectacles. Ce Strasbourg

de 1882 différait sensiblement du Strasbourg d'aujourd'hui. Mais pour moi ce fut la révélation de la grande ville moderne, industrielle, affairée et bruyante. Paris même ne m'a pas produit une pareille impression. Les éclairages nocturnes des principales artères strasbourgeoises jetèrent dans le ravissement le naïf petit collégien que j'étais. Le Broglie avec son double cordon de lampadaires, et, dans le fond, le portique illuminé du théâtre, c'était, à mes yeux, une magnificence dont je ne me lassais point. Chaque soir, en rentrant au vieil *Hôtel de Paris*, où nous étions descendus, je m'arrêtais sur le trottoir pour contempler les lumières du Broglie. Je crois bien que je ne vis rien d'autre à Strasbourg. Notre hôtel s'ouvrait rue de la Mésange, à deux pas de cette rue de la Nuée bleue, dont j'avais tant rêvé et qui me fut une cruelle désillusion. Les vieux monuments ne me dirent à peu près rien. On ne m'avait pas appris à admirer les choses du passé. Je ne vis rien du Strasbourg monumental, ni le palais des Rohan, ni l'église Saint-Thomas, ni Saint-Pierre-le-Jeune, ni les vieilles maisons de la place Gutenberg ou de la place du Corbeau, — pas même la cathédrale : je l'avais vue trop belle à travers la lentille de mon calorama de Nuremberg ! Je ne remarquais que ce qui était insolite pour mes yeux d'adolescent, ce que je ne voyais pas de l'autre côté des Vosges : l'activité moderne, l'esprit de nouveauté et d'entreprise, la vie large et dépensière qui constrastait si fort avec la lésinerie française, le goût des bâtiments vastes et commodes, quand ils n'étaient pas colossaux. A côté de la nouvelle gare allemande, que l'on construisait alors, l'ancienne gare de la compagnie de l'Est, exiguë et ladre d'aspect, me causa, comme à Metz, une véritable humiliation.

Enfin le pullulement et l'étrangeté des uniformes allemands excitaient en moi un sentiment voisin de l'admiration. Je trouvais que ces costumes militaires avaient quelque chose de plus sérieux, de plus sobre et, en même temps, de plus élégant et de plus martial que la tenue de nos officiers. Et puis, pour l'enfant romantique que j'étais alors, toute cette figuration guerrière, c'était de la couleur locale, de l'exotisme. J'étais atteint de la même dépravation esthétique que nos écrivains de 1830, qui admiraient les Arabes d'Algérie, égorgeurs et bourreaux de nos troupiers, à cause des beaux plis de leurs burnous. Pourtant, je ne pouvais pas oublier que je fou-

lais les pavés d'une ancienne ville française. Certains regards haineux, certaines intonations ou certaines façons brutales ou grossières que je remarquais chez ces brillants officiers réveillaient mon aversion pour les envahisseurs de mon pays. Alors je me trouvais dans un état bizarre, une pénible indécision d'âme et d'esprit, où se mêlait une sincère admiration pour une civilisation matérielle et pour une activité que j'aurais voulu voir passer chez nous, et, avec cela, un mépris pour l'oppresseur, pour sa force arrogante et vulgaire, un besoin de le dénigrer et de le ravaler, enfin un violent désir de revanche, qui n'avait d'égale que la conscience de mon humiliation.

Cette indécision se dissipa au contact des vieux Français de Strasbourg à qui nous rendîmes visite. Il y avait des familles strasbourgeoises avec qui la mienne entretenait des relations peut-être plusieurs fois séculaires : nos fournisseurs de houblon en particulier. C'est ainsi que nous fûmes reçus chez un de ces puissants négociants, avec toute la cordialité et toute l'opulence alsaciennes : table plantureuse, vins pétillants et parfumés du terroir et, — ce qui nous toucha plus que toutes ces délicatesses de bouche, — au-dessus du gros poêle de faïence qui occupait le fond de la salle à manger, deux drapeaux français entrecroisés. On nous assura qu'ils n'étaient pas là seulement à notre intention, mais que, depuis l'annexion allemande, ils occupaient en permanence cette place d'honneur, au-dessus du poêle, qui devenait ainsi une sorte d'autel de la patrie absente... Plusieurs soirs de suite, nous dînâmes dans une brasserie de la rue de l'Outre, à deux pas de la place Kléber, établissement fréquenté alors uniquement par les Français. Là, on nous conta les bons tours que les étudiants strasbourgeois jouaient à la police allemande et, — par les nuits sans lune, tous becs de gaz éteints, — leurs monômes autour de la statue de Kléber. Alors, je compris qu'il y avait, en ce pays, quelque chose de plus fort que le vainqueur, et que celui-ci ne dompterait jamais.

Après cela, ce fut l'Allemagne elle-même, l'Allemagne chez elle et non plus seulement campée en pays conquis. Nous franchîmes le pont de Kehl, nous traversâmes Carlsruhe et Mannheim, pour aller coucher le même soir à Heidelberg, et nous terminâmes par Bade ce modeste tour. De la figure des lieux, des beautés du paysage ou des monuments, il ne m'est, pour

ainsi dire, rien resté. Rien ne m'émut, ni ne m'émerveilla. Je le répète : je n'étais pas mûr pour comprendre les choses d'art. Et puis la seule pensée d'être en pays ennemi me réfrigérait. Malgré toutes les tirades des *Burgraves* dont j'avais la mémoire pleine, je ne pus m'intéresser même à la pittoresque ruine du Vieux-Château d'Heidelberg Je me souviens seulement de mes éblouissements, lorsque le train stationnait dans les grandes gares violemment éclairées à la lumière électrique. Je n'avais encore rien vu de pareil en France. Cette extraordinaire intensité lumineuse me paraissait la chose la plus magnifique du monde. Et j'en concevais naturellement beaucoup de considération pour un peuple qui avait le moyen de s'éclairer si fastueusement. En même temps, j'étais frappé de plus en plus par la prodigieuse activité industrielle de cette région, par la vie intense qui remplissait même les plus petites villes rhénanes. Là, au moins, on vivait, on agissait, comme si on était les maîtres de l'avenir ! Quelle différence avec nos mornes sous-préfectures lorraines ! Mes humiliations continuaient. La pire, pour moi, fut de me révéler, devant mon père, complètement nul en conversation allemande. Moi qui lisais Henri Heine dans le texte, j'étais incapable de demander une chambre à l'hôtel. Au lycée, on m'avait appris l'allemand comme une langue morte.

De cette randonnée trop rapide, je n'ai gardé que les deux souvenirs que voici. Ils ne sont pas précisément très gais, mais les deux menus faits auxquels ils se rapportent produisirent sur moi une impression profonde. A Heidelberg, à la devanture d'une librairie, je vis une grande photographie qui représentait, juxtaposées, quatre figures officielles, le tout surmonté de la couronne impériale. Cela commençait par un visage barbu de vieillard pour finir par une petite frimousse grimaçante de bébé et cela s'appelait : *die vier Kaiser* : les quatre empereurs. C'était toute la famille des Hohenzollern en ses quatre générations alors vivantes, à savoir : le vieil empereur Guillaume Ier, son fils Frédéric, son petit-fils, le futur Guillaume II, et enfin son arrière-petit fils, le Kronprinz. Certes, je contemplai sans tendresse ces effigies prussiennes. Mais je ne pus m'empêcher de faire un triste retour sur nous-mêmes ! Eux, ils avaient quatre empereurs ! Nous autres, où étaient nos chefs ?

La vue de cette photographie me causa une peine infinie. Quelques jours plus tard, à Bade, nous circulions, mon père, Barotte et moi, devant les cloisons de verre d'un aquarium, lorsque nous rencontrâmes un couple étrange de vieillards, dont l'apparition me stupéfia comme celle de deux fantômes : lui, en tenue de général, ressemblait au vieux de Moltke, tel que l'a popularisé la gravure, — visage rasé et tout mangé de rides, expression austère et quelque peu renfrognée, le buste maigre serré dans une redingote militaire de couleur sombre, la croix de commandeur à la cravate. Elle, presque aussi grande que lui, en robe montante, broche au corsage, et coiffée d'un invraisemblable chapeau-cabriolet comme on en portait sous Louis-Philippe. L'air glacial de deux bourgeois luthériens qui sortent du prêche. De quelle Poméranie lointaine et arriérée nous arrivaient ces deux phénomènes ?... A la vue du chapeau-cabriolet et de l'accoutrement archaïque de la vieille dame, je ne pus retenir un petit éclat de rire, ni m'empêcher de me livrer avec Barotte à quelques plaisanteries innocentes sur ces deux revenants de la vieille Allemagne. Mais la vieille dame et le vieux général qui, sans doute, avaient compris mes moqueries, se retournèrent tout à coup, se plantèrent devant nous comme deux monuments de la Victoire et ils nous écrasèrent de tels regards que, pour ma part, j'en restai pétrifié. Je fus surtout frappé par la figure de la vieille dame, son œil bleu, si dur, l'expression de majesté offensée et de sévérité méprisante, le pli de rigidité et de discipline impitoyable qu'il y avait dans sa physionomie comme dans sa mise surannée. L'Allemagne protestante et militaire qui nous avait vaincus, la Prusse personnifiée, dans toute sa raideur mécanique, était là devant moi. Je sentis cela instantanément. Mon cœur de petit Lorrain bondit dans ma poitrine : subir le joug de ces gens-là! Jamais! jamais!...

Je ne me doutais pas qu'en rentrant au lycée et pendant de longues années encore, j'allais, plus que jamais, sentir peser sur mon esprit, sur mon avenir et sur tous mes espoirs, l'épée de la nation victorieuse.

LOUIS BERTRAND.

(*A suivre.*)

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

II[1]

L'ÉTÉ DE 1912

I

Après avoir achevé le tour des ambassadeurs, j'ai rendu visite à mes collègues, les ministres plénipotentiaires. Parmi eux je retrouvais de vieilles connaissances de Bucarest, tout d'abord le ministre de Roumanie, M. Beldiman, qui représentait depuis longtemps le gouvernement du roi Carol à Berlin. De l'incident d'Agadir, il ne s'était pas beaucoup inquiété; il n'avait d'yeux que pour l'Orient méditerranéen, où s'éternisait l'état de guerre entre la Turquie et l'Italie. Il se demandait avec anxiété si l'objectif du gouvernement de Rome n'était pas de s'emparer successivement de toutes les îles grecques et d'y arborer son drapeau. Il me dit tenir d'un renseignement sûr que 20000 hommes de troupes italiennes étaient concentrés à Rhodes à cet effet. Aussi appréhendait-il une prochaine fermeture des Dardanelles pour toute la durée des hostilités. Ce serait la ruine du commerce roumain qui vivait surtout de l'exportation des blés du Danube, une intervention certaine des grandes Puissances dans le conflit et des complications de toute nature dans les Balkans, car il ne fallait pas tabler indéfiniment sur la sagesse des États balkaniques en présence des embarras et de l'impuissance de la Turquie.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

M. Beldiman se plut à m'initier, en ami, aux rouages occultes du gouvernement impérial; le monde diplomatique de Berlin en méconnaissait généralement l'importance et le fonctionnement. Au nombre de ces rouages était le cabinet militaire de l'Empereur, dirigé par le général von Lyncker. Quel pouvoir secret et indépendant et quelle influence ce personnage redouté ne possédait-il pas, lui de qui dépendait l'avancement de chaque officier, car l'Empereur ne signait de promotion que sur l'avis favorable qu'il émettait? Le général von Lyncker était un homme presque invisible aux étrangers, caché dans l'ombre du Kaiser et dans l'accomplissement de ses fonctions.

L'obscurité qui enveloppait les chefs de l'armée, sur quoi M. Beldiman éveilla, le premier, mon attention, et le silence qui régnait autour du grand État-major général, autant de mystères troublants et impossibles à pénétrer par un diplomate pourvu seulement d'une curiosité professionnelle. Là, — nous l'avons appris plus tard à nos dépens, — bien plus qu'à la Wilhelmstrasse, résidaient l'avenir de l'Europe et le destin des années qui allaient s'ouvrir. Que de fois, en passant devant le bâtiment rouge du Kœnigsplatz, siège du grand État-major, me suis-je demandé ce qui s'élaborait derrière ces hauts murs de briques à l'aspect rébarbatif d'une forteresse, où veillait l'âme guerrière de la Prusse, et quel empire cette âme était capable d'exercer sur celle de l'impressionnable Guillaume II!

J'ai eu plaisir aussi à revoir à Berlin le baron Gevers, ministre des Pays Bas, avec qui nous nous étions liés d'amitié, ma femme et moi, à Bucarest, diplomate d'une culture très germanisée du fait de l'éducation qu'il avait reçue dans la ville de Bonn et de l'air qu'il y avait respiré, mais aussi bon Hollandais que sa gracieuse souveraine, dont la fière indépendance sut toujours résister aux avances de la cour impériale. La croissance démesurée de l'Allemagne n'alarmait nullement le baron Gevers. Que cette géante se sentît trop à l'étroit dans son cul-de-sac de la mer du Nord et qu'elle jetât des regards de convoitise sur les grands ports du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, cette crainte ne travaillait pas son esprit, quoique la Hollande ne fût pas protégée, comme la Belgique, par le rempart conventionnel d'une neutralité garantie.

Un tel sentiment de sécurité à l'égard de notre colossale

voisine faisait mon admiration et mon envie. J'aurais voulu savoir s'il était partagé par le ministre d'un autre pays, le Danemark, exposé également à ce formidable voisinage. Mais le ministre danois, M. de Hegermann Lindencrone, se préparait à quitter définitivement Berlin, après une longue carrière, au cours de laquelle il avait épousé une des élégantes de la fin du second Empire, choyée à la cour des Tuileries sous le nom de Mme Moulton. Qu'il eût été intéressant pour moi de feuilleter avec elle les souvenirs, qu'elle a publiés quelque temps après (1)! Le comte Carl de Moltke qui vint remplacer son mari, jeune encore de visage et de tournure, avait débuté dans la marine, avant de bifurquer dans la diplomatie, et fait un stage sur un vaisseau de guerre français. A cause sans doute de son ancienne camaraderie avec des officiers de la République, il se montrait très réservé en politique et n'aimait pas à parler de la possibilité d'un conflit entre l'Allemagne et la France.

II

Un conflit entre l'Allemagne et la France! Resterait-il toujours sur nous à l'état de pesanteur et d'oppression, comme certains orages qui couvent dans un ciel lourd de nuées? Cette pensée ne me quittait pas depuis mon arrivée à Berlin. Après les diplomates étrangers, je résolus d'interroger sur ce sujet brûlant des Allemands, ceux du moins avec lesquels j'étais entré tout de suite en relations.

J'avais comme banquier la maison Bleichröder, dirigée par M. Paul von Schwabach, dont le père avait été l'associé du vieux Bleichröder, ami de Bismarck. Mme Schwabach mère, femme d'un esprit très distingué, tenait un des salons les plus fréquentés par le corps diplomatique et s'était convertie au catholicisme sous l'influence de la princesse Antoine Radziwill, née de Castellane, avec qui elle était intimement liée.

M. Paul von Schwabach, admis, malgré son ascendance israélite, à faire son service militaire dans la garde, anobli par Guillaume II, invité à la table impériale, était un financier très bien en cour. Quand j'abordai avec lui le terrain de la politique

(1) *In the courts of memory*, par L. de Hegermann Lindencrone.

étrangère, je m'aperçus vite qu'il répétait, comme un phonographe bien appris, ce que m'avait dit Kiderlen : aucune intention agressive de l'Allemagne dans l'affaire d'Agadir, aucune menace de guerre dans le futur au sujet du Maroc, quoique M. Paul von Schwabach ne mît pas en doute que la France n'y tiendrait pas ses engagements. Il me raconta qu'il s'était rendu plusieurs fois à Paris, aux moments critiques de l'année précédente, afin de rassurer la finance française et en particulier les Rothschild, qui avaient Bleichröder comme correspondant, sur l'issue des négociations engagées à Berlin. Ce qu'il omit de me dire, c'est qu'en 1911 la haute banque allemande n'était pas préparée à soutenir le gouvernement impérial dans une guerre européenne; elle manquait de réserves, comme l'armée manquait des engins dont elle fut amplement pourvue dans la suite. Je n'obtins de lui aucune lumière pour éclairer ma lanterne dans les investigations discrètes que je poursuivais.

Je ne réussis pas mieux auprès des frères Mendelssohn, Robert et Franz, qui gouvernaient avec leur cousin, M. Paul von Mendelssohn-Bartoldy, la célèbre maison du même nom, faisant office de banquier pour le gouvernement russe et chargée du service de ses emprunts. Ils avaient eu une mère française, et du sang maternel provenaient, je pense, leurs sympathies pour la France, sa civilisation et ses artistes. L'aîné, marié à une Italienne, artiste elle-même de grand talent, est mort prématurément pendant la guerre, après avoir été un ami fidèle de M. Cambon. Le cadet était notre consul général à Berlin, nature franche et ouverte, cœur charitable et généreux, sincèrement attaché à la Belgique. Ces aimables gens, les meilleurs Allemands que j'aie connus, pacifistes par intérêt et par conviction, refusaient de croire à l'imminence d'une brouille sanglante entre la Triple Entente et la Triplice, qu'ils considéraient comme une erreur d'un autre âge, comme une calamité indigne du temps présent. Cet optimisme sentimental donnait peu de poids à leur opinion. Qui n'écoute en politique que la candeur ou la générosité de ses illusions risque d'être un mauvais prophète.

M. Franz von Mendelssohn m'offrit obligeamment de me mettre en relations avec la société qu'il recevait dans le quartier du Grunewald, lieu de résidence de quelques riches Ber-

linois. Il s'y était fait construire une villa somptueuse et de bon goût, où des œuvres d'art anciennes voisinaient, non sans surprise, avec des toiles audacieuses de l'école française contemporaine. J'y fus invité à deux dîners, arrosés des crus les plus fameux de France et d'Allemagne et auxquels prenait part une nombreuse assistance. La soirée était consacrée à un concert instrumental, où notre amphitryon, excellent musicien comme tous les membres de sa famille, faisait sa partie sur le violoncelle. Elle s'achevait par un souper froid, la bière alternant avec le vin blanc, préparé dans une cave de style vieux allemand, à l'imitation des « Keller » qui s'entr'ouvrent sous les hôtels de ville hanséatiques. Un souper après un pareil dîner! Il n'y avait pas là de quoi effrayer des estomacs germaniques.

Les Mendelssohn, conscients de leur valeur, n'ont jamais sacrifié au snobisme. Ces magnats de la haute bourgeoisie berlinoise ne recherchaient pas la noblesse. Ils aimaient à s'entourer de leurs pairs, financiers et industriels, et d'une élite composée de savants et d'artistes, ayant pour prototype Son Excellence le professeur von Harnack, recteur de l'université de Berlin. C'était pour moi une bonne fortune que de voir de près ces célébrités. Remarquables, les amis des Mendelssohn l'étaient à plus d'un titre, mais il me parut qu'ils avaient d'eux-mêmes une très fière opinion, comme s'ils constituaient le sel de la terre, selon une expression chère à leur Empereur, comme si les sciences et les arts étaient un Olympe, accessible surtout à des demi-dieux allemands.

Notre consul général me rendit un service plus signalé que celui de m'introduire dans ce cénacle, ce fut de m'aider à trouver un hôtel pour y caser ma légation. Mon prédécesseur s'était contenté d'un appartement assez modeste qui ne répondait pas à mes goûts. Destiné à vivre nombre d'années à Berlin, j'étais bien décidé à m'y plaire, à l'encontre de quelques-uns de mes collègues, et à m'accommoder de mon mieux à la vie allemande, mais c'était à la condition d'être bien logé, de jouir du confort et de l'espace nécessaires à mon existence familiale et aux exigences d'une certaine représentation. Rien de plus difficile que de rencontrer cet idéal à Berlin, soit dans les prétentieuses bâtisses des quartiers neufs, soit dans les maisons mal distribuées de la vieille ville. Aussi rêvais-je d'un hôtel

plutôt que d'un appartement. Avant mon départ, M. Davignon m'avait autorisé à en proposer, le cas échéant, l'acquisition au gouvernement. Autorisation donnée du bout des lèvres, avec l'arrière-pensée que le prix d'un hôtel ferait reculer son collègue des Finances, rigide économe des deniers de l'État. M. Franz von Mendelssohn m'offrit l'habitation de feu son oncle, Mendelssohn-Bartoldy, située Iägerstrasse, au cœur de la ville, à côté de leur maison de banque, une sorte de petit palais à façade italienne en pierres de taille, admirablement aménagé par un homme qui s'y entendait. Les héritiers de ce nabab berlinois, étant pourvus, chacun, d'une demeure personnelle, consentaient à vendre la maison paternelle à un gouvernement étranger qui en respecterait la destination et l'aspect extérieur, et ils en demandaient un prix très raisonnable.

Quand j'eus vu cet hôtel, je n'en voulus plus d'autre et je cessai toutes mes recherches. Grâce à la bienveillante intervention du roi Albert, l'affaire ne traîna pas en longueur. Je me rendis à Bruxelles, porteur des plans qui furent examinés et approuvés. A la fin de juillet, le marché était conclu ; dès le mois de septembre, ma chancellerie se transportait au rez-de-chaussée, et le 14 janvier suivant, je pendais la crémaillère dans le nouvel immeuble du gouvernement belge. Je n'avais vraiment pas perdu de temps pour m'installer. « Ce n'est pas une légation, c'est une ambassade, s'exclama avec une nuance de dépit une ambassadrice qui n'était pas aussi bien lotie. Il ne vous reste plus qu'à devenir ambassadeur. » Qui m'eût dit, hélas! tandis que je disposais complaisamment mon mobilier dans ces beaux salons, qui m'eût dit que je ne ferais que m'y poser comme l'oiseau sur la branche, chassé bientôt par la tempête qui allait fondre sur mon pays et me balayer moi-même vers une destinée inconnue !

III

Mon travail quotidien de chancellerie, mes visites à mes collègues et au ministère des Affaires étrangères, « l'Auswärtiges Amt », ne m'absorbaient pas tellement que je n'eusse le temps d'explorer à fond ma nouvelle résidence, car je ne connaissais Berlin que superficiellement. Vers la fin de l'après-

midi, mon courrier expédié, je partais à l'aventure, je me lançais à la découverte, par ces longues journées ensoleillées, et ne rentrais à mon hôtel que pour souper. Ou bien j'allais prendre mon repas du soir aux restaurants d'été du Jardin zoologique, du « Zoo », et du champ de courses du Grunewald. Les bourgeois de Berlin fréquentaient en masse ces lieux de médiocres ripailles, où jouaient d'excellentes musiques militaires; les Berlinoises en raffolaient, si j'en juge par les joyeuses commères, d'un coloris éclatant, que je voyais assises avec leurs maris, parfois même sans cavaliers, devant des tables garnies de victuailles et de minces bouteilles de Moselle et de vin du Rhin. Imaginez, comme restaurants, de grands bâtiments à trois étages de terrasses superposées : celui du rez-de-chaussée pour les simples buveurs de bière et les mangeurs de sandwiches; celui du dessus pour les dîneurs ne buvant que de la bière; le plus élevé pour les buveurs de vin qui, seuls, avaient droit à une nappe blanche et à un service soigné. Le restaurant était ainsi à la portée de toutes les bourses.

Il est assez difficile de définir Berlin, d'en saisir la caractéristique. Dernière venue parmi les grandes métropoles européennes, on serait tenté, à cause de sa croissance prodigieuse, de la prendre pour une cité américaine, à qui elle ressemble par ce côté, Berlin Chicago. Tel n'est pas mon sentiment. Berlin, c'est la ville des Hohenzollern, l'image ou le reflet de leur fortune démesurée. D'un passé récent et d'un aspect trop moderne, elle a crû, elle a prospéré, elle s'est gonflée d'importance et de richesse en même temps que ses seigneurs et maîtres. A la fin du xve siècle, cette petite cité hanséatique est choisie, comme résidence permanente, par l'électeur de Brandebourg, Jean le Cicéron. Cent ans plus tard, le grand Électeur, Frédéric-Guillaume, en fait la capitale d'un État grandissant. Son fils, Frédéric Ier, le premier roi de Prusse, s'efforce de l'embellir, et ses successeurs poursuivent méthodiquement son œuvre, jusqu'à ce que cette modeste parvenue devienne une des plus grandes villes du monde. Voilà l'histoire de la croissance de Berlin qui est étroitement liée à l'histoire de ses souverains.

Guillaume II a pris soin de nous rappeler que Berlin est la ville des Hohenzollern. Une allée transversale du Thiergarten a été consacrée par lui à ses ancêtres, trente-deux en tout, dont quelques-uns, les plus antiques, d'une généalogie incertaine.

C'est l'allée triomphale, la « Sieges Allée », qui fait face à la lourde colonne destinée à commémorer les victoires de 1870. Les Hohenzollern sont tous là, en pied, dans un marbre éclatant, qu'on savonne chaque printemps pour le débarbouiller des éclaboussures de l'hiver, et flanqués de chaque côté de personnages de leur époque, auxquels sont attribués de simples bustes. Les plus récents, électeurs de Brandebourg et rois de Prusse, ne manquent ni d'originalité ni de ressemblance, parce qu'ils ont été copiés sur des portraits du temps. Mais l'aspect uniforme de ces deux rangées de statues est sépulcral; on dirait un cimetière royal. Aussi bien l'allée de la victoire n'est plus autre chose aujourd'hui.

Elle n'a pas réussi à enlaidir le Thiergarten. Quelle bonne fortune pour les Berlinois de posséder cette ancienne futaie, ces avenues à perte de vue et ces pelouses immaculées au sein même de leur capitale, car le Thiergarten commence où finit la vieille ville, la ville officielle qu'il relie à Charlottenbourg, laquelle n'est plus qu'un faubourg de Berlin. Mais la douce licence qui règne au bois de Boulogne et dans les parcs de Londres est interdite ici; impossible de s'étendre sur la fraîcheur du gazon et d'y rêver à l'aise par les chaudes journées d'été. Un écriteau avec le mot sévère « Verboten » vous défend d'y mettre le pied. Pour jouer et pour s'ébattre, les enfants berlinois n'ont que quelques tas de sable aux carrefours des allées. Le Thiergarten, ses étangs minuscules et sa délicieuse roseraie sont un lieu de promenade arbitrairemant tracé et délimité. Les visiteurs étrangers avaient parfois la surprise d'y voir passer l'Empereur avec toute une escorte d'aides de camp et de policiers.

Berlin s'étend sur la plaine du Brandebourg, dont aucune colline agreste ne vient briser la monotonie et couper le plat horizon. Rien qui ressemble au panorama changeant, où se déroulent les gracieux caprices de la Seine. Aussi les environs seraient-ils dénués de tout intérêt, si le Grunewald, une forêt de cinq mille hectares, n'existait pas à l'ouest de la ville, et si cette forêt n'était pas ceinturée en partie par le cours du Havel, une rivière qui se transforme en une série de lacs, qu'encercle la verdure sombre des bouleaux et des sapins.

Le Grunewald est un théâtre de délassements pour les Berlinois. Chaque dimanche, quand le temps le permet, ils s'y transportent en famille, en groupes d'amis, munis de provi-

sions, vêtus de leurs meilleurs habits, la jeunesse en toilettes claires, les enfants bien propres et reluisant de santé. Pas de chants vulgaires dans cette foule, ni de jeux désordonnés ; rien d'une kermesse en goguette. La joie lui suffit de se reposer du labeur de la semaine, en respirant un air salubre, en buvant le café au lait traditionnel et de multiples verres de bière. Les restaurants et les cafés de la forêt sont remplis d'un public calme qui sent tout le prix de ces heures de loisir et ne demande pas plus pour être content.

Comment n'aurais-je pas été séduit par l'honnêteté de ces physionomies placides qui me faisait illusion ? Par quelle transformation subite, — je me le demande encore aujourd'hui, — ce peuple patriarcal s'est-il mué en des hordes, que nous avons vues chez nous se ruant à l'incendie, au pillage et au massacre ? Suffisait-il d'un dressage militaire pour réveiller en leurs âmes les passions violentes et ataviques qui y sommeillaient ? Était-ce là l'effet du militarisme prussien, joint aux exhortations d'un patriotisme effréné, jetées dès l'école dans ce terrain docile, comme la semence de tous les excès, auxquels il serait loisible de se livrer en temps de guerre pour la plus grande gloire de l'Allemagne ? Réflexions rétrospectives, que les souvenirs des dimanches du Grunewald imposent à mon esprit, au moment où j'essaye de les retracer sur le papier. Je songe aux responsabilités des maîtres civils et militaires qui ont déchaîné des instincts de brutes chez des bourgeois et des artisans d'apparence si pacifique.

Le Grunewald me réservait un spectacle très différent, auquel je ne m'étais pas attendu. Un beau dimanche de juillet, un jeune ménage de l'ambassade d'Autriche m'emmena à Wannsee, pour y dîner dans un restaurant champêtre. « Vous verrez là, me dirent-ils, la plage de Berlin. » Wannsee est un bassin naturel, ombragé de sapins, à l'extrémité du plus grand lac du Havel. Plusieurs centaines de Berlinois s'y baignaient avec délices, les hommes sommairement vêtus d'un chapeau de paille, d'un caleçon ou d'un mouchoir de poche noué aux hanches, les femmes et les jeunes filles à peu près nues, les enfants dans la nudité inconsciente du Paradis terrestre. Au sortir de l'eau, des corps se séchaient au soleil, couchés sur le sable, comme on voit des baigneurs s'étendre sur quelques plages aristocratiques de France et d'Italie ; d'autres jouaient,

gambadaient ou faisaient de la gymnastique. Aucune gêne, aucun sentiment de pudeur chez les sexes confondus, mais aucune allure louche ou équivoque. C'était un simple plaisir hygiénique pris en commun par des gens qui ne pouvaient se payer le luxe des bains de mer.

Je n'aborderai pas ici le chapitre des plaisirs d'un autre ordre, que mon âge et mes fonctions auraient suffi à m'interdire. Au surplus, j'estime que la licence des mœurs est à peu près la même dans toutes les capitales, plus ou moins voilée d'hypocrisie, plus ou moins surveillée par la police. Ce qui m'a paru différencier la capitale allemande de ses sœurs en corruption, c'est la place qu'y occupait la vie nocturne et la tolérance dont elle jouissait. Déjà, de mon temps, dans les rues du centre, des brasseries s'illuminaient d'enseignes électriques de toutes couleurs qui ne s'éteignaient qu'à l'aube ; des cabarets à femmes ne fermaient ni jour ni nuit. Sans y avoir jamais pénétré, j'en ai eu la preuve un matin que je traversais les Linden, en voyant sortir du café Bauer un troupeau de filles qui n'y avaient pas trouvé l'emploi de leur nuit.

De ce premier été passé à Berlin, j'avais gardé une impression favorable à ma nouvelle résidence, bien que je n'eusse aucun goût pour les massives constructions dont elle est ornée et qui ont fait école dans d'autres métropoles européennes, si bien qu'elles finiront toutes par se ressembler, comme des pâtisseries sortant d'un même moule. J'étais arrivé sans aucune prévention contre la capitale allemande et ses habitants ; au bout de quelques mois, j'eus le sentiment que je pourrais vivre agréablement au milieu d'eux. Un climat sain, plus chaud en été, plus sec en hiver, que celui de mon pays exposé aux brusques variations de la mer du Nord ; une ville d'une propreté et d'une hygiène méticuleuses, où il est défendu de cracher sur le sol et de laisser traîner un morceau de papier ; une circulation intense dans les quartiers commerçants, mais sévèrement contrôlée par la police ; une vie facile et à bon marché, surtout pour les articles de consommation courante, comme l'électricité, qui ne sont pas susceptibles d'être exportés ; une population accueillante aux étrangers ; un ordre parfait dans les endroits publics ; une réglementation minutieuse des obligations sociales, à quoi un chacun est assujetti ; des musées dans toutes les branches de la curiosité artistique ou scienti-

fique; des concerts et des théâtres de choix. Enfin, ce qui intéressait spécialement le côté matériel de mon existence, une habitation d'un confort tel que je n'en avais pas rêvé de pareil. Qu'aurais-je pu exiger de plus?

C'est pourquoi j'étais porté à envisager, avec trop de sérénité sans doute, l'avenir de ma mission. L'horizon politique toujours sombre, la seule ombre menaçante dans ce tableau, tendait alors à s'éclaircir. L'été de 1912 a été en effet un des rares entr'actes d'accalmie dans les événements préparatoires de la catastrophe de 1914. Rien ne troublait la paix de l'Europe qu'un conflit lointain, empêtré par le caractère même de la lutte dans les sables de la Libye et de la Tripolitaine. Le Reichstag était en vacances, l'Empereur en croisière ou en voyage, le chancelier dans sa terre de Hohen Finow et Kiderlen à Kissingen. Je ne voyais pour le moment aucun motif d'être moins rassuré que le maître de l'empire et ses lieutenants ni de nourrir des inquiétudes qu'ils ne paraissaient pas éprouver.

IV

La politique cependant n'a pas chômé en Europe pendant l'été de 1912, une politique d'allure très pacifique, quoiqu'elle ne tendît à rien de moins qu'à desserrer ou au contraire à rendre plus étroite l'alliance, par laquelle la France et la Russie cherchaient à faire contrepoids à la Triplice. Tels furent les buts opposés de la rencontre à Port-Baltique de l'empereur Guillaume avec le tsar Nicolas et du voyage à Saint-Pétersbourg de M. Poincaré, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. La première a fait plus de bruit à Berlin qu'à Londres et à Paris, où l'on ne paraît pas y avoir attaché tout l'intérêt qu'elle méritait.

J'écrivais sur ce sujet à Bruxelles, le 4 juillet: « Tous les cercles politiques ont ici les yeux fixés sur l'entrevue qui a lieu aujourd'hui à Port-Baltique entre l'empereur d'Allemagne et le tsar de Russie. La presse allemande, toujours très circonspecte en ses appréciations, quand elle ne peut pas percer le nuage dont s'entourent à dessein les dirigeants de la politique de l'Empire, se borne à émettre l'opinion ou à exprimer l'espoir que l'entrevue aura des effets bienfaisants pour la tranquillité de l'Europe...

« A côté de la question du conflit italo-turc, celle des relations entre les gouvernements russe et allemand et entre les deux nations préoccupe ici l'opinion publique. Les journaux de tous les partis ont souligné l'explosion de germanophobie qui s'est produite dans la presse russe à la nouvelle de l'arrestation du colonel Kostevitch (inculpé d'espionnage militaire). Ces sentiments à l'égard de l'Allemagne se sont manifestés d'une façon plus grave à l'occasion de l'adoption par la Douma du projet de loi concernant la flotte de guerre voté, le 11 juin dernier, à la grosse majorité de 228 voix contre 71. Comme le fait remarquer le docteur Schiemann, dans sa revue hebdomadaire de la politique extérieure que publie *la Gazette de la Croix*, l'amiral Grégorovitch a déclaré que l'état des relations de la Russie avec l'Allemagne était la raison fondamentale de l'élaboration d'un nouveau programme naval, et le ministre des Affaires étrangères, M. Sazonow, s'est exprimé dans les mêmes termes avec beaucoup d'énergie; il a parlé du danger toujours imminent d'une coalition hostile à la Russie. Aussi la création d'une flotte de guerre dans la Baltique ne laisse-t-elle aucun doute, aux yeux du *Times*, sur la ferme volonté de la Russie d'être fidèle à ses alliances et à ses engagements.

« Il est vrai que le départ de M. Iswolsky, envoyé comme ambassadeur à Paris, a été le signal d'une détente dans la tension qui existait entre les deux empires depuis la campagne malheureuse menée par la diplomatie russe contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. L'éloignement de M. Iswolsky a été suivi de l'entrevue de Potsdam, en 1910, premier indice d'un rapprochement entre les deux gouvernements, et surtout entre les deux Cours. Mais il reste beaucoup à faire en vue de transformer ce rapprochement en une entente future et de museler définitivement, comme on dit ici, l'ours moscovite.

« L'empereur Guillaume, me déclarait l'ambassadeur d'Angleterre, a cherché à nous détacher de la France; il va tenter maintenant la même manœuvre avec la Russie. L'ambassadeur aurait pu ajouter que les chances de Guillaume II semblent plus grandes auprès du Tsar, car les relations les plus intimes et les plus confiantes ont existé dans le passé entre les familles régnant à Berlin et à Saint-Pétesbourg; elles n'ont pris fin qu'à l'avènement d'Alexandre III. Opposer à l'animosité qui éloigne

la race slave de la race allemande l'union des deux Cours, annuler les effets de l'alliance franco-russe par l'accord des deux souverains, tel paraît bien être le rêve de Guillaume II. »

L'entrevue de Port-Baltique fit l'objet d'un communiqué qui ne soufflait mot de ce qui intéressait principalement le public, comme la plupart de ceux où excelle le style sibyllin de la diplomatie officielle. L'entrevue n'était déjà plus qu'un petit événement entré dans le domaine de l'histoire, que la presse de Berlin tournait et retournait encore le communiqué pour en extraire la substance. Que signifiait le passage relatif au groupement des Puissances, auquel aucun changement ne sera apporté, et dont la valeur a fait ses preuves pour le maintien et l'équilibre de la paix de l'Europe, en regard de l'allusion à la ferme et constante amitié de l'Allemagne et de la Russie? Ces derniers mots n'ont pas de sens, affirmait la *Vossische Zeitung*, prompte à transformer son désir en réalité, si l'on n'y voit pas l'assurance que la Russie ne fera jamais partie d'une coalition contre l'Allemagne. La neutralité de l'Empire des tsars en cas de conflit européen lui semblait désormais un fait acquis; c'était là le véritable message de paix transmis par le fil électrique de Port-Baltique.

Mais l'entrevue des deux souverains aurait aussi, assurait-on, un résultat matériel et tangible. L'Empereur avait beaucoup conseillé à ses amis russes de commander quelques vaisseaux de guerre aux chantiers allemands. Façon ingénieuse de rendre profitable à l'industrie nationale un voyage officiel et de montrer à la Russie que la reconstitution de sa flotte ne causait aucun souci à sa voisine.

Guillaume II ne s'était pas contenté assurément de se faire en cette circonstance le commis voyageur des usines allemandes. Dans le vain espoir d'être renseigné sur les conséquences de la rencontre des deux potentats du Nord, j'entrepris de sonder à ce propos le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, directeur de tous les services de ce département en l'absence de Kiderlen. J'ai ébauché dans *l'Allemagne avant la guerre*, un portrait bienveillant de M. Zimmermann. Je ne veux pas le retoucher, car je n'ai pas à apprécier ici le rôle qu'il a joué pendant les hostilités et qui dépassait manifestement ses capacités. A l'office impérial de la Wilhelmstrasse, M. Zimmermann n'a jamais manqué de courtoisie et de com-

plaisance envers les ministres étrangers; sans lui, ils n'auraient rien pu savoir officieusement des tendances de la politique allemande ni de la façon dont le gouvernement de Guillaume II interprétait les événements qui se sont succédé presque sans répit, comme les visions d'un cinéma dramatique, avant l'effarant dénouement de 1914. L'amabilité du sous-secrétaire d'État compensait dans une certaine mesure le dédain de Kiderlen pour les représentants des petites nations, qui a été affiché pareillement par son successeur, encore qu'il n'eût ni sa valeur intellectuelle, ni son esprit, ni ses boutades de bonne humeur.

M. Zimmermann ne se déboutonna pas pour satisfaire ma curiosité. Il se limita à me dire que l'entrevue de Port-Baltique semblait avoir laissé dans l'esprit de l'Empereur une impression des plus heureuses. A son retour à Potsdam, il était de très joyeuse humeur. Les personnes, habituées à déchiffrer les pensées de Sa Majesté sur sa physionomie mobile, en avaient déduit qu'il n'avait rapporté de ses entretiens avec le Tsar que des motifs de contentement.

Mais le sous-secrétaire d'État me parla abondamment de l'Italie et de la Turquie qui avaient été un des sujets de conversation des deux autocrates. Ils n'ont échangé, m'assura-t-il, que des vœux platoniques en faveur du rétablissement de la paix dans la Méditerranée orientale. Le gouvernement allemand n'est pas partisan d'une intervention des grandes Puissances à Constantinople et à Rome pour amener les belligérants à déposer les armes. Il faut les laisser faire d'eux-mêmes les premiers pas. Aussi bien les événements dont la Turquie a été le théâtre contribueront-ils à rendre la Porte plus traitable. Elle est effrayée du soulèvement albanais et des conséquences qu'auraient pour la sécurité de l'Empire la persistance et surtout l'extension de la rébellion des officiers contre le pouvoir central. La retraite de Mahmoud Chewket Pacha suffira à donner satisfaction à l'élément militaire et à ramener le calme dans les esprits surexcités. L'œuvre d'apaisement pourrait être complétée par un remaniement du cabinet, si les Jeunes Turcs y admettaient des membres de l'opposition, leurs ennemis d'hier Un compromis de ce genre semble tout indiqué, quand des questions de principes ne sont pas en jeu et que la lutte n'existe que pour l'accapàrement du pouvoir. La question d'argent pèsera aussi de tout son poids dans la balance. L'entretien de

forces considérables a achevé de vider le trésor ottoman. Quant à l'Italie, les dépenses de la guerre se chiffrent déjà pour elle par un milliard de lires. Il est probable que les belligérants. désireux d'en finir, auront recours pour amorcer les négociations à des intermédiaires secrets, courtiers officieux, financiers ou diplomates marrons, faciles à désavouer en cas d'insuccès ou de maladresse (1). »

L'entrevue de Port-Baltique aurait suffi à motiver, comme réplique à la démarche du Kaiser, le voyage de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg; il fut déterminé cependant par d'autres causes, — que nous révèle l'homme d'État français dans le volume ayant pour titre : *Les Balkans en feu*, — par le peu de confiance que le gouvernement de la République avait en M. Iswolsky et par un manque de liaison avec le gouvernement russe, dont l'impression fâcheuse subsistait au quai d'Orsay depuis l'année précédente. M. Iswolsky ne possédait donc pas plus de crédit à Paris qu'il n'inspirait de sympathie à Berlin, où l'on a ignoré les préventions conçues en France contre l'avantageux ambassadeur du Tsar, car les Allemands lui ont toujours attribué un rôle au-dessus ou à côté de la réalité. Quelques mois auparavant, une convention navale franco-russe était venue compléter la convention militaire, conclue antérieurement par les deux gouvernements alliés. Bien qu'elle eût été tenue secrète, des indiscrétions ayant été commises à Saint-Pétersbourg ou à Paris, les empires centraux en eurent connaissance et prescrivirent à leurs chargés d'affaires d'entretenir « incidemment et à titre officieux » le directeur de la politique au quai d'Orsay, en l'absence de M. Poincaré, « de l'impression qu'avait produite sur l'opinon publique de leurs pays la brusque révélation de cet accord (2). »

A la Wilhelmstrasse, on affecta de traiter le voyage du chef du gouvernement français aussi légèrement que la convention qui avait provoqué pourtant, de la part du représentant de l'Allemagne à Paris, une démarche parfaitement insolite. M. Zimmermann me dit avec une douce ironie « qu'il n'attachait pas d'importance à la convention navale franco-russe, autour de laquelle la presse française menait grand bruit et dont, en revanche, les journaux allemands ne s'étaient pas émus. La

(1) Dépêche à M. Davignon, du 13 juillet.
(2) Raymond Poincaré : *Au service de la France, les Balkans en feu.*

nouvelle flotte de guerre russe n'existait, d'ailleurs, que sur le papier. Après l'entrevue de Port-Baltique et avant l'arrivée de M. Poincaré à Saint-Pétersbourg, il fallait, pour donner un aliment à l'amour-propre des Français et leur persuader que l'alliance avec la Russie était plus étroite que jamais, inventer quelque chose de sensationnel qui surexcitât leur imagination. On avait donc lancé dans la circulation la nouvelle d'une récente convention navale franco-russe. Peut-être, sous la bonne impression qu'elle causerait en France, un emprunt russe serait-il inscrit bientôt à la cote de la Bourse de Paris (1). »

V

Tentative de Guillaume II pour détendre en douceur l'alliance franco-russe et resserrement cordial de l'alliance par M. Poincaré, ces faits, si intéressants qu'ils fussent, ne comportaient aucune menace pour la paix dans la pensée de leurs auteurs, dans celle tout au moins du premier ministre français. Il en fut autrement d'un événement qui s'était réalisé après une longue préparation. « Le 1er avril, rapporte M. Poincaré (2), M. Iswolsky se présentait au quai d'Orsay, le monocle à l'œil, les sourcils froncés et l'air important. » Il venait annoncer confidentiellement que la Serbie et la Bulgarie avaient conclu des accords secrets, sous le contrôle de la Russie, pour se porter mutuellement secours en cas d'agression et maintenir le *statu quo* dans les Balkans. Quelques mois plus tard, à Saint-Pétersbourg, le ministre des Affaires étrangères de France apprit de la bouche de M. Sazonow la véritable portée de ces accords : du *statu quo* il n'était parlé que pour prévoir le cas où il serait troublé; la Serbie et la Bulgarie s'engageaient réciproquement à tâcher de concerter leur mobilisation, et arrêtaient déjà entre elles un partage éventuel des dépouilles de la Turquie; l'arbitrage de la Russie (et aussi sa complicité) apparaissait à chaque ligne. « Mais c'est une convention de guerre », déclara M. Poincaré, et il reprocha à M. Sazonow de n'avoir ni consulté ni prévenu le gouvernement de la République, avant de favoriser la confection de cette bombe balkanique.

Au dire du ministre russe, trois fonctionnaires seulement

(1) Dépêche à M. Davignon, du 10 août.
(2) Raymond Poincaré : *Au service de la France, les Balkans en feu.*

de son département étaient au courant de la chose. Le secret fut si mal gardé vis-à-vis de l'Allemagne, qui avait des intelligences au ministère du Pont-au-Change, que, dès le 15 avril, Kiderlen pouvait écrire dans une lettre particulière au roi de Roumanie : « Nous venons de recevoir d'une source absolument sûre une communication verbale très caractéristique. Il a été conclu entre la Bulgarie et la Serbie sous les auspices de la Russie un traité d'alliance secret (1). » Par cette révélation, l'ami du roi Carol voulait évidemment le mettre en garde contre les projets des Balkaniques. Mais il ne paraît pas, d'après le cours des événements, que le monarque roumain ait profité de cet avertissement.

A Berlin, m'autorisant du très amical accueil de M. Cambon, je prenais volontiers l'habitude de venir causer avec lui de la situation politique. L'ambassadeur avait passé quelques jours à Paris avant le 14 juillet; il en rapportait des impressions pessimistes, tant sur la prolongation de la guerre italo-turque que sur l'état intérieur de la Turquie. Au sujet de cette dernière, l'attitude insurrectionnelle prise par l'armée dictant ses volontés à la Porte, en face des Albanais révoltés et des Italiens maîtres des îles du Dodécanèse, lui faisait craindre une série de désordres et de luttes, prélude d'une décomposition de la puissance ottomane. Il était persuadé que les autres cabinets, de peur de déplaire à l'Italie, ne seconderaient pas les efforts de M. Poincaré en vue de provoquer une intervention des grandes Puissances auprès des belligérants. Le sort des îles grecques occupées par les Italiens demeurait un des principaux soucis de M. Cambon. Les Puissances qui avaient assumé le maintien du *statu quo* en Crète ne permettraient pas qu'elles fussent rendues sans conditions à la Turquie, mais l'Allemagne s'en laverait les mains, comme elle avait fait de la Crète.

A la Wilhelmstrasse, le souriant optimisme du sous-secrétaire d'État forme un frappant contraste avec le pessimisme de l'ambassadeur de France. M. Zimmermann ne veut pas convenir que la situation intérieure de la Turquie soit critique. L'armée, me dit-il, fera bientôt sa paix avec le gouvernement du Sultan, maintenant que Mahmoud Chewket Pacha est remplacé par un général, Ghazi Mouktar Pacha, de qui l'éducation

(1) *Kiderlen Waechter intime*, page 344. — Nous voilà fixés sur le moment où l'Allemagne a été informée de la conclusion des accords balkaniques.

militaire s'est achevée en Allemagne (1). A l'exemple de M. Zimmermann, la presse qui a des accointances avec la Wilhelmstrasse, envisage la crise ministérielle turque comme un incident inévitable. Elle préférerait que le nouveau cabinet n'eût pas pour chef un ami des Anglais, Kiamil Pacha, « Kiamil der Engländer », vieillard de quatre-vingt-six ans, d'une verdeur qui excite l'admiration de ses adversaires mêmes ; mais, faisant contre fortune bon cœur, elle accepterait le regain d'influence qu'un cabinet Kiamil vaudrait à l'Angleterre, pourvu que ce vigoureux patriarche réussisse à sauver son pays, car le maintien intégral de la Turquie constitue une nécessité primordiale pour la paix de l'Europe. Seul, le docteur Schiemann, prophète de malheur dans la *Gazette de la Croix*, met une sourdine aux espérances de ses confrères ; il voit déjà l'Albanie révoltée, marchant à l'indépendance, comme avaient fait la Serbie et la Bulgarie, et les Bulgares tombant sur le dos des Turcs pour recouvrer les frontières du traité de San Stefano, avec la certitude, en cas de revers, de n'être pas abandonnés par la Russie.

Un raid de torpilleurs italiens, survenu sur ces entrefaites à l'entrée des Dardanelles, n'altéra pas la confiance allemande dans le rétablissement de la paix en Orient. Mais il eut une très mauvaise presse à Berlin. Après l'entrevue de Port-Baltique et les déclarations pacifiques qui y avaient été échangées, on pensait bien que l'Italie suivrait le conseil de s'abstenir de toute démonstration militaire du côté des détroits. Du point de vue naval, cette prouesse était, d'ailleurs, sans conséquence, au jugement des experts ; elle n'avait été rendue possible que grâce à la maladresse des canonniers ottomans.

Que devenait M. de Kiderlen, après sa cure de Kissingen, tandis que les choses prenaient mauvaise tournure chez les Balkaniques ? Il continuait de goûter un repos paisible ; il s'était même aventuré en galante compagnie, à l'insu de sa fidèle Kypke, jusqu'à Chamonix, croyant être en Suisse, et il annonçait l'intention de ne faire que de courtes apparitions à la Wilhelmstrasse avant le 1er septembre. Quelle meilleure preuve pouvait-on avoir, que le chef partageait la quiétude de ses bureaux ? Cependant, dans un entretien que j'eus, le

(1) Dépêche à M. Davignon, du 17 juillet.

27 juillet, avec M. Zimmermann, je constatai qu'il avait perdu le sourire, en parlant des embarras de la Turquie, quoiqu'il ne me dît rien de la convention militaire des États balkaniques, comme s'il l'eût ignorée. Deux points me parurent exciter les préoccupations du sous-secrétaire d'État : le peu d'influence du nouveau cabinet turc, bien que composé d'Altesses, c'est-à-dire d'anciens grands vizirs et des premiers personnages de l'État, et la tentation irrésistible que pourraient éprouver les Bulgares, de se jeter au beau milieu de la crise intérieure de l'Empire ottoman. Quant à la question albanaise, elle n'était pas aussi difficile à régler qu'il le semblait; il n'y avait qu'à rendre aux Albanais la situation privilégiée dont ils jouissaient sous Abdul Hamid, et à laisser ces incorrigibles montagnards s'armer jusqu'aux dents, tant qu'il leur plairait, en n'exigeant d'eux que le minimum d'impôts possible. Le sous-secrétaire d'État repoussait l'idée d'une lutte fratricide entre les deux fractions de l'armée ottomane, celle que dirigeait la ligue militaire et celle qui était restée fidèle au gouvernement.

Il insista sur le bon conseil, donné en termes pressants par le gouvernement impérial au cabinet de Sofia, de rester calme et pacifique. Un indice favorable qu'il serait écouté, malgré la surexcitation du parti de la guerre en Bulgarie, c'était l'absence du tsar Ferdinand, qui s'en était allé tranquillement entendre de la musique à Bayreuth, et villégiaturer en Allemagne. Le gouvernement impérial savait de source certaine que le gouvernement russe, dont les avis finiraient comme toujours par prévaloir à Sofia, avait exhorté également les ministres bulgares à ne pas se laisser entraîner dans une lutte où leur armée serait accablée par les forces supérieures de l'Empire ottoman. Une attaque des chrétiens amènerait infailliblement une réconciliation de tous les éléments militaires, et une fusion de tous les partis contre l'ennemi commun. En attendant, des agents officieux des deux Puissances belligérantes, Italie et Turquie, s'étaient rencontrés à Lausanne, mais les intermédiaires turcs manquaient d'instructions, et les pourparlers, soi-disant secrets, n'avaient pas fait un pas (1). Toujours même négligence et même apathie chez ces braves Ottomans.

En résumé, un optimisme de commande a régné à Berlin

(1) Dépêche à M. Davignon, du 27 juillet.

pendant tout l'été, malgré l'orage qui s'amoncelait sur les Balkans. Le tsar Ferdinand s'était rapproché de son pays : il résidait maintenant dans ses propriétés de Hongrie pour être à portée des événements. Mais le retour de Sa Majesté bulgare ne signifiait pas que des incidents fâcheux fussent imminents. On vivait dans l'illusion, que le désir unanime des grandes Puissances étant de maintenir la paix dans la péninsule balkanique, l'ordre ne pourrait pas y être troublé sans leur consentement.

VI

Durant ce pacifique été, les relations de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ne s'étaient pas améliorées. Si une guerre de revanche pour la reprise de l'Alsace-Lorraine était le cheval de bataille des Allemands dans les accusations qu'ils lançaient contre la France, ils n'étaient pas en reste avec l'Angleterre ; ils avaient contre elle un autre grief, aussi inconsistant : l' « encerclement » de l'Allemagne, prémédité par Édouard VII, de complicité avec son ami Delcassé ! Bien souvent, des Allemands très intelligents m'ont affirmé l'existence de ce noir complot.

O pouvoir d'un mot absurde, jeté dans l'oreille d'un peuple crédule ! Il a contribué à empoisonner les relations de deux nations longtemps amies et qui avaient des affinités de race. A quel esprit sensé fera-t-on croire aujourd'hui que l'Allemagne, renforcée de ses alliées, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, maîtresse avec elles de tout le centre du continent européen, pouvait être encerclée, réduite à l'impuissance et à la détresse, par deux États que séparait ce bloc monumental? L'alliance franco-russe n'a-t-elle pas ressemblé à ces digues parallèles, élevées par la prévoyance des riverains, mais impuissantes en réalité à contenir un large et puissant fleuve, s'il lui prend envie de déborder et d'inonder les contrées voisines? On l'a bien vu en 1914, et dans les années suivantes de la guerre. Comment, d'autre part, la peur de cet encerclement mortel s'accordait-elle avec la conviction, ancrée chez tous les Allemands, d'une victoire écrasante sur leurs ennemis Russes et Français? Ceux-ci auraient en plus avec eux, il est vrai, l'Angleterre ; mais elle ne régnait qu'au large, sur la mer, et sa brave petite armée était tenue dédaigneusement à Berlin

pour une quantité négligeable, pour une valeur inexistante.

Au sujet de la prétendue politique d'encerclement, il faut laisser parler lord Grey, qui dit dans ses *Mémoires :* « L'encouragement donné par la France aux lignes ferroviaires russes convergeant vers la frontière allemande, était la conséquence naturelle des lignes déjà créées par l'Allemagne vers les frontières française et belge. La conséquence ne pouvait, en toute équité, être considérée comme plus mal intentionnée que la cause... Après la formation de la Triple Alliance, la Russie se trouva isolée, la France également, et la Grande-Bretagne ne fut pas seulement isolée, mais en danger constant d'une guerre avec l'une ou l'autre. La France et la Russie trouvèrent quelque réconfort en une Alliance, le même que l'Angleterre puisa à son tour en une Entente. Il me semblait vraiment que Berlin dût comprendre cette suite d'événements, et que la théorie de la politique d'encerclement n'était encouragée que pour maintenir l'opinion allemande à la hauteur des dépenses de son armement. » Toute la genèse de la Triple Entente est résumée en ces quelques lignes, et le soi-disant encerclement réduit à l'état de fantôme, n'ayant existé dans l'imagination allemande que pour justifier la demande d'énormes crédits militaires.

Le roi Édouard VII, de l'avis de ceux qui ont eu l'honneur de l'approcher, hommes d'État, hommes du monde, publicistes et correspondants de journaux, avait un sens aigu de la situation européenne. Son jugement sûr, formé par une longue expérience des hommes et des peuples qu'il avait étudiés de près, sans en avoir l'air, s'associait tout naturellement en lui à une royale bonhomie, et à d'affables manières de Prince et de gentilhomme qui le rendaient infiniment sympathique. Sur la légende de la politique personnelle qu'il aurait pratiquée et imposée, lord Grey, qui l'avait vu à l'œuvre, n'est pas moins explicite : « Il avait subi, écrit-il, le même processus que beaucoup d'entre nous ; il ressentait de l'inquiétude de notre dépendance de l'Allemagne, et une répulsion de nos querelles répétées avec la France et la Russie... Il ne nous laissa jamais douter que la politique que nous poursuivions avait sa cordiale approbation ; mais il ne suggéra jamais qu'il fallait lui ajouter une pointe contre l'Allemagne, et lorsqu'il faisait à Berlin une visite officielle, il avait plaisir à ce que sa

présence y fût aussi populaire que partout ailleurs (1). »

Quand j'ai pris possession de mon poste à Berlin, le roi Édouard était mort depuis deux ans, mais son ombre restait l'objet de l'aversion germanique. Le coup d'Agadir n'avait-il pas échoué contre la solidité de l'Entente cordiale, abhorrée en Allemagne comme un legs du Roi défunt à l'Angleterre et à la France? Un essai de rapprochement anglo-allemand, — qui aurait pu être tenté tout aussi bien du vivant d'Édouard VII, — avait avorté récemment, en dépit de la germanophilie de lord Haldane qui s'en était chargé. Un autre essai, auquel Kiderlen prêtait les mains, était néanmoins en préparation, et l'exécution en avait été confiée au baron de Marschall, le nouvel ambassadeur de Guillaume II auprès de la cour de Saint-James.

C'était une idée qui paraissait singulière, si l'on voulait regagner la confiance des Anglais, que de leur députer un diplomate renommé pour son génie d'intrigue, et qui avait fait triompher à Constantinople une politique allemande dénuée de scrupules. Aussi, les Anglais se tinrent-ils sur leurs gardes. Toutefois, le baron de Marschall, pendant le peu de temps qu'il a passé dans la capitale britannique, y fit de bonne besogne, d'après des témoignages que j'ai recueillis à Londres même. Il y étudia soigneusement le terrain et sut se créer des sympathies personnelles. Mais il donnait l'impression, raconte lord Grey, d'un homme vieilli et usé par le travail. La mort le surprit brusquement, comme il était venu se reposer, après la « season » de Londres, dans son domaine du Grand Duché de Bade. Le crédit que ses succès passés lui avaient valu, et l'expérience qu'il n'aurait pas manqué d'acquérir du caractère britannique lui auraient servi, — il est permis de le supposer, — à dessiller les yeux du Kaiser sur le danger de voir l'Angleterre se dresser sans hésiter en face de l'Allemagne, si celle-ci déchaînait une guerre européenne en commençant par envahir la Belgique. Guillaume II dut chercher un successeur à ce serviteur éprouvé et dévoué jusqu'à son dernier souffle. « L'Empereur, me confia M. Zimmermann, ne prendra conseil de personne et ne tiendra pas compte de nos propositions. » En effet, le choix de Sa Majesté s'arrêta sur un ancien diplomate, le prince Lichnowsky, membre

(1) *Mémoires* d'Edward Grey, vicomte de Fallodon, chapitre XII : *Le roi Édouard et sa politique étrangère.*

de la Chambre des seigneurs de Prusse, qu'on ne citait pas au nombre des candidats, mais qui avait publié des articles politiques très remarqués dans des revues allemandes.

Le principal obstacle à un raccommodement des anciens frères d'armes de Waterloo n'en subsistait pas moins en ce moment par le fait de l'Allemagne. Il apparut de nouveau au grand jour dans une séance du parlement britannique. J'ai exposé le contre-coup qu'elle eut à Berlin dans deux rapports successifs :

25 juillet.

« Il y a quelques semaines, au moment de l'arrivée du baron de Marschall à Londres, on pouvait croire à une amélioration des relations futures de l'Allemagne et de l'Angleterre. Les premiers pas vers un rapprochement ont été faits du côté allemand. Les Anglais partisans d'une entente s'étaient aussitôt remués, et la presse germanique avait reproduit avec satisfaction le speech où lord Haldane, au banquet de la société allemande de Londres, avait qualifié l'empereur Guillaume de grand homme.

« Il a suffi du discours prononcé tout dernièrement par M. Winston Churchill à la Chambre des communes pour dissiper les rêves pacifiques que quelques esprits chimériques se plaisent à former sur les deux rives de la mer du Nord. Le premier lord de l'Amirauté est coutumier du fait. Ce n'est pas la première fois qu'il déchire brusquement en quelques phrases la toile de Pénelope, que la diplomatie des deux pays avait péniblement tissée. Après son dernier discours, si net et si brutal, l'ouvrage sera plus difficile encore à réparer. M. Churchill, avec la clarté et la franchise qui sont le propre de son talent, sans la moindre précaution ou atténuation oratoire, a posé la question telle qu'elle est : « La cause directe des crédits supplémentaires que je demande, a-t-il dit en commençant, est le nouveau programme naval allemand. »

« Tous les journaux ont reproduit ici, in extenso et en première page, le texte du discours. Les commentaires sont venus ensuite. Je me permettrai seulement de vous signaler ceux qui me paraissent le mieux refléter l'opinion des hommes politiques de ce pays : « En désignant, ainsi qu'il l'a fait, l'Allemagne comme le seul adversaire de l'Angleterre, M. Churchill

va mettre en ébullition, porter à son paroxysme le désir de revanche des Français. Il fournit lui-même la matière à l'embrasement, auquel de part et d'autre on se prépare. »

« Un point est acquis désormais, d'après les déclarations officielles du ministre anglais, c'est la collaboration future des escadres anglaise et française dans la Méditerranée. Les journaux allemands avaient exprimé l'opinion que l'abandon de la Méditerranée par la flotte anglaise était impossible, car l'Angleterre ne devait pas laisser sans protection la route des Indes. M. Churchill leur répond aujourd'hui : L'Angleterre renforcera à la fois sa flotte de la mer du Nord et sa flotte de la Méditerranée et, de plus, dans cette dernière, elle compte sur le concours de la France.

« Les Allemands ne prononcent pas de *meâ culpâ* ; ils n'avouent pas que l'augmentation continuelle de leurs forces navales est la cause première des mesures de défense et des préparatifs de combat de l'Angleterre. Toute l'explication du discours de M. Churchill est là ; mais c'est précisément ce qu'on ne veut pas reconnaître à Berlin. »

27 juillet.

« Le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères m'a dit hier que le langage de M. Churchill avait vraiment manqué de diplomatie. Le ton fait la chanson, et le premier lord de l'Amirauté aurait pu obtenir ses crédits sans prendre directement à partie l'Allemagne. M. Zimmermann se félicitait du calme que la presse germanique a montré en commentant ce discours.

« Ce n'est pas qu'on se soit abstenu de discuter à Berlin la thèse anglaise. J'ai sous les yeux des articles où l'on s'efforce de prouver que c'est l'Angleterre qui est la cause des armements maritimes de l'Allemagne, que c'est elle qui a commencé, contrairement aux affirmations de sir Edward Grey.

« Il semble bien pourtant que le chef du Foreign Office ait raison. Le commerce allemand, si grande que soit aujourd'hui son extension, la médiocre étendue des côtes et le petit nombre des colonies n'ont pas besoin pour leur protection d'une flotte aussi formidable que celle qui stationnera dans les ports de la mer du Nord et de la Baltique. Cette flotte semble préparée pour l'offensive et même pour une attaque foudroyante. Elle augmente et se complète méthodiquement, d'après un plan

longuement mûri. Elle n'est pas loin peut-être d'être en état de se mesurer avec la flotte britannique, malgré la supériorité numérique de cette dernière. L'amiral Tirpitz a dit dernièrement une phrase significative, que m'a rapportée mon collègue des Pays-Bas : « S'il est vrai que huit dreadnoughts peuvent en vaincre quatre, à égalité de puissance et d'armement, il n'est pas exact que quarante dreadnoughts aient la même supériorité sur vingt-cinq ou trente. Ils devraient être bien plus nombreux pour venir à bout de leurs adversaires. » L'Allemagne a, d'autre part, des ressources en hommes (par le service obligatoire), dont ne dispose pas l'Angleterre.

« On comprend fort bien que M. Churchill, en voyant que la dernière loi navale votée par le Reichstag vise moins à créer de nouvelles unités qu'à maintenir les trois quarts de celles qui existent déjà, dreadnoughts, croiseurs et torpilleurs, sur le pied de guerre et pour ainsi dire sous pression, ait cherché à épargner à son pays une surprise qui, au début des hostilités, pourrait avoir pour l'Angleterre des résultats funestes et irréparables. »

VII

Je n'avais rien à écrire à mon gouvernement sur les affaires intérieures de l'Empire. Les vacances parlementaires avaient imposé une trêve aux discussions du Reichstag entre les différents partis et une sourdine aux récriminations des antagonistes habituels du chancelier, les social-démocrates. Et pourtant, dans cette tranquillité générale, un débat s'éleva que je ne pus passer sous silence. Il éclata au sein du parti du Centre et me fit faire connaissance avec le tempérament batailleur du bas clergé germanique.

L'archevêque de Cologne avait encouragé l'entrée des ouvriers catholiques de son diocèse dans des syndicats mixtes, où ils se rencontraient avec des protestants pour lutter contre la propagande des syndicats socialistes. L'archevêque de Breslau, l'autorité ecclésiastique la plus écoutée de l'Allemagne orientale, dénonça cette alliance avec des hérétiques à la Cour de Rome qui n'hésita pas à la condamner. L'appel au Saint-Siège prêta aussitôt matière à des interprétations passionnées. Non seulement la presse protestante, mais aussi certains

journaux catholiques, tout frémissants d'un vent de révolte, contestèrent au Souverain Pontife le pouvoir de prendre parti dans la querelle qui divisait les deux directions du catholicisme allemand. On lui déniait âprement le droit de citer à son tribunal suprême des catholiques associés à des protestants sur le terrain social et économique. Le « Volksverein für das Katholische Deutschland, » ayant derrière lui une armée de 700 000 membres, imprimait dans son organe, l'*Apologetische Correspondenz* : « Le Volksverein et les syndicats ouvriers considèrent l'intervention du Pape comme une faute, mais ils ne s'en émeuvent pas autrement, car Sa Sainteté n'a fait qu'exprimer ses vues personnelles, et l'infaillibilité papale n'a rien à voir avec les questions du travail. » De rudes ecclésiastiques démocrates du Midi de l'Allemagne allèrent plus loin : « De quoi Rome se mêle-t-elle? écrivaient dans leurs journaux des curés bavarois et wurtembergeois. Dans les questions de dogme, nous nous inclinons devant elle, mais qu'elle se garde de s'immiscer dans nos affaires intérieures; sinon, « Los von Rom! » Nous nous séparerons d'elle. » Tout de suite, la menace d'un schisme, comme au bon vieux temps de Luther. Ces lettres insolentes étaient reproduites avec empressement par la presse juive et protestante de Berlin. Aussi le Saint-Siège effrayé fit-il un pas en arrière. Le nonce à Munich expliqua que Pie X n'exigeait pas la dissolution des syndicats mixtes existants; il se bornait à les déconseiller pour l'avenir.

A la fin de l'été, les préliminaires de mon installation étant terminés et aucune affaire importante ne me retenant à Berlin, j'ai sollicité un congé de quelques semaines qui me fut immédiatement accordé par mon gouvernement.

BEYENS.

A PROPOS DU CENTENAIRE D'IBSEN

LA GENÈSE DE *BRAND*

Au moment même où il entrait dans sa vingt-troisième année, passant à Skien, sa ville natale, pour aller compléter à Kristiania, dans un « four à bachot », la médiocre préparation à l'Université qu'il avait entreprise tout seul, depuis quelques années, lorsque son travail de commis de pharmacie lui en laissait le temps, Henrik Ibsen fit une promenade avec sa sœur, Hedvige, la seule personne de sa famille avec qui vraiment il se sentît en confiance, et s'ouvrit à elle. Il lui déclara que son désir était de parvenir « à la plus grande perfection que l'on pût atteindre en grandeur et en clarté. — Et quand tu y aurais atteint, que ferais-tu, alors ? — Alors, je mourrais. » Mme Hedvige Stousland m'a répété ces paroles, comme elle les avait dites à Henrik Jaeger, le biographe d'Ibsen, et à Björnstjerne Björnson, et sans doute à d'autres encore, car elle y voyait la preuve que toute idée d'ambition personnelle, même celle de la gloire et du nom, était complètement étrangère à son frère, et qu'il allait vers l'accomplissement de son œuvre avec le ferme dessein de s'y consacrer avec un dévouement absolu.

Ibsen est, en effet, ou a été longtemps, le poète de l'absolu. La perfection qu'il cherche, c'est dans des poèmes et des drames qu'il veut la réaliser. Elle est par là d'ordre esthétique.

Elle le semble aussi par ce fait que, grand agitateur d'idées, il ne paraît finalement prendre parti pour aucune. On est tenté de croire que le souci de la pure littérature seul le domine. Et cependant sa préoccupation même de l'absolu est plutôt d'ordre éthique. Elle s'exprime surtout dans *Brand*. Et c'est là ce qui donne, dans l'ensemble de son œuvre, une place centrale à ce drame, le premier par lequel il a conquis, en Norvège et dans le nord, sa position de grand écrivain. Car *Brand* est le poème de l'absolu, et ainsi est peut-être l'œuvre essentielle d'Ibsen. Lui-même a longtemps considéré ce drame comme ce qu'il qu'il avait fait de plus important.

Le héros de ce poème dramatique est, comme on sait, un jeune prêtre,— protestant bien entendu, puisqu'il est norvégien, — qui se croit appelé à de hautes destinées. Robuste, éloquent, plein de confiance en lui-même, il livrera un combat sans merci aux faiblesses humaines. Ce sera une action grandiose pour déblayer de tout ce qui l'obstrue la voie vers l'idéal.

Quel idéal propose-t-il donc ? En vérité, lui-même n'en sait trop rien. Ayez un idéal quelconque, mais tenez-vous y. Une fois que vous l'avez choisi, qu'il soit votre règle de conduite. La mission que Brand s'est donnée est de combattre en l'homme toutes les considérations qui l'empêchent de se soumettre à son propre idéal avec le dévouement absolu qui est nécessaire. L'esprit de compromis, voilà l'ennemi.

Brand passe par son pays d'origine, où sévit la famine. Indifférent en apparence aux souffrances physiques, il choque tout le monde par ses paroles dures, qui semblent insulter la misère du district, mais il soulève ensuite l'enthousiasme en bravant la tempête pour aller sauver l'âme d'un mourant, de l'autre côté du fjord. Les paysans le prient d'être leur prêtre. Il renonce au rôle éclatant auquel il se croyait destiné, puisque sa mission l'appelle à cette tâche plus humble. C'est son premier sacrifice. Une jeune fille, Agnès, qui, seule, a consenti à l'accompagner sur le fjord en furie, quitte son fiancé. Brand l'épousera si elle consent à vivre, jusqu'à en mourir, pour sa mission.

La mère de Brand, vieille paysanne riche et avare, ne veut pas se séparer de son bien, même quand elle se sent près de la mort. Son fils a fait de ce renoncement la condition du secours spirituel qu'il lui a promis au moment fatal. Elle l'appelle,

n'abandonne que la moitié, les neuf dixièmes. Désespéré, mais inflexible, Brand s'abstient.

Son fils est tuberculeux, on pourrait le sauver en quittant le pays et le presbytère, où les hautes montagnes ne laissent pas pénétrer le soleil. Mais la mission de Brand est bien décidément là. Les intrigues mêmes du bailli pour le faire partir le prouvent. Il reste, et Agnès, sachant son fils par là condamné, obéit.

Et le fils meurt, et Agnès, après l'avoir sacrifié, est obligée de sacrifier aussi, au profit d'une bohémienne qui passe, même les reliques, bonnet, langes, châle, pieusement conservés. Puis elle meurt à son tour, et Brand est seul.

Avec la fortune que sa mère lui a laissée, Brand a fait construire une grande église. Le cinquième acte nous fait assister à l'inauguration solennelle, ou du moins au discours que Brand prononce à cette occasion devant la porte fermée du monument. La « grande » église n'a pas réalisé son idée. Les conversations qu'il vient d'avoir avec les autorités civiles et surtout ecclésiastiques lui ont montré que l'esprit de compromis entache la religion officielle, et il rompt avec elle. Il jette dans le torrent la clef avec laquelle il devait ouvrir l'église, et il invite les paysans à le suivre... vers les hauteurs. Tous le suivent, et l'on commence l'ascension du fjeld. Mais le cortège s'égrène peu à peu, la fatigue, puis la faim épuisent les moins ardents. Le bailli, qui guettait ce moment de découragement, annonce qu'un banc de harengs est entré dans le fjord, et tout le monde veut courir à la côte. Quelques paroles provocantes de Brand suffisent alors pour que ceux qui avaient été ses adhérents les plus fanatiques se retournent furieusement contre lui, et lui jettent des pierres avant de descendre. Le voilà seul sur le glacier. Des visions se présentent. Et bientôt il est rejoint par une bohémienne folle, Gerd, qui vit sur le fjeld, et l'entraîne vers l'endroit qu'elle appelle « l'église de glace ». Un coup de fusil qu'elle tire sur un vautour détermine une avalanche qui les engloutit tous les deux.

Ce drame étrange, très réaliste par moments, est plein de monologues philosophiques ou polémiques, de scènes émouvantes, de caricatures, d'élans lyriques, et d'actions qui paraîtraient absurdes si l'art d'Ibsen n'avait su en dissimuler l'invraisemblance et l'odieux. Médiocre, une œuvre comme celle-là

serait simplement illisible. Ibsen avait d'abord commencé à l'écrire sous la forme d'un récit en vers que l'on est convenu d'appeler le Brand épique, car l'élaboration a été longue et pénible. Le manuscrit de ce Brand épique a été retrouvé et publié après la mort de l'auteur (1).

L'objet de cet article est de situer cette œuvre dans le temps et le milieu qui lui ont donné naissance, de rechercher sous l'empire de quels sentiments, de quelles émotions, Ibsen l'a conçue, et quelles phases de joie et de tourments il a traversées pendant qu'il la composait.

IBSEN ET LA GUERRE DU SLESVIG

Lorsque Ibsen, en 1864-65, à Rome, écrivit *Brand*, il n'était pas un débutant. Il avait trente-six ans, il avait écrit déjà neuf pièces dont aucune, il est vrai, n'est de celles que l'on a pu voir jouer en français : elles traitent, la plupart, des sujets historiques ou légendaires trop spécifiquement norvégiens. Ibsen est donc, lorsqu'il compose Brand, un dramaturge expert, d'autant plus maître de son métier qu'il avait été, pendant douze ans, attaché à divers titres à plusieurs théâtres, et avait réglé la mise en scène d'un très grand nombre de pièces. Il était, de plus, poète, et son habileté technique étonnait Björnson, également poète. Et pourtant, cet homme qui savait à fond son métier de poète et d'auteur dramatique, et qui avait même obtenu quelques succès, n'était en général considéré que comme un écrivain plutôt négligeable.

Nous sommes dans la Norvège de 1863. Elle était très pauvre en écrivains. Le niveau général de l'instruction était fort élevé, mais le peuple ne lisait guère que la littérature norvégienne ancienne et des livres religieux. Les classes cultivées se nourrissaient de littérature étrangère et manquaient de confiance dans la capacité littéraire ou artistique nationale, excepté lorsqu'il s'agissait de ressusciter les œuvres du passé ancien. C'était une époque très terre à terre, où les seules manifestations idéalistes notoires étaient des réveils religieux à tendances piétistes.

Dans ce milieu, alors que la Norvège ne comptait que

(1) J'ai publié l'histoire de ce manuscrit et sa traduction dans le *Mercure de France* en 1909, nos des 16 juillet, et 1er et 16 août.

1 650 000 habitants, et qu'aucun livre norvégien n'était lu à l'étranger, même au Danemark, il est clair qu'aucun Norvégien ne pouvait vivre de sa plume et se consacrer entièrement à la littérature. Aussi avait-on pris l'habitude de donner aux écrivains des places ou de modestes subventions.

Ibsen fut le premier qui essaya de vivre du métier de poète et auteur dramatique. Il vivait surtout, et fort mal, de ses fonctions de metteur en scène, mais le « théâtre norvégien » où il était jusqu'en 1862, fit faillite, et il n'eut plus en 1863 au théâtre de Christiania qu'une place de 25 *speciedaler* (140 francs) par mois qui ne lui fut même pas entièrement payée. Et il avait femme et enfant. Au cours de l'année 1863, il fut réduit à une misère que ses amis ne soupçonnaient pas si grande, car il la cachait, et eux-mêmes, étant pauvres, ne voyaient pas entre eux et lui une si grande différence. Pourtant, lorsqu'il n'était pas venu, aux jours habituels, chez Paul Botten Hansen, dont l'appartement était le rendez-vous de ses amis les plus intimes, et chez qui l'on trouvait toujours du hareng et quelques tartines, cet excellent homme s'inquiétait, et allait voir si rien de fâcheux n'était arrivé à son hôte le plus assidu. Ibsen était probablement au café, où il lui arrivait de passer des heures seul, assis devant un bock vide. Car il traversa, en 1863, une période de prostration et d'aboulie, où il fuyait l'horreur de son foyer misérable et maussade, et peut-être les reproches de sa femme, qui ne pouvait comprendre cette inaction. La misère d'Ibsen était si grande, et son découragement si profond, qu'il envisagea, un instant, l'idée de prendre un poste de douanier.

Cependant, en juillet 1863, il fut invité à prendre part aux fêtes qui devaient réunir, à Bergen, des sociétés chorales. Il se ressaisit au cours de ce voyage, qui changeait son atmosphère grise. Il avait demandé, à défaut de la pension de poète permanente qui lui avait été refusée, une bourse de voyage, et il apprit que le succès de cette demande paraissait assez probable. Enfin, — et ce ne fut peut-être pas ce qui contribua le moins à remonter son courage, — il rencontra sur le bateau Björnstjerne Björnson, revenu depuis peu d'un long séjour à l'étranger, et qui se rendait aussi aux fêtes de Bergen. Il n'y avait pas, et il n'y a jamais eu de véritable intimité entre Björnson et Ibsen : leurs natures étaient trop différentes. Mais ils étaient camarades, il n'y avait jamais eu encore de heurt

entre eux, et même leurs idées avaient jusqu'alors toujours paru concorder : ils avaient été bons amis pendant le précédent séjour de Björnson à Christiania, et Björnson avait été le parrain du jeune Sigurd Ibsen. A ce moment, Björnson, avec son tempérament de chef, qui guette constamment les gens afin de voir s'il pourra les enrôler pour son action, fut ravi d'avoir Ibsen avec lui; et, de son côté, Ibsen, entraîné par l'ardeur de son heureux cadet, à qui tout semblait réussir, se prit pour lui d'une admiration où il entrait quelque humilité. Une amitié réciproque, et très vive, se noua entre les deux poètes.

Ibsen s'était si bien ressaisi qu'à son retour de Bergen il composa en deux mois son drame *les Prétendants à la couronne*, qui semble émaner plus qu'aucune autre de ses œuvres, d'un esprit optimiste et serein. C'est un drame historique sur ce que Péguy aurait appelé la mystique du succès.

Cette reprise soudaine d'énergie au milieu d'une période de dépression est bien curieuse, et l'on n'a pas assez noté l'influence alors exercée par Björnson et l'admiration qu'il a inspirée à son aîné. Dans l'histoire des relations entre eux c'est une période pleine de traits qui leur font honneur à tous les deux, et où tout sentiment de jalousie et de rivalité est absolument exclu de part et d'autre.

La bourse de voyage qu'Ibsen avait demandée lui fut enfin accordée : 400 *spd.* (2240 francs) pour un an, sans espoir de renouvellement, puisque le Storting, qui vota cette somme le 12 septembre 1863, ne se réunissait alors que tous les trois ans. La somme était médiocre. Ibsen avait des dettes. Si le montant lui en avait été remis intégralement, et s'il n'avait pas trouvé d'autres ressources, il ne lui serait sans doute pas resté de quoi partir. Heureusement quelque argent fut réuni.

L'avocat Bernard Dunker, qui avait une grande autorité dans toutes les affaires de théâtre, et d'autres, donnèrent. Ibsen ne savait pas demander. Björnson s'entremit, avec un empressement très dévoué. Il se fit le collecteur de sommes modestes, mais qui suffirent pour permettre à Ibsen de payer ses dettes et d'attendre son départ sans engager les trimestres de sa bourse de voyage. L'édition des *Prétendants à la couronne* rapporta aussi quelque chose. Au total, Ibsen allait quitter son pays avec des munitions qu'il devait prévoir suffisantes pour environ un an, mais guère au delà, et en les ména-

geant à l'extrême. Il était le contraire d'un insouciant, et cette situation précaire devait l'inciter à produire, à publier une pièce nouvelle, le plus vite possible. En même temps, il se sentait provisoirement à l'abri du besoin, et jouissait de cette sécurité immédiate.

***

Cependant il se passa plus de six mois avant son départ, et c'est dans cet intervalle que se place une série d'événements qui susciteront la création de *Brand* en même temps qu'ils provoqueront chez une grande partie de la population norvégienne la plus cultivée une disposition d'esprit singulière. La Prusse, unie à l'Autriche, se préparait à prendre au Danemark les duchés de Slesvig et de Holstein. La mort du roi de Danemark, Frédérik VII, le 15 novembre, hâta les événements. Le 1er février 1864, les troupes austro-prussiennes pénétrèrent en Slesvig.

Or, Ibsen était « scandinaviste », c'est-à-dire partisan d'une solidarité des trois États scandinaves. Il l'avait toujours été.

Le scandinavisme était alors très en faveur parmi la population des villes, et particulièrement parmi les « intellectuels » qui donnaient le ton à l'association des étudiants. Cette société jouait un rôle assez important dans la vie nationale. Ibsen n'y prenait pas la parole, car s'il était audacieux par la pensée, il était physiquement gauche, et au fond timide, mais il suivait avec passion les séances où l'on parlait du Danemark, et il ne manquait pas d'écrire des poèmes à lire ou à chanter au cours des séances des samedis, chaque fois que l'occasion s'en présentait. Ses poèmes *Salut au Chant*, *Un frère en détresse*, *A la mémoire de Frédérik VII*, sont ses manifestations scandinavistes. Très nettement, dans le premier, composé pour les fêtes des sociétés chorales, il dit qu'il faudra passer la mer pour secourir le Danemark. Mais il voit clair. En décembre, avant qu'ait commencé dans la presse la contre-offensive des tièdes, il a compris que les promesses n'entraîneront pas l'acte décisif d'alliance. *Un frère en détresse* est un avertissement contre les mensonges pompeux et les promesses vaines. Ibsen y fait entendre la voix du Danemark terrassé qui crie : « Mon frère, qu'es-tu devenu ? » Une dernière strophe dit que ce n'était

qu'un mauvais rêve, et exhorte à l'action. Mais on voit qu'il ne se fait pas d'illusions.

On voit aussi que la question se réduit pour lui à celle-ci : la promesse sera-t-elle tenue ? La question juridique du Holstein, membre de la Confédération germanique, le problème des nationalités qui se partagent le Slesvig, ne l'intéressent pas. Il se demande seulement si la Norvège, qui connaît son devoir et qui l'a proclamé, saura, l'heure venue, sacrifier ses intérêts matériels et soutenir le courage moral des grandes résolutions. Ainsi l'histoire pose devant Ibsen le problème de *Brand*.

C'est un sacrifice total qu'exige l'absolue soumission au devoir. Il s'agit de s'exposer à la défaite à peu près certaine. Cette quasi-certitude du désastre ouvre-t-elle un droit à éluder le devoir ? Ce n'est pas là pour la Norvège un problème de politique internationale, pas plus que Brand ne sera en face d'un problème religieux. C'est uniquement l'absolu de l'exigence morale qui est en cause. Ibsen, d'ailleurs, ne discute pas. Péremptoire, il répond : une nation vaincue en accomplissant son devoir prouve par là même qu'elle mérite de vivre, et elle vivra. Si elle évite la défaite par la lâcheté, elle est diminuée, et risque de disparaître. Des formules de ce genre parsèmeront longtemps la correspondance d'Ibsen.

ROME ; LE *BRAND* ÉPIQUE

Voilà donc Ibsen en route pour l'Italie. A Copenhague, toute fiévreuse de la guerre parvenue, en son troisième mois, au moment décisif, il s'arrête quelque temps ; il y est le 16 avril, jour de la prise de Dybböl (Duppel, en allemand), puis il traverse Berlin, et s'y trouve juste au moment, le 4 mai, où Guillaume fait son entrée triomphale, et il voit les canons danois traînés dans les rues parmi le peuple exalté qui crache dans leurs gueules brisées, comme il le raconte dans une lettre. Ce spectacle le hantera longtemps. Il y reviendra fréquemment dans sa correspondance, et encore six ans plus tard.

Il poursuit ensuite son voyage vers Trieste, et soudain le spectacle change : il a, lui l'homme du nord, la révélation d'une lumière inconnue. Depuis ce moment jusqu'à son arrivée à Rome, il vit dans l'étonnement ravi que lui cause le paysage

italien. Ibsen était peintre, et vingt-quatre ans plus tard il a dit à Henrik Jaeger, le premier qui lui ait consacré une étude biographique étendue, sa surprise lorsque, au sortir des montagnes désertes de Carinthie, l'Adriatique lui apparut, d'un bleu éclatant, couverte de voiles blanches.

Et Ibsen, en même temps, songeait à son pays. Il y songeait par contraste, et revoyait les paysages les plus désolés qu'il y avait visités. Moins de deux ans auparavant, parcourant, pour y recueillir des contes populaires, les montagnes qui descendent du grand glacier du Jotunheim au fjord de Sogn, il était parvenu à Lom, où se trouve une des plus antiques églises en bois du moyen âge. Près de là, le presbytère avait été enseveli sous une avalanche, et le pasteur habitait dans une vieille ferme une grande chambre, où il travaillait et recevait ses ouailles. Un paravent masquait le lit où sa jeune femme avait récemment accouché. La maison était dans une vallée étroite et profonde, et comme Ibsen demandait à la jeune mère si elle ne craignait pas un nouvel éboulement : « Oh, dit-elle, la maison est tout contre le fjeld à pic, et l'avalanche passerait par dessus. »

Le contraste entre la belle lumière riante du ciel italien et la sinistre rudesse des fjelds en de telles vallées amenait Ibsen à se rappeler la manière dont les poètes avaient décrit la nature norvégienne. Tous l'avaient peinte de couleurs charmantes. S'ils parlaient des monts rocheux, c'était pour en célébrer la solidité, qui devenait une qualité morale. Lui ne voyait plus dans tout cela que convention et mensonges. Il s'était déjà moqué en sa jeunesse, dans sa parodie de la *Norma* de Bellini, des excès les plus ridicules des poètes qui voulaient toujours flatter leur pays. Mais lui-même n'avait-il pas fait comme eux? N'avait-il pas chanté surtout l'automne norvégien en lui attribuant un charme mélancolique? Il fallait être vrai, et montrer la nature norvégienne dans toute son âpreté. C'est ainsi que Lom est devenu le décor de Brand. La vieille église de bois, l'étroite et sombre vallée, le presbytère adossé au mur du fjeld, la maison de la mère de Brand au bord du fjord, et le glacier, tout y est. Et *Brand*, par là, marquera une date dans l'histoire de la littérature norvégienne; une certaine façon de décrire le paysage norvégien, habituelle jusqu'alors, deviendra désormais impossible.

Et cette sorte de réalisme pessimiste, qui fait voir à Ibsen

la vallée de Lom comme le paysage typique de la Norvège, s'étend à sa façon de considérer le peuple norvégien. Ou plutôt c'est la grande colère d'Ibsen contre le peuple norvégien qui, symboliquement, fait du paysage de Lom le décor de Brand.

Ibsen, qui avait laissé à Copenhague sa femme et son fils, gagna Rome sans se presser, fit notamment un détour pour voir Milan, et n'arriva en diligence, — car Rome n'était encore reliée au monde par aucun chemin de fer, — que le 19 juin, alors que presque toute la colonie scandinave était dispersée. Cependant un de ses amis, Lorentz Dietrichson, qui était en villégiature à Genzano, étant revenu à Rome pour quelques jours, vint le relancer, et ils passèrent quelques journées ensemble à visiter les monuments et les musées. Comme Dietrichson habitait Rome depuis deux ans et connaissait l'histoire et l'histoire de l'art (il est devenu professeur d'histoire de l'art à Christiania), Ibsen ne pouvait, pour ses débuts, trouver un meilleur guide. Dans une lettre à Björnson, il rend compte de ses premières émotions d'art pendant ces deux ou trois premières semaines passées à Rome. Mais il ne lui parle pas d'une impression d'un autre ordre, que lui causa le spectacle de la Rome antique. Il y voyait la ruine d'un monde, et cette idée jouait dans son esprit et s'y reliait confusément avec ses réflexions sur les nations qui peuvent disparaître. Nous verrons que cette idée n'attendait qu'une occasion pour se préciser.

Malgré tant d'impressions nouvelles, Ibsen n'oubliait pas sa grande colère, comme le montre Dietrichson dans ses Souvenirs. Je cite : « Il y avait longtemps qu'Ibsen ne s'était trouvé le soir en compagnie de Scandinaves, et il se mit à raconter les impressions de douleur et de révolte que lui avaient causées pendant son voyage les événements les plus récents de la guerre. Mais peu à peu, tout insensiblement, le récit prit le caractère d'un discours improvisé; toute l'amertume longtemps comprimée, la colère brûlante et la passion pour la cause du Nord, qu'il avait si longtemps tenues enfermées en lui, se firent jour; sa voix devint métallique, dans l'obscurité du soir on ne voyait que ses yeux ardents, et lorsqu'il eut fini, personne n'applaudit, personne ne leva son verre, mais je crois que tous nous eûmes le sentiment que c'était *la Marseillaise* du Nord qui, pour quelques auditeurs, avait résonné dans l'air de la nuit romaine, sans laisser de traces, et je sais que jamais la

puissance de la parole vivante ne m'a saisi, même à beaucoup près, aussi fortement que ce soir-là. »

Récit d'autant plus curieux que Dietrichson était bon juge en la matière, et que la maladresse d'Ibsen comme orateur était notoire.

Naturellement, il fut impossible à Ibsen de se mettre au travail pendant onze jours qu'il passa à Rome. Dès le 30 juin, en compagnie d'un jeune sculpteur suédois, Walter Runeberg, fils du poète, il rejoignit son ami Dietrichson qui était installé à Genzano, près du lac de Nemi, avec sa famille. Il y trouva aussi Mme Lina Bruun, mère du Christopher Bruun qui avait prononcé à l'association des étudiants le discours dont on a lu quelques extraits. Elle était venue en Italie avec sa fille Thea et un fils plus jeune. A part les matinées, que chacun employait à sa guise, les deux familles norvégiennes, plus Ibsen et Walter Runeberg, menèrent une vie commune de conversations, promenades et lectures jusqu'à l'automne, et Dietrichson se rappelle qu'un jour, après avoir lu à haute voix le récit de la campagne de Julien l'Apostat (je suppose qu'il veut dire la campagne de Perse, où Julien mourut), il vit Ibsen très vivement intéressé, et lui parla de Julien, « et je sais, dit-il, que l'idée de composer quelque œuvre sur ce sujet s'implanta ce jour-là sérieusement dans son esprit. Du moins, en terminant la conversation, il exprima l'espoir que personne ne le devancerait et ne traiterait ce sujet. »

Enfin on revint à Rome pour un séjour prolongé. C'est de Rome où il vient de rentrer qu'Ibsen écrit à Björnson : « Pour le moment, je travaille à un poème et j'ai en préparation une tragédie, *Julien l'Apostat*, travail dont je m'occupe avec une joie intense et que je réussirai, je le crois fermement; au printemps ou en tout cas au cours de l'été j'espère les avoir achevés tous les deux. »

Le grand poème, c'est *Brand*, le *Brand* épique : au cours de l'été 1865, il ne l'aura pas achevé : il commencera seulement à l'écrire sous sa forme définitive. Quant à Julien, il ne l'achèvera, sous le titre d'*Empereur et Galiléen*, que huit ans plus tard.

Qu'il se trompe sur le temps qu'il lui faut pour écrire ses œuvres, c'est ce qui lui arrivait constamment. Cela lui est d'autant plus naturel à ce moment qu'il se sent encouragé par

le souvenir des *Prétendants à la couronne*, si vite écrits, et que la nécessité le presse. Sa bourse de voyage ne sera pas renouvelée. Il ne peut pas compter non plus que les secours pécuniaires de source privée arriveront toujours à point nommé. Il doit produire pour vivre, et il doit produire pour justifier et provoquer l'aide publique ou privée qu'il demandera.

Il calcule à tout instant combien de temps il pourra tenir. Heureusement la vie n'est pas chère à Rome. Le 1er janvier il succédera à Dietrichson comme bibliothécaire de l'association scandinave, où il sera logé et aura une petite indemnité. Mais tout cela ne le mènera pas loin. Le séjour à Copenhague, le long voyage, les premières promenades dans Rome ont été très profitables, sans doute, pour son œuvre à venir, mais c'est trois mois de perdus pour la production immédiate. C'est même plus de trois mois, car à Genzano il a dû ruminer ses impressions, y mettre de l'ordre, et bâtir à nouveau.

Le 17 avril, de Copenhague, il avait écrit à l'un de ceux qui lui envoyaient quelque argent : « Aussitôt arrivé à Rome, je commencerai un nouveau drame en cinq actes, que j'espère terminer au cours de l'été. » Nous voici en automne, et il vient seulement de commencer à écrire.

Quel était ce drame qu'à son départ il comptait pouvoir achever si vite? Ce n'était pas Brand. Le héros devait en être Magnus Heinessön, viking attardé, pirate norvégien de la fin du XVIe siècle, sur qui, avant de quitter Christiania, il prit quelques notes qu'il emporta (1). En septembre 1864, la lettre à Björnson montre qu'il n'est plus question de Mogens Heinessön. Il a été remplacé par Brand et Julien. Malgré le retard qui en résultera pour sa première publication, Ibsen n'a pas voulu ni pu imposer à son esprit le sujet que des pensées nouvelles en écartaient.

Le 16 septembre, à Rome, *Brand* en était donc à ce point

(1) On a soutenu que le drame visé dans la lettre à Bernard Dunker, le 17 avril 1864, était *Brand*, qui aurait donc été conçu beaucoup plus tôt que je ne l'indique, et primitivement sous une première forme dramatique. Cette opinion a beaucoup contribué à embrouiller l'histoire de la genèse de *Brand*. Je ne peux ici développer une démonstration assez longue, qui reposerait sur la critique d'une phrase des souvenirs de Lorrentz Dietrichson. Le présent article n'a déjà que trop le caractère d'une démonstration, ce que je ne pouvais éviter parce que les résultats de mon étude étaient en grande partie nouveaux. Du moins convenait-il d'écarter ici les preuves trop techniques, et que l'on ne pourrait suivre sans perdre de vue, momentanément, l'objet essentiel de l'article.

qu'Ibsen pouvait se mettre à l'écrire, et peut-être avait commencé. Cela ne nous dit pas quand il a été conçu. Nous savons à quel moment lui est soudain venue l'idée de consacrer un drame à l'empereur Julien : c'est le jour où Dietrichson, à Genzano, a lu le récit de la mort socratique de Julien dans Ammien Marcellin, c'est-à-dire entre le 1er juillet et le 26, jour où Dietrichson partit pour Naples. Quant à *Brand*, il n'a eu, comme il est naturel pour un pareil produit de l'esprit, aucune date de naissance déterminée. Mais deux textes permettent de préciser le moment où la nébuleuse commence à se condenser en astre. Une première précision est fournie par Ibsen lui-même six ans plus tard, le 28 octobre 1870, dans une lettre à un ami qui lui demandait des renseignements pour une biographie. Il écrit :

« Juste au moment où parurent *les Prétendants à la couronne*, Frédérik VII mourut et la guerre commença. J'écrivis un poème : *Un frère en détresse*. Il fut naturellement sans effet en face de l'américanisme norvégien, qui m'avait rebuté de toutes façons. Et je partis en exil.

« Lorsque j'arrivai à Copenhague, Dybböl tomba. A Berlin je vis le roi Wilhelm faire son entrée avec trophées et butin. En ces jours-là Brand commença à croître comme un embryon au dedans de moi. En Italie, lorsque j'y arrivai, l'œuvre de l'unité était accomplie par un esprit de sacrifice sans limite, tandis que chez nous... Ajoute à cela Rome, avec son idéale sérénité, la vie commune avec le monde insouciant des artistes, une existence qui peut seulement être comparée au sentiment que donne *As you like it* de Shakspeare,... et tu auras les préludes de Brand. »

Ibsen, six ans après les événements, pouvait bien commettre quelque erreur de date. Mais ici, où il s'agissait de faits qui l'avaient si vivement frappé, et qui étaient en rapport si direct avec son *Brand*, je ne pense pas qu'il ait pu se tromper.

La période d'incubation commence donc avec les journées de Dybböl et de Berlin, et ne s'achève que lorsqu'Ibsen a pu goûter le charme de la vie insouciante des artistes scandinaves à Rome, c'est-à-dire quelques semaines après la fin du séjour à Genzano. Et ces émotions et impressions si diverses, qui se sont succédé au cours de quatre mois, ne donnent encore que les préludes de *Brand*. C'est-à-dire que, si nous nous fions à la

mémoire d'Ibsen, et si les mots « embryon » et « préludes » ne sont pas des images excessives, nous devons croire que lorsque Ibsen annonça à Björnson, le 16 septembre, qu'il travaille à son Julien et à « un grand poème », c'est à peine si la fable du *Brand* épique est assez nettement établie pour qu'il puisse commencer à écrire.

Et voici un second texte, qui confirme et précise le premier, et qui provient aussi d'Ibsen, quoique indirectement. On sait qu'il a été longuement interrogé par l'auteur du *Dictionnaire des écrivains*, J.-B. Halvorsen, pour le long article biographique que celui-ci voulait lui consacrer, qu'il a fourni des documents et lu l'article en épreuves. Or, Halvorsen dit :

« Le premier projet littéraire qui l'a occupé au cours de son étude des monuments et de l'histoire de Rome fut l'esquisse indécise d'une pièce historique mondiale avec Julien l'Apostat comme personnage principal. Mais au bout de quelque temps les souvenirs de son pays apparurent à ses regards en contours plus nets que les tableaux de la civilisation antique... »

On est tout d'abord tenté, en lisant ces lignes, de penser qu'elles contredisent la lettre à P. Hansen, puisqu'ici *Brand* semble n'avoir pas existé du tout avant la première esquisse du drame sur Julien. Mais les deux textes se concilient parfaitement. Celui de Halvorsen, qui parle de « projet littéraire », montre simplement qu'en juillet, lorsque l'idée d'un *Julien* fut suggérée à Ibsen par la lecture d'Ammien, l'idée de *Brand* était encore trop confuse pour être mentionnée comme un tel projet, et cela montre en même temps que les termes d' « embryon » et de « préludes » n'avaient rien de forcé. Le fait est que *Julien*, en tant que projet littéraire vaguement esquissé, mais déjà défini, a précédé *Brand*. Celui-ci n'existait encore que comme une figure très indécise qui devait personnifier une idée : ni la fable, ni même le personnage n'étaient ébauchés. On doit donc se représenter Ibsen, dans le calme de Genzano, lisant la traduction allemande d'Ammien Marcellin que Dietrichson avait apportée, prenant des notes, et s'apercevant peu à peu que la matière est trop considérable pour tenir en cinq actes. Ne peut-on écrire une pièce en dix actes? demande-t-il à Dietrichson. Ces premiers tâtonnements pour faire entrer dans l'œuvre future les inquiétudes religieuses de la jeunesse de Julien, ses victoires en Gaule et son apostasie, enfin son essai de restau-

ration du paganisme pendant son court règne, constituent « l'esquisse indécise ». Et c'est seulement au bout de quelque temps, dit Halvorsen, que les souvenirs de Norvège apparaissent à Ibsen en contours plus nets que les tableaux de la civilisation antique. Les souvenirs de Norvège, il n'a évidemment pas cessé d'en être hanté, les tableaux de la civilisation antique ne pouvaient avoir à ses yeux un relief plus saisissant. Il est clair que la phrase de Halvorsen n'a de sens que parce que les souvenirs de Norvège y représentent Brand, cette figure jusqu'ici brumeuse, qui en était l'expression symbolique. C'est alors que cette figure se dessine.

Il est remarquable que ces deux sujets, *Brand* et *Julien*, soient nés presque ensemble dans l'esprit d'Ibsen. Il faut qu'ils aient répondu tous les deux, chacun par quelque côté, à ses préoccupations du moment. Or, ce qu'ils ont de commun, à première vue, c'est qu'ils parlent tous deux de la religion. Ce n'est pourtant pas là le point de départ d'aucun des deux.

Ibsen a fait observer à maintes reprises dans sa correspondance qu'il n'a traité dans *Brand* aucun problème religieux, mais seulement le problème de la volonté, du dévouement à l'idée, quelle qu'elle soit, en sorte qu'il aurait aussi bien pu prendre, à la place de Brand, par exemple, Galilée. C'est évident : que Brand soit prêtre n'a rien d'essentiel. Mais enfin, il l'est. Quant à Julien, on peut dire aussi que ce n'est pas le problème religieux qui a incité Ibsen à l'étudier en vue d'une pièce, au moins à l'origine. Il y a vu d'abord l'histoire de la fin du monde. Il songeait alors que l'antique Norvège était un monde mort, tandis qu'il avait cru, sans bien s'en rendre compte, qu'elle revivait ou pouvait revivre aussi brillante que jadis sous d'autres formes. Il se demande dans ses lettres, à cette époque, si une nation peut disparaître. On voit qu'il est hanté par cette question. Et il voit à Rome la ruine du monde antique, manifestée par l'hiatus entre les monuments qu'il a laissés et ceux de la pré-Renaissance. Jamais il ne s'est exprimé par écrit sur cette idée primordiale de son Julien, mais à son biographe Henrik Jaeger il a dit que le sujet lui avait été suggéré par le spectacle de la vieille Rome. Or, il y a là une connexité profonde entre Brand et Julien. Brand est écrit précisément parce que les Norvégiens n'ont pas eu, dans l'affaire du Slesvig, l'énergie qui fait qu'un peuple est digne de vivre, et

sans laquelle il peut très bien disparaître. Ibsen dit même dans une lettre qu'il augure mal de la durée du peuple norvégien. Au point de départ, Brand et Julien procèdent donc de la même pensée, qui n'est pas religieuse, tandis que la connexité religieuse des deux sujets n'est qu'apparente, et l'on est tenté de dire : fortuite.

Nous voici donc à Rome quelques jours après le retour de Genzano, le 16 septembre, jour de repère où il écrit sa lettre à Björnson. Ibsen travaille à la fois à Brand et à Julien, qu'il prétend mener de front. Je crois que c'est l'unique fois de sa vie qu'il a essayé un tel cumul. Naturellement, il lui est arrivé de réfléchir à quelques vieux sujets ou d'en inventer de nouveaux lorsqu'il en avait déjà un en préparation. Mais travailler à la fois à deux sujets ne lui était pas possible. Il avait besoin de s'absorber dans son œuvre et de s'y consacrer totalement. Et certes, Brand et Julien n'étaient pas des sujets à traiter plus légèrement que d'habitude, ce dont il se rendait bien compte déjà, au moins pour Julien. Cette exception s'explique parce qu'aucun des deux projets n'était mûr, aucun d'eux n'était assez avancé pour exiger une attention totale, exclusive. Le « grand poème, » en particulier, n'était pas même ébauché. Koll, — c'était alors le frigide nom du futur Brand, — n'était encore qu'un prêtre sévère et distant, placé dans le cadre de la vallée de Lom. Il était seul, sans histoire; les autres personnages ne sont venus qu'après, pendant les premières semaines du séjour à Rome. Il commençait seulement à entrer en concurrence avec Julien dans l'esprit d'Ibsen. Mais dès que la fable du poème de Brand a été construite, on peut être assuré qu'Ibsen n'a pas tardé à renoncer à Julien, et le temps pendant lequel il s'est imaginé qu'il pourrait travailler aux deux à la fois n'a pas dû être long. Il parle encore de son double projet dans une lettre à son ami Botten Hansen, lettre perdue, mais qui est du commencement d'octobre, puisque Botten Hansen la résume dans le numéro du 20 octobre de son hebdomadaire *le Nouvelliste illustré*. C'est sansdoute au cours d'octobre qu'il a décidément ajourné Julien.

Le 16 septembre, Ibsen est en train, ou sur le point d'écrire son grand poème, et bientôt il s'y consacrera uniquement. Cela ne signifie pas que la fable et le contenu en sont rigoureusement établis. Ibsen espère que tout se précisera de soi-

même en cours de rédaction : sur ce que furent la fable et l'idée du poème, c'est tout ce que nous pouvons savoir par les circonstances extérieures. Et la lecture du *Brand* inachevé y ajoute peu, car, bien qu'il compte 1 645 vers, il s'arrête avant même la séparation d'Agnès et d'Ejnar, c'est-à-dire au commencement de ce qui deviendra le second acte du drame. Tous les personnages sont posés, le docteur, le bailli, Gerd. Mais leur histoire n'est pas esquissée. Pour comparer la première conception d'Ibsen, au *Brand* dramatique, on en sera réduit aux conjectures. Et Ibsen, selon son ordinaire, ne nous renseigne ni par ses lettres d'alors ni par ses lettres de plus tard. Pas davantage par ses conversations. C'est sa manière. Toute sa vie, ses amis les plus intimes, et même sa famille ont été dans l'ignorance du sujet qu'il était en train de traiter. On le perd pour ainsi dire de vue pendant qu'il écrit une pièce et sa correspondance même devient plus rare. Sur sa vie au cours des dix mois, de septembre 1864 à juillet 1865, où il a été occupé du Brand épique, nous avons des renseignements, mais non sur son travail.

Cependant les artistes et les écrivains de la colonie scandinave à Rome menaient une vie presque commune. Or on sait par le cahier des réclamations de l'association qu'Ibsen y fréquentait assidument. Et l'on sait par Dietrichson et d'autres qu'il dînait habituellement au Tritone, auberge de paysans où le vin était bon, et y passait la soirée, et qu'il prenait même part à des promenades en nombreuse et gaie compagnie. Et volontiers, seul ou avec Dietrichson, il parcourait les monuments et les musées. Le matin, il s'enfermait et travaillait avec sa ponctualité coutumière. Ensuite, s'il n'était pas pris par des lectures sur Julien, quelque visite de musées ou des promenades de réflexion sur la voie Appia ou dans les thermes de Caracalla, il était à l'association ou en société. Il était plein d'entrain, causant, et savait se rendre agréable. Il paraissait jouir de la vie gaie, facile, qui s'était établie dans la colonie, et qui a été très bien décrite par le romancier danois Wilhelm Bergsöe. Vie sans soucis à laquelle il n'était guère habitué. On a quelque peine à se le représenter dans un tel milieu. On y a surtout peine quand on songe qu'il écrivait *Brand*. Et l'on a peine à s'imaginer qu'il s'y soit plu suffisamment pour en apprécier le charme. Il y faisait naturellement ses observations, et

lorsque en 1866 *Brand* parut, tous les membres de la colonie, en lisant la scène du premier acte, où Ejnar et Agnès se poursuivent en chantant, se rappelèrent qu'en 1864, au cours d'une promenade à la tombe de Cecilia Metella, Mlle Thea Bruun et Valther Runeberg s'étaient amusés à danser l'un devant l'autre, puis à se fuir, et à courir en se lançant des oranges. Ibsen n'avait certainement pas besoin de vivre parmi cette colonie d'artistes pour inventer Ejnar. Il est toutefois intéressant de le voir, à ce moment même, en présence du milieu naturel d'Ejnar. C'est là que le personnage s'est au moins précisé dans son esprit. Et il est aussi probable qu'Agnès a emprunté plus d'un trait à Thea Bruun, avec laquelle Ibsen venait de passer deux mois à Genzano, et à qui est adressé un joli poème, le seul qu'il ait composé cet été-là. Mais s'il se joignait à des gens joyeux, pour les observer, il devait se sentir très isolé au milieu d'eux, et la solitude de Brand devait en être accentuée.

Le soir, au Tritone, Ibsen n'était plus seulement un spectateur, ou du moins il n'était plus un spectateur passif. Assis au bout de la table, il lui arrivait de pérorer sur les événements du nord, et ce fut lui, presque toujours, qui conduisit la conversation pendant tout l'hiver. Son sujet favori était la vocation, auquel se rapportaient plusieurs des pièces qu'il avait déjà écrites, et aussi le sujet de *Brand :* doit-on se sacrifier à sa vocation ? Et, vu son public, Ibsen prenait comme exemple une vocation d'artiste. Volontiers, il posait la question sous cette forme : faut-il avaler la clef de la porte ou devenir employé de commerce ? Car Chatterton, après avoir jeûné pendant trois jours plutôt que d'accepter une place de commis, aurait, dit-on, essayé de se nourrir en avalant la clef de sa porte, que son logeur retrouva dans son estomac, après qu'il se fut empoisonné.

Nous voyons donc, pendant cet hiver, un Ibsen bien différent du muet maussade que l'on se figure d'habitude. Il est évidemment très satisfait de son travail. Il le dit lui-même, d'ailleurs, dans une lettre du 28 janvier 1865 à Björnson : « Notre vie est agréable et bonne, et quand sera passée la petite inquiétude que je vais éprouver, je me remettrai vigoureusement à mon travail qui me cause beaucoup de joie, bien qu'il aura sans doute une couleur générale assez sombre. »

La petite inquiétude dont il parle est naturellement un

souci d'argent. On voit dans la lettre qu'il vit d'emprunts avant chaque arrivée d'argent. Cependant, son beau-frère, à Christiania, a encore quelque chose de sa bourse de voyage, et 40 scudi par mois suffisent. Vers la fin de juillet, Ibsen a reçu l'offre officielle de prendre la direction du « théâtre de Christiania ». Ce serait la vie assurée, au moins pour une assez longue période. Il a refusé catégoriquement. Malgré ce qu'ont de lancinant pour son tempérament nerveux les perpétuels embarras d'argent où il se débat, son parti est bien pris de ne se laisser détourner par rien de son œuvre d'écrivain. Ibsen a vraiment montré pendant les années 1864 et 1865, qu'il était de ceux qui avaleraient la clef de la porte. Et, à part de « petites inquiétudes », il est de bonne humeur, car son travail va bien.

Cette satisfaction ne va pas durer.

Au commencement de mars 1865, il lut à son ami Dietrichson un passage du *Brand* épique, passage qui a complètement disparu du *Brand* dramatique, et où il se moquait de certaines exaltations patriotiques célèbres en Norvège. Mais il ne dit pas à Dietrichson à quoi se rapportaient les vers qu'il venait de lui lire, et Dietrichson, qui raconte le fait plus tard, est fort intrigué, puisque rien de ce qu'il a entendu n'appartient ni à Brand ni à Julien.

Ibsen a sans doute achevé ce que nous avons de son poème peu de temps après, mettons à la fin d'avril. Comme nous verrons tout à l'heure que c'est vers le milieu de juillet qu'il a « jeté par dessus bord » ce qu'il avait écrit jusque-là, pour adopter la forme dramatique, on peut se demander ce qu'il a fait pendant cette période intermédiaire de trois mois environ, peut-être un peu plus. Que signifie, pour cet Ibsen que son travail passionne et que la nécessité talonne, une si longue interruption ? Car c'est bien une interruption. Le manuscrit s'arrête brusquement au beau milieu d'un discours de Brand (Koll a déjà changé de nom) ; et ce discours ne sera pas prononcé dans le drame. Il devait évidemment amener dans le poème l'adhésion à Brand des hommes qui lui demandent de rester dans leur paroisse comme pasteur, et ce résultat est obtenu dans le drame par l'exemple d'énergie que donne le jeune prêtre en risquant sa vie pour passer le fjord malgré la tempête, et sauver l'âme d'un mourant criminel. Jusqu'à ce discours, la fable du *Brand* épique est exactement celle qu'Ibsen

a suivie pour son drame. Il a senti qu'un sermon n'était pas suffisant pour provoquer tout ce qu'il voulait en tirer : l'enthousiasme des paysans, la séparation d'Agnès et d'Ejnar, et le renoncement que constitue pour Brand l'acceptation de l'humble poste offert. Mais il aurait pu continuer son poème en y remplaçant ce discours par l'acte qu'il lui a substitué dans le drame. Il n'aurait eu ainsi à sacrifier que trois strophes au lieu de 1 645 vers. Certes, l'idée que Brand ne peut pas triompher par des paroles seulement, et que des actes sont nécessaires, est importante. Elle ne suffit pourtant pas pour expliquer qu'Ibsen soit resté près de trois mois en suspens, et qu'il ait finalement renoncé au *Brand* épique, dont il avait été, pendant l'hiver, si satisfait, pour le transformer en drame. L'histoire de cette crise et de la composition du *Brand* dramatique, n'est connu que par la correspondance d'Ibsen, où il l'a écrite à son insu.

LA RÉVÉLATION DE SAINT-PIERRE ET LE *BRAND* DRAMATIQUE

Au commencement du printemps de 1865, Dietrichson, puis Chr. Bruun, quittèrent Rome. Ibsen, en pleine période de production, n'avait plus besoin de se documenter auprès d'eux, ni de faire poser ses modèles, ni d'exciter son esprit par le jeu des paradoxes au Tritone. Il lui fallait le calme, l'isolement. Il partit, semble-t-il, dès le mois d'avril, pour aller s'installer à Ariccia, environ à quatre kilomètres de Genzano, avec sa femme et son petit garçon, car il est toujours volontiers retourné vers les paysages qui lui avaient une fois plu. Cette année-là, il n'eut pour compagnie scandinave qu'un peintre norvégien un peu fou, qui ne le dérangea guère, car Ibsen lui inspirait un respect comique. Et la vie de travail s'organisa. Ibsen se levait de très bonne heure, et se promenait, solitaire, dans la campagne, puis il rentrait travailler. Il travaillait avec acharnement jusqu'au soir. Mais il n'avançait pas. La joie n'y était plus. Il ruminait son *Brand*, ne cessait d'y penser, mais n'écrivait plus. Une lettre à Björnson, du 12 septembre, nous dit à peu près la date, milieu de juillet, où il finit par renoncer à son *Brand* épique :

« Tout va très bien maintenant, et au fond il en a été de même tout le temps, si j'excepte les moments où je ne savais

pas comment m'en tirer sous aucun rapport, pas seulement pour l'argent, mais parce que mon travail ne voulait pas avancer. Et puis, je suis allé un jour à Saint-Pierre, j'avais une course à faire à Rome, et là, soudain, s'est révélée à moi une forme vigoureuse et claire pour ce que j'avais à dire.

« Maintenant, j'ai jeté par dessus bord ce qui m'a torturé pendant un an sans parvenir à rien, et au milieu de juillet j'ai commencé quelque chose de nouveau, qui a marché comme jamais rien encore n'avait marché pour moi. C'est nouveau en ce sens que j'ai alors commencé à écrire, mais le sujet et le sentiment ont pesé sur moi comme un cauchemar depuis que les nombreux événements sinistres de chez nous m'ont amené à regarder en moi-même et à considérer notre vie là-bas, et à penser à des choses qui m'avaient échappé, ou du moins auxquelles je n'avais pas prêté sérieuse attention. C'est un poème dramatique, sujet contemporain, contenu grave, cinq actes en vers rimés (pas une *Comédie de l'amour*). Le quatrième acte sera bientôt terminé, et je sens que je peux écrire le cinquième en huit jours; je travaille le matin et l'après-midi, ce que je n'ai jamais pu faire. On jouit ici d'un calme béni; pas de relations; je ne lis rien d'autre que la Bible, c'est puissant et fort. »

Ce qui m'a torturé pendant un an... Ibsen exagère. Il oublie l'hiver où son travail lui donnait tant de joie. Mais, sans qu'il fournisse aucune explication sur le changement subi par le sujet « contemporain », à « contenu grave », il est clair qu'entre la première période de l'écriture du *Brand* épique, à Rome, et la seconde période, à Ariccia, la différence ne consiste pas seulement dans les circonstances extérieures : il atteint le travail lui-même, qui devient un tourment. Les promenades solitaires dont il disait qu'elles n'étaient pas du temps perdu, à Rome, ne l'aident plus, à Ariccia, à retrouver le fil perdu. Il traîne ainsi jusqu'au jour où il a la révélation soudaine de la forme qui lui convient. Et quel merveilleux coup de fouet a été la brusque vision à Saint-Pierre. Du milieu de juillet au 12 septembre, Ibsen a pu construire le plan de sa pièce et en avancer l'écriture, mettons jusqu'au milieu du quatrième acte, ce qui fait trois mille vers. Comme toujours, il s'est trompé en disant qu'il pourrait achever le cinquième acte en huit jours. Cet acte a pris des proportions que sans doute

il n'avait pas prévues, et compte à lui seul 1 779 vers. Mais après avoir tout corrigé, recorrigé et recopié une dernière fois, il peut envoyer la fin du manuscrit définitif à son éditeur le 16 novembre. Quatre mois lui ont suffi pour composer cet énorme drame de 5 395 vers, alors qu'il lui avait fallu environ quatorze mois pour le concevoir et trouver la forme qu'il devait lui donner. Surtout, il est intéressant d'observer cette prodigieuse rapidité à construire la pièce et à l'écrire pendant les premières semaines qui ont suivi la grande révélation. Il devait être alors dans un état d'exaltation singulier. Il le dit d'ailleurs lui-même dans une lettre à Björnson du 4 mars 1866, près de quatre mois après l'achèvement de Brand : « Cet été, lorsque j'écrivais ma pièce, j'étais, au milieu de la misère et des ennuis, indiciblement heureux, je sentais en moi un enthousiasme de croisé, je ne sais rien que mon courage n'aurait osé affronter. »

La révélation de Saint-Pierre, c'est l'instant décisif, c'est l'heure de l'inspiration qui s'est fait longtemps attendre. Elle doit être l'éclosion soudaine d'un germe lentement mûri dans l'esprit d'Ibsen. Nous en voyons l'importance par « l'enthousiasme de croisé » qui a suivi. Quelle a été sa vraie signification, c'est là l'énigme qu'il nous reste à déchiffrer.

On a dit souvent qu'un auteur a besoin pour traiter un sujet qui lui tient à cœur d'attendre que son émotion soit calmée. C'est seulement dans l'été de 1865, plus d'un an après les événements qui avaient soulevé la grande indignation d'Ibsen, et lorsqu'elle se serait quelque peu apaisée, qu'il aurait enfin été capable de lui donner forme poétique. Pour qui a lu *Brand*, l'idée que ce drame serait écrit avec une âme presque apaisée est plutôt comique. Même sans connaître le *Brand* épique, terme de comparaison, on à peine à le croire.

Si l'on consulte la correspondance d'Ibsen au moment où il écrit, ou quand il vient d'écrire le *Brand* dramatique, on ne s'aperçoit guère que son âme soit apaisée. Il est vrai qu'elle était déjà fort en colère à la fin de juin 1864, lorsqu'il prononça, dans une auberge de Rome, le discours que Dietrichson a qualifié de « Marseillaise du Nord », et l'on doit *a priori* considérer comme impossible qu'il se soit maintenu pendant plus d'un an à ce diapason. C'est cependant ce que l'on constate par sa correspondance.

Il y parle de l'entrée de Guillaume à Berlin, — c'est déci-

dément le souvenir qui l'obsède le plus, — et il dit son indignation contre les Danois de Rome qui allaient au temple de Rome, où un pasteur prussien, pendant la guerre, priait pour le succès des armes prussiennes.

« Tu peux croire si je me suis mis en colère et si j'y ai mis ordre ; car ici je n'ai peur de rien ; chez nous, j'avais peur, quand je me trouvais au milieu du troupeau débile, et que je sentais les vilains sourires derrière moi. »

Et, tout bouillant d'indignation, il rappelle la satisfaction intime des bonnes gens qui vantent l'esprit réfléchi des Norvégiens, « par quoi rien d'autre n'est désigné que cette tiède température de sang, qui rend impossible à ces âmes honnêtes de commettre une folie de grand style ». A cette tiédeur, il oppose l'enthousiasme national des Italiens, et continue avec des considérations sur la ruine des nations qui s'abandonnent

On pourrait multiplier ces citations. Elles ne laissent aucun doute : Ibsen n'est pas moins vibrant d'indignation lorsqu'il achève *Brand* que lorsque se passaient les événements qui en ont amené la conception. Sa colère, qui semblait arrivée à un paroxysme, n'est pas restée stationnaire : elle s'est accrue.

Elle ne l'empêche pas, toutefois, de se sentir heureux, comme jamais il ne l'avait été. C'est là chez lui un sentiment profond, qui est sans aucun rapport avec sa situation, toujours difficile. Sans doute, il pouvait éprouver quelque satisfaction, vers la fin de 1865, d'avoir pu « tenir le coup » assez longtemps pour achever son drame. Sa bourse de voyage était épuisée, les secours qu'il avait reçus devaient l'être aussi, mais grâce à l'entremise spontanée de Björnson, Ibsen allait publier son *Brand* chez le grand éditeur danois Hegel, qui lui envoyait des avances. Il espérait ainsi atteindre le moment de la publication et la réunion du nouveau Storting auquel il comptait adresser une demande de « pension de poète » annuelle. Il avait donc le moyen d'attendre l'heure où il n'était pas impossible qu'il obtînt une sécurité de vivre médiocrement pour son art. Cet espoir incertain n'était pas de nature à rassurer sur l'avenir un homme peu enclin aux illusions. Il avait, notamment, peu de confiance dans le succès de son livre, qui devait soulever contre lui, croyait-il, une vive animosité en Norvège.

Et pourtant il est heureux. Pendant quatorze mois, son travail a été une joie presque continue, seulement coupée par la

période de désarroi à laquelle a mis fin la révélation de Saint-Pierre. Et il est satisfait de son œuvre achevée. Mais la différence est grande entre son humeur de l'hiver 1864-65 et celle de l'automne 1865. Pendant la première période romaine, son esprit est assez dispersé. Il jouit d'acquérir tant de notions nouvelles. Il jouit de vivre dans un milieu si libre. Sa colère même peut s'exprimer librement, et ne l'irrite plus. Il éprouve une sorte de bien-être intellectuel. Son âpreté s'atténue, et cela se marque même dans le *Brand* épique, comparé au drame. Et s'il est content de son travail, c'est une satisfaction qui n'a rien d'exalté. Au contraire, ce qui caractérise Ibsen pendant qu'il écrit le *Brand* définitif, c'est l'extrême concentration, l'enthousiasme, et une joie intime et profonde où il se baigne avec délices. Vraiment, on a peine à s'expliquer comment cette joie est compatible avec sa grande colère prolongée, ainsi qu'avec l'âpreté accrue de son drame. Mais le fait est certain : ce drame le rend heureux d'un bonheur inconnu. On le voit dans une lettre du 4 mai 1866 à l'un de ses plus chers amis, l'historien, Michael Birkeland. Il lui dit : « En ce qui concerne mon être intime, je crois qu'il est très changé à certains égards. Mais je crois tout de même que je suis plus moi-même aujourd'hui que jamais auparavant. » Être soi-même, n'est-ce pas pour lui la perfection, à ce moment où il va écrire *Peer Gynt* ? Être soi-même, pour Ibsen, et à cette date, consiste à être un poète qui « veut et doit aller là où l'énigme du temps indique la voie », comme il le dit dans le poème d'introduction au *Brand* épique, — un poète qui est un guide pour le peuple.

Ibsen n'est vraiment plus, comme on l'a dit, le poète du doute. Quel chemin parcouru depuis *les Prétendants à la couronne*, où le duc Skule, génial, mais inquiet, incertain de son droit, hésitant dans son action, est voué d'avance à l'échec le plus lamentable. L'orgueil d'Ibsen devient prodigieux. Sa confiance en lui-même est absolue. A l'avocat Dunker il écrit le 14 mars, en lui annonçant l'envoi d'un exemplaire de *Brand* :

« ... Peut-être est-ce surtout la situation chez nous, comparée avec ce que j'ai vu possible ici, qui a produit de l'effet sur moi. C'est comme résultat de ceci que mon livre est éclos ; mais bien que j'aie *la plus inébranlable certitude d'avoir raison*, je ne sais si j'aurai beaucoup de gens avec moi. »

Cependant son orgueilleuse certitude d'avoir raison n'exclut

pas le doute, puisqu'il doute du succès et n'a qu'un optimisme lointain. La défaite serait terrible pour lui. Elle signifierait que bientôt, sans espoir d'obtenir la pension de poète ni de voir se renouveler les secours privés, il serait sans ressources et obligé d'accepter quelque humble fonction qui ne lui laisserait plus le loisir d'écrire, car il a pris spontanément vis-à-vis de Björnson l'engagement de refuser la direction du théâtre. C'est avec cette sinistre perspective qu'il a composé son drame. « Je veux et j'aurai une victoire un jour, » affirme-t-il. Cette phrase est plutôt l'exclamation d'un entêté que l'affirmation tranquille d'un homme sûr de son fait. Tout en travaillant avec enthousiasme, il a dû parfois faire effort pour écarter d'assez sombres pressentiments. Mais souvent aussi ses difficultés matérielles et ses inquiétudes d'avenir devenaient pour lui un motif nouveau d'exaltation, car son absolu dévouement à son œuvre le rapprochait de Brand. Il devenait lui-même comparable à son héros, puisque, lui aussi, il sacrifiait tout à sa mission, sa mission de poète. Qui sait s'il n'a pas pensé à sa femme et au jeune Sigurd, qu'il allait peut-être condamner à une existence misérable, lorsqu'il a fait mourir Alf et Agnès?

Nous voilà bien loin de la guerre du Slesvig, et le lecteur a sans doute l'impression qu'en m'attardant à décrire les mouvements de l'âme d'Ibsen, j'ai glissé hors de mon sujet. Mais non, c'est bien le passage du *Brand* épique au *Brand* dramatique qui est en jeu, lorsque nous suivons la transformation qui s'est produite dans l'esprit d'Ibsen, et s'il y a eu glissement d'un sujet à un autre, c'est précisément dans ce passage, et c'est l'évolution de la pensée d'Ibsen qui le révèle. D'abord, il assistait, maussade et timide, dans un coin de la salle de l'association des étudiants, aux séances où il ne prenait de part active que parce qu'on y chantait quelqu'un de ses poèmes. Plus tard, il exhale librement sa colère contre la lâcheté norvégienne au Tritone; il dresse un personnage comme antithèse à cette réalité qu'il veut flétrir. Son sujet est surtout cette réalité même; son héros, un moyen de la faire ressortir et un être extérieur à lui. Des épisodes sont inventés, où il est simple spectateur, et dont l'unique personnage est le peuple norvégien.

Peu à peu, une analogie de situation entre l'auteur et son héros qui met en évidence une analogie de caractère, amène Ibsen à s'identifier avec ce héros, qui remplit l'œuvre de plus en

plus. La fable n'est pas modifiée, mais le sujet n'est plus tout à fait le même. La veulerie du peuple n'est plus que l'occasion de poser dans toute son ampleur le problème de l'exigence absolue. Ibsen ne se rend pas tout de suite compte du changement; il y est inconsciemment porté parce que c'est, sous un aspect nouveau, le problème de la vocation qui l'a toujours hanté. Il est seulement gêné par le réalisme trop étroit que lui impose la forme d'un récit, et il entre dans la période où il ne sait « comment en sortir ». Déjà le hautain Koll a fait place à l'ardent Brand. Il faut que celui-ci se signale par l'éclat d'actes surhumains. Il a grandi jusqu'à faire éclater le cadre du roman. Dans un récit, même de forme épique, toutes les circonstances secondaires exigent des justifications trop détaillées et acquièrent une existence propre. L'attention ne se concentre pas aussi fortement sur un personnage unique. Il fallait la simplification du drame où un être irréel, pur symbole, peut être vivant, et que Brand pouvait dominer absolument.

La cause du désarroi d'Ibsen au printemps est donc le grandissement de Brand, et nous comprenons la révélation de Saint-Pierre. Le poète a compris que le drame était la seule forme qui lui permettait d'élaguer tout ce qui gênait le plein déploiement de son héros. Forme et fond sont liés. Le poème convenait au Koll primitif. Il ne convenait plus à Brand. L'indignation causée par l'attitude du peuple norvégien dans la guerre du Slesvig devait tout naturellement s'exprimer par un poème, et il existait déjà un exemple de telles invectives en vers : *le Crépuscule de la Norvège* de Welhaven. Mais cette critique de la hâblerie, de la veulerie, du matérialisme et de l'indifférence pour une vie plus haute était un sujet de poème assez médiocre, d'où Ibsen s'est instinctivement évadé. Avec son tempérament, l'affaire du Slesvig pouvait être une excitation violente et même prolongée, mais passagère, tandis que l'idée de Brand touchait à ses fibres les plus profondes. Et le drame était le moyen de le faire ressortir dans toute sa vigueur. Ce qui est le plus surprenant dans la grande révélation de Saint-Pierre, c'est qu'elle ait été nécessaire et qu'elle soit venue si tard.

C'est parce que sa grande colère le tenait toujours. Parvenu à un paroxysme, il semblait s'y complaire et vouloir encore l'aggraver. C'est pourquoi il demeurait si attaché à son sujet

primitif qu'il l'a maintenu jusque dans son drame, où l'on s'étonne de rencontrer telle tirade qui, hors le ton, n'a vraiment aucun rapport avec la pièce. Tout paraît indiquer qu'il n'a pas entièrement compris, dans le feu de son travail et de sa passion, à quel point son sujet s'était effectivement transformé. Ainsi le Brand du poème subsiste dans le drame, œuvre grandiose qui conserve, par moments, le caractère d'une œuvre de circonstance. Mais c'est uniquement dans le drame que Brand pourrait être remplacé par un Galilée qui ne se rétracte pas... ou par Ibsen. Car il s'absorbe dans son œuvre avec un esprit d'abnégation et de sacrifice. Il admire Brand, il le prend pour modèle, et l'orgueil de lui ressembler l'exalte prodigieusement. C'est en lui que se réalise l'unité du poème et du drame, de la circonstance et de l'idée. Dans le bouillonnement de sa pensée, il confond quelque peu sa propre mission de poète guide du peuple, et sa grande colère, et la vocation de Brand. Tout cela, pour lui, ne fait qu'un. Car Brand, c'est lui-même. Il l'a dit et redit. Il l'a dit surtout posément, avec réflexion, dans sa précieuse lettre du 28 octobre 1870 à P. Hansen. Là, c'est avec modestie qu'il écrit : « Brand, c'est moi, dans mes meilleurs moments. » C'est sans doute ce tumulte cérébral de colère et d'orgueil, et la confusion de sa personne et de son personnage, qui l'ont empêché si longtemps de trouver la forme claire qu'il lui fallait et qui a rendu nécessaire une révélation. Il l'a eue enfin, lorsqu'une course à Rome l'a éloigné de son travail. Cette soudaine inspiration a été surtout une journée de méditation plus calme. Après quoi, il est retourné vers sa solitude d'Ariccia, n'ayant plus qu'à écrire, et il a pu s'exalter de nouveau sans inconvénient. Son enthousiasme s'est accru alors du fait qu'une fois le plan bien établi, l'œuvre si longuement mûrie coulait de sa plume avec une invraisemblable facilité, et l'on comprend qu'Ibsen, l'esprit toujours tendu, mais tout heureux de tenir le moyen d'exprimer son idée librement, et tout fier de son identité avec Brand, ait eu, en écrivant son drame, le sentiment qu'il partait pour la croisade.

P.-G. La Chesnais.

POUR LE LIVRE DE RAISON

En écrivant le mot « fin » au bas du premier volume du *Livre de raison* (1), je pensais avoir terminé. J'avais traité les quelques sujets qui me paraissaient relier le présent au passé et aiguiller vers l'avenir et je ne voyais pas d'intérêt à continuer ce mémorial, sinon sous forme de notes familiales destinées aux miens seuls. De plus, bien que je me fusse efforcé de l'étendre, d'élargir mes souvenirs, mes préoccupations ou mes projets, en y mêlant ceux de mes voisins et amis et, au delà, ceux mêmes de la masse rurale où je suis plongé, je craignais de manquer de matière, ou encore de fatiguer en ne parlant jamais que de cette terre paternelle tant aimée.

Mais la vie n'a cessé de me solliciter, éternellement changeante comme les saisons, comme l'aspect des êtres et des choses... Plus peut-être dans le monde agricole qu'ailleurs, lent à se transformer, attaché à des us millénaires, quelques-uns restés justement intangibles, hésitant devant les innovations, rebelle souvent aux débours d'essai, mais qu'enfin un souffle d'émulation a pénétré peu à peu.

A mesure que les communications se sont multipliées, et avec elles la circulation des idées, des méthodes et des leçons, une sorte d'appétit de savoir, de comprendre et d'appliquer s'est emparé de nous, non pas seulement tourné vers l'accroissement matériel et vers le gain. La science est venue aider. Elle a cherché, proposé ou donné des explications, déposant dans les esprits des germes de curiosité incoercibles, ou bien elle a confirmé des pratiques séculaires, où sa lumière saisit et illustre les raisons instinctives de cheminements ataviques.

Sous ses rayons, sous ses éclairs, quelques-uns fugitifs, la terre-mère jusqu'à présent mystérieuse a laissé se révéler quelque chose

(1) Ces pages serviront de Préface au deuxième volume du *Livre de raison* qui paraîtra prochainement.

de son être intime, du secret de sa substance vitale avec tout ce qui germe d'elle, ce qui la fertilise ou la stérilise; elle s'est animée à la manière d'un organisme de chair et de sang, au point qu'on peut se demander si tout n'est pas un dans l'univers, soumis aux mêmes lois constitutives; si tout n'y respire pas, pour ainsi dire, de même; si l'eau, l'air, la lumière ne vivifie pas le sein immense de la glèbe comme la poitrine humaine; si un régime alimentaire n'existe pas aussi pour elle, dans lequel les éléments de réfection ou de stimulation ne manquent pas impunément; si ce corps enfin, qui palpite invisiblement, que l'on croyait inerte, ne ressent pas jusqu'à des blessures, depuis le temps qu'on le foule et qu'on le déchire, par où la sève s'écoule et se perd comme un fleuve tarit...

Imaginations sans doute, mais qui se traduisent par des initiatives hardies, passionnées, souvent heureuses, au bout desquelles parmi le jeu des réactions et des mélanges se découvrent des aperçus nouveaux, pareils à des horizons lointains tout à coup déployés...

A côté de ces ambitions immédiates qui visent à la multiplication intensive des produits du sol sous leur forme immémoriale, le pain, le vin, la viande de boucherie, le monde rural se tourne vers d'autres désirs d'exploitation et de rémunération. Il rêve de rendement industriel greffé sur l'autre, l'agricole. Il sait que l'on tire du sucre de la betterave, de l'alcool du maïs, de l'huile des pépins de raisins; et, le débouché naturel épuisé, lui-même et ses animaux repus, il envisage pour ses denrées sous un autre aspect et appellation des possibilités de second écoulement. Il est prêt à alimenter de produits bruts les usines en projet. Déjà, des coopératives se montent, œuvre et propriété de tous; des fabriques (j'entends dire que des papeteries s'installent auprès de nous, susceptibles de dévorer et de triturer tous nos bois légers d'éclaircissage ou de rebut); et l'on ne sait quelle ère de progrès foncier sera conçue dans ces épousailles géantes du sol et de l'industrie.

Je craignais de fatiguer... et voici que me viennent, de près comme de loin, des encouragements à poursuivre, à dire la toute petite chose que j'ai peut-être à dire, à ma mesure d'homme éphémère, en communion profonde avec les morts de notre sang.

C'est un expert-géomètre, homme méditatif, souvent appelé pour affaires de famille dans le pays, qui m'arrête et me demande : « Parlez-vous toujours de nous, monsieur? De ce que nous faisons? De ce labeur pour garder la vie, l'accroître et la perpétuer : la vie matérielle, par quoi l'on boit, mange et se vêt; la vie morale, chacun

au coin de son âtre modeste, par quoi l'on reste digne de passer l'héritage intact à ses enfants. De nos jours, la terre semble trop basse et le devoir trop lourd. »

Un autre me dit : « Je vois que vous racontez encore nos vieilles habitudes. Nous vous en félicitons. Nous partis, personne ne s'en souviendra plus... Continuez; apprenez aux jeunes de chez nous, et d'ailleurs, à ne pas mépriser leurs pères, croire que tout commence à eux, que l'on n'a su ni vivre avant, ni jouir de la terre et gagner le ciel. Que, sans les pères qui ont fait le lit, souvent comme ils ont pu, ils ne dormiraient pas ou si mal, comme les bêtes des bois sur la ronce. Que les générations viennent au monde pour s'élever les unes sur les autres, à la manière des pierres d'une maison qui, plus petites ou plus grandes, ont toutes leur raison et leur utilité. Qu'enfin, le plus vite et le plus sûr pour arriver au même but est de suivre le chemin tracé, quitte à l'élargir ou à le prolonger suivant ses forces. »

Celui-là est un vieux terrien, tenant au sol par toutes ses fibres comme le chêne de l'enclos. Au déclin de l'âge, il descend en paix la colline de la vie sans redouter d'en toucher le pied l'heure venue.. Je vais le voir parfois : nous remuons ensemble la cendre du passé dont sa mémoire est pleine... Il respirait, ce jour-là, assis devant sa porte, son blé rentré, et songeait en berçant au soleil couchant un petit-fils nouveau-né.

Et j'ai rencontré ces temps-ci un chiffonnier voisin. Contemporains, quand nous nous croisons, il jette là son ballot, son chien se couche, et nous causons. Il a toujours le rire aux yeux et la chanson aux lèvres. Il était plus joyeux que de coutume. « Qu'avez-vous, Pierroulet? — Monsieur, j'ai acheté : six hectares, à la suite de mon petit héritage. Je savais la terre à vendre depuis longtemps... Oh ! je l'ai payée : plus cher qu'elle ne vaut, bien sûr. Mais elle me touchait, et j'en avais si envie que je me levais, parfois, au clair de lune, pour aller la regarder... Maintenant que je l'ai, je suis un autre homme. Devenu le maître, quand je la visitai, devant tant d'espace sous les pieds, où je puis faire un tour de promenade rien que chez moi, et, s'il me plaît, « tirer la lièvre » le dimanche, je me suis senti grandi, de plus de carrure et de poids, vis-à-vis de moi-même et des autres. Ça doit se voir sur ma personne. — Oui, Pierroulet, on a envie de vous saluer de plus loin... » Et de rire tous deux...

Propos qui me mettent la plume à la main, où je trouve tant de suc, celui que l'existence exprime de nos cœurs...

Comme des voix lointaines, les lettres qui m'arrivent m'encou-

ragent à leur tour... Lettres de femmes, nostalgiques comme leur regret ; de jeunes gens, inquiétées comme leur désir ; d'hommes faits, soucieux de la vie, ou en qui un mot lu a réveillé un souvenir. Beaucoup m'émeuvent... Voici (qu'on m'en excuse) un passage de celle d'un soldat ; une ligne de celle d'un père.

Le soldat, un jeune officier de cavalerie, un « Marocain », comme l'on dit de ces ardents jeunes hommes qui sillonnent l'empire africain, m'écrit au débotté, monture au piquet : « Permettez-moi de vous remercier : en mon nom, et en celui de mes camarades gascons. Partant pour me battre, j'ai emporté vos livres. Ils me suivent, dans les sacoches de ma selle. Souvent le soir, entre deux reconnaissances ou deux affaires, nous nous réunissons, et l'un de nous vous lit aux autres. C'est comme une bouffée d'air et de sentiment du pays. Tout ce que nous aimons, tout ce que nous avons quitté est là. Nous vous devons joie et réconfort... »

Ce fut pour moi un coup au cœur... J'ai un fils, officier aussi, mais fantassin, en colonne de même alors, et là-bas, et peut-être couvert ou éclairé par le cavalier, et leur image à tous deux se confondit à mes yeux... Il était là, vidé de sueur ou dévoré encore de soif, échappé à l'embûche, à la mort, lisant à la lueur fumeuse d'un falot, sous les plus larges étoiles qui palpitent au firmament, parmi l'immensité sonore du désert. Il lisait, et l'évocation se déroulait : jeux de l'enfance ; aspirations confuses de l'adolescence, à l'heure où la vocation envahit l'âme ; ambitions de la jeunesse mêlées aujourd'hui de sacrifice... Par la porte de la tente, entr'ouverte sur les sables, il voyait se lever les paysages familiers, faits de collines rousses ou de bois de chênes noirs, de landes rases, bordées de pins rangés en lignes de portiques, d'eaux vives et chantantes sur des lits de graviers, ou faits tout entiers d'un toit de tuiles rouges marqué d'un jet de fumée... Mirages pathétiques... Tout à coup, rompant le charme, la clameur humaine d'un chacal éclatait...

Proche d'un événement de famille, à l'âge où l'on s'attache de plus près à l'avenir des siens, le père achève par ces mots : « Je mets votre *Livre de raison* dans la corbeille de noce de mon fils. »

Qu'il aille donc, ce nouveau volume, dans sa sincérité, dans sa simplicité, vers les mains qui l'attendent, apportant avec lui quelque chose de la douceur et de la force du foyer.

JOSEPH DE PESQUIDOUX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

C'est toute une époque de l'histoire du libéralisme britannique qui s'achève par la mort de M. Asquith, devenu, depuis trois ans, comte d'Oxford et Asquith ; sa personnalité apparaîtra comme la dernière incarnation de cette forte lignée de parlementaires libéraux et réformateurs qui commence à sir Robert Peel et se continue par Gladstone. Comme la plupart d'entre eux, Asquith était un juriste, un rigide protestant non-conformiste et un puissant orateur parlementaire ; comme eux, il a fait œuvre démocratique en cherchant à adapter l'antique constitution et la législation traditionnelle de l'Angleterre aux mœurs et aux besoins issus d'un prodigieux développement industriel engendrant un nombreux prolétariat urbain. Premier ministre de 1908 à 1916, il a dirigé les destinées de l'Angleterre durant les années troublées et décisives qui précédèrent la grande guerre. La politique fastueuse et agitée de Guillaume II mettait en défiance ce bourgeois radical et, bien que les affinités naturelles de son esprit ne le portassent guère du côté de la France, il pratiqua avec loyauté l'entente cordiale, mais sans entrain et sans largeur de vues, tout en encourageant les essais d'accord avec l'Allemagne tentés par M. Haldane. L'histoire dira, elle a déjà dit, qu'il eût sans doute assuré la paix en juillet 1914 par une affirmation opportune et précise de la solidarité franco-britannique ; mais, aujourd'hui, en face de son cercueil, les Français se souviendront seulement qu'il fut le plus loyal des alliés et qu'il conduisit avec énergie une guerre qui répugnait si profondément à ses sentiments pacifiques et à ses habitudes d'esprit. Mais, à la faveur de la guerre, une génération de politiciens radicaux d'une autre espèce, dont M. Lloyd George est le type le plus caractéristique, arrivait au pouvoir et, après la guerre, Asquith assistait au déclin, puis au désastre, du vieux libéralisme qu'il avait aimé et

incarné ; une fraction de l'opinion libérale rejoignait le conservatisme réformateur, tandis que l'autre se laissait absorber par le travaillisme. Battu aux élections de 1924, il entra à cette Chambre des lords, dont il avait tant contribué à restreindre les prérogatives, avec le titre de comte d'Oxford et Asquith. Si un radical français était tenté d'en sourire, il faudrait lui répondre que c'est là une saine et haute conception d'un régime démocratique où se forme et d'où s'élève une aristocratie de mérite, mûrie au service de l'État et incessamment rajeunie par l'apport d'éléments nouveaux.

En Allemagne, voici une crise politique virtuellement ouverte et la période électorale commencée. Après l'effondrement des dynasties et la courte tentative de révolution bolchéviste de novembre 1918, l'Allemagne fut sauvée et orientée dans la voie nouvelle de la République et du gouvernement parlementaire par une coalition dont le Centre (catholique) et la social-démocratie étaient les éléments dominants. La constitution de Weimar sortit de la collaboration de ces deux fractions avec le groupe des démocrates dont le chef, Ugo Preuss, eut une part prépondérante à la rédaction des lois constitutionnelles. Le Centre, dans la ruine de la vieille Allemagne, se préoccupe de sauver les libertés religieuses de la minorité catholique. Le congrès du parti, en 1922, annonce sa ferme volonté de réaliser les principes du christianisme dans l'État et la société, dans l'organisation économique et dans la vie intellectuelle. Il se place résolument sur le terrain constitutionnel : « Le parti du Centre rejette la notion de la toute-puissance de l'État avec la même énergie qu'il combat la négation ou la destruction de l'idée de l'État. Il reconnaît l'État allemand, dont la forme a été fixée par la volonté du peuple et par la voie de la Constitution. »

En 1924, se forme en Allemagne, pour la première fois depuis la révolution, un cabinet de droite, que dirige M. Luther, et où dominent les monarchistes. Le Centre, à son congrès de Cassel, en novembre 1925, élabore une résolution où il ne se contente plus de se déclarer constitutionnel, mais prononce franchement le mot de République. En 1926, la résolution d'Erfurt précise l'idéal républicain du Centre catholique : « Ce qui fait le fondement indispensable de la République allemande, — comme de tout État, — c'est toujours l'ordre chrétien et la morale chrétienne, la solidarité dans la famille, dans les classes sociales et dans la nation, enfin la justice sociale la plus exacte. C'est de cet esprit conservateur, dans le vrai

sens du mot, que la République allemande a besoin. C'est cette République, et non pas une République matérialiste ou individualiste, que la politique du Centre a voulu réaliser. Le parti attend, de tous ceux qui sont pénétrés de l'idée religieuse, une collaboration active à l'établissement d'une République allemande conforme à cet esprit. » Le Centre demande à la République « une législation qui écarte à tout jamais la domination d'une caste, qui fasse de l'armée une armée nationale au sens démocratique du mot et qui la subordonne au pouvoir civil, qui entreprenne, d'une façon radicale, la démocratisation de l'administration, et qui puisse bâtir la législation sociale sur les principes d'un idéal démocratique au point de vue économique (1). » Jusqu'à la guerre, la politique extérieure était dirigée par le gouvernement impérial ; les partis et le Reichstag n'y prenaient aucune part. Mais, pendant et surtout après la guerre, sous l'influence d'Erzberger, le Centre s'est intéressé de plus en plus à la direction de la politique du Reich ; il demande que l'Allemagne, « dans un esprit de paix, entre dans le concert des puissances européennes et s'insère dans l'organisme de la politique mondiale avec une pleine conscience de la civilisation ».

Tel est, pour le Centre, le contenu de l'idée de République ; à la suite de la guerre et de la révolution s'ouvre une nouvelle époque de l'histoire allemande caractérisée par l'accès du peuple à la politique. Mais ces directions générales ne sont pas suivies par tous les catholiques et, dans le sein même du parti, elles n'ont pas été adoptées sans résistances et sans dissidences. Les députés bavarois catholiques se sont séparés du Centre, lors des débats constitutionnels, et ont constitué sous le nom de « parti populaire bavarois » un groupe nationaliste et monarchiste. D'autre part, après la guerre, un groupe catholique prussien, sous le nom de « Comité catholique allemand national », s'est détaché du Centre, auquel il reprochait ses tendances démocratiques et républicaines, et a rejoint, sur le terrain purement politique et national, la grande fraction conservatrice devenue le parti « allemand national ».

En décembre 1926, s'ouvrit une grave crise ministérielle. Un gouvernement de droite n'était plus possible, mais reviendrait-on à la coalition de Weimar ou bien formerait-on une coalition de droite? Dans les deux cas, le concours du Centre était indispensable; de lui dépendait l'orientation du nouveau ministère. L'influence et l'inter-

(1) Article du chancelier Wirth dans l'*Esprit international* d'avril 1927.

vention directe du maréchal Hindenburg, président du Reich, les négociations habiles de M. Stresemann, l'un des *leaders* du parti populiste (1), décidèrent le Centre à entrer dans une coalition de droite et à partager le pouvoir, dans un cabinet où M. Marx, son chef, serait chancelier, avec les populistes, les populistes bavarois et les Allemands-nationaux, c'est-à-dire le vieux parti des junkers. De quel avantage important les dirigeants du Centre espéraient-ils se faire payer une condescendance qui ne pouvait manquer d'exciter, parmi leurs troupes, certaines résistances? Ils avaient la promesse que serait votée une loi scolaire favorable à leurs revendications confessionnelles.

Les questions scolaires, en Allemagne, sont compliquées. L'enseignement est donné par chaque État, sans intervention du gouvernement d'Empire ; il n'y a pas de ministre de l'Instruction publique pour le Reich. Toutefois, dans la constitution de Weimar, furent introduits quelques articles très généraux. Le Centre demandait une loi scolaire d'Empire dans les principes généraux de laquelle viendraient s'insérer les lois de chaque « pays ». Il s'agissait surtout d'assurer aux catholiques la faculté d'avoir des écoles confessionnelles, pourvu qu'un certain nombre de pères de famille se groupassent pour le demander, même dans les « pays » où, comme en Saxe par exemple, les catholiques ne sont qu'une faible minorité. L'école confessionnelle, contrôlée par les autorités catholiques, aurait les mêmes droits que les autres écoles : par là seraient pleinement respectés la liberté des consciences et les droits des pères de famille. Ainsi disparaîtraient les derniers vestiges du fameux principe : *cujus regio ejus religio*, sur lequel est fondée la paix d'Augsbourg de 1555, et qui donnait au gouvernement de chaque État le droit de choisir la religion qui devait être celle du souverain et des sujets, mais qui refusait le même droit aux individus. Même dans les « pays » où l'école est « simultanée », c'est-à-dire mixte avec une base d'enseignement chrétien, comme Bade par exemple, le Centre, demandait aussi la possibilité d'ouvrir des écoles confessionnelles.

Un projet de loi fut déposé en juillet 1927 par M. de Keudell (allemand-national), ministre de l'Intérieur ; une commission l'étudia et, durant une quarantaine de séances, ne put arriver à se mettre d'accord sur un texte que voteraient les partis formant la coalition. Les

(1) *Volkspartei*, fraction de l'ancien parti national-libéral. Il ne faut pas le confondre avec le parti populiste bavarois, dont nous parlions tout à l'heure (*bayerische Volkspartei*), qui est un parti catholique.

populistes surtout se montraient intransigeants dans la question des « pays » à écoles simultanées. Des transactions furent proposées jusqu'à ces derniers jours. Le chancelier Marx attachait d'autant plus de prix à réussir que, dans son propre parti, ses adversaires l'accusaient d'avoir compromis le Centre avec les hobereaux prussiens, sans obtenir aucun avantage, et de s'être laissé duper par M. Stresemann et les populistes. Aucune entente n'a été possible La loi scolaire est considérée comme abandonnée et la coalition de 1926 est dissoute. Il a fallu deux interventions directes du Président Hindenburg pour assurer au ministère Marx une survie précaire de quelques semaines, le temps d'assurer le vote de certaines lois urgentes. Les Allemands-nationaux, qui craignent à bon droit de ne pas faire partie de la future majorité ni du gouvernement, profitent de leur présence au pouvoir pour obtenir des avantages pour l'agriculture sous forme de crédits à long terme, et faire voter des droits élevés sur l'importation de la viande frigorifiée et du bétail sur pied. On statuera encore sur les indemnités à allouer aux Allemands dont les biens ont été expropriés à l'étranger pendant la guerre, sur des allocations destinées à améliorer le sort des petits rentiers ruinés par l'inflation et sur le relèvement des pensions aux mutilés. Et puis, ce sera la dissolution du Reichstag et, soixante jours après, les élections. L'intervention du Président pour prolonger le compromis actuel a vraisemblablement comme origine le désir d'ajourner la dissolution assez longtemps pour que les élections n'aient lieu qu'en mai, c'est-à-dire après les élections françaises que les Allemands espèrent très à gauche.

Il serait naturellement téméraire de prédire quels résultats donneront les élections pour le Reichstag et pour le Landtag de Prusse. Cependant, toutes les élections locales apportent des indications concordantes d'un mouvement accentué vers les partis de gauche, dont la social-démocratie bénéficie surtout. Nous citions, il y a quinze jours, le cas du Brunswick. Voici aujourd'hui celui de Hambourg : des élections pour le Parlement de la ville libre avaient eu lieu le 9 octobre et avaient montré le progrès de la social-démocratie. Cassées pour irrégularité, elles ont été recommencées le 19 février : les nationalistes perdent 4000 voix et trois sièges, bien qu'il y ait 37000 votants de plus; si les socialistes perdent trois sièges, ils gardent 246000 voix, et les démocrates se réjouissent d'un gain de cinq sièges avec 87000 voix ; les communistes obtiennent 114000 suffrages. Il est probable qu'après les élections générales le parti social-

démocrate prendra sa place dans la coalition gouvernementale, avec le Centre et les démocrates. La question est de savoir si les populistes, avec leur chef M. Stresemann, y seront admis. Ils manœuvrent pour s'entendre avec les démocrates. Mais l'échec de la loi scolaire a violemment irrité le Centre qui pardonnera difficilement aux populistes ce qu'il considère comme un manque de loyauté.

Au sein même de la fraction centriste, M. Marx a perdu beaucoup de son autorité. Les hommes qui, dans les rangs du Centre, représentent la tendance la plus démocratique, reprochent à M. Marx cette alliance avec les nationalistes pour laquelle il a laissé dormir le programme démocratique et social qui fait la force du parti et sa puissante assiette populaire. M. Imbusch, député de la Ruhr, a prononcé dernièrement un discours très dur pour le chancelier. M. Stegerwald, président des syndicats ouvriers catholiques qui constituent, en Westphalie et en Rhénanie, la force électorale du Centre, s'est plaint vivement de la politique du chancelier qui a livré aux junkers, aux hommes « nés au delà de l'Elbe », une partie des fortes positions électorales des catholiques dans l'Ouest. Enfin M. Wirth, l'ancien chancelier, qui n'a jamais caché sa désapprobation des projets scolaires de M. Marx, a derrière lui une grande partie de ces « ligues allemandes de Windhorst » qui constituent le « jeune Centre ». M. Marx, il y a quelques semaines, à un moment où il espérait encore le succès de la loi scolaire, laissa échapper un aveu compromettant : « Le Centre, dit-il, n'est pas un parti républicain, mais un parti constitutionnel. » Il eut beau expliquer qu'il ne s'agissait là que d'une attitude doctrinale et non pas d'une foi politique, et que le Centre était aujourd'hui républicain comme il avait été monarchiste sous l'Empire, ses déclarations parurent en contradiction avec la résolution de Cassel, que nous rappelions tout à l'heure, et le Président de la fraction, M. de Guérard, crut devoir, dans un discours, remettre les choses au point.

En résumé, si la crise qui vient de s'ouvrir a montré la déférence des partis envers le Président du Reich et le haut souci de l'intérêt national et de la stabilité politique qui inspire le vieux maréchal, elle révèle aussi l'échec du système gouvernemental inauguré par lui en décembre 1926. Les bénéficiaires apparents de la combinaison sont les allemands-nationaux et M. Stresemann; mais peut-être s'apercevront-ils bientôt qu'ils en pourraient devenir les mauvais marchands; car les nationalistes n'ont pas atteint leur but principal qui était de renverser, en Prusse, le gouvernement démocratique de MM. Braun

et Severing, et, d'autre part, ils risquent de perdre aux élections une partie de leurs positions. Quant à M. Stresemann, il passe, dans son propre parti, pour faire une politique trop démocratique et il s'entend reprocher ce que ses collègues appellent, bien à tort, les déceptions de Locarno ; en outre, il a vivement mécontenté le Centre, et c'est grave, car le Centre est assuré de garder ses sièges, probablement même d'en gagner, et de rester, quoi qu'il advienne, l'axe de la future majorité et du prochain ministère. C'est pourquoi les mouvements intérieurs qui agitent la fraction centriste et qui, pour le moment, l'inclinent vers une politique plus démocratique et plus sociale, ont une grande importance non seulement pour l'avenir de l'Allemagne, mais pour la stabilité de la paix européenne. Les hommes du Centre et, parmi eux, ceux qui représentent les tendances les plus démocratiques, apportent une conception du monde à la fois universelle et fédéraliste qui implique un large programme d'entente économique européenne; ils ont une conscience profonde des liens d'interdépendance entre toutes les nations civilisées, qui contraste avec les instincts particularistes et le tempérament réactionnaire des junkers prussiens et qui est digne d'attirer la plus sérieuse attention des autres peuples, car il peut en sortir, selon les circonstances, de grands avantages ou de graves dangers.

Une entente européenne sur le terrain économique ne serait possible que si les Allemands renonçaient à s'attribuer la mission providentielle d'en être les directeurs, car ils la feraient bien vite dériver vers quelque conception voisine du Mittel-Europa qui devint, après le naufrage des ambitions impériales sur la Marne, la nouvelle formule du pangermanisme conquérant. Ces jours derniers, à propos de la visite de Mgr Seipel à Prague, heureux symptôme d'un rapprochement économique et politique entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, la *Germania* se hâtait de conclure : « Les deux leitmotiv de la politique de la Petite Entente, l'interdiction de l'*Anschluss* et celle du retour des Habsbourg en Hongrie, sont aujourd'hui périmés. » C'est démasquer bien vite ses batteries. S'il plaisait jamais, — ce qui est loin d'être le cas, — à nos amis Tchécoslovaques de compromettre leur indépendance à peine reconquise en se laissant encercler par le pangermanisme, il resterait que l'interdiction de l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne est inscrite dans le traité de Versailles parce qu'elle est indispensable à l'équilibre et à la paix de l'Europe et que ni l'Angleterre, ni la France, ni l'Italie ne sont disposées à en permettre la discussion. Le prince Charles-

Antoine de Rohan, dans l'*Europäische Revue* de septembre 1927, montre que, dans l'opinion autrichienne jusqu'ici abasourdie par une catastrophe sans précédent, une conscience politique s'éveille sous l'influence de la résurrection économique. Vienne reprend peu à peu sa place dans la vie économique de l'Europe comme « la porte de l'Orient »; or, cette porte ne peut appartenir à aucune grande puissance, car les puissances orientales ont besoin de communiquer, par le couloir danubien, avec l'Occident.

Les Allemands n'arrivent pas à se débarrasser de la vieille conception sociale et linguistique qui se résume dans le chant de Arndt : « Partout où résonne la langue allemande, là est la patrie de l'Allemand », et qui est incompatible avec la sécurité des autres États. C'est pour des raisons de cette nature que M. Lœbe, président socialiste du Reichstag, en réponse à M. Aulard, réclame comme un droit la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Ce sont encore des considérations de même ordre qui sont le fondement de cette politique des minorités allemandes à laquelle aucun parti ne renonce et qui aboutirait à troubler les États voisins de l'Allemagne et quelques autres encore jusqu'en Amérique. Rien de plus significatif à cet égard que les articles venimeux que presque tous les journaux allemands, les uns avec une violence injurieuse, comme la *Gazette du Rhin et de Westphalie*, les autres sur un ton plus modéré et patelin, ont publiés à propos du discours de M. Poincaré à Strasbourg le 12 février.

Afin de montrer, par une éclatante manifestation d'unité patriotique au-dessus des partis et des confessions, le caractère superficiel et en grande partie artificiel des agitations suscitées par le *Heimatbund* et la petite poignée des autonomistes, les maires du Bas-Rhin avaient convié M. Poincaré à un grand banquet auquel assistaient 559 d'entre eux avec tous les sénateurs et députés du département. Le Président du Conseil, en un saisissant raccourci d'histoire, montra l'Alsace devenant de plus en plus française jusqu'à cette heure de 1871 où, contre la volonté de l'unanimité des habitants, la force brutale l'arrachait à la mère patrie, et le restant, sous la domination étrangère, jusqu'à la délivrance de 1918. Ce magnifique discours, tout vibrant d'émotion, qui souleva des acclamations enthousiastes, ne saurait s'analyser; nous n'en voulons retenir que le passage capital qui a trait à la question des minorités nationales et de leurs droits. Il n'existait pas de minorité allemande en Alsace ni en Lorraine en 1871. Comment donc un journal comme *la Gazette*

du Rhin et de Westphalie ose-t-il encore, même après Locarno, écrire : « L'Alsace étant allemande, nous n'avons pas à prouver qu'elle appartient, historiquement, au Reich allemand » ?

Les minorités ont certains droits, reconnus par les traités, quand elles existent d'ancienne date et qu'elles ont une conscience pleine et spontanée de leur individualité nationale ; mais comment serait-il permis, à coups de propagande mensongère ou à prix d'argent, de susciter artificiellement des groupements et de se substituer à eux pour revendiquer leurs droits ? « L'Alsace n'admettra pas, a dit M. Poincaré, que, sous prétexte de réclamer pour elle de plus larges libertés, des agents suspects et des courtiers marrons entretiennent chez elle des journaux alimentés par des ressources étrangères, prennent contact avec des organisations étrangères et préparent, sous le voile de l'autonomie, la neutralité de l'Alsace et une nouvelle amputation de la France. Elle n'admettra pas davantage qu'une poignée d'individus à double face poussent l'audace et la déraison jusqu'à chercher des complicités en Bretagne, en Flandre ou en Corse, comme si, fortifiée et cimentée par les siècles, l'unité de notre pays ne défiait pas d'aussi absurdes tentatives de dislocation et comme si les divers idiomes librement parlés, à côté de la langue française, dans plusieurs de nos provinces les plus patriotes, étaient le symptôme malsain de l'émiettement de l'intégrité nationale!... Ceux des Belges, des Suisses, des Canadiens qui s'expriment ordinairement en français sont Belges, Suisses, Canadiens et nous ne songeons pas à leur contester la nationalité qu'ils ont adoptée. Ceux des Alsaciens qui ont, depuis leur naissance, l'habitude du dialecte ou de l'allemand et à qui leur âge ou leurs occupations n'ont pas laissé la possibilité d'apprendre le français, n'en sont pas moins d'excellents Français, Français de sentiment et de volonté. Pas plus que nous n'aurions l'inconvenance d'intervenir en Belgique, en Suisse ou au Canada, ou de chercher à y faire intervenir la Société des nations, sous couleur d'y protéger la culture ou les traditions françaises, nous ne saurions permettre qu'à la faveur de complaisances coupables, des influences étrangères vinssent à se glisser dans l'administration de nos affaires intérieures. »

Il y a, dans ces fortes paroles, toute une théorie du droit des minorités et de ses limites. De tous les grands États d'Europe, c'est sans doute la France dont la cohésion nationale est la plus ancienne, la plus forte, la plus consciente et la plus conquérante. Quand on arrive à des pays comme ceux de l'ancien Empire austro-hongrois,

qui était un État et non une nation, ou ceux des Balkans, naguère encore submergés par l'envahisseur ottoman, les questions se posent en des termes différents. L'Allemagne, à l'Est, peut être fondée, dans certains cas précisés par les traités, et réciproquement la Pologne, à revendiquer pour des minorités qui, avant 1918, faisaient partie de son Empire, depuis plus d'un siècle, certains droits culturels, mais elle ne saurait, sans menacer gravement la paix européenne, poursuivre une politique tendant à réunir sous sa domination ou son hégémonie tous les pays de langue allemande ou de dialectes germaniques : ce serait la source d'abus intolérables.

Les commentaires de la presse allemande sur le discours de Strasbourg sont de nature à nous édifier sur la persistance de certains états d'esprit difficilement compatibles avec l'établissement de bons rapports avec la France. Que penser aussi de ces habitants du Palatinat, qui ne rougissent pas de transformer en une fête l'anniversaire de l'ignoble et sauvage massacre de Pirmasens? Nous sommes loin de ce désarmement moral qui est pourtant la condition essentielle et préalable de tout désarmement matériel. Quant à la Société des nations, comment se ferait-elle écouter des grandes puissances, quand elle se laisse bafouer par les petites? M. Valdemaras et la Lithuanie ont complètement oublié qu'ils se sont engagés, à Genève, à ouvrir des négociations de paix avec la Pologne. Quant au comte Bethlen, il annonce avec désinvolture qu'il a fait disparaître les mitrailleuses au sujet desquelles les puissances de la Petite Entente ont adressé une demande d'enquête au secrétariat général de la Société des nations. S'imagine-t-il prouver, en faisant disparaître le corps du délit, que la Hongrie est innocente des armements clandestins qu'on lui reproche?

Ces symptômes alarmants, cette insuffisance de l'organisation européenne de la paix, nous en retrouvons l'écho dans le discours si sage et si pondéré que le ministre des Affaires étrangères de Belgique a prononcé au Sénat le 21 février. Il était naturel et utile que M. Paul Hymans s'expliquât à son tour sur les problèmes délicats que M. Stresemann et M. Briand ont abordés récemment. Ses paroles ont produit, dans toute l'Europe, une impression d'autant plus forte que la Belgique est à l'abri du moindre soupçon d'ambitions impérialistes ou de penchants belliqueux, et que M. Paul Hymans lui-même, un libéral de la lignée de Rozier et de Frère-Orban, est un des plus anciens, des plus convaincus et des plus notoires partisans de l'organisation de la paix par la Société des nations et du rappro-

chement des peuples que l'agression de l'Allemagne a dressés les uns contre les autres.

D'abord M. Hymans annonce une heureuse nouvelle : les laborieuses négociations commerciales entre la Belgique et la France ont enfin abouti à une conclusion, grâce aux efforts persévérants des négociateurs et à l'esprit d'entente et d'amitié des deux parties. Puis le ministre des Affaires étrangères entre dans le vif de son sujet. La Belgique envisage naturellement avec sympathie « tout effort de rapprochement tendant à la consolidation d'un régime de concorde et de stabilisation politique ». Mais une évacuation anticipée de la Rhénanie par les troupes alliées aurait-elle pour effet de favoriser un tel rapprochement? L'occupation a été inscrite dans le traité de Versailles comme une garantie de la sécurité, de la démilitarisation de la zone rhénane et du paiement des réparations. « Cette garantie, qui n'a été ni supprimée, ni amoindrie, par les accords de Locarno, assure l'exécution du traité de Versailles avec une efficacité qu'il ne faut pas sous-estimer. » S'il est possible de trouver d'autres garanties équivalentes, il appartient à l'Allemagne, qui demande l'évacuation, de les proposer et aux Alliés de les examiner en plein accord. La Belgique, si exposée aux invasions, attache une particulière importance à assurer le respect permanent du régime de démilitarisation de la zone rhénane. Son territoire « dévasté et dépouillé systématiquement de ses richesses publiques et privées », a besoin, pour retrouver sa prospérité et sa stabilité financière, des paiements auxquels l'Allemagne s'est engagée. Si l'occupation devait cesser par anticipation, c'est l'Allemagne qui devrait « proposer en échange des garanties nouvelles ». Pour conclure, M. Hymans affirme avec force que « la Belgique ne peut négliger sa défense et l'abandonner aux secours du dehors sans compromettre ses destinées, perdre son rôle et voir sa dignité diminuer dans l'estime des peuples ». Les Français souhaitent que la Belgique soit forte, car ils sont assurés qu'elle sera sage; le discours où M. Hymans se rencontre si heureusement avec M. Briand en apporterait, s'il en était besoin, une preuve nouvelle.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

ssés les

s labo-
France
vérants
parties.
de son
« tout
ime de
on anti-
effet de
dans le
a démi
rations,
par les
rsailles
st pos-
partient
et aux
sée aux
respect
ne. Son
chesses
rité et
e s'est
l'Alle-
elles ».
que ne
dehors
dignité
nt que
le dis-
Briand